

ABC
du
COMMUNISME

Contributions
de

N. Boukharine

1919

Table des matières

DÉDICACE	5
Avertissement de l'édition de 1925 (<i>Amédée Dunois</i>)	6
Préface des auteurs (1919)	7
 I. Le développement du capitalisme et sa fin	8
 [La première partie de l'ABC est rédigée par Boukharine]	
Introduction	9
1. Qu'est-ce qu'un programme ?	9
2. Quel était notre ancien programme ?	9
3. Pourquoi il a été nécessaire d'adopter un nouveau programme.	10
4. Importance de notre programme.....	10
5. Caractère scientifique de notre programme	11
I. LE RÉGIME CAPITALISTE	12
6. La production de marchandises	12
7. Monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste	12
8. Le Salarial.....	13
9. Rapports entre les hommes dans la production capitaliste	13
10. L'exploitation de la force de travail	14
11. Le Capital	16
12. L'État capitaliste	17
13. Contradictions principales du régime capitaliste	20
II. DÉVELOPPEMENT DU RÉGIME CAPITALISTE	22
14. Lutte entre la petite et la grande industrie, entre la propriété individuelle gagnée par le travail et la propriété capitaliste acquise sans travail	22
15. La dépendance du prolétariat, l'armée de réserve, le travail des femmes et des enfants	25
16. L'anarchie de la production, la concurrence et les crises	27
17. Le développement du capitalisme et les classes ; l'aggravation des antagonismes de classes	28
18. La concentration et la centralisation du capital sont des conditions de réalisation du régime communiste	30
III. LE COMMUNISME ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT	31
19. Caractéristiques du régime communiste	31
20. La répartition en régime communiste.....	32
21. L'administration en régime communiste	32
22. Le développement des forces productives dans le régime communiste (les avantages du communisme)	33
23. La dictature du prolétariat.....	35
24. La conquête du pouvoir politique.....	36
25. Le Parti communiste et les classes dans la société capitaliste.....	37
IV. COMMENT LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME A CONDUIT À LA RÉVOLUTION COMMUNISTE	41
26. Le Capital financier.....	41
27. L'Impérialisme.....	44
28. Le Militarisme	47

29. La guerre impérialiste de 1914-1918.....	49
30. Le capitalisme d'État et les classes	50
31. La faillite du capitalisme et la classe ouvrière	52
32. La guerre civile	55
33. Les formes de la guerre civile et son prix	56
34. Ou la décomposition générale ou le Communisme	59

V. LA DEUXIÈME ET LA TROISIÈME INTERNATIONALES 61

35. L'internationalisme du mouvement ouvrier est une condition de victoire pour la révolution communiste.....	61
36. La faillite de la deuxième Internationale et ses causes	61
37. Les mots d'ordre de défense nationale et de pacifisme	63
38. Les Socials-Chauvins.....	65
39. Le Centre	66
40. La Troisième Internationale Communiste.....	66

II La dictature du prolétariat et l'édification du communisme 69

[Extraits du tome II de *l'ABC du Communisme* (traduction de 1923, réédité en 1968, chez Maspéro), ne donnant que les chapitres rédigés par Boukharine, selon les indications de la préface des auteurs.]

Introduction 70

Les conditions de l'édification communiste en Russie	70
41. Situation internationale de la Russie.	70
42. La grande industrie en Russie.	70
43. Triste héritage de la guerre impérialiste.	71
44. La Guerre civile et la lutte contre l'impérialisme mondial.	71
45. Caractère petit-bourgeois du pays. Absence de traditions organisatrices dans le prolétariat.	72

VI. LE POUVOIR SOVIÉTIQUE 73

46. Le Pouvoir soviétique sous la forme de la dictature du prolétariat.	73
47. Démocratie prolétarienne et Démocratie bourgeoise.	73
48. Caractère de classe temporaire de la dictature du prolétariat.	74
49. Possibilité matérielle de la réalisation des droits de la classe ouvrière.	75
50. Égalité des travailleurs sans distinction de sexe, de religion ni de race.	77
51. Le Parlementarisme et le régime soviétique.	78
52. L'Armée et le Pouvoir soviétique.....	79
53. Rôle directeur du Prolétariat.	80
54. La Bureaucratie et le pouvoir soviétique.....	81

[Les chapitres VII à XI (§ 55 à 92) sont rédigés par Préobrajensky]

XII. L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE..... 83

93. L'expropriation de la bourgeoisie et la nationalisation prolétarienne de la grande industrie.....	83
94. Notre but est le développement des forces productives.	85
95. L'organisation rationnelle de la production.	86
96. Extension de la collaboration économique avec les autres pays.	89
97. Organisation de la petite industrie, des métiers et du travail à domicile.	90

98.	L'organisation industrielle et les syndicats.	92
99.	L'utilisation de la force ouvrière.	95
100.	La discipline de travail entre camarades.	95
101.	L'utilisation des spécialistes bourgeois.	97
102.	L'alliance de l'industrie et de la Science.	98

[Les chapitres XIII à XVII (§ 103 à 126) sont rédigés par Préobrajensky]

XVIII. LA PROTECTION DU TRAVAIL ET L'ASSURANCE SOCIALE . 100

127.	Qu'est-ce que la protection du travail ?	100
128.	Les domaines principaux de la protection du travail.	101
129.	Qu'a-t-on fait en matière de protection du travail en Russie ?	102
130.	Qu'est-ce que l'assurance sociale ?	104
131.	Les domaines principaux de l'assurance sociale.	104
132.	Qu'a-t-on fait en matière d'assurance sociale en Russie ?	105
133.	Autres réformes pour l'amélioration du sort du travailleur.	106
134.	Les autres tâches du Parti.	106

XIX. LA DEFENSE DE LA SANTE PUBLIQUE 108

135.	Nécessité d'une défense spéciale de la santé publique.	108
136.	La nationalisation des entreprises médicales.	108
137.	Le service obligatoire des travailleurs de la médecine.	108
138.	Les tâches les plus pressantes de la protection de la santé populaire.	108

Une caricature de Boukharine et Préobrajensky 110

Annexe : le Programme du PCR(b) – mars 1919 111

Note des éditeurs MIA : Cette édition des contributions de Boukharine à *L'ABC du communisme* est basée sur deux sources : l'édition de 1925 de la *Librairie de l'Humanité* (tome I seulement – rédigé par Boukharine - avec un avertissement d'Amédée Dunois) et l'édition de 1923 du tome II, rééditée en 1968 chez *Maspéro*, dont cinq chapitres sont rédigés par Boukharine

[Les paragraphes 2, 3 et 4 de l'Introduction, qui avaient été omis dans la première édition de MIA ont été rétablis ainsi que la préface des auteurs de 1919 ; une caricature des auteurs et le texte du programme du PCR(b) que développe *L'ABC* sont donnés en annexe]

DÉDICACE

Au Parti qui, fort comme l'acier, porte en soi toute la grandeur et la puissance du prolétariat, son héroïsme, sa raison lucide, sa mortelle haine pour le capitalisme, son vigoureux élan pour la création d'une société nouvelle, — au glorieux Parti Communiste, ce livre, par nous, est dédié ;

Au Parti qui commande à une armée de millions d'hommes et couche dans les tranchées, au Parti qui gouverne un pays immense et charge du bois en son volontariat du samedi, au Parti qui prépare la résurrection de l'humanité ;

À la vieille garde du Parti, endurcie dans les combats, faite aux victoires, et aux jeunes rejets du Parti qui devront achever l'œuvre par nous entreprise ;

Aux militants et aux martyrs du Parti, tombés sur tous les fronts, torturés dans les prisons, suppliciés, pendus, fusillés par l'ennemi, morts pour la cause du Parti, — à tous ceux-là, ce livre est dédié.

Avertissement de l'édition de 1925 (Amédée Dunois)

Cette nouvelle édition de l'ABC du Communisme est, par le nombre de ses pages — 175 au lieu de 375 — inférieure d'une bonne moitié à l'ancienne. Pourquoi cela ? C'est ce que nous devons dire au lecteur.

L'ancienne édition — parue en novembre 1923 et presque aussitôt épuisée dès que parue, malgré la force du tirage (5.000 exemplaires) — comprenait deux parties bien distinctes, l'une intitulée le Développement du Capitalisme et sa fin, l'autre la Dictature du Proletariat et l'Édification du Communisme.

La première partie, œuvre de Boukharine, contenait un exposé d'ensemble, très élémentaire et même un peu schématisé, des principes, des modalités et des tendances du régime capitaliste, considéré surtout dans sa période actuelle qui est celle de son déclin. La seconde partie, œuvre de Préobrajensky — à l'exception de trois ou quatre chapitres qu'avait rédigés Boukharine — concernait particulièrement la Russie des Soviets. C'était un commentaire approfondi, article par article, du nouveau programme — adopté en 1918 [1919 en fait] — du Parti Communiste russe, c'est-à-dire, il ne faut jamais l'oublier, d'un parti qui, maître des organes du pouvoir politique, n'a plus à se poser le problème de la conquête du pouvoir, mais seulement celui de son utilisation par le prolétariat, d'un parti dont la tâche révolutionnaire a dépassé la phase négative et consiste désormais dans la réalisation méthodique et graduelle du communisme.

Nous inscrivions en novembre 1923, au seuil de l'ancienne édition, les observations que voici, ayant précisément trait à cette seconde partie de l'ABC :

Une autre remarque est à faire. L'ABC a été écrit au cours de l'année 1919, à l'époque tragique où la Russie des Soviets luttait farouchement contre la mort. Aux prises avec une guerre civile impitoyable et soudoyée; abandonnée à elle-même par le sabotage d'intellectuels et de techniciens à qui la dictature du prolétariat apparaissait comme la pire des calamités de l'histoire; manquant, du fait des cordons sanitaires et des fils de fer barbelés tendus à ses frontières par les brigands de l'Entente, de denrées alimentaires, de matières premières, de machines et de produits fabriqués, — la Russie des Soviets luttait farouchement contre un monde d'ennemis. C'était l'époque du communisme de guerre, communisme de consommation plus que de production, forcément élémentaire, impérieux, voire parfois brutal. On sent cela à presque toutes les pages de la deuxième partie de l'ABC.

La cessation de la guerre civile, le desserrement du blocus, l'affermissement du pouvoir des Soviets, l'évolution de nombreux techniciens et intellectuels passés au service de la République rouge, un immense et consciencieux effort de développement des forces productives, la fin du régime des réquisitions, l'adoption d'une nouvelle politique économique (la Nep), caractérisée par la réouverture d'un marché libre, — tout cela a clos cette période glorieuse, mais primitive, de la Révolution russe. La Russie soviétique de 1923 ne ressemble plus trait pour trait à la Russie soviétique de 1919. C'est dire que maints passages de la deuxième partie de l'ABC sont aujourd'hui soit périmés, soit vieillis. Nous n'avons pas cru, cependant, devoir les supprimer. Si la réalité à laquelle ils se réfèrent s'est modifiée depuis quatre ans, si elle s'est assouplie, diversifiée, nuancée, elle n'en a pas moins existé. Elle appartient à l'histoire du prolétariat russe, du Parti Communiste russe. Elle mérite d'être connue des communistes d'un pays comme le nôtre pour qui de semblables problèmes ne sont malheureusement encore qu'objets d'étude et de réflexion.

Si la Russie de 1923 ne ressemblait déjà plus trait pour trait à celle de 1919, à plus forte raison la Russie de janvier 1925. Aussi n'avons-nous pas hésité à alléger cette nouvelle édition de l'ABC de toute la seconde partie. Non qu'elle fut, encore une fois, d'un intérêt médiocre pour les communistes studieux. Mais elle alourdissait un ouvrage qui, pour mériter son titre, doit être court et s'en tenir à ce qui, dans la vérité communiste, ayant une valeur universelle, peut être confirmé, à l'aide de leur expérience quotidienne, par les prolétaires de tous les pays capitalistes. Il faut donner à ces prolétaires ce dont ils manquent le plus : une vue générale de l'évolution du capitalisme, de son état actuel, des contradictions qu'il porte en lui ; il faut surtout étayer en eux cette notion fondamentale que le capitalisme, après un siècle de prospérité et de grandeur, marche aujourd'hui, d'un pas qui s'accélère, vers la décrépitude, la désagrégation et la mort. C'est ce que fait, avec autant de simplicité que de bonhomie, notre camarade Boukharine. Il n'est pas un ouvrier communiste qui ne puisse gagner quelque chose à se mettre attentivement à l'école d'un aussi bon maître.

Amédée Dunois.

Préface des auteurs (1919)

Notre dessein, en écrivant l'A B C du Communisme n'était que de fournir les tout premiers éléments de la doctrine. L'expérience, renouvelée de jour en jour, des propagandistes nous a démontré que ce livre de classe serait réclamé de tous côtés. Nos rangs grossissent constamment. Le nombre des conférenciers est fort limité et les manuels font défaut à des établissements d'une importance capitale comme les écoles du Parti. Les vieux livres et brochures du marxisme, le Programme d'Erfurt par exemple, ont considérablement perdu de leur utilité et il est bien difficile d'y trouver des réponses aux questions actuelles. On est obligé de chercher ces réponses à droite et à gauche, dans des feuilles détachées.

Nous avons voulu remédier à cette pénurie. Nous considérons notre ABC comme un cours rudimentaire qu'il faudra suivre dans les écoles du Parti. Mais nous nous sommes efforcés de l'écrire de telle façon qu'il pût rendre service à tout ouvrier ou paysan qui, sans maître, voudrait étudier notre programme.

Tout camarade qui prendra ce livre en main devra le lire jusqu'au bout pour avoir une idée générale des fins et des problèmes du communisme.

Nous savons parfaitement qu'il y aura bien des défauts dans cet ouvrage, écrit par fragments, « à temps perdu » pour ainsi dire. Les communistes travaillent dans des conditions qu'on ne peut considérer comme éminemment favorables pour un écrivain, et le présent livre en donne un curieux exemple, le manuscrit ayant failli être détruit avec ses deux auteurs, lors de l'explosion d'une bombe au siège du Comité moscovite du Parti.

Toute la première partie (théorie), le début de la seconde partie, ainsi que les chapitres concernant le pouvoir soviétique, l'organisation de l'industrie et de l'hygiène publique, ont été écrits par Boukharine ; les autres chapitres sont de Préobrajensky. Mais, bien entendu, nous déclarons nos responsabilités solidaires l'une de l'autre.

Le titre d'A B C convient à la tâche que nous nous sommes assignée. Si notre livre est utile aux camarades débutants et aux ouvriers propagandistes, nous estimerons avoir notre récompense.

Moscou, le 15 octobre 1919.

N. BOUKHARINE.
E. PREOBRJENSKY.

I. Le développement du capitalisme et sa fin

Introduction

1. Qu'est-ce qu'un programme ?

Chaque parti poursuit des buts déterminés : le parti des propriétaires et des capitalistes, comme le parti des ouvriers et des paysans. Sans buts, il n'y a pas de parti. Si ce parti représente les intérêts des propriétaires fonciers, il poursuivra leurs buts : à savoir conserver la terre entre leurs mains, assujettir le paysan, vendre le plus cher possible le blé de leurs propriétés, se procurer au plus bas prix la force de travail agricole, obtenir le fermage le plus élevé.

Si c'est le parti des capitalistes, il a également ses buts : avoir la force de travail à bon marché, juguler les ouvriers d'usine, trouver des acheteurs à qui vendre au plus haut prix les marchandises, gagner le plus possible, et pour cela, faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible; avant tout, faire en sorte que les ouvriers ne puissent imaginer la possibilité d'un nouveau régime et restent convaincus qu'il y a toujours eu des patrons et qu'il y en aura toujours. Tels sont les buts des fabricants.

Il va de soi que les ouvriers et les paysans ont de tout autres buts, parce qu'ils ont de tout autres intérêts. Autrefois on disait : « Ce qui est bon pour un Russe est mortel pour un Allemand ». En réalité, il serait plus exact de dire : « Ce qui est bon pour un ouvrier est mortel pour un propriétaire ou un capitaliste ». On voit donc que l'ouvrier a son but propre, que le capitaliste en a un autre, et que le propriétaire a le sien aussi.

Mais chaque propriétaire foncier ne pense pas uniquement à la meilleure façon de réduire le paysan à sa merci ; plus d'un passe son temps à boire, sans même regarder ce que lui apporte son intendant. La même chose arrive souvent au paysan ou à l'ouvrier. Il y en a qui disent : « Bah ! On s'en tirera tout de même, pourquoi s'inquiéter ? Nos aïeux ont vécu de tout temps ainsi et nous ferons de même ». Ces gens-là ne se soucient de rien et ne comprennent même pas leurs propres intérêts. Au contraire, ceux qui réfléchissent à la meilleure façon de défendre leurs intérêts s'organisent en parti. Ce n'est donc pas l'ensemble d'une classe qui entre dans le parti, mais sa fraction la meilleure et la plus énergique ; et c'est elle qui guide les autres.

Au Parti ouvrier (Parti communiste bolchevik) adhèrent les ouvriers et les paysans pauvres, les meilleurs ; au Parti des propriétaires et des capitalistes (les Cadets, le Parti de la Liberté Populaire) adhèrent les plus énergiques parmi les propriétaires et les capitalistes, ainsi que leurs valets : avocats, professeurs, officiers et généraux, etc. Chaque parti représente donc la fraction la plus consciente de la classe dont il défend les intérêts.

C'est pourquoi un propriétaire ou un capitaliste qui entre dans un parti luttera avec beaucoup plus de succès contre le paysan et l'ouvrier que celui qui n'y entre pas. De même, un ouvrier appartenant à un parti luttera avec plus de succès contre le capitaliste et le propriétaire que celui qui n'appartient à aucun parti, car ayant bien réfléchi aux buts et aux intérêts de la classe ouvrière, il sait comment les poursuivre par le chemin le plus court.

La totalité des buts que poursuit un parti en défendant les intérêts de sa classe constitue le programme de ce parti. C'est donc dans son programme que sont indiqués les buts que poursuit chaque classe. Ainsi, dans le programme du Parti Communiste, est indiqué le but que doivent poursuivre les ouvriers et les paysans pauvres. Le programme est, pour chaque parti, la chose la plus importante. D'après son programme, on peut toujours juger quels intérêts défend un parti.

2. Quel était notre ancien programme ?

Notre programme actuel a été adopté par le VIII^e Congrès du Parti, fin mars 1919. Jusque-là, il n'y avait pas eu de programme exact, fixé par écrit. Il n'y avait que l'ancien programme, élaboré par le II^e Congrès du Parti, en 1903. Lorsque cet ancien programme fut dressé, les bolcheviks et les menchéviks ne formaient encore qu'un seul parti, et leur programme était commun. La classe ouvrière commençait seulement à s'organiser. Les fabriques et les usines étaient beaucoup moins nombreuses. On discutait même toujours la question de savoir si notre classe ouvrière allait se développer. Les populistes (les frères des socialistes-révolutionnaires actuels) prétendaient que la classe ouvrière ne pouvait se développer en Russie, et que les fabriques et les usines ne s'y multiplieraient point. Les marxistes¹ social-démocrates (les futurs bolcheviks et menchéviks) estimaient au contraire qu'en Russie, tout comme dans les autres pays, la classe ouvrière devait

¹ Les marxistes sont les disciples de Karl Marx, le grand savant et chef du mouvement ouvrier.

grandir et qu'elle constituerait la principale force révolutionnaire. Les événements ont montré la fausseté de la façon de voir des populistes et l'exactitude du point de vue des social-démocrates.

Mais lorsque les social-démocrates, à leur II^e Congrès, dressaient leur programme (à son élaboration prirent part aussi bien Lénine que Plekhanov), les forces de la classe ouvrière étaient encore très insuffisantes. Aussi, personne ne croyait alors à la possibilité d'arriver d'un seul coup au renversement de la bourgeoisie. On tenait pour seul réalisable alors de tordre le cou au tsarisme, de conquérir la liberté pour les associations ouvrières et paysannes comme pour toutes les autres, de réaliser la journée de huit heures et mater un peu le propriétaire. Quant à réaliser de façon durable le pouvoir des ouvriers et à confisquer immédiatement à la bourgeoisie les fabriques et les usines, personne n'y pensait encore. Voilà quel était notre ancien programme de 1903.

3. Pourquoi il a été nécessaire d'adopter un nouveau programme.

De cette époque à la Révolution de 1917, il s'est écoulé beaucoup d'années, et la situation s'est bien modifiée. En Russie, pendant ce laps de temps, la grande industrie avait beaucoup progressé et avec elle s'était accrue la classe ouvrière. Déjà, pendant la Révolution de 1905, celle-ci s'était montrée une grande force. Et, vers l'époque de la deuxième Révolution (1917), il devint clair que la Révolution ne pourrait vaincre que par la victoire de la classe ouvrière. Mais cette classe ne pouvait plus se contenter du peu qui l'aurait satisfaite en 1905. Sa puissance devenait si grande qu'elle devait inévitablement réclamer la prise de possession des fabriques et des usines, le pouvoir aux ouvriers, la soumission de la classe capitaliste. C'est que, depuis l'élaboration du premier programme, la situation intérieure en Russie s'était profondément modifiée.

Mais, et ceci est encore plus important, la situation extérieure, elle aussi, avait subi des modifications. En 1905, c'était le calme et la paix dans toute l'Europe. En 1917, tout homme intelligent pouvait voir qu'à la faveur de la guerre mondiale se préparait la révolution mondiale. En 1905, la Révolution russe n'entraîna qu'un petit mouvement chez les ouvriers autrichiens, ainsi que des révolutions dans les pays arriérés de l'Orient : la Perse, la Turquie, la Chine. La Révolution russe, en 1917, a été suivie de révolutions, non seulement en Orient, mais aussi en Occident, où la classe ouvrière, sous le drapeau de la lutte de classe, combat pour le renversement du capitalisme.

Ainsi, les conditions, aussi bien intérieures qu'extérieures, sont tout autres qu'en 1903, et il eût été ridicule que le parti de la classe ouvrière conservât un seul et même programme pour l'année 1903 et pour les années 1917-1919, alors que les circonstances avaient complètement changé. Lorsque les menchéviks nous reprochent d'avoir « renoncé » à notre ancien programme, et par conséquent à la doctrine de Marx, nous répondons : la doctrine de Marx enseigne qu'un programme doit être tiré non du cerveau, mais de la vie elle-même. Du moment que la vie a considérablement évolué, le programme ne peut plus rester le même. En hiver, l'homme a besoin d'une fourrure. En été, seul un fou portera une fourrure. C'est la même chose en politique. Marx lui-même nous a appris à examiner les circonstances dans chaque cas et à agir en conséquence. Il ne s'ensuit pas que nous devons changer de convictions comme une grande dame change de gants. Le but principal de la classe ouvrière est la réalisation du régime communiste. Et ce but est pour elle constant. Mais il va de soi que, suivant l'éloignement du but, ses revendications varient.

Sous l'autocratie, la classe ouvrière était obligée de se cacher, son parti était persécuté comme un parti de criminels. Actuellement, la classe ouvrière est au pouvoir, et son parti est le parti dirigeant. Un imbécile seul pourra rester sur le même programme en 1903 et de nos jours.

Les modifications dans les conditions intérieures de la vie russe, ainsi que le changement de toute la situation internationale, ont rendu nécessaires les modifications de notre programme.

4. Importance de notre programme.

Notre nouveau programme de Moscou est le premier programme d'un parti de la classe ouvrière, détenant depuis un certain temps le pouvoir. Notre parti devait tenir compte de toute l'expérience que la classe ouvrière a acquise dans la pratique de la direction et de la construction d'une vie nouvelle. Cela est important, non seulement pour nous, pour les ouvriers, les ouvrières et les petits paysans russes, mais aussi pour nos camarades étrangers. Car nos succès et nos insuccès, nos erreurs et nos fautes servent d'enseignement, non seulement à nous-mêmes, mais aussi à tout le prolétariat international. C'est pourquoi notre programme contient non seulement ce que notre parti veut réaliser, mais aussi ce qu'il a déjà réalisé en partie.

Notre programme doit être connu de chaque membre du parti dans tous ses détails. Pour chaque cellule du parti, pour chaque camarade, c'est le guide le plus sûr dans l'action. Car on ne saurait être membre du parti sans adopter les vues du programme, c'est-à-dire considérer ce programme comme juste. Mais on ne peut le

considérer comme juste que lorsqu'on le connaît. Naturellement, il y a beaucoup de gens qui n'ont jamais vu aucun programme, mais qui se glissent parmi les communistes et ne jurent que par le communisme, s'efforçant ainsi d'arracher quelques avantages ou d'obtenir une bonne petite place. Nous n'avons pas besoin dans notre parti d'adhérents de ce genre, lesquels ne font que nuire. Sans connaître le programme, nul ne peut devenir un véritable communiste bolchevik. Il faut que chaque ouvrier russe conscient et chaque paysan pauvre connaissent le programme de notre parti. Il faut que chaque prolétaire étranger l'étudie, afin de tirer profit des expériences de la Révolution russe.

5. *Caractère scientifique de notre programme*

Nous avons déjà dit qu'on n'a pas le droit de tirer un programme de sa tête, mais qu'il faut le puiser dans la vie même. Avant Karl Marx, les hommes qui défendaient les intérêts de la classe ouvrière ébauchaient souvent des tableaux merveilleux du paradis futur, mais sans se demander si l'on pourrait y parvenir et quelle était la véritable route à suivre pour la classe ouvrière et le prolétariat agricole. Marx nous apprit à agir tout autrement. Il considéra le régime mauvais, injuste, barbare, qui règne encore aujourd'hui dans tout l'Univers, et rechercha comment ce régime était fait. Tout comme nous examinerions une machine quelconque, par exemple une montre, Marx examina le régime capitaliste dans lequel règnent les industriels et les propriétaires fonciers, mais où les ouvriers et les paysans sont opprimés. Supposons que nous ayons remarqué que deux petites roues de la montre sont mal adaptées l'une à l'autre, qu'à chaque tour, elles s'accrochent toujours davantage, nous pourrions ensuite prédire que la montre va se briser et s'arrêter. Marx examina non pas une montre, mais la société capitaliste, l'étudia et observa la vie sous la domination capitaliste. Et, grâce à cette étude, il vit clairement que le Capital creuse lui-même sa propre tombe, que cette machine va sauter et qu'elle sautera grâce à la révolte inévitable des ouvriers, qui transformeront ensuite l'univers entier selon leur propre volonté.

À tous ses disciples, Marx prescrivit, en guise de testament, d'étudier, avant tout, la vie telle qu'elle est. C'est seulement après cette étude qu'on peut dresser un programme juste. C'est pourquoi notre programme doit commencer par la description de la domination capitaliste.

Actuellement, la domination capitaliste est abolie en Russie ; les prédictions de Marx se réalisent sous nos yeux, l'ancienne société s'écroule. Les couronnes s'envolent de la tête des rois et des empereurs. Les ouvriers marchent partout à la Révolution et à l'établissement du pouvoir des Soviets. Pour bien comprendre comment cela est arrivé, il faut savoir exactement ce que c'est que le régime capitaliste ; après quoi nous verrons que sa chute était irrémédiable.

Et une fois reconnu qu'il n'y a plus aucun retour possible vers le passé, que la victoire des ouvriers est assurée, nous n'en mènerons qu'avec plus de force et de résolution la lutte pour la nouvelle organisation du travail.

I. LE RÉGIME CAPITALISTE

6. La production de marchandises

Lorsqu'on examine comment s'est développée la production sous la domination capitaliste, on voit avant tout qu'on y produit des marchandises. « Qu'y a-t-il là de si remarquable ? » pourrait-on demander. Il y a ceci de remarquable que la marchandise n'est pas un produit quelconque, mais un produit destiné au marché.

Un produit n'est pas une marchandise tant qu'il est fait pour notre propre besoin.

Quand le paysan sème son blé, puis le récolte et le bat, moud le grain et fait du pain pour lui-même, ce pain n'est pas une marchandise, c'est simplement du pain.

Il ne deviendra marchandise que lorsqu'il sera vendu et acheté, c'est-à-dire lorsqu'il sera produit pour l'acheteur, pour le marché ; il appartiendra à celui qui l'achètera.

Dans le régime capitaliste, tous les produits sont destinés au marché, tous deviennent des marchandises. Chaque fabrique, usine ou atelier ne confectionne ordinairement qu'un seul produit et ce produit, évidemment, n'est pas fait pour le propre besoin du fabricant. Quand un entrepreneur de pompes funèbres exploite une fabrique de cercueils, il est clair que ces cercueils ne sont point pour lui-même ou pour sa famille, mais pour le marché. Quand un fabricant produit de l'huile de ricin, il est également clair que, même s'il souffre continuellement d'un embarras gastrique, il ne pourra conserver qu'une infime portion de la quantité d'huile produite par sa fabrique. Sous le régime capitaliste, il en est exactement de même pour n'importe quel produit.

Dans une fabrique de boutons, on produit des boutons, mais ces millions de boutons sont fabriqués non pour être cousus au gilet du fabricant, mais pour la vente. Tout ce qui est produit dans la société capitaliste est produit pour le *marché* ; c'est au marché que vont les gants et le saucisson cuit, les livres et le cirage, les métaux et l'eau-de-vie, le pain, les bottes et les armes ; bref, tout ce qui est produit.

La production de marchandises suppose nécessairement l'existence de la *propriété privée*. L'artisan ou le petit industriel qui fabrique des marchandises est propriétaire de son atelier et de ses outils ; le fabricant ou l'usiner possède sa fabrique ou son usine, y compris tous les bâtiments, machines, etc. Mais dès l'instant qu'il y a propriété privée et production de marchandises, il y a toujours *lutte autour de l'acheteur*, c'est-à-dire *concurrence* entre les vendeurs. Même quand il n'y avait pas encore de fabricants, d'usiners, de gros capitalistes, mais de simples artisans, ces derniers déjà se disputaient l'acheteur. Et celui qui était le plus fort, le plus adroit, qui avait de meilleurs outils, mais surtout celui qui avait économisé de l'argent, avait toujours le dessus, accaparait l'acheteur, ruinait les autres artisans et arrivait à la prospérité. Donc, la petite propriété, productrice de marchandises, *portait en germe la grande propriété et causait déjà beaucoup de ruines*.

Ainsi, le premier trait caractéristique du régime capitaliste est la production de marchandises, la production destinée au marché.

7. Monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste

Ce caractère ne suffit pas à définir le capitalisme. Il peut exister une production de marchandises sans capitalistes, comme, par exemple, la production par les petits artisans. Ceux-ci produisent pour le marché et vendent leurs produits ; par conséquent, leurs produits sont bien des marchandises, et leur production une production de marchandises. Cependant, c'est une *production ordinaire de marchandises*, et non une production capitaliste. Pour que cette production ordinaire se transforme en production *capitaliste*, il faut, d'une part, que les *moyens de production* (instruments, machines, bâtiments, sol, etc.) *deviennent la propriété d'une classe peu nombreuse de riches capitalistes* et, d'autre part, qu'un grand nombre d'artisans indépendants et de paysans se ruinent et deviennent des ouvriers.

Nous avons déjà vu que la production ordinaire de marchandises porte en germe la ruine des uns et l'enrichissement des autres. C'est ce qui est arrivé en effet et, dans tous les pays, les petits artisans et les petits patrons se sont ruinés pour la plupart. Les plus pauvres finissaient par vendre leurs outils et, de patrons, devenaient des gens ne possédant plus rien que leurs bras. Ceux qui étaient un peu plus riches le devenaient encore plus, transformaient et élargissaient leurs ateliers, installaient de nouveaux établis, puis des machines, se mettaient à embaucher de nombreux ouvriers et se transformaient en fabricants.

Petit à petit, ces riches réunirent entre leurs mains tout ce qui est nécessaire à la production : bâtiments, machines, matières premières, entrepôts et magasins, maisons, usines, mines, chemins de fer, navires. *Tous*

*ces moyens de production sont devenus la propriété exclusive de la classe capitaliste (ou, comme on dit, le « **monopole** » des capitalistes). Une poignée de riches possède tout ; une immense quantité de pauvres ne possède que ses bras. Le monopole de la classe des capitalistes sur les moyens de production est le deuxième trait caractéristique du régime capitaliste.*

8. Le Salarial

Une classe nombreuse d'hommes restés sans aucune propriété s'est transformée en ouvriers salariés du Capital. Et, en effet, que devait faire le paysan ou l'artisan ruiné ? Soit entrer comme domestique chez un propriétaire terrien, soit se rendre en ville pour travailler dans une fabrique ou une usine. Pour eux, pas d'autre issue. Telle fut l'origine du *salarial*, *ce troisième trait caractéristique du régime capitaliste*.

Qu'est-ce donc que le salarial ? Jadis, au temps des serfs et des esclaves, on pouvait vendre ou acheter chaque serf et chaque esclave. Des hommes, avec leur peau, leurs cheveux, leurs jambes et leurs bras, étaient la propriété privée de leurs maîtres. Le maître faisait fouetter à mort son serf, tout comme il brisait, par exemple, étant en état d'ivresse, une chaise ou un tabouret. Le serf ou l'esclave n'était qu'une simple chose. Chez les anciens Romains, les propriétés nécessaires à la production étaient franchement divisées en « instruments de travail muets » (les choses), « instruments de travail à moitié muets » (les bêtes de somme, moutons, vaches, bœufs, etc.) et « instruments parlants » (les esclaves, les hommes). Une pelle, un bœuf, un esclave étaient pour le maître, au même titre, des instruments qu'il pouvait vendre, acheter, détruire.

Dans le *salarial*, l'homme lui-même n'est ni vendu ni acheté. Il n'y a de vendu ou d'acheté que sa force de travail et non lui-même. L'ouvrier salarié est personnellement libre ; le fabricant ne peut ni le bâtonner ni le vendre à son voisin, il ne peut pas même l'échanger contre un jeune lévrier, comme au temps du servage. L'ouvrier lui-même ne fait que louer ses services. Il semble bien que le capitaliste et les ouvriers soient des égaux : « Si tu ne veux pas, ne travaille pas, personne ne te force à le faire », ainsi parlent messieurs les patrons. Ils prétendent même qu'ils nourrissent les ouvriers en les faisant travailler.

En réalité, les ouvriers et les capitalistes ne se trouvent pas sur un pied d'égalité. Les ouvriers sont enchaînés au Capital par la faim. C'est la faim qui les *oblige* à s'embaucher, c'est-à-dire à vendre leur force de travail. Pour l'ouvrier, pas d'autre issue, d'autre choix. Les mains vides, il ne peut organiser sa « propre » production ; qu'on essaye donc de fondre de l'acier, de tisser, de construire des wagons sans machines et sans outils ! Mais la terre elle-même, sous le régime du capitalisme, appartient tout entière à des particuliers ; on ne peut s'installer nulle part pour faire de la culture. La liberté pour l'ouvrier de vendre sa force de travail, la liberté pour le capitaliste de l'acheter, « l'égalité » du capitaliste et de l'ouvrier — tout cela n'est, en fait, qu'une chaîne, la chaîne de la faim qui *contraint l'ouvrier à travailler pour le capitaliste*.

Ainsi, le salarial consiste essentiellement dans la vente de la force de travail ou dans la *transformation de cette force en marchandise*. Dans la production de marchandises à forme simple, dont il a été question plus haut, on pouvait trouver au marché du lait, du pain, des tissus, des bottes, etc., mais point de force de travail. Cette force ne se vendait pas. Son propriétaire, l'artisan, possédait encore, en dehors d'elle, sa petite maison et ses outils. Il travaillait *lui-même*, utilisait sa propre force dans sa propre exploitation.

Il en est tout autrement en régime capitaliste. Ici, celui qui travaille ne possède aucun moyen de production ; il ne peut utiliser sa force de travail dans sa propre exploitation ; il est obligé, pour ne pas mourir de faim, de la vendre au capitaliste. À côté du marché où l'on vend le coton, le fromage et les machines, il se crée un *marché du travail* où les prolétaires, c'est-à-dire les ouvriers salariés, vendent leur force de travail. *Par conséquent, ce qui distingue la production capitaliste de la production de marchandises, c'est que dans la production capitaliste, la force de travail elle-même devient une marchandise.*

Ainsi, le troisième trait caractéristique du régime capitaliste est le travail salarié.

9. Rapports entre les hommes dans la production capitaliste

Les traits caractéristiques du régime capitaliste sont donc au nombre de trois :

1. la production pour le marché (production de marchandises) ;
2. la monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste ;
3. le travail salarié, c'est-à-dire fondé sur la vente de la force de travail.

Mais quels rapports entretiennent les hommes, quand ils créent et répartissent les produits ? Quand on parle de « production de marchandises » ou de « production pour le marché », qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les hommes travaillent les uns pour les autres, mais que chacun produit, dans sa partie, pour

le marché, sans savoir qui lui achètera sa marchandise. Supposons l'artisan Ivonov et le paysan Sidorov. L'artisan Ivonov porte au marché les bottes qu'il a fabriquées et les vend à Sidorov ; avec l'argent reçu, il achète à Sidorov du pain. Ivonov, quand il se rendait au marché, ne savait pas qu'il y trouverait Sidorov, et Sidorov ignorait qu'il y rencontrerait Ivonov ; l'un et l'autre allaient tout simplement au marché. Lorsqu'Ivonov achète du pain, et Sidorov des bottes, il semble bien que Sidorov ait travaillé pour Ivonov et Ivonov pour Sidorov ; mais cela ne s'aperçoit pas du premier coup. C'est la confusion du marché qui les empêche de voir qu'en réalité, ils travaillent l'un pour l'autre et ne peuvent vivre l'un sans l'autre. Sous le régime de production de marchandises, les hommes travaillent les uns pour les autres. Par conséquent, sous ce régime, les rôles des hommes se répartissent de façon particulière ; les hommes se trouvent dans de *certaines rapports mutuels* ; il s'agit donc bien, ici, de rapports entre les hommes.

Quand on parle de la « monopolisation des moyens de production » ou du « travail salarié », il s'agit également de rapports entre les hommes. Et, en effet, que signifie cette « monopolisation » ? Elle signifie que les hommes qui fabriquent les produits avec des moyens de production dont ils ne sont pas propriétaires — les travailleurs — sont assujettis aux possesseurs de ces moyens, c'est-à-dire aux capitalistes, etc. Bref, il s'agit là, également, de rapports entre les hommes dans la fabrication des produits. On appelle ces rapports entre les hommes, au cours de la production, *rapports de production*.

Il n'est pas difficile de voir que les rapports de production n'ont pas toujours été les mêmes. Il y a très longtemps de cela, les hommes vivaient en petites communautés, travaillaient ensemble, en camarades, allaient à la chasse, à la pêche, cueillaient les fruits et les racines, et partageaient ensuite tout cela entre eux. C'était une forme de rapports de production. Au temps où existait l'esclavage, il y avait d'autres rapports de production. Sous le régime capitaliste, ce sont encore d'autres rapports, et ainsi de suite. Par conséquent, il y a différentes *sortes de rapports de production*. On les nomme : *structure économique* de la société ou *modes de production*.

« Les rapports capitalistes de production », ou bien, ce qui revient au même, « la structure capitaliste de la société », — ce sont les rapports qui existent entre les *hommes dans la production des marchandises, effectuée avec des moyens de production monopolisés par une poignée de capitalistes et avec le travail salarié de la classe ouvrière*.

10. *L'exploitation de la force de travail*

Une question se pose : Dans quel but la classe des capitalistes embauche-t-elle des ouvriers ? Chacun sait que ce n'est nullement parce que les fabricants désirent nourrir les ouvriers affamés, mais *parce qu'ils veulent tirer d'eux du profit*. C'est pour le profit que le fabricant construit son usine, pour le profit qu'il engage des ouvriers, pour le profit qu'il flaire les endroits où l'on vend le plus cher. Le profit dirige tous ses calculs. Il y a, là aussi, un trait curieux de la société capitaliste. Ce n'est pas la société elle-même, en effet, qui produit ce qui lui est nécessaire et utile, mais c'est la classe des capitalistes qui oblige les ouvriers à produire ce qui se paye le plus cher, ce dont elle peut tirer *le profit le plus grand*. L'eau-de-vie, par exemple, est une chose très nuisible, et l'on devrait ne fabriquer l'alcool que pour des buts techniques et médicaux. Et cependant, dans le monde entier, des capitalistes consacrent à sa fabrication toute leur énergie. Pourquoi ? Parce qu'on peut tirer de l'ivrognerie du peuple un grand profit.

Il nous faut maintenant expliquer comment se forme le profit. Pour cela, serrons la question de plus près. Le capitaliste touche son bénéfice sous forme d'argent, quand il vend la marchandise produite dans sa fabrique. Quelle somme touche-t-il ? Cela dépend du *prix de la marchandise*. Mais qu'est-ce qui fixe ce prix ? Pourquoi est-il élevé pour certaines marchandises et bas pour d'autres ? Il y a une chose facile à constater : lorsque, dans une industrie quelconque, on a introduit de nouvelles machines et que le travail y est devenu avantageux ou, comme on dit, plus *productif*, le prix des marchandises baisse. Au contraire, lorsque la production est gênée et qu'on produit moins de marchandises, le travail est moins productif, et le prix des marchandises monte².

² Nous parlons ici de la variation des prix indépendamment de la valeur de la monnaie, sans tenir compte si la monnaie est d'or ou de papier ni si elle est plus ou moins abondante. Ces variations peuvent être très grandes, mais alors elles se manifestent sur *toutes* les marchandises à la fois ; elles n'expliquent donc pas les *différences de prix* entre les marchandises. Par exemple, une grande quantité de papier-monnaie a enflé formidablement les prix dans tous les pays. Mais cette cherté n'explique pas encore pourquoi une marchandise coûte plus cher qu'une autre.

Si la société emploie, en moyenne, beaucoup de travail pour fabriquer une marchandise, le prix de cette dernière est élevé ; le travail a-t-il été moindre, le prix est bas. *La quantité de travail social, fournie par une technique moyenne* (c'est-à-dire par des machines et des outils qui ne sont ni les meilleurs, ni les pires) *et employée pour la production d'une marchandise, détermine la valeur* (ou le coût) *de cette marchandise*. Nous voyons maintenant que le prix est fixé par la valeur. En réalité, le prix est tantôt plus élevé, tantôt plus bas que la valeur, mais pour simplifier, nous pouvons admettre que valeur et prix sont égaux.

Maintenant, rappelons-nous ce que nous avons dit au sujet de l'embauchage des ouvriers : embaucher, c'est acheter une marchandise particulière, la *force de travail*. Mais une fois la force de travail devenue marchandise, tout ce qui concerne toutes les marchandises lui devient applicable. Quand le capitaliste engage un ouvrier, il lui paie le prix ou, pour simplifier, la valeur de sa force de travail. Par quoi cette valeur est-elle déterminée ? Nous avons vu que, pour toutes les marchandises, elle est déterminée par la quantité de travail employée à les produire. De même pour la *force de travail*.

Mais, qu'entend-on par production de la force de travail ? La force de travail ne se produit pas dans une fabrique ; elle n'est ni toile, ni cirage, ni machine. Qu'entend-on par sa production ?

Il suffit d'observer la vie réelle sous le régime capitaliste pour comprendre de quoi il s'agit. Supposons que les ouvriers viennent de terminer leur travail. Ils sont très fatigués, ils n'ont plus d'énergie, ils ne peuvent travailler davantage. Leur force de travail est presque épuisée. Que faut-il pour la reconstituer ? Il leur faut manger, se reposer, dormir, refaire leur organisme, et de cette façon « reconstituer leurs forces ». C'est seulement ensuite que reparaît la possibilité de travailler, que se reconstitue la *force de travail*.

C'est donc la nourriture, les vêtements, le logement, etc. — bref, *la satisfaction des besoins de l'ouvrier, qui représentent la production de la force de travail*. Mais il faut y ajouter aussi des éléments tels que les dépenses pour l'apprentissage, lorsqu'il s'agit d'ouvriers qualifiés.

Tout ce que consomme la classe ouvrière pour renouveler sa force de travail a une valeur ; par conséquent, la valeur des denrées de consommation, ainsi que les dépenses d'apprentissage, voilà ce qui *constitue la valeur de la force de travail*. À marchandises différentes, valeur différente. De même, chaque sorte de force de travail à sa valeur : la force de travail d'un typographe est différente de celle d'un manoeuvre et ainsi de suite.

Mais retournons dans la fabrique. Le capitaliste achète la matière première, le combustible, les machines, l'huile de graissage et autres choses indispensables ; ensuite, il achète la force de travail, il « embauche des ouvriers ». Tout cela, il le paie argent comptant. La production commence. Les ouvriers travaillent, les machines tournent, le combustible se consume, l'huile se dépense, les bâtiments s'usent, la force de travail s'épuise. Par contre, de la fabrique sort une marchandise nouvelle. Cette marchandise, comme toutes les marchandises, a une valeur. Quelle est cette valeur ? D'abord, la marchandise a absorbé la valeur des moyens de production qui ont été *dépensés* pour elle : la matière première, le combustible consommé, l'usure des machines, etc. Tout cela fait maintenant partie de la valeur de la marchandise.

Ensuite, il y est entré le travail des ouvriers. Si trente ouvriers ont travaillé chacun trente heures à sa fabrication. Cela fait en tout 900 heures de travail ; donc, la valeur totale de la marchandise produite se composera de la valeur des matières dépensées (supposons, par exemple, cette valeur égale à 600 heures) et de la valeur nouvelle que les ouvriers y ont ajoutée par leur travail (900 heures), c'est-à-dire qu'elle sera de $(600+900) = 1.500$ heures de travail.

Mais que coûte la marchandise au capitaliste ? La matière première, il l'a payée en totalité, c'est-à-dire une somme correspondant, quant à sa valeur, à 600 heures de travail. Et la force de travail ? A-t-il payé en entier les 900 heures ? Toute la question est là. Il a payé, d'après notre supposition, la valeur entière de *la force de travail* pour les journées de travail. Lorsque trente ouvriers travaillent leurs trente heures pendant trois jours, soit dix heures par jour, le fabricant paie la somme nécessaire à la reconstitution de leur force de travail pour ces trois jours. Quelle est cette somme ? La réponse est claire : elle est de beaucoup inférieure à la valeur de 900 heures. Pourquoi ? Parce que, autre chose est la quantité de travail nécessaire à l'entretien de ma force de travail, autre chose la quantité de travail que je puis fournir. Je puis travailler dix heures par jour. Et pour manger, me vêtir, etc., j'ai besoin, pour une journée d'objets d'une valeur égale à cinq heures. Donc, je puis travailler beaucoup plus qu'il ne faut pour l'entretien de ma force de travail. Dans notre exemple, mettons que les ouvriers ne dépensent, pour se nourrir, s'habiller, etc., pendant trois jours, que des produits d'une valeur de 450 heures de travail, tout en fournissant un travail de 900 heures, 450 heures restent au capitaliste, et forment précisément *la source de son profit*.

En réalité, la marchandise coûte au capitaliste, ainsi que nous l'avons vu $(600+450) = 1.050$ heures, et il la vend pour une valeur de $(600+900) = 1.500$ heures ; les 450 heures sont la plus-value, créée par la force de travail. Il s'ensuit que les ouvriers travaillent la moitié de leur temps (soit cinq heures sur une journée de dix heures) afin de reconstituer ce qu'ils dépensent pour eux-mêmes, et l'autre moitié, ils l'emploient entièrement pour le capitaliste.

Observons maintenant la société tout entière. Car ce n'est pas ce que le fabricant ou l'ouvrier fait individuellement qui nous intéresse. Ce qui nous intéresse, c'est le mécanisme de cette machine géante qui s'appelle la société capitaliste. La classe capitaliste occupe la classe ouvrière, formidable en nombre. Dans des milliers de fabriques, dans des puits de mines, des forêts et des champs travaillent, pareils à des fourmis, des centaines de millions d'ouvriers. Le capitaliste leur paie, à titre de salaire, la valeur de leur force de travail, destinée à renouveler cette force de travail pour son service à lui, capitaliste. La classe ouvrière ne se paie pas seulement elle-même par son travail ; *elle crée en outre le revenu des classes supérieures, elle crée la plus-value*. Par des milliers de canaux, cette plus-value afflue dans les poches des patrons. Une partie est touchée par le capitaliste lui-même, c'est son gain d'entrepreneur ; une partie est touchée par le propriétaire, le possesseur du sol ; une partie parvient, sous forme d'impôts, aux mains de l'État capitaliste ; une partie va aux commerçants, aux boutiquiers, aux églises et aux maisons de joie, aux acteurs et aux clowns, aux écrivains bourgeois, etc. Aux dépens de cette plus-value, vivent tous les parasites couvés par l'ordre social capitaliste.

Une partie de cette plus-value est à son tour utilisée par les capitalistes. Leur capital s'augmente. Ils étendent leurs entreprises. Ils embauchent plus d'ouvriers. Ils se procurent de nouvelles machines. Un plus grand nombre d'ouvriers leur procure une plus-value encore plus grande. Les entreprises capitalistes deviennent de plus en plus vastes. Ainsi, à chaque minute, progresse le capital, entassant de la plus-value. Le capital, en pompant la plus-value chez les travailleurs, en *les exploitants*, croît, de façon ininterrompue.

11. Le Capital

Nous voyons maintenant clairement ce qu'est le Capital. C'est, avant tout, une valeur déterminée, soit sous forme d'argent, de machines, de matières premières, de bâtiments, de fabriques, soit sous forme de produits fabriqués. Mais c'est une valeur qui sert à produire une nouvelle valeur : la *plus-value*. *Le capital est une valeur qui produit la plus-value. La production capitaliste, c'est la production de la plus-value.*

Dans la société capitaliste, les machines et les bâtiments représentent un capital. Mais sont-ils toujours du capital ? Non. S'il existait un mode fraternel de production pour toute la société, ni les machines, ni les matières premières ne seraient du capital, car elles ne serviraient plus à extraire du *profit* pour une poignée de riches. Donc, les machines, par exemple, *ne deviennent du capital que dans la mesure où elles sont la propriété privée de la classe des capitalistes et servent à exploiter le travail salarié, à produire de la plus-value.*

La *forme* de cette valeur est sans importance; elle peut consister tout aussi bien en de petites rondelles d'or qu'en papier-monnaie, avec quoi le capitaliste achète les moyens de production et la force de travail; cette valeur peut aussi prendre la forme de machines avec lesquelles travaillent les ouvriers, ou de matières premières qu'ils façonnent en marchandises, ou encore de produits manufacturés qui seront plus tard vendus. *Mais, du moment que cette valeur sert à la production de la plus-value, c'est du capital.*

Ordinairement, le capital ne quitte une forme que pour en prendre une autre. Voyons comment s'opère la transformation.

1. Le capitaliste n'a encore acheté ni force de travail, ni moyens de production. Mais il brûle du désir d'engager des ouvriers, de se procurer des machines, de faire venir des matières premières, du charbon en quantité suffisante. Pour le moment, il n'a rien, sauf de l'argent. Le capital se présente ici sous sa *forme monétaire*.

2. Avec cette provision d'argent, le capitaliste va au marché (pas en personne, bien entendu, car il y a pour cela le téléphone, le télégraphe, etc.). Là, se fait l'achat des moyens de production et de la force de travail. Le capitaliste retourne à la fabrique sans argent, mais avec des ouvriers, des machines, des matières premières, du combustible. Toutes ces choses ne sont plus maintenant des marchandises. Elles ont fini d'être des marchandises, du fait qu'elles ne sont plus à vendre. L'argent s'est transformé en moyens de production et en force de travail, il a quitté son enveloppe monétaire. Le capital se présente maintenant *sous forme de capital industriel*.

Puis, voilà le travail qui commence. Les machines entrent en action, les roues tournent, les leviers fonctionnent, les ouvriers et les ouvrières sont en nage, les machines s'usent, les matières premières diminuent, la force de travail s'épuise.

3. Alors, toutes ces matières premières, l'usure des machines, la force de travail en action se transforment, petit à petit, en monceaux de marchandises. Cette fois, le capital quitte son enveloppe matérielle d'instrument de fabrication, il apparaît comme un tas de marchandises. C'est le capital sous sa *forme commerciale*. Mais il n'a pas fait que changer d'enveloppe. *Il a aussi augmenté de valeur, car au cours de la production, la plus-value s'y est ajoutée.*

4. Cependant, le capitaliste fait produire des marchandises non pour son usage personnel, mais pour le marché, pour la vente. Ce qu'il a accumulé dans son entrepôt doit être vendu. Au commencement, le capital allait au marché comme acheteur, maintenant, il doit y aller comme vendeur. Au début, il avait en mains de l'argent et il voulait acquérir des marchandises (les moyens de production), maintenant il a en mains les marchandises et il veut obtenir de l'argent. Quand la marchandise est vendue, le capital passe à nouveau *de sa forme commerciale à sa forme monétaire*. Mais la quantité d'argent que reçoit le capitaliste n'est plus celle qu'il avait donnée au commencement, car *elle s'est augmentée du montant de la plus-value.*

Mais la circulation du capital n'est pas encore achevée. Le capital grossi est remis en mouvement et acquiert une quantité encore plus grande de plus-value. Cette plus-value s'ajoute en partie au capital et commence un nouveau cycle, et ainsi de suite. Le capital, pareil à une boule de neige, roule sans cesse, et, à chaque tour, une quantité grandissante de plus-value s'y agrège. C'est dire que la production capitaliste s'accroît et s'élargit. Voilà comment le capital soutire la plus-value à la classe ouvrière et se répand partout. Sa croissance rapide s'explique par ses qualités particulières. Certes, l'exploitation d'une classe par une autre existait déjà auparavant. Mais prenons, par exemple, un propriétaire terrien, au temps du servage, ou un maître possédant des esclaves dans l'antiquité. Ils opprimaient leurs serfs ou leurs esclaves. Tout ce que ceux-ci produisaient, les maîtres le mangeaient, le buvaient, le consommaient eux-mêmes ou le faisaient consommer par leur cour ou leurs nombreux parasites. La production des marchandises était très faible et on ne pouvait les *vendre* nulle part. Si les propriétaires ou les maîtres avaient voulu forcer leurs serfs ou leurs esclaves à produire des montagnes de pain, de viande, de poisson, etc., tout cela aurait pourri. La production se limitait alors à la satisfaction des besoins du propriétaire et de sa suite. Il en est tout autrement en régime capitaliste. On n'y produit pas pour la satisfaction des besoins, mais *pour le profit*. On produit la marchandise pour la vendre, réaliser un gain, accumuler du profit. Plus le profit est grand, mieux cela vaut. De là, chez la classe capitaliste, cette course insensée au profit. Cette soif du profit n'a pas de limites. Elle est le pivot, le moteur principal de la production capitaliste.

12. L'État capitaliste

La société capitaliste est fondée, ainsi que nous l'avons vu, sur l'exploitation de la classe ouvrière. Une poignée d'hommes possède tout ; la majorité des ouvriers ne possède rien. Les capitalistes commandent, les ouvriers obéissent. Les capitalistes exploitent, les ouvriers sont exploités. La société capitaliste consiste essentiellement dans cette exploitation impitoyable et toujours grandissante.

La production capitaliste, c'est une pompe destinée à puiser la plus-value. Mais comment cette pompe peut-elle fonctionner longtemps ? Comment les ouvriers souffrent-ils un pareil état de choses ? Il est difficile de répondre immédiatement à cette question. Mais, en somme, il y a deux raisons à cela :

- 1.** L'organisation et la force sont aux mains des capitalistes ;
- 2.** La bourgeoisie domine généralement les cerveaux de la classe ouvrière.

Le moyen le plus sûr pour la bourgeoisie lui est offert par *l'organisation de l'État*. Dans tous les pays capitalistes, l'État n'est autre chose qu'une *coalition d'entrepreneurs*. Prenons n'importe quel pays : l'Angleterre ou les États-Unis, la France ou le Japon... Ministres, hauts fonctionnaires, députés sont toujours les mêmes capitalistes, propriétaires, usiniers, banquiers ou leurs serviteurs fidèles et bien payés, qui les servent, non pas par crainte, mais avec zèle : avocats, directeurs de banques, professeurs, généraux et évêques.

L'organisation de tous ces bourgeois, qui embrasse le pays entier et le tient dans ses griffes, s'appelle l'État. Elle a un double but : le principal, c'est de *réprimer les désordres et les soulèvements des ouvriers, d'extraire plus aisément la plus-value de la classe ouvrière et d'assurer la solidité du mode capitaliste de production* ; l'autre but, c'est de lutter contre d'autres organisations semblables (d'autres États bourgeois) pour la répartition de la plus-value extorquée. Ainsi, l'État capitaliste est une association d'entrepreneurs qui

garantit l'exploitation. *Ce sont exclusivement les intérêts du capital qui guident l'activité de cette association de brigands.*

[À cette conception de l'État bourgeois, on peut faire les objections suivantes :

- Vous dites que l'État est guidé uniquement par les intérêts du Capital. Mais regardez : dans tous les pays capitalistes, il existe des lois ouvrières qui interdisent ou limitent le travail des enfants, abrègent la journée de travail, etc...; en Allemagne, par exemple, du temps de Guillaume II, l'assurance ouvrière n'était pas mal organisée par l'État; en Angleterre, c'est également un ministre bourgeois, l'actif Lloyd George, qui a institué l'assurance et les retraites pour les vieillards; dans tous les États bourgeois, on bâtit des hôpitaux, des maisons de convalescence pour les ouvriers; on construit des chemins de fer qui transportent les pauvres comme les riches; on fait des aqueducs, des canalisations d'eau dans les villes, etc., et tout le monde en profite. Donc, — diront pas mal de gens — même dans un pays où le Capital domine, l'État n'agit pas uniquement dans l'intérêt du Capital, mais aussi dans l'intérêt des ouvriers. Même il inflige quelquefois des amendes aux fabricants qui transgressent les lois ouvrières.

Ces objections ne sont pas justifiées, et voici pourquoi. Il est vrai que le pouvoir bourgeois édicte quelquefois des lois et des décrets dont profite aussi la classe ouvrière. Mais il le fait dans l'intérêt de la bourgeoisie. Prenons les chemins de fer : ils sont utilisés par les ouvriers, ils servent aussi aux ouvriers, mais ne sont pas construits pour eux. Commerçants, fabricants en ont besoin pour le transport de leurs marchandises, la circulation de leurs chargements, le déplacement des troupes et des ouvriers, etc... Le Capital a besoin de chemins de fer et les construit dans son propre intérêt. Ils sont utiles également aux ouvriers, mais ce n'est pas pour cette raison que l'État capitaliste les fait construire. Prenons encore le nettoyage des rues, le service municipal d'assistance et des hôpitaux ; la bourgeoisie les assure aussi dans les quartiers ouvriers. Il est vrai que, comparés aux quartiers bourgeois, les quartiers ouvriers sont sales et constituent des foyers d'infection, etc... Mais, tout de même, la bourgeoisie fait quelque chose. Pourquoi ? Mais, parce que, autrement, les maladies et les épidémies se répandraient par la ville entière et que la bourgeoisie pourrait en souffrir aussi. L'État bourgeois et ses organes urbains sont donc là aussi guidés par les intérêts de la bourgeoisie elle-même.

Encore un exemple : En France, pendant les dernières décades, les ouvriers ont appris de la bourgeoisie à limiter artificiellement les naissances : ou les familles ne font plus d'enfants ou elles n'en font pas plus de deux. La gêne, parmi les ouvriers, est si grande qu'il est très difficile et presque impossible d'entretenir une famille nombreuse. La conséquence, c'est que la population de la France n'augmente presque plus. Les soldats commencent à manquer à la bourgeoisie française. Celle-ci se lamente : « La nation périclité ! Chez les Allemands, la population augmente plus vite que chez nous. » Soit dit en passant, les soldats qui se présentaient à l'armée tous les ans étaient de petite taille, faibles de poitrine, peu vigoureux. Alors, la bourgeoisie devint soudain plus « libérale » ; elle insista elle-même sur certaines améliorations au profit de la classe ouvrière, pour que celle-ci se remette un peu et fasse plus d'enfants. Car, la poule tuée, il n'y a plus d'œufs.

Dans tous les cas, c'est la bourgeoisie qui prend elle-même des mesures utiles aux ouvriers, mais elle est, en cela, guidée par ses propres intérêts. Il y a des cas où des lois utiles sont édictées par la bourgeoisie sous la pression de la classe ouvrière. Ce sont les plus nombreuses. Presque toutes les « lois ouvrières » ont été obtenues de cette façon — par des menaces de la part des ouvriers. En Angleterre, la première diminution de la journée de travail — réduite à dix heures — a été acquise sous la pression des ouvriers ; en Russie, le gouvernement tsariste a promulgué les premières lois sur les fabriques, effrayé par l'agitation et les grèves. Dans ce cas, l'État hostile à la classe ouvrière, l'État, cette coalition d'entrepreneurs, fait ce calcul, dans son propre intérêt : « Mieux vaut céder quelque chose aujourd'hui, que de céder demain le double et de risquer, peut-être, notre peau. » De même que le fabricant, en cédant aux grévistes et en les augmentant de quelques sous, ne cesse pas d'être fabricant, l'État bourgeois ne cesse pas non plus d'être bourgeois quand, sous la menace d'une agitation ouvrière, il jette un petit os au prolétariat.]

L'État capitaliste n'est pas seulement la plus grande et la plus puissante organisation bourgeoise ; il est en même temps une organisation très compliquée, aux nombreuses formations et dont les tentacules s'allongent en tous sens. Et tout cela a pour but principal la défense, l'affermissement et l'extension de *l'exploitation ouvrière*. L'État dispose, contre la classe ouvrière, de moyens de contrainte brutale aussi bien que d'asservissement moral, qui constituent les organes les plus importants de l'État capitaliste.

Parmi les moyens de contrainte brutale, il faut noter, en premier lieu, *l'armée*, la *police* et la *gendarmerie*, les *prisons* et les *tribunaux*, et leurs organes auxiliaires : espions, provocateurs, briseurs de grève, assassins stipendiés, etc.

L'*armée*, dans l'État capitaliste, est une organisation à part. À sa tête, se trouvent les officiers supérieurs, les « hauts galonnés ». Ils se recrutent parmi les intellectuels. Ce sont les ennemis les plus acharnés du prolétariat ; ils sont instruits, dès leur jeunesse, dans des écoles militaires spéciales. On leur apprend à abrutir les soldats, à défendre l'honneur de l'« uniforme », c'est-à-dire à tenir les soldats en complet esclavage et à en faire des pions d'échiquier. Les plus capables de ces aristocrates et grands bourgeois deviennent généraux et sont couverts de croix et de rubans.

Les officiers ne sortent pas non plus des classes pauvres. *Ils tiennent dans leurs mains toute la masse des soldats*. Et les soldats sont tellement travaillés qu'ils n'osent demander pourquoi ils se battent, et qu'ils ne savent que fixer leurs supérieurs dans les yeux. Une telle armée est destinée, avant tout, à réprimer les mouvements ouvriers.

[En Russie, l'armée du tsar a servi, plus d'une fois, à réprimer des révoltes d'ouvriers et de paysans. Sous le règne d'Alexandre II³, avant la libération des paysans, de nombreuses révoltes paysannes furent étouffées par l'armée. En 1905, l'armée fusilla les ouvriers pendant l'insurrection de Moscou ; elle effectua des expéditions punitives dans les Provinces Baltiques, au Caucase, en Sibérie ; en 1906-1908, elle réprima les révoltes des paysans et protégea les biens des propriétaires, etc... Pendant la guerre, elle fusilla les ouvriers à Ivanovo- Vosnessensk et à Kostroma, etc... Les plus cruels furent partout les officiers et les généraux.

À l'étranger, c'est la même chose. En Allemagne, l'armée de l'État capitaliste servit également à égorger les ouvriers. Le premier soulèvement de matelots fut réprimé par l'armée. En France, l'armée a fusillé plus d'une fois les grévistes ; actuellement, elle fusille les ouvriers et les soldats russes révolutionnaires. En Angleterre, rien que dans ces derniers temps, l'armée, à plusieurs reprises, a noyé dans le sang les révoltes des ouvriers irlandais, des demi-esclaves égyptiens et attaqué les réunions ouvrières en Angleterre même. En Suisse, à chaque grève, on mobilise les mitrailleuses et la soi-disant milice ; plus d'une fois, cette milice a tiré sur les prolétaires. Aux États-Unis d'Amérique, l'armée a souvent brûlé et rasé des cités ouvrières entières (par exemple, pendant la grève du Colorado). Les armées des États capitalistes s'entendent, actuellement, pour étouffer la Révolution des ouvriers en Russie, en Hongrie, dans les Balkans, en Allemagne et pour réprimer la Révolution prolétarienne dans le monde entier.]

Police et gendarmerie. — L'État capitaliste, en dehors de son armée régulière, possède encore un corps de gredins exercés et des troupes spécialement dressées à la lutte contre les ouvriers. Il est vrai que ces institutions (par exemple la police) ont également pour but la lutte contre les voleurs et le maintien de la soi-disant « sécurité personnelle et matérielle » des citoyens ; mais elles sont entretenues également pour chasser, poursuivre et punir les ouvriers mécontents. En Russie, les agents de police étaient les plus sûrs défenseurs des propriétaires et du tsar. La police la plus brutale est, dans tous les États capitalistes, la police secrète (la police politique, appelée chez nous *Okhrana*), ainsi que la gendarmerie. Avec eux, travaille une foule de détectives, provocateurs, espions, briseurs de grève et *tutti quanti*.

[Très intéressante, sous ce rapport, la manière de faire de la police secrète américaine. Elle est en relations avec une quantité innombrable de bureaux de détectives privés ou semi-officiels. Les célèbres aventures de Nat Pinkerton ont été, en réalité, des agressions contre les ouvriers. Les provocateurs déposaient des bombes chez les chefs ouvriers, tâchaient de les pousser à l'assassinat des capitalistes, etc... Ces mêmes détectives enrôlent une grande quantité de briseurs de grèves (appelés scabs), ainsi que des détachements de vagabonds organisés qui tuent, à l'occasion, les ouvriers en grève. Il n'est pas d'infamies dont ne soient capables ces brigands, au service de l'État « démocratique » des capitalistes américains.]

La *Justice*, dans l'État bourgeois, est un moyen de défense pour la bourgeoisie ; avant tout, elle condamne ceux qui osent attenter à la propriété capitaliste ou au régime capitaliste. Cette justice a condamné Liebknecht au bagne et acquitté ses assassins. Les autorités judiciaires procèdent avec la même rigueur que les bourreaux de l'État bourgeois. Le tranchant de leur arme est dirigé contre les pauvres, non contre les riches.

³ 1855-1881. La libération des paysans (abolition du servage) est de 1861. (Note de l'Ed. 1925)

Telles sont les institutions de l'État capitaliste qui ont pour tâche la répression directe et brutale de la classe ouvrière.

Parmi les moyens d'asservissement moral de la classe ouvrière qui sont à la disposition de l'État capitaliste, il faut encore mentionner les trois principaux : l'*École officielle*, l'*Église officielle* et la *Presse officielle* ou, tout au moins, soutenue par l'État bourgeois.

La bourgeoisie comprend très bien qu'elle ne viendra pas à bout des masses ouvrières par la seule force brutale. Il lui faut donc tisser, tout autour des cerveaux de ces masses, une fine toile d'araignée. L'État bourgeois considère les ouvriers comme des bêtes de somme : il faut que ce bétail travaille, mais qu'il ne morde pas. Il faut donc non seulement l'assommer et le fusiller dès qu'il mord, mais aussi le dresser, le dompter, comme font certains spécialistes dans les ménageries. De la même façon, l'État capitaliste éduque, pour l'abêtissement, l'abrutissement et la domestication du prolétariat, des techniciens, des maîtres d'école et des professeurs bourgeois, des prêtres et des évêques, des écrivains et des journalistes bourgeois. À l'école, ces spécialistes apprennent aux enfants, dès l'âge le plus tendre, à obéir au Capital, à mépriser et à haïr les révoltés; on leur débite des contes à dormir debout sur la Révolution et le mouvement révolutionnaire; on glorifie tsars, rois, industriels, etc.; dans les églises, les prêtres appointés par l'État enseignent : « Pas de puissance qui ne vienne de Dieu »; les journaux bourgeois claironnent tous les jours aux oreilles de leurs lecteurs ouvriers ce mensonge bourgeois. Dans de pareilles conditions, est-il facile à l'ouvrier de sortir de son marécage ?

Un brigand impérialiste allemand a écrit : « Nous avons besoin, non seulement des jambes des soldats, mais aussi de leur cerveau et de leur cœur. » L'État bourgeois s'efforce justement de faire de la classe ouvrière un *animal domestique* qui travaille comme un cheval, produit de la plus-value et reste tout à fait tranquille. Ainsi, le régime capitaliste assure son développement. La machine à exploiter tourne. De la classe ouvrière pressurée, on extrait continuellement de la plus-value. Et l'État capitaliste, montant la garde, veille à ce que les esclaves salariés ne se soulèvent point.

13. Contradictions principales du régime capitaliste

Maintenant, il nous faut rechercher si la société bourgeoise est bien construite. Une chose n'est solide et bonne que lorsque toutes ses parties sont bien ajustées ensemble. Prenons un mécanisme d'horlogerie : il ne fonctionne régulièrement et sans arrêt que si chaque roue est bien adaptée à la voisine, dent par dent. Considérons, maintenant, la société capitaliste. Nous remarquons sans peine qu'elle est loin d'être aussi solidement construite qu'elle le paraît, et qu'au contraire, elle trahit de très grandes contradictions et montre de graves fissures.

Avant tout, en régime capitaliste, il n'y a *pas de production ni de répartition organisées des marchandises* ; il y a *anarchie dans la production*. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que chaque entrepreneur capitaliste (ou chaque association de capitalistes) produit les marchandises indépendamment des autres. Ce n'est pas la société tout entière qui calcule ce qu'il lui faut, mais tout simplement les industriels, qui font fabriquer avec le seul but de réaliser le plus de profits possible et de battre leurs concurrents sur le marché. C'est pourquoi il arrive parfois qu'on produit trop de marchandises (il s'agit, évidemment, de la situation d'avant-guerre) et qu'on ne peut les écouler, les ouvriers ne pouvant les acheter, faute d'argent. Alors, survient une *crise* : les fabriques sont fermées, les ouvriers sont jetés sur le pavé.

De plus, l'anarchie dans la production amène la *lutte sur le marché* ; chaque producteur veut enlever à l'autre ses acheteurs, les attirer à lui, accaparer le marché. Cette lutte prend différentes formes, différents aspects, commençant par la lutte entre deux fabricants et finissant par la guerre mondiale entre les États capitalistes pour le partage des marchés de l'Univers entier. Il ne s'agit plus là seulement de parties intégrantes de la société capitaliste qui s'accrochent l'une à l'autre, mais bien d'un véritable choc entre elles.

Ainsi, la première cause de la dislocation du capitalisme, c'est l'anarchie dans la production, qui se manifeste par les crises, la concurrence et les guerres.

La deuxième cause de dislocation est la division en classes. Car, la société capitaliste n'est pas, au fond, une seule société, elle est coupée en deux sociétés : les capitalistes d'un côté, les ouvriers et les pauvres de l'autre. Ces deux sociétés se trouvent entre elles en état d'hostilité continue, irréconciliable, ininterrompue ; hostilité qui se traduit par la lutte des classes. Nous voyons à nouveau que les différentes parties de la société capitaliste, non seulement ne sont pas ajustées l'une à l'autre, mais, au contraire, se trouvent entre elles dans un antagonisme continu. Le capitalisme s'écroulera-t-il, oui ou non ? La réponse dépend de l'examen

suivant : si, observant le développement pris par le capitalisme au cours des temps, nous trouvons que sa dislocation va en diminuant, nous pouvons lui prédire une longue vie; si nous découvrons, au contraire, qu'avec le temps, les différentes parties de la société capitaliste se heurtent inévitablement de plus en plus fort, et que les fissures de cette société doivent non moins inévitablement se changer en abîmes, alors nous pouvons entonner le *De Profundis*.

Il nous faut donc étudier le développement du régime capitaliste.

II. DÉVELOPPEMENT DU RÉGIME CAPITALISTE

14. *Lutte entre la petite et la grande industrie, entre la propriété individuelle gagnée par le travail et la propriété capitaliste acquise sans travail*

a) *Lutte entre la petite et la grande production dans l'industrie.*

Les grandes usines, qui comptent quelquefois plus de dix mille ouvriers, avec leurs machines gigantesques, monstrueuses, n'ont pas toujours existé. Elles sont nées de la disparition graduelle et presque complète du petit artisanat et de la petite industrie. Pour comprendre cette évolution, il faut d'abord observer que la propriété privée et la production de marchandises rendent inévitable la lutte pour l'acheteur : la *concurrence*. Qui triomphe dans cette lutte ? Celui qui sait attirer à lui l'acheteur et le détacher de son concurrent (son rival). Or, l'acheteur, on l'attire principalement par le plus bas prix des marchandises⁴. Mais qui peut vendre meilleur marché ? Il est clair que le gros fabricant peut vendre meilleur marché que le petit fabricant ou l'artisan, car la marchandise lui revient à meilleur compte. La grande industrie dispose, en effet, d'une foule d'avantages. D'abord l'entrepreneur-capitaliste est en mesure de faire installer de meilleures machines, d'employer de meilleurs instruments et de meilleurs appareils. L'artisan, le petit patron gagnent à grand-peine leur vie ; ils travaillent ordinairement avec des machines actionnées à la main ; ils n'osent même pas penser, faute de moyens, aux grandes et bonnes machines. Le petit capitaliste n'est pas non plus en état d'introduire les machines les plus modernes. Plus l'entreprise est grande, plus la technique est perfectionnée, plus le travail est productif, — meilleur marché revient la marchandise.

[Dans les grandes usines d'Amérique et d'Allemagne, il y a même des laboratoires scientifiques qui découvrent continuellement de nouveaux perfectionnements, unissant ainsi la science à l'industrie ; ces inventions constituent le secret de l'entreprise et ne servent qu'à elle seule.

Dans la petite industrie et dans l'artisanat, un même ouvrier fabrique le produit presque en entier ; dans le travail à la machine avec de nombreux ouvriers, l'un en fait une partie, l'autre une seconde, un autre une troisième, et ainsi de suite. Le travail va bien plus vite ainsi ; c'est ce qu'on appelle la division du travail. On peut se rendre compte des avantages qu'on en retire, d'après une enquête américaine de 1898. En voici les résultats :

Pour la fabrication de dix charrues, le travail à la main exige 2 ouvriers, faisant chacun 11 opérations différentes, travaillant au total 1.180 heures et touchant 54 dollars ; le même travail fait à la machine exige 52 ouvriers, 97 opérations différentes (plus il y a d'ouvriers, plus ils sont spécialisés), travaillant 37 h. 28 minutes et touchant 7,9 dollars (par conséquent, la perte de temps a été infiniment moins grande et le travail est revenu considérablement moins cher). Pour la fabrication de 100 roues de montre, le travail à la main exige 14 ouvriers, 453 opérations différentes, 341.866 heures de travail et 80.822 dollars ; avec des machines : 10 ouvriers, 1.088 opérations, 8.343 heures de travail, 1.799 dollars. Pour la fabrication de 500 yards d'un tissu à carreaux, le travail à la main exige 3 ouvriers, 19 opérations, 7.534 heures, 135,6 dollars ; le travail à la machine : 252 ouvriers, 43 opérations, 84 heures, 6,81 dollars. On pourrait citer encore une grande quantité d'exemples semblables. D'un côté, toute une série de branches de production, qui nécessitent une haute technique, telles que la construction de wagons, des cuirassés, les mines, restent, peut-on dire, inaccessibles aux petits entrepreneurs ou aux artisans.]

La grande industrie *économise* sur tout : sur les bâtiments, les machines et les matières premières, l'éclairage et le chauffage, la main-d'œuvre, l'utilisation des déchets, etc. Figurons nous, en effet, mille petits ateliers et une seule grande fabrique qui produit à elle seule autant que ces mille ateliers ; il est plus facile de construire un seul grand bâtiment que mille petits ; on emploie plus de matières premières dans les mille petits ateliers ; il y a plus de perte, plus de malfaçon, plus de gaspillage ; il est plus facile d'éclairer et de chauffer une seule grande fabrique que mille petits ateliers ; il est également plus facile de l'entretenir, de la balayer, de la surveiller, de la réparer, etc. Bref, dans une grande entreprise, sur tout cela, on pourra épargner ou, comme on dit : *économiser*.

⁴ Il s'agit ici de la situation d'avant-guerre ; au lendemain des destructions de la guerre, ce n'est pas le vendeur qui court après l'acheteur, mais l'acheteur qui court après le vendeur.

Dans l'achat des matières premières et de tout ce qui peut être nécessaire pour la production, la grande industrie se trouve encore avantagée. C'est en gros qu'on achète la meilleure marchandise au meilleur compte ; de plus, le grand fabricant connaissant mieux le marché, sait où et comment acheter moins cher. Dans la vente de ses marchandises également, la petite entreprise est toujours infériorisée. Le grand patron sait mieux où il peut vendre le plus cher (il a, dans ce but, ses voyageurs, il est en relations avec la Bourse où sont centralisés tous les renseignements sur la demande de marchandises ; il communique presque avec le monde entier). Mais surtout, il peut *attendre*. Si, par exemple, les prix de ses marchandises sont trop bas, il peut garder ces marchandises en entrepôt et attendre le moment où les prix remonteront. Le petit patron ne le peut pas. Il vit de ce qu'il a vendu. La marchandise une fois vendue, il faut aussitôt vivre de l'argent reçu : il n'a pas d'argent d'avance. Aussi, est-il obligé de vendre à tout prix ; autrement c'est un homme fini. Il est clair qu'il y perd énormément.

Enfin, la grande industrie trouve encore un avantage *dans le crédit*. Lorsque le grand entrepreneur a un besoin pressant d'argent, il peut toujours en emprunter. N'importe quelle banque prêtera à une maison « sérieuse » et à un intérêt relativement minime. Mais presque personne n'aura confiance en un petit patron. Et même s'il inspire confiance, on lui prêtera de l'argent à un taux usuraire. Aussi le petit industriel tombe-t-il facilement dans les griffes de l'usurier.

Tous ces avantages de la grande industrie nous expliquent pourquoi la petite industrie disparaît inévitablement dans la société capitaliste. Le grand capital la *tue*, lui enlève l'acheteur, la ruine et transforme son propriétaire en prolétaire ou en va-nu-pieds. Il est évident que le petit patron cherche à se cramponner. Il lutte avec acharnement, travaille lui-même et fait travailler ses ouvriers et sa famille au-dessus de leurs forces, mais, finalement, est obligé de céder au capital. Souvent, un petit patron, indépendant en apparence, dépend complètement, en fait, d'un capitaliste, travaille pour lui, ne marche que grâce à lui. Le petit industriel dépend souvent de l'usurier : son indépendance est illusoire ; en réalité, il ne travaille que pour cette sangsue ; tantôt il dépend de l'accapareur qui lui achète ses marchandises, tantôt du magasin pour lequel il travaille (là encore, il n'est indépendant qu'en apparence ; en réalité, il est devenu un salarié du commerçant capitaliste) ; il arrive aussi que le capitaliste lui fournit les matières premières et l'outillage (c'était souvent le cas dans notre travail à domicile) ; il est facile de voir que le travailleur à domicile n'est plus alors qu'un appendice du capital. Il y a d'autres modes de subordination par le capital : dans le voisinage des grandes entreprises s'installent souvent de petits ateliers de réparation ; dans ce cas, ils ne sont qu'un petit rouage de la fabrique, pas davantage. Eux aussi, ils ne sont indépendants qu'en apparence. Parfois, on voit de petits patrons, de petits artisans, des travailleurs à domicile, de petits commerçants, de petits capitalistes, chassés d'une branche d'industrie ou de commerce, passer dans une autre branche où le capital n'est pas encore aussi puissant. Le plus souvent, les petits patrons ruinés deviennent de petits détaillants ou même des marchands ambulants, etc. Ainsi, le gros capital évince partout, graduellement, la petite industrie. Il se crée des entreprises énormes, qui comptent jusqu'à des milliers et même des dizaines de milliers d'ouvriers. Le gros capital devient le maître du monde. La petite propriété, acquise par le travail, disparaît. Elle est remplacée par la grande propriété capitaliste.

[Les travailleurs à domicile peuvent servir d'exemple pour montrer la décadence de la petite industrie en Russie. Certains d'entre eux travaillaient avec leurs propres matières premières (fourreurs, vanniers) et vendaient leurs marchandises à leur gré. Plus tard, l'ouvrier à domicile se met à travailler pour un capitaliste (chapeliers de Moscou, fabricants de jouets, brossiers, etc.). Ensuite, il reçoit du capitaliste qui lui passe les commandes les matières premières et tombe dans un véritable esclavage (serruriers de Pavlovsk et de Bourmakino). À la fin, il est payé à la pièce (cloutiers de Tver, cordonniers de Kimry, couteliers de Pavlovsk, nattiers de Makarievo). Au même servage arrivent les tisserands à domicile. En Angleterre, la petite industrie moribonde a reçu le surnom de « *sweating system*⁵ » tellement sa situation est mauvaise. En Allemagne, de 1882 à 1895, le nombre des petites entreprises a diminué de 8,6%, les entreprises moyennes (6 à 50 ouvriers) ont augmenté de 64,1% et les grandes entreprises de 90%. Depuis 1895, a disparu une quantité considérable d'entreprises moyennes. En Russie aussi, la fabrique a évincé le travailleur à domicile assez rapidement. Un des domaines les plus importants de la production en Russie, c'est l'industrie textile (le tissage). Si nous comparons, dans l'industrie cotonnière, le nombre des ouvriers de fabrique et celui des ouvriers à domicile, nous voyons avec quelle rapidité la fabrique a évincé le travailleur à domicile, le *koustar* :

⁵ Système de la sueur. (Note de l'Ed 1925.)

Années	Ouvriers travaillant à domicile	Ouvriers travaillant dans les fabriques
1866	94.566	66.178
1879	162.691	50.152
1894-95	242.051	20.475

En 1866, pour 100 personnes travaillant dans l'industrie cotonnière, 70 travaillaient à domicile ; en 1894-95, elles n'étaient plus que 8. En Russie, la grande industrie s'est développée beaucoup plus vite parce que le capital étranger fondait de grandes entreprises. Déjà en 1902, les grandes entreprises occupaient presque la moitié (40%) des ouvriers d'industrie.

En 1903, les fabriques ayant plus de cent ouvriers représentaient en Russie d'Europe 17% du nombre total des fabriques et des usines, et occupaient 76,6% du nombre total des ouvriers d'industrie.

La victoire de la grande industrie dans tous les pays a pour cortège les souffrances des petits producteurs. Parfois, des régions industrielles et même des professions disparaissent presque totalement (par exemple, les tisserands de Silésie, en Allemagne, les tisserands de l'Inde, etc.).]

b) Lutte entre la petite et la grande production dans l'agriculture

La lutte entre la petite et la grande production qui a lieu dans l'industrie existe également, sous le régime capitaliste, dans l'agriculture. Le propriétaire gérant son domaine comme le capitaliste gère sa fabrique, le paysan riche, le paysan moyen, les paysans pauvres qui font des journées chez le gros propriétaire ou le gros fermier, et enfin les ouvriers agricoles : tout cela, c'est la même chose que, dans l'industrie, le gros capitaliste, le petit patron, l'artisan, le travailleur à domicile, l'ouvrier salarié. A la campagne comme dans les villes, la grande propriété est mieux organisée que la petite.

Le grand propriétaire peut introduire chez lui une *bonne technique*. Les *machines agricoles* (charrues électriques, charrues à vapeur, moissonneuses-faucheuses, moissonneuses-lieuses, semeuses, batteuses, etc.) sont souvent inaccessibles au petit agriculteur ou au paysan. De même qu'il n'y a pas de raison d'installer une machine coûteuse dans le petit atelier de l'artisan (car il n'a pas les moyens de l'acheter et elle ne rapporterait pas les frais d'achat), de même le paysan ne peut se payer une charrue à vapeur; et même s'il l'achetait, elle ne lui servirait à rien : pour qu'une machine aussi importante fasse ses frais, il faut beaucoup de terre et non pas un petit lopin à peine suffisant pour qu'une poule y trouve sa vie.

[La pleine utilisation des machines et des instruments dépend de la quantité de terre disponible. Une charrue à chevaux travaillera à plein rendement sur un terrain de trente hectares. Une semeuse, une moissonneuse, une batteuse ordinaires, sur 70 hectares ; une batteuse à vapeur sur 200, une charrue à vapeur sur 1.000 hectares. Dans ces derniers temps, on utilise des machines agricoles électriques, mais seulement dans les grandes exploitations.]

L'arrosage, le dessèchement des marais, le drainage, la construction de voies ferrées étroites, etc., ne sont guère réalisables que par le grand propriétaire. La grande culture, comme la grande industrie, économise sur les instruments, les matériaux, la force de travail, le combustible, l'éclairage, etc.

Sur les grands domaines, il faut moins, par hectare, de fossés, de clôtures, de haies ; les semences se perdent moins.

En outre, un gros propriétaire peut engager des ingénieurs agronomes et gérer scientifiquement son domaine.

Au point de vue du *commerce* et du *crédit*, le grand propriétaire foncier, tout comme le grand industriel, connaît mieux le marché, il peut attendre, acheter à meilleur compte tout ce qui lui est nécessaire, vendre plus cher. Le petit propriétaire n'a qu'une ressource : lutter de toutes ses forces. C'est par le *travail intensif*, par la limitation des besoins et la sous-alimentation que se maintient la petite propriété agricole, sous la domination du capitalisme. Ce qui caractérise sa ruine, c'est l'énormité des *impôts*. L'État capitaliste lui impose une charge immense : il suffit de se rappeler ce qu'étaient pour le paysan les impôts au temps des tsars : « Vends tout, mais paie tes impôts. »

On peut dire, en général, que la petite production se défend mieux dans la culture que dans l'industrie. Dans les villes, les artisans et les petits entrepreneurs périssent assez rapidement, mais dans tous les pays, la culture paysanne se maintient un peu mieux. S'il y a bien, là aussi, appauvrissement du plus grand nombre, il est souvent moins apparent. Il semble quelquefois qu'une culture n'est pas très grande, à en juger par la superficie du terrain, mais en réalité elle est très grande par le capital investi et par le nombre d'ouvriers (par exemple, la culture maraîchère, dans la banlieue des grandes villes). Parfois, nous croyons, au contraire, avoir

affaire à de nombreux petits propriétaires tout à fait indépendants ; en réalité, presque tous sont des ouvriers salariés, allant louer leurs services soit dans la propriété voisine, soit comme saisonniers, dans les villes. Avec les paysans, il arrive dans tous les pays ce qui arrive avec les artisans et les travailleurs à domicile. Un petit nombre deviennent des profiteurs (les aubergistes, les usuriers qui, petit à petit, arrondissent leur avoir) ; les autres végètent ou, ruinés définitivement, vendent leur vache, leur cheval ; puis, le lopin de terre ayant disparu à son tour, ils émigrent pour toujours à la ville ou deviennent ouvriers agricoles. Le paysan sans cheval devient salarié, le paysan qui loue des ouvriers devient *propriétaire* ou *capitaliste*.

C'est ainsi qu'une grande quantité de terres, d'instruments, de machines, de bétail, sont la possession d'une poignée de grands capitalistes propriétaires, et que des millions de paysans dépendent d'eux.

[En Amérique, où le capital agricole est le plus développé, il existe de grandes propriétés où l'on travaille comme dans des fabriques. Et comme dans les fabriques, on y fait un seul produit. Il y a de grands champs plantés uniquement en fraisiers ou arbres fruitiers ; il y a des exploitations spéciales d'animaux domestiques ; là, on cultive le blé avec des machines. De nombreuses branches sont concentrées dans peu de mains. Ainsi il existe un « roi des poulets » (un capitaliste entre les mains duquel est concentrée presque toute la production des poulets), un « roi des œufs », etc.]

15. La dépendance du prolétariat, l'armée de réserve, le travail des femmes et des enfants

Des masses de plus en plus grandes de la population se transforment, sous le régime capitaliste, en ouvriers salariés. Artisans ruinés, travailleurs à domicile, paysans, commerçants, capitalistes moyens en faillite, bref, tous ceux qui ont été jetés par-dessus bord ou traqués par le gros capital tombent dans les rangs du prolétariat. À mesure que les richesses se concentrent entre les mains d'une poignée de capitalistes, le peuple se transforme de plus en plus en esclave salarié des premiers.

Grâce à la ruine continuelle des couches et des classes moyennes, il y a toujours plus d'ouvriers qu'il n'en faut au capital. C'est par là que l'ouvrier est enchaîné au capital. Il est forcé de travailler pour le capitaliste. S'il ne le veut pas, il y en a cent autres pour prendre sa place.

Mais cette dépendance n'est pas seulement consolidée par la ruine de nouvelles couches de la population. La domination du capital sur la classe ouvrière s'accroît encore du fait que le capital jette continuellement sur le pavé les ouvriers dont il n'a plus besoin et se constitue ainsi une réserve de force de travail. Comment cela ? Nous avons déjà vu que chaque fabricant s'efforce de réduire le prix de revient des marchandises. Pour cela, il introduit de plus en plus de nouvelles machines. Mais la machine, en règle générale, remplace l'ouvrier, rend une partie des ouvriers inutiles. Une nouvelle machine dans une fabrique, cela veut dire qu'une partie des ouvriers sont congédiés et deviennent des chômeurs. Mais comme de nouvelles machines sont introduites continuellement dans une branche d'industrie ou dans l'autre, il est clair que, *sous le capitalisme, il y a toujours fatalement du chômage*. Car le capitaliste ne se préoccupe ni de donner du travail à tous les ouvriers ni de fournir à tous des marchandises, mais *d'obtenir le plus de profit*. Et naturellement il jettera sur le pavé les ouvriers qui ne sont plus capables de lui rapporter le même profit qu'avant.

Et effectivement, dans les grandes villes de tous les pays capitalistes, nous voyons toujours un grand nombre de chômeurs. Il y a des ouvriers chinois ou japonais, anciens paysans ruinés, venus du bout du monde pour chercher du travail, d'anciens boutiquiers ou petits artisans ; mais nous y trouvons aussi des ouvriers métallurgistes, des typographes, des tisseurs qui, ayant longtemps travaillé dans les fabriques, en ont été chassés par de nouvelles machines. Ils forment, pris ensemble, une réserve de forces de travail pour le capital ou, comme l'a dit K. Marx, *l'armée industrielle de réserve*. L'existence de cette armée, la permanence du chômage, permettent aux capitalistes d'augmenter la dépendance et l'oppression de la classe ouvrière. Le capital, grâce aux machines, réussit à soutirer d'une partie des ouvriers plus d'or qu'avant ; quant aux autres, ils restent sur le pavé. Mais, même sur le pavé, ils servent aux capitalistes de fouet pour stimuler ceux qui travaillent.

[L'armée industrielle de réserve offre des exemples d'abrutissement complet, de misère, de famine, de grande mortalité, même de criminalité. Ceux qui, des années durant, n'ont pu se procurer du travail, deviennent graduellement ivrognes, vagabonds, mendiants, etc. Dans les grandes villes : à Londres, à New-York, à Hambourg, à Berlin, à Paris, il existe des quartiers entiers habités par des chômeurs de cette espèce. Le marché de Chitrov, à Moscou, peut servir d'exemple. A la place du prolétariat, il se forme une nouvelle couche déshabituée du travail. Cette couche de la société capitaliste s'appelle en allemand *Lumpenprolétariat* : *prolétariat en haillons*.]

L'introduction des machines a également donné naissance *au travail des femmes et des enfants*, travail plus économique, et, partant, plus avantageux pour le capitaliste. Avant les machines, une certaine habilité de main était nécessaire ; quelquefois, il fallait faire un long apprentissage. Maintenant, certaines machines peuvent être conduites par des enfants, qui n'ont qu'à lever le bras ou mouvoir le pied jusqu'à épuisement. Voilà pourquoi les machines ont diffusé le travail des femmes et des enfants. Il faut ajouter que les femmes et les enfants offrent moins de résistance au capitalisme que les hommes. Ils sont plus dociles, plus timides, devant les prêtres et les autorités. C'est pourquoi le fabricant remplace souvent les hommes par des femmes et transforme en profit le sang des petits enfants.

[En 1913, le nombre des ouvrières et employées était : en France, de 6.800.000 ; en Allemagne, de 9.400.00 ; en Autriche-Hongrie, de 8.200.000 ; en Italie, de 5.700.000 ; en Belgique, de 930.000 ; aux États-Unis, de 8.000.000 ; en Angleterre et au Pays de Galles, de 6.000.000. En Russie, le nombre des ouvrières a grandi continuellement. En 1900, leur nombre représentait 25% de tous les ouvriers et ouvrières de fabrique ; en 1903, 31%, et en 1912, 45%. Dans certaines branches de production, les femmes constituent la majorité : par exemple, dans l'industrie textile, en 1912, sur 870.000 ouvriers il y avait 453.000 femmes, c'est-à-dire plus de 52%. Pendant les années de guerre, le nombre des ouvrières augmenta énormément.

Quant au travail des enfants il fleurit dans beaucoup de pays, malgré l'interdiction. Dans le pays capitaliste le plus avancé, en Amérique, on le rencontre à chaque pas.]

La conséquence, c'est la désagrégation des familles ouvrières. Dès que la femme et quelquefois l'enfant sont pris par la fabrique, il n'y a plus de vie de famille !

Lorsqu'une femme devient ouvrière de fabrique, elle subit, comme l'homme, toutes les horreurs du chômage. Elle est mise, elle aussi, à la porte par le capitaliste ; elle entre, elle aussi, dans les rangs de l'armée industrielle de réserve ; elle peut, tout comme un homme, descendre dans les bas-fonds. À cette situation est liée *la prostitution* qui consiste pour elle à se vendre au premier homme rencontré dans la rue. N'ayant rien à manger, sans travail, chassée de partout, elle est contrainte de trafiquer de son corps ; et même lorsqu'elle a du travail, son salaire est si misérable qu'elle est obligée de l'augmenter grâce au même trafic. Et elle se fait vite à sa nouvelle profession. Ainsi se crée la couche des prostituées professionnelles.

[Dans les grandes villes, les prostituées sont très nombreuses. Des villes comme Hambourg ou Londres comptent des dizaines de milliers de ces malheureuses. Le capital en tire une source de revenus par la création de grands lupanars organisés d'une manière capitaliste. Il existe un large commerce international d'esclaves blanches, dont les villes d'Argentine sont le centre. La plus affreuse prostitution est celle des enfants, qui fleurit dans toutes les villes d'Europe et d'Amérique.]

Ainsi, dans la société capitaliste, à mesure qu'on invente de nouvelles machines et de plus perfectionnées, qu'on construit des fabriques de plus en plus vastes et que la productivité s'accroît, augmentent parallèlement la pression du capital, la misère et les souffrances de l'armée industrielle de réserve, la dépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de ses exploiteurs.

Si la propriété n'existait pas et si tout appartenait à tous, le tableau serait tout autre. Les hommes réduiraient tout simplement leur journée de travail, ménageraient leurs forces, économiseraient leur peine, songeraient à leur repos. Mais quand le capitaliste introduit les machines, il ne pense qu'au *profit* ; il ne réduit pas la journée de travail, il y perdrait. Sous la domination du capital, la machine ne libère pas l'homme, elle le rend esclave.

Avec le développement du capitalisme, une partie toujours plus grande du capital est consacrée aux machines, appareils, constructions de toute sorte, aux gigantesques bâtiments, aux énormes hauts-fourneaux, etc. ; au contraire, une partie toujours plus petite va au salaire des ouvriers. Quand on travaillait à domicile, la dépense pour les établis et autres outils n'était pas grande : presque tout le capital passait dans le salaire. Maintenant, c'est le contraire : la plus grande partie est destinée aux bâtiments et aux machines. Et cela signifie que la demande de *main-d'œuvre* augmente moins vite que le nombre des gens ruinés, devenus des prolétaires. Plus la technique se développe, sous le capitalisme, et plus augmente la pression du capital sur la classe ouvrière, car il devient de plus en plus difficile de trouver du travail.

16. *L'anarchie de la production, la concurrence et les crises*

La misère de la classe ouvrière croît au fur et à mesure du développement de la technique qui, sous le capitalisme, au lieu d'être utile à tous, rapporte du profit au capital, mais amène le chômage et la ruine chez beaucoup d'ouvriers. Et cette misère augmente encore pour d'autres raisons.

Nous avons vu plus haut que la société capitaliste est très mal construite. La propriété privée y règne, sans aucun plan général. Chaque fabricant dirige son entreprise indépendamment des autres. Au contraire, il dispute aux autres l'acheteur : il est en « concurrence » avec eux.

Cette lutte s'affaiblit-elle ou s'accroît-elle avec le développement du capitalisme ? À première vue, il peut sembler qu'elle s'affaiblit. En effet, le nombre des capitalistes diminue sans cesse ; les gros mangent les petits ; autrefois, c'était par dizaines de mille que luttaient entre eux les entrepreneurs, la concurrence était féroce ; aujourd'hui les rivaux étant bien moins nombreux, la lutte devrait être moins acharnée, pourrait-on croire. En réalité, il n'en est rien. C'est exactement le contraire qui est vrai. Les rivaux, certes, sont moins nombreux, mais chacun d'eux est devenu *plus gros et plus puissant*. Et leur lutte est devenue non pas moindre, mais plus grande, non pas plus calme, mais plus acharnée. Que, dans chaque pays, il n'y ait plus qu'une poignée de capitalistes, et la lutte entre ces pays capitalistes éclatera. Nous en sommes arrivés finalement là. La rivalité a lieu actuellement entre d'énormes associations de capitalistes, entre leurs États. Et ils ne luttent pas seulement à coups de baisse de prix, mais aussi avec la force armée. La concurrence, au fur et à mesure du développement du capitalisme, ne diminue que le nombre des rivaux, mais elle devient toujours plus acharnée et plus destructrice⁶ !

Il est nécessaire de souligner encore un symptôme, celui qu'on appelle *les crises*. Que sont ces crises ? Voici : Un beau jour, on s'aperçoit que telles marchandises ont été produites en quantités beaucoup trop grandes. Les prix baissent, car il n'y a pas d'écoulement. Les entrepôts regorgent de produits qui ne peuvent être vendus : il n'y a pas d'acheteurs ; et à côté de cela, il y a beaucoup d'ouvriers affamés, ne touchant plus que des salaires infimes et pouvant encore moins acheter que d'ordinaire. Alors c'est la misère. Dans une branche de production, ce sont d'abord les moyennes et les petites entreprises qui font faillite et ferment leurs portes ; après, c'est le tour des grandes. Mais chaque industrie dépend d'une autre, toutes sont clientes les unes des autres. Par exemple, les entreprises de confection achètent le drap dans les fabriques de drap, celles-ci s'approvisionnent dans les filatures de laine, etc. Les entreprises de confection, une fois en faillite, comme il n'y a plus personne pour acheter aux drapiers, l'industrie textile périclité, puis c'est la production de la laine. Partout fabriques et usines commencent à fermer ; des dizaines de milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé, le chômage augmente démesurément, la vie des ouvriers empire. Et pourtant, il y a des quantités de marchandises et les entrepôts fléchissent sous leur poids. Il en fut souvent ainsi avant la guerre ; l'industrie prospérait, les affaires des fabricants marchaient admirablement ; tout à coup, c'était la faillite, la ruine, le chômage, la stagnation dans les affaires ; puis la situation s'améliorait, les affaires redevenaient brillantes ; puis de nouveau la faillite, et ainsi de suite.

Comment expliquer cette situation insensée où les hommes, parmi les richesses et le superflu, deviennent des mendiants ?

La réponse n'est pas si simple que cela. Nous avons déjà vu que, dans la société capitaliste, règne la confusion, *l'anarchie dans la production*. Chaque entrepreneur produit pour son compte, à ses risques et périls. Il arrive tôt ou tard, avec un tel mode de production, qu'il y a trop de marchandises produites (surproduction). Quand on fabriquait des produits et non des marchandises, c'est-à-dire quand la production n'était pas destinée au marché, la surproduction n'était pas dangereuse. Il en est tout autrement dans la production de marchandises. Là, chaque fabricant, pour acheter les matières nécessaires à sa fabrication ultérieure, doit vendre d'abord ses propres marchandises. Une fois la machine arrêtée en un seul endroit, il y a, grâce à l'anarchie dans la production, répercussion immédiate d'une branche à l'autre.

Une crise générale éclate. Ces crises sont très destructives. Quantité de marchandises périssent. Les vestiges de la petite industrie sont comme balayés par un balai de fer. Même les grandes firmes souvent ne peuvent pas résister et périssent en partie.

Certaines fabriques ferment complètement, d'autres réduisent leur production, ne travaillent pas tous les jours de la semaine, d'autres enfin ferment momentanément. Le nombre des chômeurs augmente. L'armée

⁶ Pour les détails, voir plus loin, p. 41 et suivantes [§, 26 à 34] le chapitre sur la guerre impérialiste.

industrielle de réserve s'accroît, augmentant la misère et l'oppression de la classe ouvrière. Pendant la crise, la condition de la classe ouvrière, déjà mauvaise, devient encore pire.

[Voici quelques chiffres sur la crise de 1907-1910 qui embrassa l'Europe et l'Amérique, en un mot, tout l'univers capitaliste. Aux *États-Unis*, le nombre des chômeurs faisant partie des syndicats augmenta de la façon suivante : en juin 1907, 8,1%; en octobre, 18,5%; en novembre, 22%; en décembre, 32,7% (dans le Bâtiment : 42%; dans la Confection : 43,6%; dans les Tabacs : jusqu'à 55%) ; il va de soi que le chômage total (y compris les ouvriers non syndiqués) a été encore plus grand. En *Angleterre*, le nombre des chômeurs constituait, pendant l'été de 1907, 3,4 à 4%; en novembre, il atteignait 5%, en décembre 6,1%, en juin 1908 il s'élevait à 8,2%. En Allemagne, vers janvier 1908, le nombre des chômeurs était le double des années précédentes. De même dans les autres pays.

Pour ce qui est de la *réduction de la production*, la fabrication de la fonte est tombée, aux *États-Unis*, de 26 millions de tonnes en 1907 à 16 millions de tonnes en 1908.

Pendant la crise, les prix baissent. Alors, messieurs les capitalistes, pour ne pas perdre leur profit, ont recours au sabotage. En Amérique, par exemple, ils laissaient s'éteindre les hauts-fourneaux. Plus curieuse encore la manière de faire des planteurs de café, au Brésil. Pour maintenir les hauts prix, ils jetaient à la mer des sacs de café. À l'heure qu'il est, le monde entier souffre de la faim et du manque de produits, et c'est le résultat de la guerre engendrée par le capitalisme. Or, en temps de paix, le capitalisme étouffait sous l'abondance des produits qui ne pouvaient être utiles aux ouvriers, faute d'argent dans les poches de ces derniers. De tout ce superflu, l'ouvrier n'obtenait qu'une chose : le chômage avec toutes ses horreurs.]

17. *Le développement du capitalisme et les classes ; l'aggravation des antagonismes de classes*

Nous avons vu que la société capitaliste souffre de deux maux essentiels : d'abord, elle est « anarchique » (elle manque d'organisation) ; ensuite, elle est composée de *deux* sociétés (classes) ennemies. Nous avons vu également qu'avec le développement du capitalisme, l'anarchie de la production, qui se manifeste par la concurrence, amène une aggravation, une désorganisation, une ruine toujours plus grande. La désagrégation de la société, loin de diminuer, augmente. De même s'élargit et s'approfondit le fossé qui divise la société en deux parties, en classes. D'un côté, chez les capitalistes, s'accumulent toutes les richesses de la terre ; de l'autre, dans les classes opprimées, il n'y a que misères, souffrances et larmes. L'armée industrielle de réserve embrasse des couches d'hommes découragés, abrutis, dénués de toute ressource. Mais même ceux qui ne chôment pas se distinguent, par leur manière de vivre, toujours davantage des capitalistes. La différence entre le prolétariat et la bourgeoisie *ne cesse de croître*. Jadis, il y avait toutes sortes de capitalistes moyens et petits dont beaucoup étaient très près des ouvriers et ne vivaient guère mieux qu'eux. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les gros manitous vivent comme personne n'aurait osé le rêver jadis. Certes, la situation des ouvriers, avec le développement du capitalisme, s'est améliorée ; jusqu'au commencement du XX^e siècle les salaires, en général, allaient en augmentant. Mais dans ce même laps de temps, le *profit* du capitalisme *croissait plus rapidement encore*. Actuellement la masse ouvrière est aussi éloignée du capitaliste que la terre du ciel. Plus le capitalisme se développe, plus s'élève la petite poignée de capitalistes richissimes, et plus profond devient l'abîme entre cette poignée de rois sans couronne et les millions de prolétaires asservis.

Nous avons dit que si le salaire augmente, le profit augmente bien plus rapidement, et que, par suite, le fossé entre les deux classes s'élargit toujours. Cependant, depuis le commencement du XX^e siècle, les salaires ne montent plus ; au contraire, ils baissent. Dans ce même temps, les profits ont augmenté comme jamais auparavant, de sorte que, dans ces derniers temps, l'inégalité sociale s'est aggravée avec une rapidité extraordinaire. Cette inégalité croissante ne pouvait manquer d'amener tôt ou tard un conflit entre ouvriers et capitalistes. Si la différence entre eux allait diminuant, si la situation matérielle des ouvriers se rapprochait de celle des capitalistes, la paix pourrait régner un jour sur terre. Mais, en fait, dans la société capitaliste, les ouvriers ne se rapprochent pas des capitalistes, mais s'en éloignent tous les jours. Et cela signifie que la *lutte de classe* entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peut que s'aggraver irrémédiablement.

[Les savants bourgeois avaient fortement combattu ce point de vue. Ils voulaient prouver que la situation des ouvriers, dans la société capitaliste, s'améliorait de plus en plus. Après eux, les socialistes de droite ont embouché la même trompette. Les uns et les autres prétendent que les ouvriers s'enrichiront peu à peu et pourront devenir eux-mêmes de petits capitalistes. Cette opinion s'est bientôt révélée fausse. En réalité, la situation des ouvriers par rapport à celle des capitalistes a été de mal en pis. En voici la preuve par un exemple emprunté au pays capitaliste le plus avancé, aux *États-Unis*. Si

nous évaluons à 100 la force d'achat du gain ouvrier (c'est-à-dire la quantité de produits que l'ouvrier peut acheter), en tenant compte des prix des denrées, dans les années 1890-1899, la force d'achat du **salaire** a été successivement de :

En 1890: 98,6.
En 1895: 100,6.
En 1900: 103,0.
En 1905: 101,4.
En 1907: 101,5.

C'est dire que le niveau de vie des travailleurs ne s'est presque pas élevé, qu'il est resté presque stationnaire. L'ouvrier achetait autant de nourriture, de vêtements, etc. en 1890 que dans les années suivantes. Sa force d'achat n'avait monté que de très peu : 3%. Mais, dans le même temps, les millionnaires américains (les plus gros industriels) encaissaient des profits énormes, et la plus-value qu'ils empochaient grossissait démesurément. Naturellement, le niveau de vie des capitalistes s'accroissait aussi en même temps.]

La *lutte de classes* s'appuie sur les antagonismes d'intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ils sont aussi irréconciliables que ceux entre les loups et les moutons. Chacun comprendra facilement qu'il est de l'intérêt du capitaliste de faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible et de les payer le moins cher possible ; au contraire, l'ouvrier a tout intérêt à travailler le moins possible et à toucher le plus possible. Aussi, dès l'apparition de la classe ouvrière, la lutte ne pouvait manquer de s'engager pour *l'élévation des salaires et la réduction de la journée de travail*.

Cette lutte n'a jamais cessé et ne cessera jamais complètement. Cependant, elle n'a pas limité son objet à quelques centimes de salaire en plus. Partout où s'est développé le régime capitaliste, les masses sont arrivées à la conviction qu'il était nécessaire d'en finir avec le capitalisme lui-même. Les ouvriers commencèrent à réfléchir au moyen de substituer à ce régime abhorré un régime de travail juste et fraternel. Ainsi prit naissance le *mouvement communiste de la classe ouvrière*.

La lutte ouvrière a été souvent accompagnée de défaites. Mais le régime capitaliste porte en lui-même la victoire finale du prolétariat. Pourquoi ? Mais parce que le développement capitaliste entraîne la transformation en prolétaires de larges couches populaires ! La victoire du grand capital, c'est la ruine de l'artisan, du commerçant, du paysan ; elle grossit sans cesse les rangs des ouvriers salariés. Le prolétariat *augmente en nombre* à chaque avance du développement capitaliste. Mais le développement de ce régime ruine des dizaines de milliers, des millions de petits patrons et de paysans, foulés aux pieds par les capitalistes. Par là même augmente le nombre des prolétaires, des ennemis du régime capitaliste. Mais la classe ouvrière ne devient pas seulement plus nombreuse, elle devient, en outre, toujours *plus solidaire*, car en même temps que le capitalisme se développent aussi les grandes usines. Et chaque grande usine réunit dans ses murs des milliers, parfois des dizaines de milliers d'ouvriers travaillant côte-à-côte. Ils voient comment l'entrepreneur capitaliste les exploite. Ils voient que l'ouvrier est, pour un autre ouvrier, un ami et un camarade. Dans le travail, les ouvriers, réunis par l'usine, apprennent à agir en commun. Il leur est plus facile de se mettre d'accord. C'est pourquoi, avec le développement du capitalisme, augmentent non seulement le nombre, *mais la solidarité* de la classe ouvrière.

À mesure que les fabriques se multiplient et que le capitalisme se développe, les artisans, les campagnards travaillant à domicile, les paysans se ruinent, et les villes énormes, aux millions d'habitants, s'accroissent plus rapidement. À la fin, sur une étendue relativement petite — dans les grandes villes — se rassemblent de grandes masses populaires, dont l'immense majorité est formée par le prolétariat des usines. Il remplit les quartiers malpropres et enfumés, tandis que la poignée des maîtres qui possèdent tout habite dans de luxueux hôtels. Cette poignée devient toujours moins nombreuse. Le nombre des ouvriers grandit, et ils se lient entre eux toujours plus étroitement.

Dans ces conditions, l'aggravation inévitable de la lutte se terminera nécessairement par la victoire de la classe ouvrière. Tôt ou tard, la classe ouvrière entrera en conflit aigu avec la bourgeoisie, la précipitera de son trône, détruira son État de proie et édifiera un ordre nouveau, l'ordre du travail, l'ordre communiste. Ainsi, le capitalisme, dans son développement, mène inévitablement à la *Révolution communiste du prolétariat*.

[La lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie a pris des formes diverses. Les trois formes principales de l'organisation ouvrière qui ont surgi dans cette lutte sont : les syndicats, qui groupent les ouvriers d'après leur profession ; les coopératives, surtout les coopératives de consommation, qui ont

pour but la suppression des intermédiaires ; enfin, les partis politiques de la classe ouvrière (socialistes ou social démocrates, et communistes) qui inscrivent dans leurs programmes la lutte pour le pouvoir politique de la classe ouvrière. Plus la lutte entre les classes s'aggravait, et plus devaient s'unir ces formes du mouvement ouvrier pour atteindre le but commun : le renversement de la domination bourgeoise. Ceux des chefs du mouvement ouvrier qui jugeaient le mieux la situation ont toujours hésité pour une union étroite et une collaboration de toutes les organisations ouvrières. Ils disaient, par exemple, qu'il fallait l'unité d'action entre les syndicats et le parti politique du prolétariat, et que, par conséquent, les syndicats ne sauraient être « neutres » (c'est-à-dire indifférents en matière politique), mais doivent marcher avec le parti de la classe ouvrière. Dans ces derniers temps, le mouvement ouvrier a créé de nouvelles formes, très importantes, comme les *Conseils d'ouvriers*. Nous en reparlerons plus tard.]

De ces observations sur le développement du régime capitaliste, nous pouvons, sans risque de nous tromper, déduire ce qui suit : *le nombre des capitalistes diminue, mais ils deviennent de plus en plus riches et de plus en plus puissants ; le nombre des ouvriers croît continuellement et leur solidarité grandit en même temps, mais pas dans les mêmes proportions ; la différence entre l'ouvrier et le capitaliste devient de plus en plus grande. Par conséquent, le développement du capitalisme conduit à un conflit inévitable de ces classes, c'est-à-dire à la Révolution communiste.*

18. La concentration et la centralisation du capital sont des conditions de réalisation du régime communiste

Le capitalisme, ainsi que nous l'avons vu, creuse lui-même sa propre tombe, parce qu'il engendre ses propres fossoyeurs : les prolétaires ; plus il se développe, plus il multiplie le nombre de ses ennemis mortels, et plus il les réunit contre lui-même. Mais il prépare également le terrain pour une nouvelle organisation économique, fraternelle et communiste.

En effet, nous avons vu plus haut (§ 11. *Le Capital*) que le capital croît sans cesse. Une partie de la plus-value que le capitaliste arrache à l'ouvrier est ajoutée au capital, qui devient ainsi plus grand. Mais le capital une fois accru, on peut élargir la production. Cette augmentation du capital, sa croissance dans les mêmes mains s'appelle *accumulation* ou *concentration du capital*.

Nous avons vu également⁷ qu'au fur et à mesure du développement capitaliste, petite et moyenne production sont anéanties ; les industriels et les commerçants, petits et moyens, sont ruinés, sans parler des artisans : tous sont dévorés par le gros capital. Ce que possédaient les petits et moyens capitalistes, — leurs capitaux, — s'échappe de leurs mains, et, par différents chemins, se concentre dans celles des grands brigands, accroissant ainsi le capital de ces derniers. Ainsi, le capital, partagé jadis entre plusieurs possesseurs, se rassemble dans une seule main, dans un seul poing victorieux. Cette concentration du capital, autrefois dispersé, s'appelle la *centralisation du capital*.

La concentration et la centralisation du *capital*, c'est-à-dire son accumulation dans un petit nombre de mains, ne signifie pas encore la concentration et la centralisation de la *production*. Supposons que le capitaliste ait acheté, avec la plus-value accumulée, la petite fabrique de son voisin et l'ait fait travailler comme par le passé. Il y a bien accumulation, mais la production reste ce qu'elle était. Cependant, d'ordinaire, le capitaliste transforme alors la production, l'élargit et agrandit les fabriques elles-mêmes. Il n'y a plus seulement accroissement du capital, mais aussi de *la production elle-même*. La production devient énorme, emploie quantité de machines, réunit des milliers d'ouvriers. Il arrive qu'une douzaine de très grandes fabriques satisfasse aux besoins de tout un pays. Dans ce cas, les ouvriers produisent pour toute la société, le travail, comme on dit, est *socialisé*. Mais la direction et le profit appartiennent au capitaliste.

Cette centralisation et cette concentration de la production rendent également possible une *production véritablement fraternelle*, mais seulement après la Révolution prolétarienne. En effet, si cette concentration de la production n'existait pas et si le prolétariat prenait le pouvoir alors que la production est dispersée entre des centaines de milliers de tout petits ateliers où ne travaillent que deux ou trois ouvriers, il serait impossible d'organiser ces ateliers sur une base sociale. Plus le capitalisme est développé, plus la production est centralisée, et plus il est facile au prolétariat, après sa victoire, de diriger la production.

Donc, non seulement le capitalisme engendre ses ennemis et mène à la Révolution communiste, mais encore il crée la base économique pour la réalisation du régime communiste.

⁷ Cf. plus haut, et § 14.

III. LE COMMUNISME ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

19. Caractéristiques du régime communiste

Nous avons vu pourquoi doit disparaître le régime capitaliste (et nous le voyons disparaître sous nos yeux). Il périclète parce qu'il contient en lui deux contradictions fondamentales : d'un côté, *l'anarchie de la production*, qui conduit à la concurrence, aux crises, aux guerres ; d'un autre côté, son caractère de classe, qui a pour conséquence inévitable la lutte de classes. La société capitaliste est comme un mécanisme mal ajusté, où une partie accroche toujours l'autre⁸. C'est pourquoi, tôt ou tard, cette machine doit *inévitablement* se briser.

Il faut, et c'est clair, que la nouvelle société soit plus solidement organisée que le capitalisme. Une fois que les contradictions fondamentales du capitalisme auront fait sauter le régime, il faut que, sur ses ruines, se forme une société nouvelle qui ignore les contradictions de l'ancienne. Les traits caractéristiques de la société communiste sont les suivants :

1. Elle doit être *organisée*, c'est-à-dire qu'elle ne doit ~~:-Contradictions principales du régime capitaliste-~~ comporter ni anarchie dans la production, ni concurrence des entreprises privées, ni guerres, ni crises ;
2. Elle ne doit pas être une société de classes, composée de deux moitiés en lutte éternelle l'une avec l'autre et dont l'une est exploitée par l'autre.

Une société sans classes et où toute la production est organisée ne peut être qu'une *société fraternelle*, la *société du travail*, la *société communiste*.

Examinons cette société de plus près. Le fondement de la société communiste, c'est *la propriété commune des moyens de production et d'échange*, c'est-à-dire que les machines, les appareils, les locomotives, les bateaux à vapeur, les bâtiments, les entrepôts, les élévateurs, les mines, le télégraphe et le téléphone, la terre et le bétail, sont la possession de la société qui en dispose. Ce n'est ni un capitaliste particulier, ni une association de quelques gens riches qui ont le droit d'en disposer, mais la société tout entière. Qu'est-ce que cela veut dire : la société tout entière ? Cela veut dire non pas *une classe* particulière, mais *tous les hommes* constituant la société. Dans ces conditions, la société se transforme en une immense communauté fraternelle. Là, ni dispersion de la production, ni anarchie. Au contraire, seul un tel régime permettra d'organiser la production. Là, point de lutte ni de concurrence entre les entrepreneurs, car toutes les fabriques, usines, mines, etc., ne sont, dans la société communiste, que les différentes sections d'un grand atelier populaire embrassant toute l'économie générale. Il va sans dire qu'une aussi formidable organisation suppose un *programme* général de la production. Si toutes les fabriques, toute la culture forment une immense association, il faut évidemment calculer exactement comment répartir les forces de travail entre les différentes branches de l'industrie ; quels produits il faut fabriquer et en quelle quantité ; comment et où diriger les forces techniques, et ainsi de suite. Tout cela doit être calculé d'avance, au moins approximativement, et il faut dans l'exécution se conformer au plan tracé. C'est bien ainsi que se traduit *l'organisation* de la production communiste. Sans un plan général et une direction commune, sans un calcul exact, il n'y a pas d'organisation. Dans le régime communiste, tout cela existe.

Mais l'organisation seule ne suffit pas. L'essentiel, c'est qu'elle soit une organisation fraternelle de *tous* les membres de la société. Le régime communiste, son caractère organisateur mis à part, se distingue encore par ce fait qu'il *supprime l'exploitation*, qu'il abolit *la division de la société en classes*. Car on peut se représenter l'organisation de la production, par exemple, de la façon suivante : une poignée de capitalistes possède tout, mais le possède en commun ; la production est organisée, les capitalistes ne se combattent plus, ne se font plus concurrence, mais soutirent ensemble de la plus-value à leurs ouvriers, devenus des demi-esclaves. Là, il y a bien organisation, mais il y a aussi *exploitation* d'une classe par une autre. Là, il y a bien propriété commune des moyens de production, mais dans l'intérêt d'une seule classe, *la classe capitaliste*. Ce n'est donc point-là du communisme, bien qu'il y ait organisation de la production. Une pareille organisation sociale ne supprimerait qu'une des contradictions fondamentales du capitalisme : l'anarchie de la production, mais elle renforcerait l'autre : la division de la société en deux camps ; la lutte de classe s'accroîtrait encore. Cette société ne serait organisée qu'à moitié : la séparation en classes n'y serait pas abolie. La société communiste

⁸ Cf. plus haut et § 13

n'organise pas seulement la production, elle libère aussi les hommes de l'oppression d'autres hommes. Elle est intégralement organisée.

Le caractère social de la production communiste se manifeste dans tous les détails de son organisation. Dans le régime communiste, par exemple, il n'y aura pas de directeurs perpétuels d'usines, où des gens passent toute leur vie sur le même travail. Aujourd'hui, il en est ainsi. Un cordonnier fait toute sa vie des chaussures et ne voit rien en dehors de ses formes ; le pâtissier fait toute sa vie des gâteaux ; le directeur de fabrique ne fait que diriger et commander ; quant au simple ouvrier, il lui faut, sa vie durant, obéir et exécuter les ordres des autres. Rien de pareil dans la société communiste. Là, tous les hommes jouissent d'une large culture et sont au courant de toutes les branches de la production ; aujourd'hui, j'administre, je calcule combien il faudra fabriquer, pour le mois prochain, de pantoufles ou de petits pains ; demain, je travaille dans une savonnerie, la semaine suivante, peut-être, dans une serre de la ville, et trois jours après, dans une station électrique. Cela ne sera possible que lorsque tous les membres de la société jouiront d'une instruction convenable.

20. *La répartition en régime communiste*

Le mode communiste de production ne suppose pas non plus la production pour le marché, mais pour les besoins. Seulement, chacun ne travaille pas pour soi, c'est toute la communauté géante qui travaille pour tous. Il n'y a pas ici de *marchandises*, mais seulement des *produits*. Ces produits ne sont pas échangés les uns contre les autres, ils ne sont ni achetés, ni vendus. Ils sont tout simplement déposés dans les entrepôts communaux et livrés à ceux qui en ont besoin. Aussi, nul besoin d'argent. « Comment ferez-vous ? Allez-vous demander. L'une prendra trop et l'autre pas assez. Quel avantage y aura-t-il à cette répartition ? » Ajoutons encore ceci : Au début, pendant les 20 ou 30 premières années, peut-être faudra-t-il établir certaines règles : par exemple, tels produits seront seulement délivrés d'après certaines indications sur le livret de travail ou contre présentation de la carte de travail. Mais plus tard, une fois la société communiste consolidée et développée, tout cela sera superflu. Tous les produits seront abondants, toutes les plaies seront depuis longtemps fermées et chacun pourra prendre autant qu'il lui faudra. Mais les hommes n'auront-ils point intérêt à prendre plus qu'ils n'auront besoin ? Mais non. Personne, aujourd'hui même, n'aurait l'idée de payer, dans un tramway, trois places, pour n'en occuper qu'une et laisser vides les deux autres ; ce besoin n'existe pas. Il en sera de même pour tous les produits. Chacun retirera de l'entrepôt communal ce dont il a besoin, et tout sera dit. Vendre son surplus, personne n'y aura intérêt, car chacun pourra prendre ce qu'il lui faut. De plus, l'argent n'aura pas de valeur. Donc, au début de la société communiste, les produits seront vraisemblablement distribués d'après le travail accompli et, plus tard, tout simplement d'après les besoins des membres de la communauté.

[On dit très souvent que dans la société future, sera réalisé le droit de chacun au produit intégral de son travail : chacun recevra ce qu'il aura gagné. C'est inexact et ne pourra jamais être entièrement réalisé. Si chacun recevait tout ce qu'il a gagné, il serait impossible de développer la production, de l'étendre et de l'améliorer. Il faudra toujours qu'une partie du travail accompli serve à l'extension et au perfectionnement de la production. Si nous mangions ou usions tout ce que nous avons produit, on ne pourrait point fabriquer de machines : elles ne sont ni mangées, ni portées, n'est-ce pas ? Chacun comprend que la vie s'améliore par le développement et le perfectionnement des machines. Il en résulte qu'une partie du travail qui y est inclus n'est pas rendue à celui qui l'a exécuté. Donc, il ne sera jamais possible de donner à chacun le produit intégral de son travail. Et ce n'est pas du tout nécessaire. Avec de bonnes machines, la production sera organisée de telle sorte que tous les besoins seront satisfaits.

Ainsi, au début, la répartition des produits sera faite d'après le travail accompli (mais non d'après le « produit intégral du travail »), et plus tard, quand tout sera en abondance, d'après les besoins.]

21. *L'administration en régime communiste*

Dans la société communiste, il n'y aura pas de classes. Mais, s'il n'y a pas de classes, il n'y aura pas non plus d'État. Nous avons déjà dit que l'État est l'organisation de classe du pouvoir ; l'État a toujours été employé par une classe contre une autre ; si l'État est bourgeois, il est dirigé contre le prolétariat ; s'il est prolétarien, il est dirigé contre la bourgeoisie. Mais dans le régime communiste, il n'y a ni prolétaires, ni capitalistes, ni ouvriers salariés : il n'y a que de simples humains, des camarades. Il n'y a pas de classes, pas non plus de lutte de classes, pas d'organisation de classe. Par conséquent, il n'y a pas d'État non plus ; l'État

n'est d'aucune utilité puisqu'il n'y a pas de lutte de classes, là il n'y a personne à tenir en bride, ni personne pour le faire.

- Mais comment, demandera-t-on, pourra fonctionner, sans direction aucune, une organisation si formidable ? Qui élaborera le plan de la production sociale ? Qui répartira les forces ouvrières ? Qui calculera les recettes et les dépenses communes ? Bref, qui veillera au maintien de l'ordre ?

La réponse n'est pas difficile. La direction centrale incombera à divers bureaux de comptabilité et offices de statistique. C'est là que, jour par jour, seront tenus les comptes de toute la production et de tous ses besoins ; c'est là qu'on indiquera où il y a lieu d'augmenter ou de diminuer le nombre d'ouvriers et combien il faudra travailler. Et comme chacun, dès son enfance, étant habitué au travail en commun, comprendra que ce travail est nécessaire et que la vie est bien plus facile lorsque tout marche d'après un plan, on travaillera tous d'après les instructions de ces bureaux et offices. Plus besoin de ministres spéciaux, ni de police, ni de prisons, ni de lois, ni de décrets, ni de rien. De même que les musiciens dans un orchestre suivent le bâton du chef et se règlent sur lui, de même les hommes suivront les tableaux de statistique et y conformeront leur travail.

Il n'y aura donc plus d'État. Plus de groupe ou de classe qui soit au-dessus des autres. De plus, dans ces bureaux de comptabilité, aujourd'hui travailleront ceux-ci, demain ceux-là. La bureaucratie, le fonctionnarisme permanent disparaîtront. L'État sera mort.

Évidemment, ceci n'aura lieu que dans un régime communiste développé et affermi, après la victoire complète et définitive du prolétariat, et même pas immédiatement après cette victoire. Car la classe ouvrière sera obligée de lutter longtemps encore contre ses ennemis et surtout contre les vestiges du passé : fainéantise, négligence, criminalité, présomption. Il faudra bien deux ou trois générations de gens élevés dans ces nouvelles conditions pour que soient supprimées, par l'État ouvrier, les lois, les peines, la répression et pour que disparaissent toutes les survivances de l'ancien régime capitaliste. Si jusque-là un État ouvrier reste indispensable, dans ce régime développé où auront déjà disparu les dernières traces du capitalisme, le pouvoir politique du prolétariat mourra également. Le prolétariat lui-même se fondra avec toutes les autres couches sociales, car toutes auront pris, petit à petit, l'habitude du travail en commun, et dans 20 ou 30 ans, il y aura un autre monde, d'autres hommes et d'autres mœurs.

22. Le développement des forces productives dans le régime communiste (les avantages du communisme)

Le régime communiste, après avoir vaincu et guéri toutes les blessures, fera rapidement progresser les forces productives. Cette accélération des forces productives sera due aux raisons suivantes :

Premièrement, une grande quantité d'énergie humaine, jadis dépensée pour la *lutte de classe*, sera rendue libre. Représentons-nous combien se perdent présentement de force nerveuse, d'énergie, de travail, pour la politique, les grèves, les soulèvements et leur répression, la justice, la police, le pouvoir d'État, pour les efforts journaliers d'un côté comme de l'autre ! La lutte de classes engloutit énormément de forces et de moyens. Toutes ces forces seront libérées ; les hommes ne se combattront plus les uns les autres. Les forces libérées serviront au travail productif.

Deuxièmement : Les forces et les moyens qui sont détruits ou dépensés pour la concurrence, les crises, les guerres, seront conservés. Si l'on tient compte des seules pertes de guerre, cela représente déjà des sommes énormes. Et combien coûtent à la société la lutte entre vendeurs, la lutte entre acheteurs, la lutte des vendeurs contre les acheteurs ! Que de produits périssent inutilement dans les crises ! Combien de dépenses inutiles d'énergie proviennent du manque d'organisation et du désordre dans la production ! Toutes ces forces, perdues aujourd'hui, seront conservées dans la société communiste.

Troisièmement : L'organisation et un plan rationnel, non seulement empêchent les dépenses superflues (la grande industrie économise de plus en plus), mais permettent d'améliorer la technique. On produira dans les usines les plus grandes, avec les moyens techniques les meilleurs. Car, même en régime capitaliste, il y a des limites à l'introduction des machines. Le capitalisme n'a recours aux machines que lorsque la force de travail à bon marché lui manque. Dans le cas contraire, il n'a pas besoin des machines : il encaisse sans elles un beau profit. La machine ne lui est nécessaire que quand elle lui économise la force de travail coûteuse. Et comme, en général, en régime capitaliste, la force de travail n'est pas chère, la misère de la classe ouvrière devient un obstacle à l'amélioration technique. Cela se manifeste surtout dans l'agriculture, où la force de travail ayant

toujours été bon marché, le développement du machinisme est très lent. En société *communiste*, il s'agit non du profit, mais des travailleurs eux-mêmes. Toute amélioration y est immédiatement saisie au vol et réalisée. Le communisme ne suit pas les voies du capitalisme. Les inventions techniques, en régime communiste, progresseront également, car tous les travailleurs recevront une bonne instruction, et ceux qui actuellement succombent de misère (par exemple, les ouvriers bien doués) pourront développer entièrement leurs aptitudes.

La société communiste éliminera le *parasitisme*, c'est-à-dire l'existence de consommateurs qui ne font rien et vivent aux dépens des autres. Tout ce qui, en société capitaliste, est gaspillé, mangé et bu par les capitalistes, servira, dans la société communiste, à la production ; les capitalistes, avec leurs laquais et leur suite, les prêtres, les prostituées, etc., disparaîtront, et tous les membres de la société feront un travail productif.

Le mode communiste de production signifie un développement énorme des forces productives, de sorte que chaque travailleur aura moins à faire. La journée de travail deviendra de plus en plus courte, et les hommes seront libérés des chaînes imposées par la nature. Quand l'homme ne dépensera que peu de peine pour se nourrir et se vêtir, il consacra une grande partie de son temps à son développement intellectuel. La culture humaine s'élèvera à une hauteur jamais atteinte. Elle deviendra une culture générale vraiment humaine et non une culture de classe. En même temps que l'oppression de l'homme par l'homme, le joug de la nature sur l'homme disparaîtra. L'humanité mènera alors, pour la première fois, une vie vraiment raisonnable, au lieu d'une vie bestiale.

[Les adversaires du communisme l'ont toujours représenté comme un *partage égalitaire*. Ils disent que les communistes veulent tout confisquer et tout partager entre tous d'une façon égale : la terre et les autres moyens de production, ainsi que les moyens de consommation. Rien n'est plus stupide qu'un tel racontar. D'abord, un partage général est impossible : on peut partager la terre, le bétail, l'argent. Mais on ne peut partager les chemins de fer, les machines, les bateaux à vapeur, les appareils compliqués, etc., etc... Ceci d'abord. Ensuite, ce partage ne réalise aucun progrès, mais il fait, au contraire, régresser l'humanité. Il signifierait la formation d'une masse de *petits propriétaires*. Or nous savons que de la petite propriété et de la concurrence entre petits propriétaires naît la grande propriété. Si donc le partage général était réalisé, l'histoire recommencerait et les hommes chanteraient à nouveau la vieille chanson.

Le communisme (ou socialisme) *prolétarien* est une grande *économie commune, fraternelle*. Il découle de tout le développement de la société capitaliste et de la situation du prolétariat dans cette société. Du communisme il faut distinguer⁹ :

Le Socialisme lumpenprolétarien (l'Anarchisme). Les anarchistes reprochent aux communistes de conserver le pouvoir de l'État dans la société future. C'est inexact, nous l'avons vu. La vraie différence consiste en ce que les anarchistes consacrent plus d'attention à la répartition qu'à la production ; ils se représentent l'organisation, non comme une grande organisation économique fraternelle, mais comme une multitude de petites communes « libres », s'administrant elles-mêmes.

Il est évident qu'un pareil régime ne saurait libérer l'humanité du joug de la nature : les forces productives n'y pourraient atteindre le niveau atteint en régime capitaliste, car l'anarchie n'accroît pas la production mais la disperse. Rien d'étonnant si, dans la pratique, les anarchistes penchent souvent vers le partage des objets de consommation et s'élèvent *contre la grande production*. Ils reflètent les idées et les aspirations non de la classe ouvrière, mais de ce qu'on appelle le **Lumpenprolétariat, le prolétariat des va-nu-pieds qui vit mal sous le capitalisme, mais qui est incapable de tout travail indépendant et créateur.**

Le Socialisme petit-bourgeois (de la petite bourgeoisie urbaine) : Il s'appuie non sur le prolétariat, mais sur les artisans en voie de disparition, sur la petite bourgeoisie des villes, et en partie sur les intellectuels. Il proteste contre le grand capital, mais seulement au nom de la « liberté » des petites entreprises. Il est, en général, favorable à la démocratie bourgeoise et opposé à la révolution socialiste, et cherche à atteindre son idéal par la « voie pacifique » : développement des coopératives, des associations de petits producteurs, etc... Sous le régime capitaliste, les coopératives dégénèrent souvent en vulgaires organisations capitalistes, et les coopérateurs eux-mêmes ne se distinguent presque en rien des purs bourgeois.

Le Socialisme agraire. — Il revêt différentes formes, frisant parfois l'anarchisme paysan. Son trait

⁹ Ce qui va suivre ne vaut guère que pour la Russie d'avant la révolution. (Note de l'Ed. de 1925)

caractéristique, c'est qu'il ne se représente jamais le socialisme comme une grande économie et qu'il se rapproche beaucoup du partage et du nivellement : en opposition principalement avec l'anarchisme, il réclame un pouvoir fort, à la fois contre le propriétaire foncier et contre le prolétariat ; son programme est la « socialisation des terres » de nos socialistes-révolutionnaires. Ceux-ci veulent éterniser la petite production, ils craignent le prolétariat et la transformation de l'économie populaire en une grande association fraternelle. Du reste, parmi certaines couches paysannes, il existe encore d'autres espèces de socialisme plus ou moins proches de l'anarchisme, qui ne reconnaissent pas le pouvoir de l'État, mais de caractère pacifique (tel le communisme des Sectaires, des Doukhobors, etc.). Ces tendances agraires et paysannes ne pourront disparaître qu'après de longues années, lorsque la classe paysanne aura compris tous les avantages de la grande économie (nous en reparlerons par la suite).

Le « Socialisme » esclavagiste et grand-capitaliste. — En réalité, il n'y a pas ici ombre de socialisme. Si, dans les trois groupes ci-dessus, on en trouve encore des traces, si on y trouve encore une protestation contre l'oppression, celui-ci n'est qu'un mot destiné à brouiller fallacieusement les cartes. La mode en a été introduite par des savants bourgeois, et après eux par les socialistes conciliateurs (partiellement, même, par Kautsky et Cie). Tel était, par exemple, le « communisme » du philosophe de l'ancienne Grèce, **Platon**. Il consistait en une organisation des maîtres exploitants « en camarades » et « en commun » la masse des esclaves privés de tous droits. Parmi les maîtres, égalité complète et tout en commun. Les esclaves n'ont rien, ils sont transformés en bétail. Il est évident que cela « ne sent même pas » le socialisme. Un même « socialisme » est aujourd'hui prêché par certains professeurs bourgeois sous le nom de « socialisme d'État », avec cette seule différence que les esclaves sont remplacés par le prolétariat moderne et les maîtres par les plus gros capitalistes. En réalité, ici non plus, il n'y a pas ombre de socialisme ; c'est **le capitalisme d'État**, avec son travail obligatoire (nous en reparlerons plus loin).

Les socialistes bourgeois, agraire et lumpenprolétarien ont un trait commun : toutes ces espèces de socialisme non prolétarien ne tiennent pas compte de la véritable évolution. La marche de l'évolution conduit à l'agrandissement de la production. Or chez eux tout repose sur la petite production. C'est pourquoi ce socialisme n'est qu'un rêve, une « utopie », dont la réalisation reste absolument invraisemblable]

23. La dictature du prolétariat

Pour réaliser le régime communiste, il faut que le prolétariat ait en mains tout le pouvoir, toute la puissance. Il ne pourra renverser le vieux monde tant qu'il ne possédera pas cette puissance, tant qu'il ne sera pas devenu, pour un temps, *la classe dominante*. Il va de soi que la bourgeoisie ne cédera pas ses positions sans lutte. Car le communisme signifie pour elle la perte de son ancienne prédominance, la perte de sa « liberté » de soutirer à l'ouvrier sa sueur et son sang, la perte de son droit au profit, à l'intérêt, à la rente, etc. La révolution communiste du prolétariat, la transformation communiste de la société se heurtent par conséquent à la résistance la plus furieuse des exploiters. La tâche du pouvoir ouvrier est donc de *réprimer* impitoyablement cette résistance. Et comme cette résistance sera inévitablement très forte, il faudra que le pouvoir du prolétariat soit une *dictature ouvrière*. « Dictature » signifie un gouvernement particulièrement sévère et beaucoup de décision dans la répression des ennemis. Naturellement, dans un tel état de choses, il ne saurait être question de « liberté » pour *tous les hommes*. La dictature du prolétariat est inconciliable avec la liberté de la bourgeoisie. Elle est nécessaire précisément pour priver la bourgeoisie de sa liberté, pour lui *lier* les pieds et les mains et *lui enlever toute possibilité* de combattre le prolétariat révolutionnaire. Plus la résistance de la bourgeoisie est grande, plus ses efforts sont désespérés, dangereux, et plus la dictature prolétarienne devra être dure et impitoyable et aller, dans les cas extrêmes, jusqu'à la terreur.

C'est seulement après la répression complète des exploiters, une fois leur résistance brisée, une fois la bourgeoisie mise hors d'état de nuire à la classe ouvrière, que la dictature du prolétariat s'adoucirait ; cependant, l'ancienne bourgeoisie se confondra petit à petit avec le prolétariat, l'État ouvrier s'éteindra graduellement, et toute la société se transformera en une société communiste sans classes.

Sous la dictature du prolétariat, qui n'est qu'une institution *temporaire*, les moyens de production appartiennent, non à toute la société sans exception, mais uniquement au prolétariat, à *son organisation d'État*. C'est la classe ouvrière, c'est-à-dire la majorité de la population, qui monopolise temporairement tous les moyens de production. C'est pourquoi les rapports de production ne sont pas complètement communistes. Il existe encore une division de la société en classes ; il y a encore une classe dominante : le prolétariat ; une monopolisation, par cette *nouvelle* classe, de tous les moyens de production ; un pouvoir d'État (le pouvoir du

prolétariat) qui soumet ses ennemis. Mais à mesure qu'est brisée la résistance des anciens capitalistes, propriétaires, bourgeois, généraux et évêques, *le régime de la dictature prolétarienne devient, sans révolution aucune, le communisme.*

La dictature prolétarienne est non seulement une arme pour la répression de l'ennemi, mais aussi *le levier de la transformation économique.* Il faut, par cette transformation, substituer à la propriété privée des moyens de production la propriété sociale ; il faut enlever à la bourgeoisie (« exproprier ») les moyens de production et de circulation. Qui donc le fera et qui est tenu de le faire ? Évidemment, ce ne sont pas des individus, même d'origine prolétarienne. Si cela était fait par des individus ou même par de petits groupes séparés, ce serait, dans le meilleur cas, un partage, et, dans le pire, un simple brigandage. Il est donc clair que l'expropriation de la bourgeoisie doit s'accomplir par la force organisée du prolétariat. Et cette force est précisément *l'État dictatorial prolétarien.*

[De toutes parts s'élèvent des objections à la dictature du prolétariat. Il y a d'abord les anarchistes. Ils disent qu'ils luttent contre tout pouvoir, contre tout État, tandis que les bolcheviks communistes sont pour le pouvoir des Soviets. Or, tout pouvoir est violence, limitation de la liberté. Aussi faut-il renverser les bolcheviks, le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat. Plus de dictature, plus d'État ! Ainsi parlent les anarchistes, avec l'illusion de se croire révolutionnaires. En réalité, ils ne sont plus à la gauche, mais à la droite des communistes. Pourquoi la dictature ? Pour donner le dernier coup à la domination de la bourgeoisie, pour soumettre par la violence (nous le disons ouvertement) les ennemis du prolétariat. La dictature du prolétariat, c'est une hache aux mains du prolétariat. Celui qui n'en veut pas, qui a peur des actions décisives et craint de faire du tort à la bourgeoisie, celui-là n'est pas révolutionnaire. Lorsque la bourgeoisie sera complètement vaincue, nous n'aurons plus besoin de la dictature du prolétariat. Mais tant qu'il s'agit d'un combat mortel, le devoir sacré de la classe ouvrière consiste dans la répression absolue de ses ennemis. *Entre le Communisme et le Capitalisme, il faut une période de dictature du prolétariat.*

Contre la dictature se dressent aussi les social-démocrates, en particulier les mencheviks. Ces messieurs ont complètement oublié leurs propres écrits d'autrefois. Dans notre ancien programme, élaboré *en commun* avec les mencheviks¹⁰, il est dit textuellement : « La condition indispensable de la révolution sociale est *la dictature du prolétariat*, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique qui lui permettra de briser toute résistance des exploiters. » Cette thèse a été souscrite en parole par les mencheviks. Mais lorsqu'il s'agit de passer à l'action, ils se mettent à crier contre la violation des libertés de la bourgeoisie, contre l'interdiction des journaux bourgeois, contre la « terreur des bolcheviks », etc. Cependant, Plekhanov lui-même approuvait jadis complètement les mesures les plus impitoyables contre la bourgeoisie ; il disait que nous pouvions la priver du droit de vote, etc. Actuellement, tout cela est oublié par les mencheviks, qui sont passés dans le camp de la bourgeoisie.

Beaucoup de gens nous font enfin des objections d'ordre moral. On dit que nous raisonnons comme des Hottentots. Le Hottentot dit : « Quand je vole la femme de mon voisin, c'est bien ; quand c'est lui qui me vole la mienne, c'est mal. » Et les bolcheviks, dit-on, ne se distinguent en rien de ces sauvages, car ne disent-ils pas : « Quand la bourgeoisie violente le prolétariat, c'est mal ; quand le prolétariat violente la bourgeoisie, c'est bien. »

Ceux qui parlent ainsi ne comprennent pas du tout ce dont il s'agit. Chez les Hottentots, il y a deux hommes égaux qui, pour la même raison, se volent leurs femmes. Mais le prolétariat et la bourgeoisie ne sont pas égaux. Le prolétariat est une classe formidable, la bourgeoisie n'est qu'une poignée d'individus. Le prolétariat lutte pour l'affranchissement de toute l'humanité, la bourgeoisie pour le maintien de l'oppression, de l'exploitation, des guerres ; le prolétariat lutte pour le communisme, la bourgeoisie pour maintenir le capitalisme. Si le capitalisme et le communisme étaient une seule et même chose, la bourgeoisie et le prolétariat ressembleraient aux Hottentots. Mais, seul, le prolétariat lutte pour le monde nouveau : tout ce qui se met au travers du combat est nuisible.]

24. La conquête du pouvoir politique

Le prolétariat réalise sa dictature par la conquête du pouvoir politique. Mais qu'est-ce que la conquête du pouvoir ? Beaucoup de gens croient qu'il est aussi simple d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie que de faire passer une balle d'une poche dans une autre.

¹⁰ En 1903, avant la séparation entre social-démocrates bolcheviks et social-démocrates mencheviks. (Note de l'Ed. 1925)

Cette manière de voir est tout à fait fausse, et avec un peu de réflexion, nous verrons où se trouve l'erreur.

L'État est une *organisation*. L'État bourgeois est une organisation *bourgeoise* dans laquelle des rôles déterminés sont affectés aux hommes : des généraux, pris parmi les riches, sont à la tête de l'armée, des ministres, riches également, à la tête de l'administration, etc. Lorsque le prolétariat lutte pour le pouvoir, contre *qui* lutte-t-il ? Avant tout, contre cette organisation bourgeoise. Mais s'il lutte contre elle, sa tâche est de lui porter des coups, de la *détruire*. Et comme la force principale de l'État consiste dans son armée, il faut avant tout, pour vaincre la bourgeoisie, miner et détruire l'*armée* bourgeoise. Les communistes allemands ne peuvent renverser Scheidemann et Noske sans détruire au préalable leur garde blanche. Tant que l'armée de l'adversaire reste intacte, la révolution ne peut vaincre ; si la révolution est victorieuse, l'armée de la bourgeoisie se décompose et s'effrite. C'est pourquoi, par exemple, la victoire sur le tsarisme n'était qu'une destruction partielle de l'État tsariste, une décomposition partielle de l'armée ; seule la victoire de la révolution d'Octobre acheva la destruction de l'appareil d'État du Gouvernement provisoire et la dissolution de l'armée de Kerensky.

Ainsi, la révolution *détruit* le pouvoir ancien et crée un pouvoir nouveau. Il est évident que dans ce *nouveau* pouvoir entrent certains éléments essentiels de l'ancien, mais ils y trouvent une *autre* utilisation. La conquête du pouvoir d'État n'est donc pas la conquête de l'ancienne organisation, mais la création d'une organisation nouvelle : l'organisation de la classe qui a vaincu dans la lutte.

[Cette question a une valeur pratique énorme. On reproche, par exemple, aux bolcheviks allemands (comme autrefois aux bolcheviks russes) de décomposer l'armée et de favoriser l'indiscipline, la désobéissance aux généraux, etc. Cette accusation paraissait et paraît encore grave à beaucoup de gens. Et pourtant elle n'a rien de si effrayant. Une armée qui marche contre les ouvriers sur l'ordre de généraux et de bourgeois, qui sont pourtant nos compatriotes, cette armée, il faut la détruire, sinon la révolution est morte. Nous n'avons rien à craindre de cette destruction de l'armée bourgeoise, et c'est un mérite pour un révolutionnaire de détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie. Là où la discipline bourgeoise n'est pas rompue, la bourgeoisie est invincible. On ne peut désirer la soumettre et, en même temps, craindre de lui faire du mal.]

25. *Le Parti communiste et les classes dans la société capitaliste*

Pour que, dans un pays, le prolétariat puisse vaincre, il faut qu'il soit uni et organisé, qu'il ait son *parti communiste* qui voie clairement où mène le capitalisme, qui comprenne la vraie situation politique et les vrais intérêts de la classe ouvrière, qui lui explique cette situation, le mène à la bataille et dirige le combat.

Jamais aucun parti n'a groupé dans ses rangs tous les *membres* d'une classe : nulle classe n'a encore atteint un pareil degré de conscience. Ordinairement, entrent dans un parti les membres les plus avancés d'une classe, les plus conscients de leurs intérêts de classe, les plus hardis, les plus énergiques, les plus tenaces dans la lutte. Aussi, ce parti est-il toujours bien moins nombreux que la classe qu'il défend. Mais comme le parti défend précisément la classe, il a ordinairement le rôle dirigeant. Il dirige toute la classe, et la lutte des classes pour le pouvoir prend la forme d'une lutte des *partis politiques* pour le pouvoir. Pour comprendre la nature des partis politiques, il faut examiner la situation des différentes classes de la société capitaliste. Cette situation détermine des intérêts de classe, dont la défense constitue précisément la tâche essentielle des partis politiques.

Les propriétaires fonciers. — Dans la première période du développement capitaliste, la culture était basée sur le travail de paysans à moitié esclaves. Les propriétaires leur donnaient la terre dont ils payaient le fermage, soit en nature (par exemple la moitié des fruits), soit en argent. La classe propriétaire était intéressée à ce que les paysans n'aillent pas dans les villes, elle s'opposait à toute innovation, afin de conserver dans le village des rapports de demi esclavage ; aussi, était-elle contraire au développement de l'industrie. Ces propriétaires, qui possédaient d'anciens biens nobiliaires, ne s'occupaient pas eux-mêmes, pour la plupart, de leur exploitation et vivaient, en parasites, du travail de leurs paysans. Par suite, les partis des propriétaires fonciers ont toujours été et sont encore les piliers de la plus noire réaction : ils tendent partout à la restauration de l'ancien régime, avec la domination des propriétaires et du tsar, avec la prééminence de la noblesse et l'asservissement complet des paysans et des ouvriers. Ce sont les partis conservateurs ou, plus exactement, *réactionnaires*.

Comme les militaires, de tout temps, sont sortis des rangs des propriétaires nobles, rien d'étonnant que le parti des propriétaires soit en excellents termes avec les généraux et les amiraux. Il en est ainsi dans tous les pays.

[On peut citer les « junkers » (grands propriétaires) prussiens, parmi lesquels on choisit le corps des officiers ; citons aussi la noblesse russe, ceux dont on appelait les représentants à la Douma les « sauvages » et les « aurochs ». Le Conseil d'État tsariste était composé en grande partie de représentants de cette classe. Ces grands propriétaires appartenant à d'anciennes familles, comtes, princes, etc., etc., possédaient autrefois des milliers de serfs. En Russie, il y avait plusieurs partis de propriétaires fonciers : l'Union du Peuple russe, les nationalistes (Kroupensky), les octobristes de droite, etc.]

La bourgeoisie capitaliste. — Son intérêt est d'obtenir le profit le plus élevé de « l'industrie nationale », c'est-à-dire la *plus-value* suée par la classe ouvrière. Il est clair que ses intérêts ne se confondent pas tout à fait avec ceux des propriétaires. Lorsque le capital pénètre au village, il y détruit l'ancien ordre des choses ; il attire le paysan à la ville, où il crée un immense prolétariat, il éveille dans les villages de nouveaux besoins ; les paysans, naguère paisibles, commencent à devenir « turbulents ». Toutes ces innovations ne plaisent pas aux propriétaires. Au contraire, pour la *bourgeoisie capitaliste*, elles sont le gage de sa prospérité. Plus la ville attire de paysans, plus nombreuse est la force de travail au service des capitalistes, moins cher elle sera payée. Plus la campagne se dépeuple, plus nombreux sont les petits patrons qui cessent de fabriquer pour leur propre usage, plus vite disparaît l'ancien ordre de choses où la campagne produisait tout pour son propre usage, plus s'élargissent les débouchés pour les produits manufacturés, et plus le profit de la classe capitaliste augmente.

C'est pourquoi la classe capitaliste murmure contre les *vieux* propriétaires. Il y a aussi des propriétaires capitalistes qui cultivent eux-mêmes à l'aide de travail salarié et de machines ; leurs intérêts les rapprochant de la bourgeoisie, ils entrent, en général, dans les partis de la haute bourgeoisie. Et naturellement leur lutte principale est dirigée contre la classe ouvrière. Lorsque la classe ouvrière lutte *uniquement*, ou presque, contre les propriétaires fonciers, la bourgeoisie reste bienveillante (par exemple, en Russie, de 1904 à octobre 1905). Mais lorsque les ouvriers commencent à concevoir leur intérêt communiste et se dressent contre la bourgeoisie, celle-ci s'allie aux propriétaires contre les ouvriers. Actuellement, dans tous les pays, les partis de la bourgeoisie capitaliste (qu'on appelle les partis *libéraux*) mènent une lutte acharnée contre le prolétariat révolutionnaire et forment *le grand état-major politique de la contre-révolution*.

[En Russie, ce sont : le « Parti de la Liberté du Peuple », appelé aussi « Parti Constitutionnel-Démocrate » ou, simplement, « Cadet » (K. D.), ainsi que le parti, presque disparu, des « Octobristes ». La bourgeoisie industrielle, les propriétaires capitalistes, les banquiers, ainsi que leurs défenseurs, les intellectuels (professeurs, avocats bien payés, écrivains à la mode, directeurs de fabriques et d'usines) constituent le noyau de ces partis.

En 1905, ils murmuraient contre l'autocratie, mais ils craignaient déjà les ouvriers et les paysans ; après la Révolution de Février 1917 ce sont les Cadets qui se mirent à la tête de tous les partis coalisés contre le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire contre les bolcheviks-communistes.

En 1918-1919, les Cadets ont dirigé tous les complots contre le pouvoir des Soviets, et ont participé aux gouvernements du général Denikine et de l'amiral Koltchak. Bref, ce parti, devenu le chef de la réaction sanglante, s'est fondu complètement avec les partis des propriétaires. Car, sous la pression de la classe ouvrière, tous les groupes de grands propriétaires se réunissent en une seule armée noire, à la tête duquel se place d'ordinaire le parti le plus énergique.]

La petite-bourgeoisie urbaine et les intellectuels petits-bourgeois. — En font partie : les artisans, les petits boutiquiers, les petits intellectuels employés et les petits fonctionnaires. En somme, ce n'est pas une classe, mais une masse très hétérogène. Tous ces éléments, plus ou moins exploités par le capital, travaillent souvent au-dessus de leurs forces. Beaucoup périssent au cours du développement capitaliste. Mais leurs conditions de travail sont telles que, pour la plupart, ils ne se rendent pas compte du caractère désespéré de leur situation sous la domination capitaliste. Prenons par exemple un artisan. Il travaille comme un bœuf. Le capital l'exploite de diverses façons ; il est exploité par l'usurier, par le grand magasin pour lequel il travaille, etc. Mais il se considère comme un petit patron : travaillant avec ses propres instruments, il est en apparence « indépendant » (quoique, en réalité, il soit pris, de toutes parts, dans la toile d'araignée du capitalisme) ; il espère toujours « réussir » par ses propres forces (« quand mes affaires se seront améliorées, pense-t-il continuellement, je m'achèterai ceci ou cela »). Il s'efforce de se fondre, non avec les ouvriers, — qu'il ne veut pas imiter, — mais avec les patrons, car, dans son âme, il espère un jour devenir aussi patron. C'est pourquoi, bien que pauvre comme un rat d'église, il est plus près de ses exploiteurs que de la classe ouvrière.

Les partis petits-bourgeois prennent souvent l'étiquette de parti « *radical* », « *républicain* », parfois même « *socialiste* ». Il est très difficile de faire sortir le petit patron de son erreur, et ce n'est pas sa « faute », c'est son malheur.

[En Russie, les partis petits-bourgeois se mettaient, plus que partout ailleurs, le masque socialiste : tels les « Socialistes Populaires », les « Socialistes-Révolutionnaires », les « Mencheviks ». Il faut noter que les Socialistes- Révolutionnaires s'appuyaient, principalement, dans les campagnes, sur les éléments moyens et sur les exploités.]

Les paysans. — Les paysans, à la campagne, occupent une position analogue à celle de la petite bourgeoisie dans les villes. Eux non plus ne forment pas une classe à proprement parler, car, sous le régime capitaliste, ils se morcellent continuellement. Dans chaque village, certains partent à la recherche de travail et finissent par devenir des prolétaires, tandis que d'autres deviennent des exploités. Les paysans moyens sont également un élément très instable : certains d'eux se ruinent, devenant des « paysans sans cheval¹¹ », et ensuite des valets de ferme, ouvriers agricoles, artisans ou ouvriers de fabrique ; d'autres améliorent graduellement leur situation, achètent une ferme, des machines, louent des domestiques, bref, deviennent entrepreneurs-capitalistes. La paysannerie ne constitue donc pas une classe. Il y faut distinguer au moins trois groupes : la *bourgeoisie agricole*, exploitant le travail salarié ; les *paysans moyens*, travaillant eux-mêmes, sans exploiter le travail salarié, et enfin les *semi-prolétaires* et *prolétaires*.

Il n'est pas difficile de comprendre que, suivant leur situation, tous ces groupes prennent une attitude différente dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les paysans aisés sont d'ordinaire les alliés de la bourgeoisie, et très souvent même des gros propriétaires (en Allemagne, par exemple, les « gros paysans », comme on les appelle, entrent dans les mêmes partis que les prêtres et les propriétaires ; de même en Suisse, en Autriche, et, en partie, en France ; en Russie, les paysans aisés soutenaient déjà, en 1918, tous les complots contre-révolutionnaires). Les couches *semi-prolétariennes* et *prolétariennes* soutiennent naturellement les ouvriers dans leur lutte contre la bourgeoisie et les paysans aisés. En ce qui concerne le « paysan moyen », la chose est plus compliquée.

Si les paysans moyens comprenaient qu'il n'y a pas d'issue possible pour la plupart d'entre eux, sous le régime capitaliste, que seuls, quelques-uns d'entre eux pourront devenir de « gros bonnets » de village, tous les autres étant condamnés à une vie misérable, tous soutiendraient résolument les ouvriers. Mais le *malheur* est qu'il en est des paysans moyens comme des artisans et de la petite bourgeoisie urbaine. *Chacun* espère, dans les profondeurs de son âme, s'enrichir. Mais, d'un autre côté, ils sont opprimés par le capitaliste, l'usurier, le propriétaire. C'est pourquoi la plupart d'entre eux *oscillent* entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ils ne peuvent accepter le point de vue ouvrier, mais, d'autre part, ils craignent le gros propriétaire comme le feu.

[Cela se constate chez nous, en Russie, avec une acuité particulière. Les paysans moyens soutinrent les ouvriers contre le gros propriétaire et le paysan aisé, mais ensuite, craignant que la « commune » n'empire leur situation, ils marchèrent contre les ouvriers ; les paysans aisés réussirent à les séduire ; mais lorsque le danger du gros propriétaire (Denikine, Koltchak) menaça à nouveau, ils recommencèrent à soutenir les ouvriers.]

Même situation dans la lutte des partis. Les paysans moyens marchèrent tantôt avec le parti *ouvrier* (les bolcheviks-communistes), tantôt avec celui des paysans aisés et des *gros propriétaires* (les socialistes-révolutionnaires).

La classe ouvrière (le prolétariat) n'a rien à perdre, sauf ses chaînes. Non seulement, elle est exploitée par les capitalistes, mais, nous l'avons déjà vu, le cours du développement capitaliste la cimente en une force puissante, homogène, habituée à travailler et à lutter en commun. C'est pourquoi la classe ouvrière est *la classe la plus avancée de la société capitaliste, son parti le parti le plus avancé, le plus révolutionnaire qui puisse exister*.

Il est naturel aussi que ce parti ait pour but la révolution communiste. Et pour atteindre ce but, le parti du prolétariat doit se montrer *irréconciliable*. Il n'a pas à marchander avec la bourgeoisie, mais à la renverser et à en briser la résistance. Il doit « démasquer *l'abîme infranchissable* entre les intérêts des exploités et ceux des exploités » (ainsi s'exprimait notre ancien programme, signé également par les mencheviks qui l'ont malheureusement tout à fait oublié et font maintenant les yeux doux à la bourgeoisie).

¹¹ Expression usitée en Russie pour désigner les paysans pauvres. (Note de l'Ed. 1925)

Mais, quelle position notre parti doit-il prendre à l'égard de la *petite bourgeoisie* ?

Après ce que nous avons dit plus haut, notre position est claire. Il faut lui démontrer de toutes manières que tout espoir en une vie meilleure, sous le régime capitaliste, est mensonge ou chimère. Il nous faut expliquer inlassablement au paysan moyen qu'il doit passer résolument dans le camp du prolétariat, lutter aux côtés du prolétariat, en dépit de toutes les difficultés ; nous devons indiquer que la victoire de la bourgeoisie ne profiterait qu'aux paysans aisés, transformés en nouveaux propriétaires. Bref, il faut appeler tous les travailleurs à *une entente avec le prolétariat*, en se plaçant au point de vue de la classe ouvrière. La petite bourgeoisie et les paysans moyens sont pleins de préjugés qui ont leur origine dans leurs conditions d'existence. Notre devoir est de leur expliquer les choses telles qu'elles sont et que la situation de l'artisan et du petit paysan, en régime capitaliste, est sans espoir. En régime capitaliste, le paysan aura toujours sur le dos un propriétaire ; c'est *seulement* après la victoire et l'affermissement du pouvoir prolétarien qu'on pourra construire la vie sur des bases nouvelles. Et comme seul le prolétariat peut vaincre par sa solidarité et son organisation, et grâce à un parti fort et résolu, il nous faut appeler dans ses rangs tous les travailleurs à qui cette nouvelle vie est chère et qui ont appris à penser, à vivre et à lutter *en prolétaires*.

[Nous voyons par l'exemple de l'Allemagne et de la Russie l'importance d'un parti communiste résolu et combatif. En Allemagne, où le prolétariat était développé, il n'y avait point cependant, avant la guerre, de parti combatif de la classe ouvrière pareil à celui des bolcheviks russes. C'est seulement pendant la guerre que les camarades Karl [Liebknecht](#), Rosa [Luxemburg](#) et autres se mirent à organiser un véritable parti communiste. C'est pourquoi, en 1918-1919, malgré toute une série de soulèvements, les ouvriers allemands n'ont pu vaincre la bourgeoisie. En Russie, au contraire, il y avait un véritable parti de classe — le nôtre. Grâce à cela, le prolétariat russe fut bien dirigé, et, malgré toutes les difficultés, il fut le premier prolétariat à pouvoir montrer une telle union et à vaincre si rapidement. Notre parti, sous ce rapport, peut servir d'exemple aux autres partis communistes. Sa cohésion et sa discipline sont connues de tout le monde. Il est véritablement le parti le plus combatif, celui qui dirige la révolution prolétarienne.]

IV. COMMENT LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME A CONDUIT À LA RÉVOLUTION COMMUNISTE (L'impérialisme, la guerre et la faillite du capitalisme)

26. Le Capital financier

Nous avons vu qu'il y a entre les entrepreneurs des luttes acharnées et ininterrompues autour de l'acheteur, et que, dans cette lutte, les grands entrepreneurs triomphent toujours. Les petits capitalistes ont le dessous et succombent, tandis que le capital et la production se concentrent entre les mains des plus gros capitalistes (concentration et centralisation du capital). Peu après 1880, le capital était déjà assez fortement centralisé. Alors surgirent, à la place des anciens entrepreneurs individuels, des *sociétés par actions* qui étaient, bien entendu, des sociétés de capitalistes. Qu'est-ce que ces sociétés ? Quelle est leur origine ? La réponse n'est pas difficile. Chaque entreprise nouvelle devait disposer, dès l'abord, d'un capital assez considérable. Une entreprise faiblement financée n'avait que peu de chances de vivre, car elle était immédiatement encerclée par de puissants rivaux, les grands industriels ; si elle ne voulait pas périr, mais vivre et prospérer, la nouvelle entreprise devait être, dès le début, solidement organisée. Ce qui n'était possible que si elle disposait, du premier coup, d'un gros capital. *Telle est l'origine de la société par actions. Elle est caractérisée par ce fait que quelques grands capitalistes exploitent les capitaux des petits capitalistes et même la petite épargne des non capitalistes* (employés, paysans, fonctionnaires, etc.). Chacun verse une ou plusieurs parts et reçoit en échange un ou plusieurs bouts de papier, une ou plusieurs « actions », qui lui donnent le droit de toucher une part du revenu. Cette accumulation de sommes versées produit d'un seul coup un fort capital par actions.

Lorsque surgirent les sociétés par actions, certains savants bourgeois et, avec eux, les socialistes conciliateurs, déclarèrent qu'une ère nouvelle commençait, que le capital ne menait pas à la domination d'une poignée de capitalistes, mais qu'au contraire chaque employé pourrait, avec ses économies, acheter une action et devenir capitaliste. Le capital allait devenir ainsi de plus en plus démocratique et la différence entre le capitaliste et l'ouvrier allait disparaître sans révolution.

Tout ça n'était que plaisanterie. C'est le contraire qui est arrivé. Les gros capitalistes n'ont fait qu'exploiter les petits pour leurs propres fins, et la centralisation du capital a progressé encore plus rapidement qu'auparavant, car la lutte s'est engagée entre les grandes sociétés par actions.

[Il est facile de comprendre pourquoi les grands capitalistes actionnaires ont fait des petits actionnaires leurs auxiliaires. Le petit actionnaire, habitant souvent une ville lointaine, ne peut faire des centaines de kilomètres pour assister à l'assemblée générale des actionnaires. Et même si des petits actionnaires sont présents, ils ne sont pas organisés¹². En revanche, les gros actionnaires, qui sont organisés et qui savent ce qu'ils veulent, parviennent aisément à leurs fins. L'expérience a montré qu'il leur suffit de posséder un tiers des actions pour être les maîtres absolus de l'entreprise.]

Mais la concentration et la centralisation du capital ne s'arrêtèrent pas là. Les dernières décades ont vu surgir, à la place des entreprises individuelles et des sociétés par actions, des sociétés de sociétés capitalistes, des syndicats (ou cartels) et des trusts. Supposons que, dans une branche de production, par exemple dans l'industrie textile ou l'industrie métallurgique, les petits capitalistes aient déjà disparu ; il ne reste que cinq ou six entreprises énormes qui produisent presque toutes les marchandises de cette branche. Elles entrent en lutte, baissent, pour se concurrencer, leur prix, d'où une baisse de profit. Supposons maintenant que quelques-unes de ces entreprises soient plus fortes que les autres. Elles vont continuer la lutte jusqu'à ce que les plus faibles soient ruinées. Mais admettons que leurs forces à toutes soient à peu près égales : elles ont la même puissance de production, un nombre égal d'ouvriers, les mêmes machines, le même prix de revient. Qu'arrivera-t-il ? La lutte ne donnera la victoire à personne, épuiera chaque entreprise également, diminuera le profit de tous. Alors les capitalistes arriveront à cette conclusion : « À quoi bon nous gêner mutuellement les prix ? Ne vaudrait-il pas mieux nous unir et dévaliser le public en commun ? Si nous nous unissons, plus de concurrence, toutes les marchandises seront entre nos mains et nous pourrions hausser les prix à notre gré. » Ainsi naît une association de capitalistes : un *syndicat* ou un *trust*.

¹² En France tout au moins, il faut posséder un nombre d'actions relativement élevé pour pouvoir assister à l'assemblée générale des actionnaires qui élit le conseil d'administration. (Note de l'Ed. 1925)

Le *syndicat* (ou cartel) se distingue du *trust*. Lorsqu'ils forment un *syndicat*, les capitalistes conviennent entre eux qu'ils ne vendront pas les marchandises au-dessous d'un certain prix, qu'ils se partageront les commandes ou les débouchés (« tu ne vendras qu'en tel endroit, et moi qu'en tel autre », etc.). Mais la direction du syndicat ne peut fermer aucune des entreprises : chacune fait partie de l'association, tout en gardant une certaine indépendance. Dans un *trust*, au contraire, les entreprises s'unissent si étroitement que chaque entreprise perd toute indépendance : la direction d'un trust peut fermer une usine, la transformer, la transférer ailleurs, si cela est avantageux pour le trust. Le propriétaire de cette entreprise continue évidemment à toucher son profit, qui augmente même, mais tout est dirigé par l'union étroite et cohérente des capitalistes, par le trust.

Les *syndicats* et les *trusts* dominent presque entièrement le marché. Ils ne craignent aucune concurrence, ils l'ont étouffée complètement et remplacée par le monopole capitaliste, c'est-à-dire par la domination du *trust*.

Ainsi, la concentration et la centralisation du capital ont écarté graduellement la concurrence. La concurrence s'est dévorée elle-même, car, plus elle grandissait, plus la centralisation progressait rapidement, et plus rapidement aussi se ruinaient les capitalistes les plus faibles. À la fin, la concentration du capital tuait elle-même cette concurrence qui l'avait fait naître. Au libre jeu de l'entreprise, c'est-à-dire à la libre concurrence, se substituait la domination des entreprises monopolisées, des *syndicats* et des *trusts*.

[Il suffit de quelques exemples pour apprécier la force gigantesque des trusts et des syndicats. Aux États-Unis, en 1900, la part des syndicats était, dans la production textile, de plus de 50%, dans la production minière de 54%, dans la papeterie de 60%, dans la production métallurgique (sauf le fer et l'acier) de 84%, dans la production du fer et de l'acier de 84%, dans la production chimique de 81%, etc... Inutile de dire qu'à l'heure actuelle leur part a grandi démesurément. En fait, toute la production américaine est maintenant concentrée entre les mains de deux trusts : le trust du naphte (pétrole) et le trust de l'acier. De ces deux trusts dépendent tous les autres.

En Allemagne, vers 1913, 92,6% de la production du charbon dans le bassin rhéno-westphalien (bassin de la Ruhr) étaient entre les mains d'un seul syndicat. Le syndicat de l'acier produisait presque la moitié de l'acier allemand. Le trust du sucre produisait 70% environ de la vente intérieure et 80% de la vente extérieure, etc.

Même en Russie, toute une série de branches était déjà sous le contrôle complet des syndicats. Le syndicat *Prodougol* fournissait 60% du charbon du Donetz ; le syndicat *Prodamet* de 88 à 93% de la production métallurgique ; *Krovlia*, 60% de celle du fer blanc. *Prodwagon* avait centralisé 14 des 16 entreprises de construction ; le syndicat du cuivre 90% ; le syndicat sucrier toute la production du sucre, etc...

D'après les calculs d'un savant suisse, au début du XX^e siècle, la moitié des capitaux du monde entier se trouvait déjà entre les mains des syndicats et des trusts.]

Les syndicats et les trusts ne centralisent pas seulement des entreprises de même nature. De plus en plus, on voit surgir des trusts *embrassant à la fois plusieurs branches d'industrie*. Comment cela se produit-il ?

Toutes les branches de la production sont liées entre elles avant tout par l'achat et la vente. Prenons l'extraction du minerai de fer et du charbon, qui servent de matières premières pour les fonderies et les usines métallurgiques. À leur tour, ces usines vont produire, par exemple, des machines. Ces machines vont servir comme moyens de production dans une série d'autres branches, etc.

Supposons maintenant que nous possédions une fonderie de fer. Elle achète du minerai de fer et du charbon, qu'elle est intéressée à acheter bon marché. Oui, mais si le minerai et le charbon se trouvent entre les mains d'un autre syndicat ?

Alors va commencer entre les deux syndicats une lutte qui se terminera soit par la victoire de l'un sur l'autre, soit par leur fusion. Dans l'un et l'autre cas, surgit un nouveau syndicat unissant les deux branches à la fois. Il va de soi que 2, 3, 10 branches peuvent fusionner de la sorte. Les entreprises de ce genre sont dites *intégrées* (ou *combinées*).

Ainsi les syndicats et les trusts associent non seulement des branches particulières, mais fondent en une seule organisation des producteurs hétérogènes, rattachent une branche à une seconde, à une troisième, à une quatrième, etc. Jadis, dans toutes les branches, les entrepreneurs étaient indépendants les uns des autres et toute la production était morcelée entre des centaines de mille de petites fabriques. Vers le commencement du

XX^e siècle, cette production était déjà concentrée dans des trusts gigantesques réunissant de nombreuses branches de production.

Les unions entre différentes branches de la production ne sont pas dues uniquement à la formation d'entreprises « combinées ». Il nous faut encore diriger notre attention sur un phénomène plus important que ces entreprises combinées, c'est la *domination des banques*.

Mais d'abord, il faut dire quelques mots des banques.

Nous avons vu que, la concentration et la centralisation ayant atteint un certain degré, le besoin de capitaux se fit sentir pour donner aux nouvelles entreprises une grande et rapide extension. (C'est ce besoin, soit dit en passant, qui fit naître les sociétés par actions). La création de nouvelles entreprises exigea donc des capitaux de plus en plus considérables.

D'un autre côté, observons ce que le capitaliste fait de son profit. Nous savons qu'une part sert à son entretien, à son habillement, bref est dépensé pour lui-même ; mais le reste, il « l'accumule ». Comment cela ? Peut-il à tout moment, agrandir son entreprise en lui apportant cette part de son profit ? Non, car l'argent lui arrive bien continuellement, mais petit à petit. Il vend une partie de sa marchandise, dont il encaisse le montant en argent, puis il en vend une autre partie et il encaisse une nouvelle somme d'argent. Mais pour servir à l'agrandissement de l'entreprise, il faut que cet argent représente une certaine somme, sinon il ne peut être utilisé, il reste sans emploi. Et il en est ainsi non seulement pour un ou deux capitalistes, mais pour tous. Il y a toujours du *capital sans emploi*. Or, nous avons vu qu'il existe aussi une *demande de capitaux*. D'un côté, il y a des capitaux sans emploi, et de l'autre, des besoins d'argent. Plus se centralise le capital et plus ce besoin de capitaux considérables grandit, en même temps que la quantité de capital disponible. C'est cette situation qui a accru l'*importance des banques*. Pour que son argent ne reste pas inemployé, le capitaliste le dépose dans une banque qui le prête à des industriels pour l'agrandissement d'anciennes entreprises ou la création de nouvelles. Les industriels, à l'aide du capital reçu, soutiennent de la plus-value ; ils en donnent une partie à la banque, comme intérêt pour le prêt ; la banque, de son côté, en cède à ses déposants et garde le reste pour elle-même, en qualité de profil bancaire. Ainsi tournent les rouages de la machine.

Dans ces derniers temps, le rôle, l'importance, l'activité des banques se sont accrus de façon prodigieuse. Les banques absorbent des capitaux de plus en plus grands et en placent une quantité toujours plus considérable dans l'*industrie*. Le capital bancaire « travaille » continuellement dans l'industrie, il devient lui-même capital industriel. L'industrie tombe sous la dépendance des banques qui la soutiennent et l'alimentent en capital. Le capital bancaire se greffe sur le capital industriel. Cette forme du capital s'appelle capital financier. *Le capital financier, c'est donc le capital bancaire greffé sur le capital industriel*.

Le capital financier relie entre elles, par l'entremise des banques, toutes les branches de l'industrie dans une mesure encore plus grande que les combinaisons. Pourquoi ?

Voici une grande banque. Elle fournit des capitaux, non à une seule, mais à de nombreuses entreprises ou à de nombreux syndicats : elle les finance, comme on dit. De ce fait, elle est intéressée à ce que les entreprises ne se mangent pas entre elles ; la banque les unit : sa politique constante vise à réaliser la fusion de ces entreprises en une seule, sous sa direction ; *la banque acquiert la maîtrise de toute l'industrie*, de toute une série de branches de production ; les hommes de confiance des banques deviennent directeurs des trusts, des syndicats et des entreprises.

En définitive, nous obtenons le tableau suivant : toute l'industrie d'un pays est réunie en syndicats, trusts et entreprises combinées, par l'intermédiaire des banques ; à la tête de toute la vie économique, une poignée de très gros banquiers dirige toute l'industrie. Et l'État exécute toutes les volontés de ces potentats des banques et des syndicats.

[On peut très aisément observer cela en Amérique. Aux États-Unis, le gouvernement n'est que le serviteur des trusts américains. Le Parlement ne fait qu'homologuer les décisions des potentats de la banque et des syndicats. Les trusts dépensent des sommes énormes pour la corruption des députés, pour les campagnes électorales, etc... Un écrivain américain (Myers) raconte qu'en 1904, le trust d'assurances *Mutual* a dépensé à cette œuvre de corruption 364.254 dollars, l'*Équitable* 172.698, la *New-York* 204.019 et ainsi de suite. Le gendre de Wilson, le ministre des Finances, Mac Adoo est un des plus gros banquiers et administrateurs de syndicats. Les sénateurs, les ministres, les députés sont de simples employés ou des membres des grands trusts. L'État dans la « libre République » n'est qu'une usine à dépouiller le public.]

Ainsi, nous pouvons dire qu'un pays capitaliste, sous la domination du capital financier, se transforme entièrement en un énorme trust combiné, à la tête duquel se trouvent les banques et dont le conseil d'administration est le pouvoir d'État bourgeois. L'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc., ne sont que des *trusts capitalistes nationaux*, des organisations puissantes de potentats des banques et des syndicats, qui exploitent et dominent des centaines de millions d'ouvriers, d'esclaves salariés.

27. *L'Impérialisme*

Le capital financier supprime jusqu'à un certain point dans chaque pays l'anarchie de la production capitaliste. Les entrepreneurs individuels en lutte se fondent dans un trust d'État capitaliste. Mais qu'advient-il alors d'une des contradictions fondamentales du capitalisme ? Car nous avons dit plus d'une fois que ce régime disparaîtra certainement, d'une part faute d'organisation et d'autre part parce qu'en son sein règne la lutte des classes. Mais si une de ces contradictions¹³ disparaît, la prédiction concernant la fin du capitalisme reste-elle fondée ?

En réalité, l'anarchie de la production et la concurrence ne sont pas supprimées ; ou, plus exactement, elles ne sont supprimées en un endroit que pour se manifester avec plus d'acuité ailleurs. Examinons ce phénomène en détail.

Le capitalisme actuel est un capitalisme *mondial*. Tous les pays dépendent les uns des autres. Pas un seul coin sur terre qui ne soit aujourd'hui sous le talon du capital, pas de pays qui produise lui-même tout ce qui lui est nécessaire.

[Toute une série de produits ne peuvent être obtenus qu'en des lieux déterminés : les oranges ne viennent pas dans les pays froids et le minerai de fer ne saurait être extrait que des sols où il se trouve. Le café, le cacao, le caoutchouc ne peuvent venir que dans les pays chauds. Le coton est récolté aux États-Unis, dans l'Inde, en Égypte, dans le Turkestan, d'où on l'exporte dans tous les pays du monde. Disposent du charbon : l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, la Tchécoslovaquie, la Russie ; tandis que l'Italie, qui n'en possède pas, dépend entièrement du charbon anglais ou allemand, etc... Le blé est expédié d'Amérique, de l'Inde, de Russie, de Roumanie dans tous les pays.

D'autre part, certains pays sont plus civilisés que d'autres. Aussi toutes sortes de produits de l'industrie urbaine sont-ils jetés par eux sur les marchés des pays arriérés : les produits métallurgiques sont fournis à l'univers entier principalement par l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne ; les produits chimiques étaient fournis, avant la guerre, surtout par l'Allemagne.

Chaque pays dépend d'un autre. Jusqu'où peut aller cette dépendance, on le voit par l'exemple de l'Angleterre qui importe de 75 à 80% de son blé et la moitié de sa viande, mais qui, en revanche, est obligée d'exporter la plus grande partie de ses produits manufacturés.]

Le capital financier supprime-t-il la concurrence *sur le marché mondial* ? Et lorsqu'il réunit des capitalistes dans tel ou tel pays, crée-t-il une organisation mondiale ? Non. L'anarchie de la production et la concurrence dans un pays déterminé cessent bien plus ou moins, car les plus grosses entreprises individuelles se réunissent en un trust capitaliste national. Mais avec d'autant plus d'acharnement *s'engage la lutte entre les trusts capitalistes nationaux* eux-mêmes. C'est ce qu'on observe toujours dans la centralisation du capital : quand les petits entrepreneurs périssent, *le nombre des concurrents diminue*, car il ne reste plus que les gros, mais ceux-ci combattent avec des moyens puissants et la concurrence entre fabricants particuliers fait place à la bataille entre les trusts. Le nombre des trusts est évidemment moindre que celui des fabricants. Mais leur combat n'en est que plus violent, plus acharné et plus destructif. Lorsque les capitalistes d'un pays particulier ont évincé tous leurs petits concurrents et se sont organisés en un trust capitaliste national, le nombre des concurrents diminue encore. Les concurrents sont uniquement des puissances capitalistes formidables. Et leur lutte est accompagnée de dépenses et de dévastations inouïes. Car la concurrence des trusts capitalistes nationaux se manifeste en temps de « paix » par la course aux armements, pour se terminer par des *guerres dévastatrices*. Ainsi le capital financier qui supprime la concurrence dans chaque pays conduit à une concurrence acharnée, monstrueuse entre tous les pays capitalistes.

Pourquoi cette concurrence entre pays capitalistes conduit-elle finalement à une politique de conquêtes, à la guerre ? Pourquoi cette concurrence ne peut-elle être pacifique ? Lorsque deux fabricants sont en

¹³ Cf. § 13 : Contradictions particulières [*sic- au lieu de principales*] du régime capitaliste.

concurrence, ils ne se jettent pas l'un sur l'autre, le couteau à la main, mais ils cherchent à s'enlever l'un à l'autre leurs acheteurs dans une lutte pacifique. Pourquoi donc la concurrence sur le marché mondial est-elle devenue si acharnée et *armée* ?

Examinons comment a dû se modifier la politique de la bourgeoisie, en passant du capitalisme ancien, où fleurissait la libre concurrence, au nouveau capitalisme, où l'hégémonie appartient au capital financier.

Commençons par ce qu'on appelle la politique *douanière*. Dans la lutte entre les pays, chaque gouvernement, qui protège toujours ses capitalistes, a depuis longtemps trouvé un moyen de lutte dans les droits de douane. Lorsque, par exemple, les fabricants de textile russes craignaient que leurs concurrents anglais ou allemands n'importent leurs marchandises en Russie et n'y abaissent ainsi les prix, le gouvernement tsariste à leur dévotion mettait aussitôt des droits sur les tissus anglais ou allemands. Ceci entravait évidemment l'entrée en Russie des marchandises étrangères et les fabricants déclaraient que les droits de douane étaient nécessaires à la protection de l'industrie nationale. Or, dans les différents pays, on pouvait voir que c'était des desseins différents qui guidaient les uns ou les autres. Il était à remarquer que c'étaient surtout les capitalistes des pays les plus grands et les plus puissants, l'Amérique en tête, qui réclamaient le plus fort et imposaient des droits élevés. La concurrence pouvait-elle réellement leur nuire ?

Supposons que toute l'industrie textile d'un pays soit monopolisée par un syndicat ou un trust. Qu'arrivera-t-il, une fois les droits de douane établis ? Les potentats des syndicats capitalistes de ce pays font d'une pierre deux coups : d'abord, ils se débarrassent de la concurrence étrangère ; ensuite ils peuvent, sans risque aucun, augmenter le prix de leurs marchandises presque de la valeur des droits de douane. Supposons que sur un mètre de tissu, les droits aient été augmentés d'un rouble. Alors, les barons du syndicat textile peuvent sans crainte augmenter d'un rouble ou de 90 kopecks le prix du mètre de tissu. Si le syndicat n'existait pas, la concurrence entre capitalistes à l'intérieur du pays ferait immédiatement baisser les prix. Mais le syndicat peut sans crainte opérer cette augmentation : le droit de douane est trop élevé pour que joue la concurrence étrangère, et la concurrence intérieure est supprimée. L'État des potentats du syndicat se fait des revenus avec les droits de douane, et le syndicat lui-même réalise un *profit supplémentaire*, grâce à l'augmentation des prix. Les potentats, grâce à ce profit supplémentaire, peuvent exporter leurs marchandises dans d'autres pays et les y vendre avec perte, dans le seul but d'écarter leurs rivaux de ces pays. C'est ainsi que le syndicat russe des raffineurs de sucre maintenait, en Russie, le sucre à des prix relativement élevés, mais le vendait en Angleterre à vil prix, dans le seul but d'évincer ses concurrents du marché anglais. Il est passé en proverbe qu'en Angleterre on nourrissait les porcs avec le sucre russe. Donc, à l'aide des droits de douane, les potentats d'un syndicat ont la possibilité de *piller à fond leurs compatriotes et de mettre sous leur domination les acheteurs étrangers*.

Les conséquences de tout cela sont très importantes. Il est clair que la plus-value des maîtres du syndicat va croître avec le nombre des moutons qui se laissent tondre à l'abri des barrières douanières. Si le pays est petit, le profit ne sera pas grand. Si, au contraire, le pays est vaste et très peuplé, le gain sera considérable; on pourra se lancer hardiment sur le marché mondial, tous les espoirs seront permis. Mais la frontière douanière coïncide en général avec la frontière de l'État. Comment élargir cette dernière ? Comment arracher un morceau de territoire étranger et l'incorporer au territoire de sa propre nation ? *Par la guerre*. La domination des maîtres du syndicat est donc nécessairement liée aux *guerres de conquête*. Chaque État capitaliste s'efforce, par le brigandage, d'élargir ses frontières : les intérêts des maîtres des syndicats, ceux du capital financier l'exigent. Élargir les frontières, c'est synonyme de faire la guerre.

Ainsi, la politique douanière des syndicats et des trusts, d'accord avec leur politique sur le marché mondial, conduit aux conflits les plus violents. Mais d'autres causes y conduisent encore.

Nous avons vu que le développement de la production amène une accumulation ininterrompue de plus-value. Dans chaque pays capitaliste avancé, il se forme donc continuellement du capital en excédent, rapportant moins que dans un pays arriéré. Plus cet *excédent* de capital est grand, plus on s'efforce de *l'exporter* et de le placer dans d'autres pays. La politique douanière favorise extrêmement ce genre de placements.

En effet, les droits de douane entravent l'importation des marchandises. Lorsque les fabricants russes, par exemple, ont fait frapper de droits élevés les marchandises allemandes, les fabricants allemands ont eu plus de peine à écouler leurs marchandises en Russie.

Ce que voyant, les capitalistes allemands trouvèrent une autre issue : c'était d'exporter en Russie *leurs capitaux* ; ils y construisirent des usines, achetèrent des actions d'entreprises russes ou créèrent de nouvelles

entreprises. Mais les droits de douane ne sont-ils pas un obstacle à cette exportation ? Nullement. Loin de l'empêcher, ils la *favorisent*, au contraire, ils la provoquent. En effet, lorsque les capitalistes allemands créaient des fabriques en Russie et que, de plus, ils adhéraient à quelque syndicat « russe », les droits d'entrée russes les aidaient à empocher de la plus-value ; ils leur étaient tout aussi utiles dans leur entreprise de pillage public qu'à leurs collègues russes.

Le capital n'est pas seulement exporté d'un État dans un autre pour y fonder ou y soutenir des entreprises ; très souvent, il est *prêté à intérêt à cet autre État*, c'est-à-dire que cet autre État augmente sa *dette publique* et devient débiteur du premier. En pareil cas, l'État débiteur s'engage ordinairement à faire tous ses achats (surtout les achats d'armements) chez les industriels de l'État qui lui a prêté le capital. Ainsi affluent d'un État dans un autre des capitaux formidables, placés en partie dans des entreprises et des constructions, en partie dans des emprunts d'État. Sous la domination du capital financier, l'exportation des capitaux atteint des proportions inouïes.

[Voici, à titre d'exemple, quelques chiffres déjà vieux, mais suffisamment éloquentes. La *France*, en 1902, avait, dans 26 États, 35 milliards de francs placés. Près de la moitié étaient des emprunts d'État, dont la part du lion revenait à la *Russie* avec 10 milliards. (Voilà pourquoi — soit dit en passant — la bourgeoisie française est si furieuse que nous ayons annulé les dettes du tsar et refusons de les payer aux usuriers français). En 1905, le montant du capital exporté dépassait déjà 40 milliards. L'*Angleterre*, en 1911, avait à l'étranger près de 1.600.000.000 de livres sterling (une livre sterling, au cours d'avant-guerre, valait à peu près 10 roubles ou 25 francs) et si l'on tient compte des colonies anglaises, ce chiffre dépassait 3 milliards de livres sterling. L'*Allemagne* avait à l'étranger, avant la guerre, à peu près 35 milliards de marks. Bref, chaque État capitaliste exportait de formidables capitaux pour piller ainsi les peuples étrangers.]

L'exportation du capital entraîne de grosses conséquences. Les grands États se disputent les pays où exporter leur capital. C'est que lorsque les capitalistes exportent leurs capitaux dans un pays « étranger », ils risquent non quelques marchandises, mais des sommes énormes, se chiffrant par millions et milliards. D'où naturellement le désir croissant d'avoir entièrement en main les petits pays où ils ont placé ces capitaux et d'obliger leurs propres *troupes* à surveiller ces placements. Les États exportateurs s'efforcent de soumettre à tout prix ces pays à leur domination, autrement dit de les *conquérir*. Et comme ces petits pays, plus faibles, peuvent être assaillis à la fois par plusieurs grands États brigands, il est clair que les États brigands finissent par se heurter les uns aux autres. Et c'est ce qui est arrivé. Donc, l'exportation du capital conduit également à la *guerre*.

Avec les droits imposés par les syndicats, la lutte pour les débouchés s'est terriblement aggravée. Vers la fin du XIX^e siècle, il n'y avait presque plus de territoires libres où exporter ses marchandises et son capital. Et du même coup, les prix des matières premières montaient, ainsi que ceux des métaux, de la laine, du bois, du charbon et du coton. Dans les années qui précèdent la guerre mondiale, c'était une course folle aux débouchés ; c'était la lutte pour de *nouvelles sources de matières premières*. Les capitalistes étaient dans le monde entier à l'affût de nouvelles mines, de nouveaux gisements et de nouveaux marchés pour leurs produits métallurgiques, leurs tissus et leurs autres marchandises, ainsi que d'un public nouveau à voler. Autrefois, plusieurs maisons pouvaient, souvent dans un même pays, se faire une concurrence « pacifique » et s'arrangeaient tant bien que mal. Avec la domination des banques et des trusts, la situation a changé. Supposons qu'on ait découvert de nouveaux gisements de minerai de cuivre. Immédiatement ils tombent aux mains d'une banque ou d'un trust, qui les accapare entièrement et fait de leur possession un monopole. Pour les capitalistes des autres pays, plus rien à faire. Il en est ainsi non seulement pour les matières premières, mais aussi pour les débouchés. Supposons que du capital étranger pénètre dans quelque colonie éloignée. Du premier coup l'écoulement des marchandises va être organisé en grand. Ordinairement, c'est quelque firme géante qui prend l'entreprise en mains, fonde immédiatement des filiales et s'efforce, par une pression sur le pouvoir local et par mille ruses et artifices, de *monopoliser* la vente et d'écarter ses concurrents. Il est bien clair que la forme syndicale s'impose au capital *monopolisateur*, aux trusts et aux syndicats. Ce n'est plus « le bon vieux temps », c'est désormais la lutte sur le marché mondiale des brigands et des pillards monopoleurs.

La croissance du capital financier a fatalement aggravé la lutte pour les débouchés et les matières premières et amené les collisions les plus violentes.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les grands États brigands s'annexèrent des territoires étrangers qui appartenaient à de petites nations. De 1876 à 1914, les « grandes puissances », comme on les appelle, ont accaparé près de 25 millions de kilomètres carrés ; elles ont ainsi volé des territoires étrangers d'une superficie

égale à plus du double de l'Europe. *L'univers entier s'est trouvé partagé entre ces gros pillards* : ils ont fait de tous ces pays *leurs colonies*, leurs tributaires et leurs esclaves.

[Quelques exemples : l'Angleterre, depuis 1870, a acquis, en Asie, le Béloutchistan, la Birmanie, Chypre, tout le nord de Bornéo, Weï-haï-Weï, Hong-Kong, elle a agrandi ses Établissements de Singapour, accaparé la presqu'île du Sinaï, etc...; en Océanie, elle a pris toute une série d'îles, la partie orientale de la Nouvelle-Guinée, la plus grande partie des îles Salomon, l'île Tonga, etc... En Afrique, elle a étendu sa domination sur l'Égypte, le Soudan avec l'Ouganda, l'Afrique Orientale, la Somalie « britannique », Zanzibar, Pemba ; elle a absorbé les deux Républiques des Boers, la Rhodésie, l'Afrique centrale « britannique », occupé la contrée du Niger, etc., etc...

La France, depuis 1870, s'est soumise l'Annam, le Tonkin, le Laos, la Tunisie, les îles Comores, Madagascar, de grandes étendues dans le Sahara, le Soudan et la Guinée, acquis des terres sur la côte d'Ivoire, au Dahomey, dans la Somalie, etc... Au commencement du XX^e siècle, les colonies françaises étaient presque 20 fois plus grandes que la France elle-même. Pour l'Angleterre, ses colonies sont 100 fois plus grandes que la métropole.

L'Allemagne a participé à ces rapt à partir de 1884 et, en peu de temps, elle a réussi à accaparer de vastes territoires.

La Russie tsariste a également pratiqué en grand la politique de brigandage, ces derniers temps surtout, en Asie, ce qui l'a conduite à un conflit avec le Japon qui voulait voler l'Asie par l'autre bout.

Les États-Unis se sont saisis de beaucoup d'îles entourant l'Amérique, puis ils se mirent à voler le bien d'autrui sur le continent même. Particulièrement odieuse est leur politique de brigandage au Mexique.

Au total, ces six grandes puissances avaient, en 1914, 16 millions de kilomètres carrés de superficie, tandis que leurs colonies embrassaient 81 millions de kilomètres carrés.]

Ces incursions de brigands atteignaient, en premier lieu, de petits pays faibles et sans défense. Ceux-ci succombaient les premiers. De même que dans la lutte entre les fabricants et les petits artisans, ces derniers étaient les premiers ruinés, de même les gros trusts d'États, les gros capitalistes, les brigands organisés détruisaient d'abord les petits États et se les soumettaient. Ainsi s'opérait la centralisation du capital dans l'économie mondiale : les petits États périssaient, les grands États pillards s'enrichissaient, gagnaient en étendue et en puissance.

Mais une fois tout l'univers pillé, la lutte allait se continuer entre eux : la lutte à mort pour un nouveau partage du monde devenait fatale entre les États brigands.

La politique de conquête que le capital financier mène pour les débouchés, les matières premières, les placements de capitaux, s'appelle l'IMPERIALISME. L'impérialisme sort du capital financier. De même qu'un tigre ne peut se nourrir d'herbe, de même le capital financier ne peut avoir qu'une politique d'accaparement, de pillage, de violence, de guerre. Chacun des trusts d'État financiers-capitalistes veut vraiment conquérir le monde entier, fonder un empire universel où régnera sans partage la poignée de capitalistes de la nation victorieuse. L'impérialisme anglais, par exemple, rêve d'une « Grande-Bretagne » qui dominerait l'univers entier, où les potentats des syndicats anglais tiendraient sous leur fouet les Nègres et les Russes, les Allemands et les Chinois, les Hindous et les Arméniens, bref, des centaines de millions d'esclaves noirs, jaunes, blancs et rouges. Ce rêve n'est pas loin de se réaliser. Et l'appétit vient en mangeant. De même les impérialistes russes rêvent d'une « Grande-Russie », les impérialistes allemands d'une « Grande-Allemagne ».

Il était clair que la domination du capital financier précipiterait fatalement l'humanité entière dans l'abîme sanglant de guerres faites au profit des banquiers et des syndicats industriels, de guerres ayant pour but non la défense nationale, mais le pillage de terres étrangères, la soumission du monde au capital financier du pays victorieux. Telle a été la guerre mondiale de 1914-1918.

28. Le Militarisme

La domination du capital financier, des banquiers et des syndicats se manifeste encore par un autre phénomène remarquable : la croissance inouïe des dépenses pour l'armement des armées, des flottes maritime et aérienne. Et c'est bien naturel. Aux temps passés, aucun de ces brigands n'aurait songé, même en rêve, à une pareille domination universelle. Mais maintenant les impérialistes espèrent réaliser leur rêve. Pour ce combat suprême, les grandes puissances rassemblent leurs forces. Pendant qu'elles dérobent le bien d'autrui,

ces bêtes fauves s'observent mutuellement l'une l'autre, de crainte d'être mordues par l'autre. Chaque grande puissance fut donc obligée d'organiser une armée non seulement contre ses colonies et contre ses propres ouvriers, mais aussi contre ses concurrents en brigandage. Chaque fois qu'une puissance inaugurait un nouveau système d'armement, une autre cherchait à la dépasser pour ne pas rester en état d'infériorité. Ainsi commença la course folle aux armements : une puissance entraînait les autres. On vit naguère les entreprises gigantesques et les trusts des rois des canons : les Poutilovs, les Krupps, les Armstrong, les Wickers. Ces trusts de fabricants de canons encaissent des bénéfices énormes, nouent des relations avec les états-majors et, par tous les moyens, versent eux aussi de l'huile sur le feu, aiguissant chaque conflit : car de la guerre dépend la prospérité de leurs affaires.

Tel était l'aspect insensé de la société capitaliste avant la guerre. Les trusts nationaux se hérissaient de millions de baïonnettes ; sur terre, sur mer, dans les airs, tout était prêt pour une lutte universelle ; parmi les dépenses de l'État, le budget de la guerre prenait une place de plus en plus grande. En Angleterre, par exemple, en 1875, les dépenses militaires comptaient pour 38,6%, soit un peu plus du tiers, et en 1907-1908 pour 48,6%, soit près de la moitié de toutes les dépenses de l'État ; aux États-Unis, en 1908, elles représentaient 56,9%, c'est-à-dire *plus* de la moitié. De même dans les autres États. Le militarisme « prussien » fleurissait dans tous les grands « États-trusts ». Les rois du canon s'enrichissaient. Et le monde entier roulait avec une rapidité vertigineuse à la plus sanglante des guerres, à la tuerie impérialiste mondiale.

[Particulièrement curieuse a été la rivalité entre les bourgeoisies anglaise et allemande. En 1912, l'Angleterre décida de construire *trois* cuirassés-dreadnoughts, chaque fois que l'Allemagne en construirait *deux*. En 1913, l'Allemagne devait avoir dans la mer du Nord 17 dreadnoughts, l'Angleterre 21 ; en 1916, l'Allemagne 26, l'Angleterre 36, et ainsi de suite.

Les dépenses pour l'armée et la flotte augmentèrent de la façon suivante :

	Millions de francs	
	1888	1908
Russie	546	1.222
France	780	1.079
Allemagne	468	1.053
Autriche-Hongrie	260	520
Italie	195	312
Angleterre	390	728
Japon	18	234
États-Unis	260	520

En l'espace de 20 ans, les dépenses avaient doublé ; au Japon, elles étaient treize fois plus grandes. Immédiatement avant la guerre, la fièvre des armements était devenue insensée. La France dépensait pour ses besoins militaires : en 1910, 1.305 millions de francs ; en 1914, 1.924 ; l'Allemagne, en 1906, 1.242 millions de francs ; en 1914, 2.451 millions, c'est-à-dire le double. L'Angleterre s'armait plus formidablement encore. En 1900, elle dépensait 1.298 millions de francs ; en 1910, 1.804 millions, et en 1914, 2.090 millions ; en 1913, l'Angleterre dépensait, rien que pour sa flotte, plus que toutes les puissances réunies n'avaient dépensé pour la leur en 1886. Quant à la Russie tsariste, elle avait dépensé pour ses besoins militaires, en 1892 : 762 millions de francs ; en 1902 : 1.094 millions ; en 1906 : 1.376 millions ; en 1914, son budget de la guerre atteignait 2.535 millions de francs.

Les dépenses d'armements engloutissaient une partie énorme des recettes budgétaires. La Russie, par exemple, y consacrait presque un tiers de ses dépenses totales, et plus encore, en comptant les intérêts de ses emprunts.

Sur 100 roubles, en Russie tsaristes, étaient dépensés :

Pour l'armée, la flotte, l'intérêt des emprunts.	40 r. 14 kop.
Pour l'Instruction publique (13 fois moins)	3 r. 86 kop.
Pour l'Agriculture (10 fois moins)	4 r. 06 kop.
Pour l'Industrie, les Finances, etc.	51 r. 94 kop.
<i>Au total :</i>	100 roubles

De même, dans d'autres pays. Prenons la « démocratique Angleterre ». En 1904, sur 100 livres sterling, elle dépensait :

Pour l'armée et la flotte	53 £ 80
Pour l'amortissement des dettes d'État et l'intérêt des emprunts	22 £ 50
Pour les administrations civiles	23 £ 70
Au total :	100 £]

29. La guerre impérialiste de 1914-1918

La politique impérialiste des « grandes puissances » devait tôt ou tard produire une collision. Il est tout à fait clair que cette politique de rapine de *toutes* les grandes puissances a causé la guerre. Il n'y a que les imbéciles pour croire actuellement que la guerre a éclaté parce que les Serbes ont tué un prince autrichien et que l'Allemagne a envahi la Belgique. Au début de la guerre, on discutait beaucoup pour savoir qui en était responsable. Les capitalistes allemands prétendaient que la Russie avait attaqué l'Allemagne et les commerçants russes que l'Allemagne avait attaqué la Russie. En Angleterre, on disait qu'on faisait la guerre pour défendre la malheureuse petite Belgique. En France, par la plume, par la chanson, par la parole, on célébrait la générosité de la France défendant l'héroïque peuple belge. Et en même temps, l'Autriche et l'Allemagne colportaient partout qu'elles se défendaient contre l'agression des cosaques russes et faisaient une guerre sainte de défense nationale.

Tout cela, du commencement à la fin, n'était que bêtises destinées à tromper les *masses ouvrières*. La bourgeoisie avait besoin de ces mensonges pour entraîner les soldats. Ce n'était pas la première fois qu'elle avait recours à ce moyen. Nous avons déjà vu comment les *syndicats industriels* ont introduit des droits de douane afin de mener avec plus de succès la lutte pour les marchés étrangers, tout en pillant leurs propres compatriotes. Ces droits étaient donc, pour eux, un moyen d'agression. Mais la bourgeoisie criait qu'elle voulait ainsi défendre l'« industrie nationale ». Dans la guerre impérialiste faite pour soumettre le monde à la domination du capital financier, tous les participants sont essentiellement des agresseurs. N'est-ce pas maintenant clair comme le jour ? Les valets du tsar disaient qu'ils « se défendaient ». Mais lorsque la révolution d'octobre eut enfoncé les armoires secrètes du Ministère, il fut établi par des documents officiels que le tsar, aussi bien que Kerensky, en accord touchant avec les Anglais et les Français, avait fait une guerre de brigandage, qu'il voulait prendre Constantinople qui n'était pas à lui, détrousser la Turquie et la Perse, arracher la Galicie à l'Autriche.

Les impérialistes allemands se sont démasqués aussi. Il n'y a qu'à rappeler le traité de Brest-Litovsk, les pillages de Belgique, de Lituanie, d'Ukraine, de Finlande. La révolution allemande a fait également plus d'une découverte ; nous savons maintenant, par des documents authentiques, que l'Allemagne s'était préparée à l'agression en vue du pillage et qu'elle rêvait de s'approprier presque toutes les colonies étrangères et maints territoires ennemis.

Et les « nobles Alliés » ? Entièrement démasqués eux aussi. Après les avoir vus, par la paix de Versailles, détrousser l'Allemagne, lui imposer 132 milliards de marks-or de « réparations », lui enlever toute sa flotte, toutes ses colonies, presque toutes ses locomotives et ses vaches laitières, personne ne croira plus à leur générosité. Maintenant, ils pillent la Russie au nord et au sud. Donc, eux aussi, ont fait la guerre *en vue du pillage*.

Les communistes (bolcheviks) avaient dit tout cela dès le début de la guerre, mais bien peu les croyaient. Maintenant tout homme, tant soit peu intelligent, sait qu'ils disaient la vérité. Le capital financier est un brigand rapace et sanguinaire, quelle que soit son origine : russe, allemand, français, japonais ou américain.

Il est donc ridicule de dire, dans le cas d'une guerre impérialiste, qu'un impérialiste est coupable, un autre, non ; ou que certains impérialistes sont les agresseurs, tandis que les autres se défendent. Tout cela a été inventé pour berner les travailleurs. En réalité, tous se sont attaqués d'abord aux petits peuples coloniaux ; tous ont conçu le dessein de se livrer au pillage du monde entier et de le soumettre au capital financier de leur propre pays.

La guerre devait fatalement se transformer en une guerre *mondiale*. Le globe entier étant alors découpé en morceaux et partagé entre les « grandes puissances » et toutes les puissances étant unies entre elles par une économie mondiale commune, il était inévitable que la guerre embrassât presque tous les continents.

L'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, le Monténégro, le Japon, les États-Unis, la Chine et des douzaines d'autres petits États ont été entraînés dans le remous sanglant. La population du globe s'élève à environ un milliard et demi d'hommes. Tous ont souffert, directement ou indirectement de cette guerre imposée par une poignée de capitalistes criminels. Le monde n'avait encore jamais vu d'armées aussi immenses, des engins de mort aussi monstrueux. Jamais le monde n'avait vu non plus pareille puissance du capital. L'Angleterre et la France ont contraint à la défense de leurs coffres forts, non seulement des Anglais et des Français, mais aussi des milliers et des milliers de leurs esclaves coloniaux noirs ou jaunes. Les brigands « civilisés » n'ont pas craint d'employer pour leurs desseins jusqu'à des cannibales. Et tout cela masqué sous les plus nobles formules.

[La guerre de 1914 a eu ses précédents dans les guerres coloniales. Telles furent : la campagne des puissances « civilisées » contre la Chine, la guerre hispano-américaine, la guerre russo-japonaise de 1904 (pour la Corée, Port-Arthur, la Mandchourie, etc.), la guerre italo-turque en 1912 (pour la colonie africaine de Tripoli); la guerre anglo-boer dans laquelle, au commencement du XX^e siècle, l'Angleterre « démocratique » a étranglé les deux républiques boers. Plus d'une fois ces compétitions risquèrent d'allumer un immense incendie. Le partage des territoires africains menaça d'amener une guerre entre l'Angleterre et la France (pour Fachoda), ensuite entre l'Allemagne et la France (pour le Maroc); la Russie tsariste a failli entrer en guerre avec l'Angleterre pour le partage de l'Asie Centrale.

Déjà, à la veille de la guerre mondiale, les antagonismes d'intérêts se sont fortement accusés entre l'Angleterre et l'Allemagne pour la prédominance en Afrique, en Asie Mineure et dans les Balkans. Et les circonstances firent alors que l'Angleterre marchât avec la France qui voulait enlever à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine, et avec la Russie qui désirait faire ses petites affaires dans les Balkans et la Galicie. L'impérialisme allemand, rapace, avait pour allié principal l'Autriche-Hongrie. L'impérialisme américain ne s'en mêla que plus tard, car il guettait l'affaiblissement réciproque des États européens.

En plus du militarisme, l'arme la plus employée par les puissances impérialistes est la diplomatie secrète avec ses traités secrets, ses complots, voire ses assassinats, ses bombes, etc... Il existait des traités secrets d'un côté entre l'Angleterre, la France et la Russie, de l'autre entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. L'assassinat de l'archiduc autrichien avant la guerre n'eut pas lieu, semble-t-il, sans que les agents secrets de l'Entente en eussent été informés. Mais la diplomatie allemande elle-même n'y voyait pas d'inconvénients ; l'impérialiste allemand Rohrbach écrivait : « Nous devons considérer comme un bonheur que, grâce à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le grand complot antiallemand ait éclaté avant le terme fixé. Deux ans plus tard, la guerre aurait été pour nous beaucoup plus dure. » Les provocateurs allemands eussent été prêts à sacrifier un de leurs princes pour déchaîner eux-mêmes la guerre.]

30. *Le capitalisme d'État et les classes*

La guerre impérialiste ne se distingue pas seulement par ses proportions gigantesques et par son action dévastatrice, mais aussi par le fait que *toute l'économie du pays en guerre est subordonnée aux intérêts militaires*. L'argent suffisait jadis à la bourgeoisie pour faire la guerre. Mais la guerre mondiale prit une telle ampleur et les pays englobés par elle avaient une telle immensité, que l'argent seul ne put suffire à ses besoins. Les aciéries durent exclusivement fondre des canons plus monstrueux les uns que les autres ; la guerre absorba tout le charbon extrait des mines, tous les métaux, les tissus, le cuir, etc. Bien entendu, parmi les trusts capitalistes nationaux, c'est celui dont la production et les transports répondaient le mieux aux besoins de la guerre, qui pouvait espérer être victorieux. Comment se fit cette adaptation ? *Par la centralisation de toute la production.*

Il fallait que la production marchât sans à-coup, qu'elle fût bien organisée, soumise aux instructions directes de l'état-major général, afin que les ordres de « ces messieurs à galons et képis étoilés » fussent ponctuellement exécutés.

Pour cela, la bourgeoisie n'eut qu'à mettre la production privée et les différents syndicats et trusts à la disposition de son *État de proie bourgeois*. Ainsi fut fait. L'industrie fut « mobilisée » et « militarisée », c'est-à-dire mise à la disposition de l'État et des autorités militaires. « Mais, objectera-t-on, la bourgeoisie a perdu ses profits ? Car ce fut alors la nationalisation ? Une fois tout remis à l'État, quel a été le profit de la

bourgeoisie et comment accepta-t-elle un pareil marché ? » Et cependant, la bourgeoisie l'a accepté et il n'y a rien d'étonnant à cela. Car les syndicats particuliers ont tout remis, non à l'État ouvrier, mais à leur *propre* État impérialiste. Et qu'y avait-il là de si effrayant pour la bourgeoisie ? Elle ne faisait que passer ses richesses d'une poche dans l'autre, sans y perdre un centime.

Il faut se rappeler constamment le caractère de classe de l'État. L'État n'est pas une sorte de troisième pouvoir placé au-dessus des classes ; il est, de haut en bas, une organisation de classe. Sous la dictature des ouvriers, l'État est une organisation d'ouvriers. Sous la domination de la bourgeoisie, l'État est une organisation d'entrepreneurs, tout comme un trust ou un syndicat.

Par conséquent, lorsque la bourgeoisie a remis ses syndicats privés entre les mains de son État (pas un État prolétarien, mais son *propre* État capitaliste de proie), elle n'y a absolument rien perdu. Que le fabricant Dupont ou Durand touche son profit à la caisse d'un syndicat ou à celle de la banque d'État, n'est-ce pas la même chose ? Non seulement, la bourgeoisie n'y perdit rien, mais elle y gagna. Grâce à cette centralisation, en effet, la machine militaire marcha mieux et ainsi s'accrurent les chances de victoire dans cette guerre de brigandage.

C'est ainsi que pendant la guerre, dans presque tous les pays capitalistes, un *capitalisme d'État* prit la place des syndicats particuliers. L'Allemagne, par exemple, ne put remporter ses victoires et résister si longtemps à l'assaut de forces ennemies supérieures en nombre, que parce que la bourgeoisie allemande s'entendit admirablement à organiser ce capitalisme d'État.

Le passage au capitalisme d'État s'est opéré de diverses manières. Le plus souvent, des *monopoles d'État* furent créés dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire que l'industrie et le commerce passèrent, dans leur totalité, entre les mains de l'État bourgeois. Ce passage ne s'accomplissait pas toujours d'un seul coup, mais peu à peu, comme lorsque l'État achetait une partie seulement des actions d'un syndicat ou d'un trust.

Alors cette entreprise appartenait pour moitié à l'État, pour moitié à des particuliers, et l'État bourgeois y imposait ses vues. De plus, même dans les entreprises restées aux mains des particuliers, il imposait souvent une réglementation rigoureuse : ainsi, certaines entreprises étaient *tenuës*, par une loi spéciale, d'acheter des produits à d'autres entreprises qui, à leur tour, ne devaient vendre que par quantités déterminées et à un prix fixé ; l'État rendait aussi obligatoires certaines méthodes de travail, certains matériaux, il imposait la carte d'achat pour tous les produits importants. Ainsi, à la place du capitalisme privé, se développa le capitalisme *d'État*.

[Le capitalisme d'État substitua aux organisations particulières de la bourgeoisie son organisation unique, son État. Jusqu'à la guerre, il y avait dans chaque pays capitaliste l'organisation de l'État bourgeois et, en dehors d'elle, des syndicats, des trusts, des consortiums d'entrepreneurs, des unions de propriétaires fonciers, des partis politiques bourgeois, des associations de journalistes, de savants, d'artistes bourgeois, des associations culturelles, des congrégations, des sociétés de jeunes gardes blancs, des bureaux de détectives privés, etc. Sous la domination du capitalisme d'État, toutes ces organisations particulières se *fondent* dans l'État bourgeois, deviennent ses filiales, exécutent ses plans, se soumettent à un « commandement suprême ». Dans les mines et dans les usines, on exécute les ordres de l'état-major général ; les journaux ne publient que ce qui plaît au grand état-major ; on prêche dans les églises comme le veulent ces brigands galonnés ; dessinateurs, poètes, chansonniers se soumettent à leur censure ; on invente les machines, les canons, les munitions, les gaz dont l'état-major a besoin. Ainsi, toute la vie est « militarisée » pour *assurer à la bourgeoisie ses profits souillés de boue et de sang*].

Le capitalisme d'État signifie un renforcement formidable de la haute bourgeoisie. De même que, sous la dictature du prolétariat, la classe ouvrière est d'autant plus forte que la collaboration dans le travail des soviets, des syndicats ouvriers, du Parti Communiste, etc., est plus intime ; de même, sous la dictature de la bourgeoisie, cette dernière est d'autant plus puissante que toutes les organisations bourgeoises sont rattachées l'une à l'autre par des liens plus solides. Le capitalisme d'État, en les centralisant et en en faisant les rouages d'une seule et unique machine, favorise la puissance formidable du capital. La dictature de la bourgeoisie célèbre vraiment là son triomphe.

[Le capitalisme d'État est apparu, pendant la guerre, dans tous les grands pays capitalistes et même dans la Russie tsariste (comité d'industrie de guerre, monopoles, etc.). Mais, par la suite, la bourgeoisie russe, effrayée par la Révolution, craignit que la production, avec le pouvoir d'État, ne passât dans les mains du prolétariat. C'est pourquoi, après la révolution de février 1917, elle s'opposa à l'organisation de la production.

Nous avons vu que le capitalisme d'État ne supprime en aucune façon l'exploitation, mais augmente prodigieusement la puissance de la bourgeoisie. Néanmoins, les partisans de Scheidemann, en Allemagne, et autres socialistes d'union sacrée ont proclamé que cette contrainte dans le travail était du socialisme, qu'une fois tout en possession de l'État, le socialisme serait réalisé. Ils ne voyaient pas qu'il ne s'agit point d'un État prolétarien, mais d'une concentration de la puissance gouvernementale dans les mains des ennemis les plus acharnés et des assassins du prolétariat.]

En unissant et en organisant la bourgeoisie, et en augmentant ainsi sa puissance, le Capitalisme d'État affaiblit la classe ouvrière. Sous sa domination, les ouvriers devinrent les esclaves à peau blanche d'un État de proie. On les priva du droit de faire grève, on les mobilisa et militarisa ; tous ceux qui se déclaraient contre la guerre étaient aussitôt condamnés pour crime de trahison ; dans beaucoup de pays, on leur enleva la liberté de circuler, le droit de passer d'une entreprise dans une autre, etc. Le « libre » ouvrier salarié était devenu un serf condamné soit à mourir sur les champs de bataille pour la cause de ses ennemis, soit à travailler jusqu'à épuisement, non pour lui-même, pour ses camarades ou pour ses enfants, mais dans l'intérêt de ses oppresseurs.

31. La faillite du capitalisme et la classe ouvrière

Ainsi, la guerre favorisa au début la centralisation et l'organisation de l'économie capitaliste. L'œuvre que les syndicats, banques, trusts, entreprises combinées n'avaient pu achever, le capitalisme d'État s'efforça de la réaliser. Il créa tout un réseau d'organes, régularisant la production et la répartition et préparant ainsi le terrain pour que le prolétariat puisse entreprendre la grande production centralisée.

Mais la guerre, dont tout le poids retombait sur la classe ouvrière, allait déchaîner inévitablement le soulèvement des *masses prolétariennes*. La guerre fut avant tout une tuerie comme on n'en avait pas encore vu dans l'Histoire. La production des cadavres prenait un développement gigantesque. Le prolétariat était voué à l'*extermination sur les champs de bataille*. D'après certains calculs, le nombre des tués, blessés et disparus, rien que jusqu'en mars 1917, atteignait *vingt-cinq millions d'hommes* ; le nombre des tués au 1er janvier 1918 était d'environ huit millions. En estimant le poids moyen d'un homme à 60 kilogrammes, on peut dire que les capitalistes ont produit, d'août 1914 à janvier 1918, 480.000.000 de kilogrammes de viande humaine en putréfaction. Pour évaluer exactement les pertes, il faudrait ajouter encore des millions de malades. La seule syphilis, qui a pris, pendant la guerre, une extension inouïe, a infecté presque tout le genre humain. Les hommes, après la guerre, avaient perdu les deux tiers de leurs forces ; les éléments les plus sains, les plus capables de travailler, *la fleur des nations*, ont été exterminés.

Et ce sont évidemment les ouvriers, les paysans, qui souffrirent le plus.

Dans les grands centres des États belligérants, il s'est même créé de petites agglomérations de soldats particulièrement défigurés et mutilés ; le visage recouvert d'un masque, réduit à la boîte crânienne, ces malheureux tronçons végètent là, témoignages vivants de la « civilisation » bourgeoise.

Mais le prolétariat ne fut pas seulement immolé dans de sauvages combats. Des charges incroyables pèsent sur les épaules des survivants. La guerre exigea des dépenses folles. Et pendant que les fabricants et les usiniers touchaient des « bénéfices » fabuleux, on imposait aux ouvriers des impôts énormes, pour payer les frais formidables de la guerre. En 1919, à la Conférence de la Paix, le ministre des finances de la France déclara que la guerre avait coûté aux nations belligérantes un trillion de francs. Peu de gens savent ce que signifient de pareils chiffres. Autrefois, c'est avec des chiffres de ce genre qu'on calculait la distance d'une étoile à une autre. Et aujourd'hui, on calcule avec eux les dépenses de la tuerie scélérate. Un trillion, c'est un million de millions. D'après d'autres calculs, les dépenses de la guerre ont été les suivantes :

En millions de francs	
Août 1914-Août 1915 (Première année)	236
Août 1915-Août 1916 (Deuxième année)	354,9
Août 1916-Août 1917 (Troisième année)	532,2
Août 1917-décembre 1917 (Première moitié de la quatrième année)	399,1
Total	1 522,2

Évidemment, les dépenses n'ont fait qu'augmenter après 1917. De pareilles dépenses exigeaient, pour être couvertes, des recettes folles. Et tout naturellement, les États capitalistes se sont mis à augmenter d'autant les impôts de la classe ouvrière : soit sous forme d'impôts directs, soit — pour faire payer quelque chose aussi à la bourgeoisie — par la hausse patriotique des prix. La cherté de la vie s'accrut. Et les fabricants — ceux surtout qui travaillaient pour la guerre — encaissèrent des bénéfices inouïs.

[Les fabricants *russe*s élevèrent leurs dividendes de plus du double, certaines entreprises en versèrent de fabuleux. Voici quelques chiffres : La Société du Naphte des frères Mirsoiev paya 40% de dividende ; la Société par actions des frères Danichevsky, 30%; la Manufacture de tabacs de Kalfa, 30%, etc. En *Allemagne*, le bénéfice net des entreprises qui était, en 1913-1914, pour quatre branches (chimie, explosifs, métallurgie, automobiles), de 133 millions, passa, en 1915- 1916, à 259 millions, c'est-à-dire qu'il doubla en une seule année. Aux *États-Unis*, les bénéfices du trust de l'acier triplèrent de 1915 à 1916. De 1915 à 1917, ils montèrent de 98 millions à 478 millions de dollars ! Les dividendes de 200% n'étaient pas rares. Tout aussi formidable a été l'augmentation des profits des banques. Les gros requins s'enrichirent de manière incroyable, les petites gens se ruinèrent et le prolétariat tomba sous le joug des impôts et de la vie chère.]

Pendant la guerre, on fabriqua surtout des shrapnells, des grenades, de la dynamite, des canons, des autos blindées, des avions, des gaz asphyxiants, de la poudre, etc... Aux *États-Unis*, il surgit des villes entières bâties hâtivement autour de poudrières construites si vite que souvent elles sautaient, tant on était pressé de fabriquer de la poudre et de gagner de l'argent. Les fabricants de canons et d'obus réalisèrent des profits formidables. Mais la situation du peuple n'en devenait que plus mauvaise. Car les véritables produits, ceux qui servent à l'alimentation, à l'habillement, etc., se fabriquaient de moins en moins. Avec de la poudre et des balles, on peut tirer et détruire ; mais on ne peut ni se nourrir, ni se vêtir. Et toutes les forces économiques étaient absorbées par la fabrication de la poudre et des engins de destruction. La production normale et utile disparaissait de plus en plus. La main-d'œuvre passait dans l'armée et toute l'industrie travaillait pour la guerre. Les marchandises utiles devenaient de plus en plus rares, amenant la *famine* et la *vie chère*. Manque de pain, manque de charbon, manque de tous les objets utiles, et par-dessus le marché *disette mondiale et épuisement général de l'humanité*, telles sont les conséquences de la criminelle tuerie impérialiste.

[En *France*, la production agricole, dans les premières années de la guerre, diminua de la façon suivante :

	En quintaux	
	1914	1916
Blé	42.272.500	15.300.000
Plantes à racines	46.639.000	15.260.000
Plantes industrielles	59.429.000	20.448.000
Légumes	---	374.500

En *Angleterre*, les stocks de minerais étaient évalués :

Vers la fin de 1912, à 241.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1913, à 138.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1914, à 108.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1915, à 113.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1916, à 3.000 tonnes ;
 Vers la fin de 1917, à 600 tonnes ;

En *Allemagne*, la production de la fonte qui était, en 1913, de 19,3 millions de tonnes, descendit en 1916 à 13,3 millions, en 1917 à 13,1, en 1918, à 12 millions, et en 1919 encore à moins.

Le manque de charbon mit toute l'industrie mondiale dans la situation la plus désespérée. En Europe, le fournisseur de charbon était l'Angleterre. Mais en Angleterre, dès le milieu de 1915, la production avait diminué de 13%; en 1917, les industries essentielles n'avaient presque plus de charbon ; les usines électrotechniques ne recevaient que le sixième du charbon nécessaire ; les entreprises textiles, onze fois moins qu'avant la guerre. Lors de la Conférence de la « Paix » à Versailles, presque tous les pays subissaient une terrible crise charbonnière ; les fabriques fermaient

faute de combustible, la circulation sur les chemins de fer était réduite, ce qui désorganisa toute l'industrie des transports.

En Russie, la situation était la même. Déjà en 1917, grâce à la guerre, l'extraction du charbon se faisait très mal. Le rayon de Moscou ayant besoin de 12 millions de pouds¹⁴ par mois, le gouvernement de Kerensky en promit six millions (la moitié). Mais, en réalité, il fut seulement fourni : en janvier 1917, 1,8 millions de pounds ; en février, 1,3 millions ; en mars, 0,8 million. L'industrie russe, évidemment, ne put que périr. En Russie, comme dans le monde entier, commençait la désagrégation du Capitalisme.

En 1917 (au temps de Kerensky), voici le nombre des fabriques qui fermèrent :

	Entreprises	Ouvriers
Mars	74	6.646
Avril	55	2.816
Mai	108	8.701
Juin	125	38.455
Juillet	206	47.754

La décadence se précipitait.

Pour se rendre compte du renchérissement de la vie provoqué par l'insuffisance des marchandises et par l'abondance du papier-monnaie, il suffit d'observer le pays qui, avec l'Amérique, a le moins souffert de la guerre, l'Angleterre. Voici les prix moyens des cinq principales denrées :

	Thé, sucre	Pain, viande, beurre
En 1901-1905	500	300
Fin juillet 1914	579	350
Fin janvier 1915	786	413
Fin janvier 1916	946,5	465
Fin janvier 1917	1 310	561
Fin janvier 1918	1 221,5	681
Fin mai 1918	1 247	777,5

Pendant la guerre, les prix, même en Angleterre, ont plus que doublé, tandis que les salaires n'ont augmenté que de 18%. Les prix augmentèrent donc six fois plus que les salaires. La situation empira surtout en Russie, où la guerre, dévastant le pays, fit de lui, par la grâce de Messieurs les capitalistes, un pauvre mendiant en haillons.

Même en Amérique, le pays qui a le moins souffert de la guerre, le prix des 16 produits les plus importants a augmenté, de 1913 à 1918 inclusivement, de 160% et les salaires de 80% seulement.]

Le manque de charbon, d'acier, de tout le nécessaire finit par bouleverser la production de guerre elle-même. Tous les pays, à l'exception de l'Amérique, s'appauvrirent continuellement. La famine, la destruction, le froid marchaient triomphalement sur la terre. Et tous ces maux frappaient surtout la classe ouvrière. Elle tenta bien de protester, mais la guerre dressait contre elle toute la puissance capitaliste de l'État de rapine. La classe ouvrière, dans tous les pays, aussi bien monarchiques que républicains, subit des persécutions inouïes. Les ouvriers furent privés non seulement du droit de grève, mais la moindre tentative protestataire fut impitoyablement réprimée. La domination du capitalisme conduisit ainsi à la *guerre civile entre les classes*.

[Les persécutions des ouvriers pendant la guerre sont très bien exposés dans la résolution de l'Internationale Communiste concernant la terreur blanche : « Dès le commencement de la guerre — y est-il dit — les classes dirigeantes qui ont fait tuer et mutiler sur les champs de bataille plus de 10 millions d'hommes, ont introduit, à l'intérieur de leurs pays, le régime de la dictature sanglante (de la bourgeoisie). Le gouvernement tsariste russe a fusillé et pendu les ouvriers et il a organisé des pogromes juifs. La monarchie autrichienne a noyé dans le sang le soulèvement des paysans et des

¹⁴ 1 poud : environ 16 kilogrammes.

ouvriers ukrainiens et tchèques. La bourgeoisie anglaise a exécuté les meilleurs représentants du peuple irlandais. L'impérialisme allemand sévit à l'intérieur du pays et les matelots révolutionnaires ont été les premières victimes de cette bête sauvage. En France, on fusilla les soldats russes qui ne voulaient pas défendre les intérêts des bourgeois français. En Amérique, la bourgeoisie lyncha les internationalistes, condamna les meilleurs éléments du prolétariat à 20 ans de travaux forcés et fusilla les ouvriers en grève. »]

Le régime capitaliste craquait de toutes parts, L'anarchie de la production avait conduit à la guerre, et celle-ci avait provoqué une exaspération sans exemple des antagonismes entre les classes ; ainsi la guerre menait à la Révolution. Le capitalisme se mit à se désagréger dans deux directions principales¹⁵. La faillite du capitalisme commençait.

Examinons de plus près cette faillite.

La société capitaliste était entièrement fondue dans un seul moule : l'usine était organisée exactement de la même manière qu'un ministère ou un régiment ; en haut, les riches, qui dirigent, en bas, les pauvres, les ouvriers et les employés, qui obéissent ; dans l'entre-deux, les ingénieurs, les sous-officiers, les employés supérieurs. On voit que la société capitaliste ne peut durer qu'aussi longtemps que le soldat ouvrier obéit au propriétaire, général ou officier issu de la noblesse ou de la bourgeoisie, et tant que l'ouvrier de fabrique exécute l'ordre de Monsieur le Directeur richement appointé ou du fabricant, sucer de plus-value ouvrière. Mais, aussitôt que les masses laborieuses refusent d'être de simples pions entre les mains de leurs ennemis, les fils qui relient le soldat au général, l'ouvrier au fabricant commence à se rompre. Les ouvriers cessent d'obéir à leurs patrons, les soldats à leurs officiers, les employés à leurs chefs. C'est la décadence de l'ancienne discipline, où les riches dominaient les pauvres et où la bourgeoisie maltraitait le prolétariat. Cette période durera inévitablement jusqu'à ce que la nouvelle classe, le prolétariat, ait soumis la bourgeoisie, l'ait contrainte à servir les travailleurs et ait organisé *la discipline nouvelle*. Cette période de confusion, où l'ordre ancien étant déjà détruit, l'ordre nouveau n'est pas encore créé, ne peut finir qu'avec la victoire complète du prolétariat dans la guerre civile.

32. La guerre civile

La guerre civile est une lutte de classes exaspérée, qui se transforme en révolution. La guerre impérialiste mondiale entre différents groupes de la bourgeoisie pour un nouveau partage du monde fut menée à l'aide des esclaves du capital. Mais elle imposa aux ouvriers de telles charges que la lutte des classes commença à se transformer en *une guerre civile des opprimés contre leurs oppresseurs*, guerre que Marx appelait déjà la seule guerre équitable.

Il est tout naturel que le capitalisme ait conduit à la guerre et que la guerre impérialiste entre États bourgeois ait été suivie de la guerre civile. Notre parti avait prédit cela, dès 1914, alors que personne encore ne songeait à la Révolution. Et cependant il était clair que le prolétariat, accablé par la guerre sous des charges énormes, finirait par se soulever et que la bourgeoisie ne pourrait réaliser une paix durable, à cause des antagonismes insurmontables entre les groupes nationaux de pillards capitalistes.

Notre prédiction se réalise intégralement aujourd'hui. Aux terribles années de tuerie, de bestialité et de sauvagerie, succéda la guerre civile contre les oppresseurs. Elle fut ouverte par la Révolution russe, en février et en octobre 1917 ; les Révolutions finlandaise, hongroise, autrichienne et allemande l'ont continuée ; puis la Révolution commença dans d'autres pays... Et en même temps, la bourgeoisie est manifestement incapable de faire une paix durable. Les Alliés ont vaincu l'Allemagne en novembre 1918 ; ils n'ont signé à Versailles la paix de rapine que sept mois plus tard. Tout le monde sent que cette paix ne peut durer ; depuis, se sont battus les Yougoslaves et les Italiens, les Polonais et les Tchécoslovaques, les Polonais et les Lithuaniens, les Lettons et les Allemands. Et tous les États bourgeois ont attaqué la République des ouvriers russes victorieux. Ainsi la guerre impérialiste se termine par la guerre civile d'où le prolétariat sortira nécessairement triomphant.

La guerre civile n'est due ni au caprice d'un parti ni au hasard, c'est une manifestation de la Révolution, qui était inévitable parce que la guerre des pillards impérialistes devait ouvrir définitivement les yeux des masses ouvrières.

[Une révolution sans guerre civile est aussi chimérique qu'une révolution « pacifique ». Ceux qui pensent de la sorte (par exemple les mencheviks qui pestent contre la guerre civile) régressent de Marx vers les socialistes antédiluviens qui croyaient pouvoir convaincre les capitalistes. C'est comme si l'on

¹⁵ Cf. § 13 : Contradictions principales du régime capitaliste.

voulait, à force de caresses, convaincre le tigre de se nourrir d'herbe et de laisser les veaux tranquilles. Marx était partisan de la guerre civile, c'est-à-dire de *la lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie*. Il écrivait, au sujet de la Commune de Paris de 1871, que les communards n'ont pas été assez résolus ; dans le manifeste de la 1^{re} Internationale, rédigé par Marx, il est dit d'un ton de reproche : « Les sergents de ville même, au lieu d'être désarmés et arrêtés, comme cela aurait dû se faire, trouvaient les portes de Paris grandes ouvertes pour qu'ils pussent, sains et saufs, se retirer à Versailles. Non seulement les hommes d'ordre (les contre-révolutionnaires) ne furent pas molestés, mais on les laissa se rallier et s'emparer tout doucement de plus d'une position forte, au centre même de Paris... Il répugnait au Comité central de continuer la guerre civile que Thiers [le Denikine français] avait engagée par son attaque nocturne à Montmartre. Il commit cette fois la faute capitale, décisive, de ne pas marcher sur Versailles, alors sans défense, et perdit ainsi l'occasion d'en finir avec le complot de Thiers et de ses Ruraux. Au lieu de cela, le parti de l'ordre put encore essayer sa force devant les urnes du scrutin, le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. » Marx se prononce donc clairement pour l'écrasement par les armes des gardes blancs dans la guerre civile.

Ainsi les maîtres du socialisme prenaient la révolution très au sérieux. Ils comprenaient que le prolétariat ne peut convaincre la bourgeoisie et doit *imposer* sa volonté par la guerre civile menée, à l'aide des baïonnettes, de fusils et de canons, jusqu'à la victoire.]

La guerre civile mit l'une en face de l'autre, les armes à la main, les classes de la société capitaliste dont les intérêts sont opposés. Le fait que la société capitaliste est partagée en deux, qu'elle est formée en réalité d'au moins *deux* sociétés — ce fait restait, en temps normal, invisible. Pourquoi ? Parce que les esclaves obéissaient en silence à leurs maîtres. Mais avec la guerre civile, la partie opprimée de la société *s'insurge* contre la partie qui opprime. Il va de soi que, dans ces conditions, aucune « vie commune », aucune « union pacifique » entre les classes n'est possible : l'armée se divise en gardes blancs issus de la noblesse, de la bourgeoisie, des intellectuels rouges, et en soldats rouges, sortis de la classe ouvrière et paysanne; toute Assemblée Constituante où siègeront en même temps des fabricants et des ouvriers, devient impossible : comment pourraient-ils siéger « paisiblement » dans la même Constituante, quand ils se fusillent dans la rue ? La guerre civile dresse les deux classes l'une contre l'autre. C'est pourquoi elle ne peut se terminer par la conciliation, le compromis, mais seulement par la victoire complète d'une classe sur l'autre. La guerre civile en Russie et dans d'autres pays (en Allemagne, en Hongrie) confirme cela entièrement. N'est possible aujourd'hui que la dictature du prolétariat ou celle de la bourgeoisie et des généraux. Le gouvernement des classes moyennes et de leurs partis (socialiste-révolutionnaire, menchevik, etc.) n'est qu'une voie de passage. Lorsque le gouvernement des Soviets en Hongrie eut été renversé par une « coalition » que suivit bientôt la réaction. Lorsque les socialistes-révolutionnaires constitutionnels eurent, pour quelques temps, réussi à s'emparer d'Oufa, de l'autre côté de la Volga, et de la Sibérie, ils en furent chassés 24 heures après, par l'amiral Koltchak, appuyé par la haute bourgeoisie et les propriétaires. Et Koltchak mit la dictature des propriétaires et des bourgeois à la place de celle des ouvriers et des paysans. La victoire décisive sur l'ennemi et la réalisation de la dictature prolétarienne sont le résultat inévitable de la guerre civile mondiale.

33. *Les formes de la guerre civile et son prix*

L'époque des guerres civiles a été inaugurée par la Révolution russe qui n'a été qu'une manifestation partielle, le commencement de la Révolution universelle. En Russie, la révolution éclata plus tôt que dans les autres pays parce que la désagrégation du capitalisme y commença plus tôt. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers qui, convoitant Constantinople et la Galicie, avaient préparé, avec leurs compères français et allemands, la boucherie sanglante de 1914, ont sauté les premiers, par suite de leur faiblesse et de leur désorganisation : c'est en Russie qu'avaient apparu d'abord le désordre et la famine. Aussi a-t-il été plus facile au prolétariat russe de venir à bout de ses ennemis, de remporter le premier la victoire et de réaliser le premier sa dictature.

[Il ne s'ensuit nullement que la Révolution communiste russe soit la révolution la plus parfaite du monde et que le communisme puisse être réalisé d'autant plus tôt dans un pays que le capitalisme y est moins développé. S'il en était ainsi, le socialisme devrait se réaliser d'abord en Chine, en Perse, en Turquie, pays très peu capitalistes où le prolétariat n'existe presque pas. Toute la doctrine de Marx serait fausse.

Raisonnement ainsi, c'est prendre le *commencement* pour la fin qui, seule, donne à la révolution son caractère. La Révolution en Russie a éclaté plus tôt à cause du faible développement du capitalisme.

Mais la faiblesse du capitalisme dans ce pays arriéré qu'est la Russie, où dominent les artisans et les boutiquiers, où le prolétariat est en minorité, etc., rend précisément plus difficile le passage à l'organisation communiste.

En Angleterre, la Révolution se déclarera plus tard. Mais là, après la victoire, le prolétariat pourra organiser le communisme plus rapidement, car il y forme l'immense majorité et il est habitué au travail en commun. La production y est incomparablement plus centralisée. En Angleterre, la révolution commencera plus tard, mais elle sera plus parfaite qu'en Russie.]

Beaucoup de gens pensent que la *cruauté* de la guerre civile est la conséquence de l'« asiatisme » russe, d'une culture arriérée. Les adversaires de la révolution dans l'Europe occidentale, ne cessent de répéter qu'en Russie fleurit le « socialisme asiatique » et que dans les pays civilisés la révolution s'accomplira sans cruauté. Verbiage stupide. Dans un pays capitaliste, la bourgeoisie ne peut qu'offrir une *résistance plus grande* ; les intellectuels (techniciens, ingénieurs, officiers) y sont attachés plus fortement au capital et partant plus hostiles au communisme. La guerre civile y sera donc inévitablement plus violente qu'en Russie. En Allemagne, par exemple, la révolution a prouvé que la lutte revêt, dans les pays à fort développement capitaliste, des formes encore plus sanglantes.

[Ceux qui se plaignent de la terreur des bolcheviks oublient que la bourgeoisie, pour conserver ses coffres forts, ne recule devant rien. Voici que ce que dit à ce sujet la résolution du Congrès communiste international : « Lorsque la guerre impérialiste commença à se transformer en guerre civile, et que, devant les classes dirigeantes les plus criminelles qu'ait connues l'histoire de l'humanité, le danger se dressa tout proche, de l'écroulement de leur domination sanglante, leur férocité se fit encore plus cruelle. »

Les généraux russes, cette incarnation vivante du régime tsariste, ont organisé et organisent encore des fusillades d'ouvriers en masse, avec l'appui direct ou indirect des social traîtres. Pendant la domination, en Russie, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, des milliers d'ouvriers et de paysans remplissaient les prisons, et les généraux exterminaient, pour insubordination, des régiments entiers. Aujourd'hui Kirsanov et Denikine, avec le concours bienveillant des puissances de l'Entente, massacrent et pendent des ouvriers par dizaines de mille, fusillent « un soldat sur dix », ont même été jusqu'à laisser trois jours durant à la potence les cadavres des pendus, pour terroriser les vivants. Dans l'Oural et sur la Volga, les bandes blanches tchécoslovaques coupaient aux prisonniers les pieds et les mains, les noyaient dans la Volga, les enterraient vivants. En Sibérie, les généraux assommaient les communistes par milliers et ont exterminé un nombre considérable d'ouvriers et de paysans.

Les bourgeois allemands et autrichiens et les social-traîtres ont montré pleinement leurs instincts de cannibales lorsque, en Ukraine, ils pendirent à des potences de fer transportables les ouvriers et les paysans qu'ils exploitaient auparavant, les communistes, leurs compatriotes, qui sont nos camarades autrichiens et allemands.

En Finlande, pays de démocratie bourgeoise, ils ont aidé les bourgeois finnois à fusiller 13 ou 14.000 prolétaires et à en faire périr par la torture dans les prisons plus de 15.000. À Helsingfors ils poussaient devant eux, comme boucliers contre les mitrailleuses, des femmes et des enfants. Grâce à leur concours, les gardes blancs finnois et leurs auxiliaires suédois réussirent à célébrer de sanglantes orgies aux dépens du prolétariat finnois vaincu. À Tammerfors, on obligea les femmes et les enfants condamnés à mort à creuser leur propre tombe; à Viborg, on extermina des milliers de Russes, hommes, femmes et enfants.

À l'intérieur du pays, les bourgeois et les social-démocrates allemands ont atteint le suprême degré de la fureur réactionnaire dans la répression sanglante du soulèvement communiste ouvrier, dans l'assassinat féroce de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, dans l'extermination des ouvriers spartakistes. La terreur blanche, en masse et individuelle, c'est le drapeau sous lequel marche la bourgeoisie.

Même tableau dans les autres pays. Dans la Suisse démocratique, tout est prêt pour le massacre des ouvriers qui oseraient toucher à la loi capitaliste. En Amérique, la prison, le lynchage et l'électrocution sont les plus hauts symboles de la démocratie et de la liberté. En Hongrie et en Angleterre, en Tchécoslovaquie et en Pologne, partout c'est la même chose. Les assassins bourgeois ne reculent devant aucune atrocité. Pour consolider leur domination, ils déchaînent le chauvinisme et organisent contre les juifs de monstrueux pogromes dont la cruauté laisse loin derrière eux les pogromes organisés par la police du tsar... Et lorsque la canaille réactionnaire et « socialiste » polonaise a massacré les représentants de la Croix-Rouge russe, ce n'a été qu'une goutte de sang dans la mer des crimes et des

atrocités, commis journellement par le cannibalisme bourgeois aux abois.]

À mesure que la guerre civile se développe, elle revêt de nouvelles formes. Lorsque le prolétariat est opprimé dans tous les pays, la guerre civile prend la forme d'*insurrections* contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie. Mais voici que, dans tel ou tel pays, le prolétariat a vaincu et qu'il s'est emparé du pouvoir politique. Que va-t-il arriver ? Le prolétariat dispose du pouvoir de l'État, de l'armée prolétarienne, de tout l'appareil du pouvoir. La bourgeoisie organise alors contre lui des complots et des insurrections. Mais en même temps il a à lutter, comme État, avec les États bourgeois. La guerre civile prend là une autre forme, celle d'une vraie guerre de classe, où l'État *prolétarien* lutte contre les États *bourgeois* ; ici, les ouvriers ne se soulèvent pas seulement contre la bourgeoisie de leur propre pays, ils font, comme État ouvrier, une guerre en règle aux États impérialistes. Cette guerre est faite non pour piller le bien d'autrui, mais pour le communisme, pour la dictature de la classe ouvrière.

C'est en réalité ce qui est arrivé. Après la Révolution d'octobre, tous les États capitalistes : l'Allemagne, la France, l'Amérique, le Japon, etc., se sont jetés, de tous côtés, sur le pouvoir des Soviets. Plus l'exemple de la Révolution russe agissait sur les ouvriers des autres pays, et plus étroitement se liguaient contre elle le *Capital international*, tâchant de dresser contre le prolétariat la coalition des brigands capitalistes.

Cette tentative fut faite par les capitalistes, sur l'initiative de Wilson, le chef habile et retors du capital américain, à la soi-disant « Conférence de la paix » de Versailles. Ils ont appelé cette association de brigands la « Société des Nations », c'est-à-dire les « États-Unis des Peuples ». Mais, en réalité, ce n'est pas une Société des Peuples, mais une société des capitalistes internationaux et de leurs gouvernements.

Cette société tente de créer un trust mondial formidable qui embrasserait toute notre planète, exploiterait le monde entier et réprimerait partout, de la façon la plus féroce, la classe ouvrière et la Révolution. Les allégations, d'après lesquelles cette société aurait pour but la paix, ne sont qu'une fable vaine. Son vrai but est double : l'exploitation impitoyable du prolétariat mondial, des colonies et des esclaves coloniaux, et l'étranglement de la Révolution mondiale en voie de développement.

[Bien que, pour des raisons qui n'infirment en rien le jugement à porter sur la Société des Nations, l'Amérique s'en soit jusqu'ici tenue à l'écart, c'est elle qui en a eu l'idée. L'Amérique s'est enrichie formidablement pendant la guerre. Elle est actuellement le créancier de tous les États bourgeois de l'Europe. Sa force vient ensuite de ce qu'elle possède des matières premières, du combustible et des céréales. Avec cela, elle peut s'attacher tous les autres brigands.]

Il est curieux de noter comment les États-Unis dissimulèrent sous toutes sortes de nobles paroles leur politique de brigandage. Leur entrée dans la guerre de rapine se fit sous la devise du « salut de l'humanité », etc. Il était dangereux, aux États-Unis, d'avoir une Europe en morceaux, partagée en douzaines d'États apparemment « indépendants », mais en réalité dépendants de l'Amérique. Ils dissimulèrent leur poursuite de l'intérêt particulier sous le noble masque « du droit de libre disposition des peuples ». La gendarmerie capitaliste, la garde blanche et la police qui, selon le plan de Wilson, serviraient à étouffer partout la Révolution, étaient destinés — oh ! La belle phrase — à punir « la rupture de paix ». En 1919, tous les impérialistes, adversaires de la veille, devenus subitement des pacifistes, se mirent à crier que les vrais impérialistes et adversaires de la paix étaient les bolcheviks. L'égorgeement des révolutionnaires se cachait ici sous le masque de « l'amour de la paix » et de la « démocratie ».

La Société des Nations s'est déjà révélée comme un gendarme et un bourreau international. Ses délégués ont étouffé la République des Conseils en Hongrie et en Bavière. Elle cherche continuellement à égorger le prolétariat russe : les troupes anglaises, américaines, japonaises, françaises, etc., collaborent dans le Nord, dans le Midi, dans l'Ouest et dans l'Est de la Russie avec les bourreaux de la classe ouvrière. La Société des Nations lâcha même des esclaves noirs sur les ouvriers russes et hongrois (Odessa, Budapest). À quel degré d'ignominie elle peut atteindre, ces brigands gantés l'ont montré en entretenant une « Ligue d'Assassins », ayant à sa tête le général Youdénitch, chef du soi-disant « gouvernement du Nord-Ouest » de la Russie. La Société des Nations excite la Finlande, la Pologne, etc., contre la Russie des Soviets, organisant des complots avec l'aide des consuls des puissances étrangères ; ses agents ont fait sauter des ponts, tué des communistes à coups de bombes. Il n'y a pas d'infamie dont ne soit capable la Société des Nations.]

Plus est forte la pression du prolétariat et plus se resserre la clique des capitalistes. Dans le *Manifeste Communiste*, Marx et Engels écrivaient, en 1847 : « Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le

pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne. » Bien des années se sont écoulées depuis lors. Le spectre du communisme a pris chair et os. Et contre lui, non seulement la vieille Europe part en campagne, mais *tout l'univers capitaliste*. Cependant, *la Société des Nations sera dans l'incapacité de remplir ses deux tâches : l'union, en un seul trust, de toute l'économie mondiale et l'égorgement de la révolution mondiale*. Même parmi les grandes puissances, l'union n'est pas parfaite. L'Amérique est opposée au Japon, et ces deux puissances continuent à armer. Il serait ridicule de penser que l'Allemagne écrasée nourrit des sentiments amicaux à l'égard des pillards « désintéressés » de l'Entente. Il y a donc là aussi une fissure. Les petits États se font la guerre. Mais ce qui est encore plus important, les insurrections et les guerres commencent dans les colonies : dans l'Inde, en Égypte, en Irlande, etc. Les pays asservis se soulèvent contre leurs oppresseurs « civilisés ». À la guerre civile, guerre de classe que mène le prolétariat contre la bourgeoisie impérialiste, s'ajoutent dans les colonies des soulèvements qui continuent à miner et à détruire la domination de l'impérialisme mondial. Ainsi, le régime impérialiste craque sous la pression du prolétariat qui se lève, des guerres des républiques prolétariennes, des soulèvements et des guerres des nations asservies par l'impérialisme et grâce aussi aux antagonismes et aux discordes entre grandes puissances capitalistes. Au lieu d'une « paix durable », c'est le chaos complet ; au lieu de l'apaisement du prolétariat mondial, c'est la guerre civile exaspérée. Dans cette guerre civile croissent les forces du prolétariat et diminuent les forces de la bourgeoisie. Au terme, c'est inévitablement la victoire du prolétariat.

Certes, la dictature prolétarienne ne vaincra point sans sacrifices. La guerre civile, comme toute autre guerre, se traduit par des pertes en hommes et en biens. Toute révolution amène de pareilles pertes. Aussi, dans les premiers temps de la guerre civile, la désagrégation économique causée par la guerre impérialiste s'aggraverait encore. Car les ouvriers, au lieu de travailler et d'organiser la production, devront rester au front, le fusil à la main, et se défendre contre les propriétaires et les généraux, et la vie des fabriques en souffrira évidemment. Mais cela est inévitable dans *toute Révolution*. Dans la Révolution bourgeoise de 1789-1793, lorsque la bourgeoisie française renversait les propriétaires fonciers, la guerre civile était accompagnée de grandes destructions. Mais après la défaite de la propriété féodale, la France fit des progrès rapides.

Chacun comprendra que, dans une Révolution aussi formidable que la Révolution mondiale du prolétariat, lorsque s'écroule un régime d'oppression édifié durant des siècles, les pertes puissent être particulièrement grandes. La guerre civile prend aujourd'hui des proportions mondiales ; elle devient, en partie, la guerre des États bourgeois contre les États prolétariens. Les États prolétariens, qui se défendent contre les brigands impérialistes, mènent une guerre de classes, une guerre véritablement sainte, mais qui demande des sacrifices de sang. Et plus s'étend la guerre, plus les sacrifices sont grands, plus le chaos augmente.

Le coût élevé d'une révolution ne prouve rien *contre* elle. Le régime capitaliste édifié pendant des siècles a conduit à la *mer* de sang de la monstrueuse tuerie impérialiste. Quelle guerre civile pourrait se comparer à cette destruction sauvage et à cet anéantissement de tant de richesses accumulées par l'humanité ? Il faut que l'humanité en finisse *une fois pour toutes* avec le capitalisme. Et cela vaut de tenir bon durant les guerres civiles, afin de frayer le chemin au communisme qui guérira toutes les blessures et donnera un rapide essor aux forces productives de la société humaine.

34. *Ou la décomposition générale ou le Communisme*

La Révolution en cours est *mondiale*, pour les mêmes raisons qui ont fait de la guerre impérialiste une guerre *mondiale*. Les principaux pays, constituant des chaînons de l'économie mondiale, ont été presque tous entraînés dans la guerre qui les a liés ensemble, d'une façon ou d'une autre. Dans tous les pays, la guerre a causé des dévastations terribles, provoqué la famine, l'asservissement du prolétariat, la décomposition progressive et la décadence du capitalisme, la fin de la discipline de la « trique » dans les armées, les fabriques et les usines, et, avec la même nécessité implacable, elle conduira à la Révolution communiste du prolétariat.

Une fois commencés, la décomposition du capitalisme et le développement de la Révolution communiste ne peuvent être contenus. Toute tentative pour replacer la société humaine dans l'ancienne voie capitaliste est vouée d'avance à un insuccès complet. La conscience des masses prolétariennes a atteint une telle hauteur qu'elles ne peuvent plus et ne veulent plus ni travailler, ni s'entr'égorguer pour les intérêts du capital et les conquêtes coloniales. L'armée de Guillaume ne peut être reconstituée en Allemagne. Mais de même qu'on ne peut rétablir la discipline impérialiste dans l'armée, en obligeant le soldat prolétaire à se soumettre au joug du général bourgeois ou noble, on ne peut plus rétablir la discipline capitaliste du travail et obliger l'ouvrier à travailler pour le capitaliste ou le propriétaire foncier. La nouvelle armée ne peut être créée que par le prolétariat. La nouvelle discipline du travail ne peut être réalisée que *par la classe ouvrière*.

Il n'y a plus que deux possibilités : soit une décadence générale, un chaos complet, une mêlée sanglante, une sauvagerie grandissante, le désordre et l'anarchie — soit le *communisme*. Toutes les tentatives de restauration du capitalisme, dans un pays où les masses ont été une fois *au pouvoir*, le confirment. Ni la bourgeoisie française, ni la bourgeoisie hongroise, ni Koltchak, ni Denikine, ni Skoropadsky n'ont pu organiser la vie économique, n'ont pu établir leur ordre sanglant.

La seule issue pour l'humanité est le communisme. Et puisque le communisme ne peut être réalisé que par le prolétariat, il peut sauver l'humanité des horreurs du capitalisme, de l'exploitation barbare, de la politique coloniale, des guerres continuelles, de la famine, de la sauvagerie, de la bestialité et de toutes les horreurs du capital financier et de l'impérialisme. C'est ce qui fait la grande importance historique du prolétariat. Il peut essuyer des défaites partielles, mais sa victoire est inévitable, aussi inévitable que la défaite de la bourgeoisie.

[Il ressort clairement de ce qui précède que tous les groupes, toutes les classes et tous les partis qui peuvent restaurer le capitalisme ou s'imaginent que le temps du socialisme n'est pas encore venu, jouent, en réalité, un rôle contre-révolutionnaire, *réactionnaire*, et cela qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient ou non conscience. Tels sont les partis social-démocrate.]

V. LA DEUXIÈME ET LA TROISIÈME INTERNATIONALES

35. *L'internationalisme du mouvement ouvrier est une condition de victoire pour la révolution communiste*

La Révolution communiste ne peut vaincre que si elle est une Révolution *mondiale*. Si dans un pays, par exemple, la classe ouvrière s'empare du pouvoir, mais que, dans les autres, le prolétariat reste sincèrement dévoué au capitalisme, ce pays sera finalement étranglé par les grands États de rapine. De 1917 à 1919, toutes les puissances essayèrent d'étrangler la Russie des Soviets ; en 1919, elles ont étranglé la Hongrie des Soviets. Mais elles n'ont pu étrangler la Russie des Soviets parce que leur situation *intérieure* était telle qu'elles pouvaient craindre d'être renversées elles-mêmes par leurs propres ouvriers qui réclamaient le retrait des troupes de Russie. La dictature prolétarienne dans un seul pays est continuellement menacée, si elle ne trouve pas d'appui chez les ouvriers des autres pays. En outre, dans ce pays, l'organisation économique est très difficile, car il ne reçoit rien ou presque rien de l'étranger : il est *bloqué* de tous côtés.

Mais si, pour le triomphe du communisme, la victoire de la révolution *mondiale* et la *solidarité* des ouvriers entre eux sont nécessaires, cela signifie que la condition indispensable de la victoire est dans la *solidarité internationale* de la classe ouvrière. De même que les ouvriers ne peuvent être victorieux dans une grève que si les ouvriers des différentes fabriques se soutiennent les uns les autres, créent une organisation commune et mènent la lutte commune contre tous les fabricants. De même les ouvriers des différents pays bourgeois ne pourront vaincre que s'ils marchent ensemble, en rangs serrés, s'ils ne se querellent pas entre eux, mais au contraire, s'ils s'unissent de pays à pays, s'ils se sentent une seule classe avec les mêmes intérêts. Seule, une confiance mutuelle, parfaite, une union fraternelle, l'unité d'action révolutionnaire contre le capital mondial assurera la victoire de la classe ouvrière. Le mouvement communiste ouvrier ne saurait vaincre que comme mouvement *international*.

[La nécessité de la lutte internationale du prolétariat a été reconnue depuis longtemps. A la veille de la Révolution de 1848 existait déjà une organisation secrète internationale, la *Ligue des Communistes*. À sa tête se trouvaient Marx et Engels. Au congrès de cette Ligue, à Londres, ils reçurent mandat de composer un *manifeste* au nom de la Ligue. Ainsi est né le [Manifeste du Parti communiste](#), dans lequel ces grands champions du prolétariat ont exposé pour la première fois la doctrine communiste.

En 1864, prit naissance, sous la direction de Marx, [l'Association internationale des Travailleurs](#), la première Internationale. Elle comprenait beaucoup de chefs du mouvement ouvrier de différents pays, mais il y avait peu d'unité dans ses rangs. De plus, elle ne s'appuyait pas sur de larges masses ouvrières, mais ressemblait plutôt à un groupement international de propagande révolutionnaire. En 1871, les membres de l'Internationale prirent part au soulèvement des ouvriers parisiens (la Commune), ce qui entraîna partout la persécution de l'Internationale. En 1874, elle s'est dissoute, affaiblie en particulier par la lutte intérieure entre les partisans de Marx et ceux de l'anarchiste Bakounine. Après sa désagrégation, les partis socialistes commencèrent à naître en divers pays, au fur et à mesure du développement de l'industrie. Le besoin d'un appui réciproque se fit bientôt sentir, et en 1889 fut convoqué un congrès socialistes international, composé de représentants des partis socialistes de différents pays. La *Deuxième Internationale* fut fondée, mais elle devait s'écrouler à la déclaration de la guerre mondiale. Les raisons en seront expliquées plus loin.

Dès le *Manifeste Communiste*, Marx avait proclamé le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Voilà ce qu'écrivait Marx à ce sujet à la fin du Manifeste : « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »]

La solidarité internationale du prolétariat n'est donc pour les ouvriers ni un jouet ni une belle phrase ; elle est une nécessité vitale sans laquelle la cause de la classe ouvrière serait vouée à l'échec.

36. *La faillite de la deuxième Internationale et ses causes*

Lorsqu'en août 1914 éclata la grande guerre mondiale, presque tous les partis social démocrates se placèrent aux côtés de leurs gouvernements, et soutinrent eux aussi la tuerie sanglante. Seul, le prolétariat de

Russie, de Serbie et, plus tard, d'Italie, déclara la guerre à la guerre et invita les ouvriers à se soulever. Les députés social-démocrates de France et d'Allemagne votèrent, le même jour, dans leurs Parlements respectifs, les crédits de guerre. Au lieu de provoquer un soulèvement général contre la bourgeoisie criminelle, les partis socialistes se dispersèrent et chacun se rangea sous le drapeau de son « propre » gouvernement bourgeois. La guerre reçut ainsi *l'appui direct* des partis socialistes dont les chefs *abandonnèrent et trahirent* le socialisme. La deuxième Internationale y a trouvé une mort sans gloire.

Chose curieuse, quelques jours seulement avant la trahison, la presse des partis socialistes et leurs chefs avaient stigmatisé la guerre. Ainsi, par exemple, G. Hervé, aujourd'hui traître au socialisme français, écrivait dans son journal *la Guerre Sociale* (à qui il donna plus tard le titre de *Victoire*) : « Se battre pour sauver le prestige du tsar !... Quelle joie de mourir pour une cause aussi noble ! » Trois jours avant la guerre, le Parti socialiste français publiait un manifeste contre la guerre et les syndicalistes français proclamaient dans leur journal : « Ouvriers, si vous n'êtes pas des lâches... protestez ! » La social-démocratie allemande organisait d'énormes meetings de protestation. Tous avaient encore en mémoire la décision du Congrès international de Stuttgart, disant qu'en cas de guerre, il fallait se saisir de tous les moyens pour « agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute du capitalisme. » Mais, dès le lendemain, les mêmes partis et leurs chefs affirmaient la nécessité de « sauver la patrie » (c'est-à-dire l'État de rapine de leur propre bourgeoisie), et l'*Arbeiter Zeitung* de Vienne déclarait qu'il fallait défendre « l'humanité allemande (!) ».

Pour comprendre les raisons de la faillite et de la fin sans gloire de la II^e Internationale, il faut se faire une idée nette des conditions du mouvement ouvrier avant la guerre. Le capitalisme des pays européens et des États-Unis se développait alors aux dépens des colonies : de tous les aspects du capitalisme, c'était le plus répugnant et le plus sanglant. Par une exploitation barbare des peuples coloniaux, par le pillage, la tromperie, la violence, on leur extorquait des richesses dont profitaient abondamment les requins du capital financier européen et américain. Plus un trust d'État capitaliste était fort et puissant sur le marché mondial, plus il tirait profit de l'exploitation des colonies. Grâce à cette *plus-value*, il pouvait payer à ses esclaves salariés un peu plus que le salaire ordinaire. Pas à tous, certes, mais du moins aux plus *instruits*. Certaines couches de la classe ouvrière furent ainsi *corrompues* par le capital. Elles raisonnaient ainsi : « Si *notre* industrie possède des débouchés dans les colonies africaines, c'est bien, elle ne s'en développera que mieux ; les profits de nos patrons augmenteront et nous en bénéficierons aussi. » C'est ainsi que le Capital enchaînait à son État ses esclaves salariés.

[Ce fait a été déjà noté par les fondateurs du communisme scientifique. F. Engels, en 1882, écrivait à [Kautsky](#) : « Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale ? Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Il n'existe ici aucun parti ouvrier ; il n'y a que les conservateurs et les radicaux-libéraux, et les ouvriers ne font que prendre part avec zèle à la jouissance des biens qu'apporte avec lui le monopole anglais sur le marché mondial et dans les colonies. »

Ainsi s'est développé un servilisme particulier, l'attachement de l'ouvrier à sa bourgeoisie, son obséquiosité devant elle. Le même Engels écrivait en 1889 : « Ce qu'il y a de plus écœurant ici (en Angleterre), c'est la respectabilité bourgeoise que les ouvriers ont dans la chair et dans le sang. Le respect inné envers les *bettors* et *superiors* s'est enraciné depuis si longtemps et si solidement, que messieurs les bourgeois prennent encore assez facilement les ouvriers dans leurs filets. Je ne suis, par exemple, nullement convaincu que **John Burns** [un des chefs ouvriers d'alors] ne soit pas plus fier de sa popularité auprès du cardinal Manning, du lord-maire, et, en général de la bourgeoisie, que de sa popularité au sein de sa propre classe. »]

Les masses ouvrières n'avaient pas l'habitude, ni l'occasion, de mener la lutte internationalement. Leurs organisations se bornaient à agir, la plupart du temps, à l'intérieur de l'État de *leur propre bourgeoisie*. Et cette « propre » bourgeoisie intéressait à sa politique coloniale une partie de la classe ouvrière, en particulier les ouvriers qualifiés. À cet hameçon mordaient les chefs des organisations ouvrières, la bureaucratie ouvrière, et les représentants au Parlement qui avaient des places plus ou moins lucratives et étaient habitués à une activité *paisible, tranquille, légale*. Nous avons déjà dit que le côté sanglant du capitalisme apparaissait dans toute sa crudité surtout aux colonies. Dans l'Europe même et en Amérique, l'industrie progressait rapidement et la lutte ouvrière prenait des formes plus ou moins pacifiques. Il n'y avait pas eu de grande révolution (sauf en Russie) depuis 1871, et, pour la majorité des pays, depuis 1848. On s'habitait à cette idée que le capitalisme se développerait dans l'avenir de la même façon pacifique, et, quand on parlait de la guerre qui venait, on n'y ajoutait pas grande foi. Une partie des ouvriers — et, parmi eux, les chefs ouvriers — se

pénétraient toujours davantage de cette idée que la classe ouvrière était, elle aussi, intéressée à la politique coloniale et qu'elle devait, *avec sa bourgeoisie*, veiller à la prospérité de cette « affaire nationale ». Aussi les masses petites-bourgeoises commençaient-elles à affluer dans la social-démocratie. Rien d'étonnant si, au moment décisif, *l'attachement à l'État des brigands impérialistes l'emporta sur la solidarité internationale de la classe ouvrière*.

Ainsi, la principale cause de la chute de la II^e Internationale a été que la politique coloniale et l'établissement de véritables monopoles par les plus grands trusts d'État capitalistes avaient enchaîné les ouvriers et surtout les « dirigeants » de la classe ouvrière à l'État impérialiste de la bourgeoisie.

[Dans l'histoire du mouvement ouvrier, on vit jadis aussi l'ouvrier faire cause commune avec ses oppresseurs, par exemple, lorsqu'il mangeait à la table du patron. Il considérait alors l'atelier de son patron comme le sien ; le patron n'était pas pour lui un ennemi, mais « l'homme qui lui procurait du travail ». Ce n'est qu'avec le temps que les ouvriers des différentes fabriques commencèrent à s'unir contre tous les patrons. Lorsque les grands pays se sont transformés eux-mêmes en « trusts nationaux capitalistes », les ouvriers leur montrèrent d'abord le même attachement qu'auparavant à leurs patrons particuliers.

La guerre seule leur a appris qu'il ne faut pas être du côté de son propre État bourgeois, mais qu'il faut renverser, tout État bourgeois et marcher vers la dictature du prolétariat.]

37. *Les mots d'ordre de défense nationale et de pacifisme*

La trahison de la cause *ouvrière* et de la lutte commune de la classe ouvrière furent justifiées par les chefs des partis socialistes de la II^e Internationale au nom de la « défense nationale ».

Nous avons déjà vu que, dans une guerre impérialiste, aucune des grandes puissances ne se défend, mais que toutes *attaquent*. Le mot d'ordre de défense de la patrie bourgeoise n'était donc qu'une duperie sous laquelle les chefs cherchaient à dissimuler leur trahison.

Mais il nous faut examiner de plus près cette question.

Qu'est-ce, au fond, que la patrie ? Qu'est-ce qu'on entend par ce mot ? Les hommes qui parlent la même langue ? La « Nation » ? Pas du tout. Prenons, par exemple, la Russie tsariste. Lorsque la bourgeoisie russe réclamait à grands cris la défense de la patrie, elle n'entendait pas une patrie habitée par une seule nationalité, disons les Grands-Russiens ; non, il s'agissait d'une patrie habitée par des peuples différents. De quoi s'agissait-il, en réalité ? De rien d'autre que du *pouvoir d'État de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers*. On appelait les ouvriers russes à le « défendre » (ou plutôt à élargir ses frontières jusqu'à Constantinople et Cracovie). Lorsque la bourgeoisie allemande clamait la nécessité de la défense du Vaterland, de quoi s'agissait-il ? Encore une fois du pouvoir de la bourgeoisie allemande, de *l'élargissement des frontières de l'État impérialiste des Hohenzollern*.

Et c'est ici qu'il faut nous rendre compte si, sous la domination capitaliste, la classe ouvrière possède bien une patrie. Marx, dans le [Manifeste du Parti Communiste](#), a répondu : « *Les prolétaires n'ont pas de patrie.* » Pourquoi ? Mais tout simplement parce que, sous la domination capitaliste, ils n'ont aucun *pouvoir*, parce que, sous le capitalisme, toute la puissance se trouve entre les mains de la bourgeoisie ; parce que, sous le capitalisme, l'État n'est qu'un instrument pour *l'oppression et la répression* de la classe ouvrière.

Le devoir du prolétariat est de *détruire* l'État de la bourgeoisie, et nullement de le défendre. Le prolétariat n'aura de patrie que lorsqu'il aura *conquis le pouvoir* de l'État et sera devenu le maître du pays. Alors, et alors seulement, il aura une patrie et sera tenu de la défendre. Car ce qu'il défendra, c'est *son propre pouvoir* et sa propre cause et non le pouvoir de ses ennemis et non la politique de brigandage de ses oppresseurs.

[La bourgeoisie comprend très bien cela. Par exemple, lorsque le prolétariat russe eut conquis le pouvoir, la bourgeoisie russe engagea la lutte contre la Russie par tous les moyens, en s'alliant avec n'importe qui : avec les Allemands, les Japonais, les Américains, les Anglais, — s'il l'eût fallu, avec le diable et sa grand-mère. Pourquoi ? Parce qu'elle avait perdu en Russie le pouvoir, sa patrie de brigandage, de pillage, d'exploitation bourgeoise. Elle est, à tout moment, prête à faire disparaître la Russie prolétarienne, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets. Il en fut de même en Hongrie. La bourgeoisie proclama la « défense » de la patrie hongroise tant que le pouvoir fut entre ses mains ; mais quand elle l'eut perdu, elle fit bien vite alliance avec les Roumains, les Tchécoslovaques, les Autrichiens pour étouffer, avec leur aide, la Hongrie prolétarienne. Cela veut dire que la bourgeoisie comprend très bien

de quoi il s'agit. Elle oblige, sous la belle formule de la patrie, tous les citoyens à fortifier son propre pouvoir bourgeois et condamne pour haute trahison ceux qui n'y consentent pas. Mais, en revanche, elle ne recule devant rien pour faire sauter la patrie *prolétarienne*.

Il faut que le prolétariat apprenne de la bourgeoisie à faire sauter la patrie bourgeoise, et non à la défendre ou à l'élargir ; mais *sa patrie* à lui, il faut qu'il la défende de toutes ses forces, jusqu'à la dernière goutte de son sang.]

Nos adversaires peuvent objecter à tout cela : « Vous reconnaissez donc que la politique coloniale et l'impérialisme ont aidé le développement industriel des grandes puissances et que, de la table des maîtres, ont pu tomber ainsi quelques miettes pour la classe ouvrière ! Il faut donc tout de même défendre son patron et l'aider dans sa concurrence ! »

Pas du tout. Supposons deux fabricants : Schultz et Petrov. Ils se chamaillent sur le marché. Schultz dit à ses ouvriers : « Amis, défendez-moi de toutes vos forces. Faites tout le mal que vous pourrez à la fabrique de Petrov, à lui-même, à ses ouvriers, etc. Alors, ma fabrique à moi marchera, j'en finirai avec Petrov, les affaires seront prospères. Et je vous donnerai un demi-rouble de plus. » Petrov en dit autant à ses ouvriers. Supposons que Schultz soit vainqueur. Dans les premiers temps, peut-être donnera-t-il un demi-rouble de plus, mais par la suite il le reprendra. Et si les ouvriers de Schultz, voulant faire grève, demandent l'aide des anciens ouvriers de Petrov, ces derniers répliqueront : « Comment ! Après ce que vous nous avez fait, maintenant vous venez à nous ? Allez-vous-en ! » Impossible, la grève *commune*. Quand les ouvriers sont divisés, le capitaliste est fort. Une fois qu'il a vaincu son concurrent, il se retourne contre les ouvriers divisés. Les ouvriers de Schultz avaient bien gagné pour un temps un demi-rouble de plus, mais par la suite ils l'ont perdu. L'État bourgeois est une association de patrons. Quand cette association veut s'engraisser aux dépens des autres, elle peut, à prix d'argent, acheter l'assentiment des ouvriers. La faillite de la II^e Internationale et la trahison du socialisme par les chefs ouvriers furent possibles parce que les chefs acceptèrent de « défendre » les maîtres et d'augmenter les *miettes* tombant de la table des maîtres. Mais au cours de la guerre, lorsque les ouvriers, trahis, se trouvèrent *divisés*, le capital, dans tous les pays, s'abattit sur eux avec un poids formidable. Les ouvriers virent qu'ils s'étaient trompés, que les chefs socialistes les avaient *vendus pour un denier*. Alors commença la *régénération du socialisme*. Les protestations sortirent d'abord des rangs des ouvriers mal payés, non qualifiés. L'aristocratie ouvrière (par exemple, les imprimeurs dans tous les pays) et les anciens chefs continuèrent longtemps encore leur trahison.

En dehors du mot d'ordre de la défense de la patrie (bourgeoise), un bon moyen de tromper les masses ouvrières fut ce qu'on appelle le pacifisme. Qu'est-ce que cela ? C'est l'opinion gratuite que, *dans les limites mêmes du capitalisme*, sans révolution, sans soulèvement du prolétariat, etc., une paix perpétuelle peut régner sur la terre. Il suffirait d'organiser l'arbitrage entre les différentes puissances, de supprimer la diplomatie secrète, de désarmer ou, pour commencer, de réduire les armements, etc., et tout irait bien.

L'erreur fondamentale du pacifisme est de croire que la bourgeoisie consentira à des réformes comme le désarmement. En dépit des vœux du pacifisme, la bourgeoisie continuera toujours à s'armer, et si *le prolétariat* désarme ou ne s'arme pas, il se fera écraser, tout simplement. C'est en quoi les belles phrases pacifistes dupent le prolétariat. *Leur but est de détourner la classe ouvrière de la lutte armée pour le communisme.*

[Le meilleur exemple de la fausseté du pacifisme est offert par Wilson qui, avec ses quatorze points, sous le masque de nobles projets comme la Société des Nations, veut organiser le pillage mondial et la guerre contre le prolétariat. Jusqu'à quelle infamie peuvent atteindre les pacifistes, on le voit par les exemples suivants. L'ancien président des États-Unis, **Taft**, est un des fondateurs de la Ligue américaine de la Paix, en même temps qu'un impérialiste forcené ; le fabricant d'automobiles américain bien connu, **Ford**, a organisé des expéditions entières à travers l'Europe pour y claironner son pacifisme ; mais en même temps, il encaissait des centaines de millions de dollars de bénéfices, car toutes ses entreprises travaillaient pour la guerre. Un des pacifistes les plus autorisés, A. Fried, dans son *Manuel du Pacifisme*, voit la fraternité des peuples, entre autres choses, dans la campagne commune des impérialistes contre la Chine, en 1900. Il écrit à ce sujet : « L'entreprise chinoise a démontré l'influence des idées de paix sur les événements contemporains (!). Elle a démontré la possibilité d'une association internationale des armées. Les armées alliées sont une force mondiale sous le commandement d'un seul généralissime européen. Nous, amis de la paix, nous voyons dans ce généralissime mondial (c'était le comte Waldersee, nommé par Guillaume II) le précurseur de cet homme d'État mondial qui réalisera notre idéal par des moyens pacifiques. »

Un *brigandage collectif* évident est considéré comme un exemple de « fraternité des peuples ». Il en est de même lorsqu'on sert une « *Association de brigands capitalistes* » à la sauce « Société des Nations »

38. Les Socials-Chauvins

Les trompeuses formules dont la presse de la bourgeoisie, tous les jours, inondait les masses (journaux, périodiques, tracts, etc.), sont devenues les formules des traîtres du socialisme.

Les anciens partis socialistes se sont divisés dans presque tous les pays en trois courants : les *social-chauvins*, traîtres avérés et cyniques, les traîtres dissimulés et hésitants qu'on appelle *centristes*, et enfin ceux qui sont restés fidèles au socialisme et autour desquels se sont organisés plus tard les *partis communistes*.

Les *social-chauvins* prêchent la haine de l'humanité sous le drapeau du socialisme, l'appui donné aux États de brigands bourgeois sous la formule trompeuse de la défense nationale. On trouve parmi eux les chefs de presque tous les anciens partis socialistes : En Allemagne, [Scheidemann](#), [Noske](#), [Ebert](#), David, Heine, etc.; en Angleterre, [Henderson](#); en Amérique, Samuel [Gompers](#) (le chef de la Fédération du Travail); en France, [Renaudel](#), Albert Thomas, Jules [Guesde](#) et les chefs du syndicalisme, comme [Jouhaux](#); en Russie, [Plekhanov](#), Potressov; les socialistes-révolutionnaires de droite, Katherine Brechkovsky, Kerensky, [Tchernov](#); les mencheviks de droite, Lieber, Rosanov; en Autriche, [Renner](#), Seitz, Victor [Adler](#); en Hongrie, Garami, Buchinger, etc.

Tous ont été pour la défense de la patrie bourgeoise. Quelques-uns adhèrent même *ouvertement* à la politique de rapine, admirent annexions, dommages de guerre, pillage des colonies (on les appelle ordinairement : *social-impérialistes*). Pendant toute la guerre, ils soutinrent cette politique, non seulement par le vote des crédits, mais aussi par leur propagande. Le manifeste de Plekhanov a été affiché en Russie par le ministre du tsar, Khvostov. Le général Kornilov avait pris Plekhanov comme ministre dans son cabinet. Kerensky (socialiste-révolutionnaire) et [Tsérételli](#) (menchevik) cachèrent au peuple les traités secrets du tsar ; ils écrasèrent le prolétariat de Pétersbourg pendant les journées de juillet ; socialistes-révolutionnaires et mencheviks de droite firent partie du gouvernement de Koltchak ; Rosanov se fit l'espion de Youdenitch. Bref, avec toute la bourgeoisie, ils étaient partisans de prêter appui à la patrie pillarde bourgeoise et de renverser la patrie prolétarienne des Soviets. Les social-chauvins *français* ont fait partie d'un ministère de brigands (Guesde, [Sembat](#), Thomas), ont soutenu tous les projets de brigandage des alliés, l'étranglement de la Révolution russe et l'envoi de troupes contre les ouvriers russes. Les social-chauvins *allemands*, Guillaume étant encore empereur, ont également fait partie du gouvernement (Scheidemann), ont soutenu Guillaume lorsqu'il assassinait la révolution en Finlande, pillait l'Ukraine et la Grande-Russie; des social-démocrates (Winning à Riga) ont dirigé les batailles contre les ouvriers russes et lettons; plus tard, ils ont assassiné [Liebknecht](#) et Rosa [Luxemburg](#) et réprimé, de la façon la plus atrocement sanglante, les soulèvements des ouvriers communistes à Berlin, Leipzig, Hambourg, Munich, etc. Les social-chauvins hongrois, après avoir soutenu en son temps le gouvernement monarchique, ont trahi ensuite la République des Soviets. Bref, dans tous ces pays, ils se sont montrés *de vrais bourreaux de la classe ouvrière*.

[Lorsque Plékhanov était encore révolutionnaire, il écrivait dans le journal *Iskra*, publié à l'étranger, que le XX^e siècle, auquel il est réservé de réaliser le socialisme, verrait probablement se produire une énorme scission parmi les socialistes et une lutte formidable et acharnée entre eux. De même que, sous la Révolution française, de 1789 à 1793, le parti révolutionnaire extrême (la *Montagne*) fut en guerre avec le parti modéré, devenu contre-révolutionnaire (la *Gironde*), de même — disait Plekhanov — le XX^e siècle verra probablement se dresser les uns contre les autres les anciens camarades, car une partie d'entre eux passera du côté de la bourgeoisie.]

Cette prophétie de Plekhanov s'est entièrement réalisée. Seulement il ignorait alors qu'il serait au nombre des traîtres.]

Les social-chauvins (on les appelle aussi opportunistes) se sont ainsi transformés en *ennemis de classe* déclarés du prolétariat. Pendant la grande Révolution mondiale, ils combattent dans les rangs des blancs contre les rouges ; ils marchent avec les généraux, la bourgeoisie, les gros propriétaires. Il va de soi qu'il faut mener contre eux *une lutte impitoyable*, aussi résolue que contre la bourgeoisie dont ils sont les agents.

Ce qui reste de la II^e Internationale, que ses différents partis essayent de ranimer, n'est au fond qu'un bureau de la *Société des Nations* que la bourgeoisie utilise contre le prolétariat.

39. Le Centre

Un autre groupe des vieux partis socialistes forme ce qu'on appelle le *Centre*. On l'appelle ainsi parce qu'il hésite entre les communistes d'un côté et les social-chauvins de l'autre. À ce courant appartiennent : en Russie, les mencheviks de gauche, [Martov](#) en tête; en Allemagne, les indépendants (Parti social-démocrate indépendant), avec [Kautsky](#) et [Ledebour](#); en France, le groupe de Jean [Longuet](#); en Amérique, le Parti socialiste américain, avec Hillquit; en Angleterre, une fraction du Parti socialiste britannique et de l'*Independent Labour Party*, etc.

Au commencement de la guerre, ces gens se sont prononcés, avec tous les social-traîtres, pour la défense nationale et contre la révolution. Kautsky écrivait que la pire calamité est l'invasion ennemie et que c'est seulement après la guerre qu'on pourrait reprendre la lutte contre la bourgeoisie. Pendant la guerre, l'internationalisme, de l'avis de Kautsky, n'avait rien à faire. Après la conclusion de la « paix », Kautsky écrivit que tout étant démoli, il ne fallait plus penser au socialisme. Ainsi, pendant la guerre, on ne doit pas combattre, car il n'y a rien à faire, mais la paix revenue, on ne peut pas non plus combattre, car la guerre a tout démoli. La théorie de Kautsky est une proclamation d'impuissance absolue qui abrutit le prolétariat. Pis encore, pendant la révolution, Kautsky est parti dans une rage folle contre les bolcheviks. Lui, qui a oublié la doctrine de Marx, il fait maintenant campagne contre la dictature prolétarienne, contre la terreur, etc., sans s'apercevoir qu'il ne fait ainsi qu'aider la *terreur blanche de la bourgeoisie*. Son programme à lui est d'un vulgaire pacifiste : tribunal d'arbitrage, etc. En quoi il est d'accord avec n'importe quel pacifiste bourgeois.

La politique du Centre oscille, trébuche, impuissante, entre la bourgeoisie et le prolétariat, désire concilier l'inconciliable et, dans les moments décisifs, *trahit* le prolétariat. Pendant la Révolution d'Octobre, le Centre russe (Martov et Cie) se plaignait de la violence des bolcheviks. Il s'efforçait de réconcilier tout le monde, en aidant la garde blanche et en affaiblissant l'énergie combative du prolétariat. Le parti menchevik n'a même pas exclu ceux de ses membres qui avaient comploté avec les généraux et leur avaient servi d'espions. Dans les journées difficiles du prolétariat, ce Centre prêchait la grève au nom de la Constituante et contre la dictature du prolétariat ; pendant l'avance de Koltchak, certains centristes lançaient, en pleine solidarité avec les conspirateurs bourgeois, le mot d'ordre de la cessation de la guerre civile (le menchevik Pleskov). En Allemagne, les indépendants ont joué le rôle de traîtres pendant le soulèvement des ouvriers de Berlin, quand ils se mirent eux-mêmes à « réconcilier », en plein combat, contribuant ainsi à la défaite ; nombre d'entre eux sont pour une action commune avec les partisans de Scheidemann. Mais le plus grave, c'est qu'ils ne préconisent pas le *soulèvement en masses* contre la bourgeoisie et endorment le prolétariat avec des espoirs pacifistes. En France et en Angleterre, le « Centre » condamne la contre-révolution, « proteste » en paroles contre l'étranglement de la révolution, mais manifeste une incapacité absolue pour l'action de masses.

Actuellement, le Centre est tout aussi nuisible que les social-chauvins. Les centristes ou, comme on les appelle encore, les kautskystes, essaient également de ranimer la II^e Internationale, ce cadavre, et de la « réconcilier » avec les capitalistes. Il est clair que sans une rupture complète avec eux et sans lutte contre eux, la victoire sur la contre-révolution est impossible.

Les tentatives pour reconstituer la II^e Internationale se sont faites sous le patronage bienveillant de la *Société des Nations*, association de brigands. Car les social-chauvins sont vraiment aujourd'hui le *dernier* appui du régime capitaliste en décomposition. La guerre impérialiste n'a pu faire rage pendant cinq années que grâce à la trahison de classe des partis socialistes. Puis, lorsque vint l'époque révolutionnaire, la bourgeoisie commença à s'appuyer directement sur eux pour étouffer par eux le mouvement du prolétariat. Les anciens partis socialistes sont devenus l'obstacle principal à la lutte de classe pour le renversement du capital. Pendant la guerre, chacun des partis social-traîtres répétait les mots d'ordre de sa bourgeoisie. Après la paix de Versailles, lorsque s'est formée la *Société des Nations*, ce qui restait de la II^e Internationale (c'est-à-dire les social-chauvins et le Centre) se mit à répéter les mots d'ordre lancés par la Société des Nations. Avec la Société des Nations, la II^e Internationale reprocha aux bolcheviks la terreur, la violation des principes démocratiques, leur « impérialisme rouge ». Au lieu de mener une *lutte décisive* contre les impérialistes, elle en soutient les principes.

40. La Troisième Internationale Communiste

Les social-chauvins et le centre, nous l'avons vu, lancèrent pendant la guerre le mot d'ordre de la défense nationale (bourgeoise), c'est-à-dire de la défense de l'État des ennemis du prolétariat.

Ce fut « *l'union sacrée* », c'est-à-dire la soumission complète à l'État bourgeois. Défense de faire grève, par exemple, et à plus forte raison de *se soulever* contre la bourgeoisie criminelle. Les social-traîtres raisonnaient ainsi : « D'abord en finir avec l'ennemi extérieur, ensuite on verra. »

C'est ainsi que les ouvriers de tous les pays se vendirent à la bourgeoisie. Toutefois, dès le début de la guerre, des groupes de socialistes honnêtes reconnurent que la « défense nationale » et « l'union sacrée », qui liaient pieds et poings au prolétariat, n'étaient qu'une trahison du prolétariat.

Le parti des bolcheviks, dès 1914, déclara que ce n'était pas l'union sacrée avec la bourgeoisie criminelle qui était nécessaire, mais la guerre civile contre la bourgeoisie, c'est-à-dire la révolution. Avant tout, le devoir du prolétariat était de *renverser* sa propre bourgeoisie. En Allemagne, un groupe de camarades, avec Karl [Liebknecht](#) et Rosa [Luxemburg](#), prit le nom de *Groupe international* et déclara que la solidarité internationale du prolétariat était au-dessus de tout. Peu après, Karl Liebknecht proclama ouvertement la nécessité de la guerre civile et se mit à appeler la classe ouvrière à l'insurrection armée contre la bourgeoisie. Ainsi prit naissance le parti des bolcheviks allemands, ou *spartakistes*.

En Suède, se forma le *Parti socialiste de gauche* ; en Norvège, *les gauches* conquièrent tout le Parti. Les socialistes *italiens* se sont bien tenus tout le temps de la guerre. Ainsi grandirent petit à petit les partis qui voulaient la révolution. Sur ce terrain se fit, en Suisse, leur première tentative d'unification. Aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal fut créé l'embryon de la *Troisième Internationale*. Mais bientôt on s'aperçut que s'étaient glissés là des gens suspects du Centre, qui ne faisaient que freiner le mouvement. À l'intérieur des groupements internationalistes de Zimmerwald prit naissance la *gauche de Zimmerwald*, avec le camarade Lénine à sa tête. La gauche de Zimmerwald réclamait une action résolue et critiquait âprement le *Centre* que dirigeait [Kautsky](#).

Depuis la Révolution d'Octobre et l'avènement du pouvoir des Soviets, la Russie est devenue le foyer principal du mouvement international. Notre Parti, pour rompre avec les social-traîtres, revint à son ancien et glorieux nom de bataille, *Parti communiste*. Sous l'influence de la Révolution russe, il se forma des partis communistes dans d'autres pays. La Ligue des Spartakistes prit le nom de *Parti communiste d'Allemagne* ; des partis communistes se formèrent en *Hongrie*, en *Finlande*, etc. ; plus tard, un parti communiste s'est formé également en France. En Amérique, le *Centre* a exclu du Parti socialiste les gauches, qui se formèrent alors en Parti communiste ; en Angleterre, ce parti fut fondé en l'automne de 1919. De ces partis sortit l'[Internationale Communiste](#). En mars 1919, à Moscou, dans l'ancien château du tsar, le Kremlin, eut lieu le [premier Congrès international communiste](#) où fut fondée la *Troisième Internationale*. Assistèrent à ce Congrès, les représentants des communistes allemands, russes, autrichiens, hongrois, suédois, norvégiens, finlandais, ainsi que des camarades français, américains et anglais.

Le Congrès adopta la plate-forme proposée par les communistes allemands et russes. Les débats montrèrent que le prolétariat s'est rangé résolument sous le drapeau de la dictature ouvrière, du pouvoir des Soviets et du communisme.

La *Troisième Internationale* a pris le nom d'*Internationale Communiste*, comme jadis la *Ligue des Communistes*, à la tête de laquelle se trouvait Karl Marx. Par toute son action, la Troisième Internationale prouve qu'elle suit les traces de Marx, c'est-à-dire la *voie révolutionnaire qui mène au renversement violent du régime capitaliste*.

Rien d'étonnant si tout ce qu'il y a de vivant, d'honnête, de révolutionnaire dans le prolétariat international, adhère de plus en plus à la nouvelle Internationale, qui groupe les efforts des pionniers de la classe ouvrière.

Par son nom seul, l'*Internationale Communiste* montre qu'elle n'a rien de commun avec les social-traîtres. Marx et Engels estimaient déjà le nom de *social-démocrate* inexact pour le parti du prolétariat révolutionnaire. « Démocrate » veut dire partisan d'une certaine forme d'État. Mais, comme nous l'avons vu, dans la société future, il n'y aura *point d'État* du tout. Et dans la période de transition doit régner la *dictature ouvrière*. Les traîtres de la classe ouvrière ne vont pas plus loin que la république bourgeoise. Nous, nous allons vers le communisme.

Dans la préface du, [Manifeste Communiste](#) Engels écrivait que le mot socialiste s'appliquait de son temps au mouvement des intellectuels avancés, tandis que le communisme était un mouvement purement ouvrier. La chose se reproduit sous nos yeux. Les communistes s'appuient uniquement sur les ouvriers ; les social-traîtres sur l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, les cafetiers, boutiquiers, en général sur la petite bourgeoisie.

Ainsi *l'Internationale Communiste* réalise la doctrine de Marx en la débarrassant des excroissances qui y étaient apparues pendant la période « pacifique » du développement capitaliste. Les prédictions du grand penseur communistes se réalisent aujourd'hui, après soixante-dix ans, sous la direction de *l'Internationale Communiste*.]

II La dictature du prolétariat et l'édification du communisme

[Extraits du tome II de *l'ABC du Communisme* (traduction de 1923, réédité en 1968, chez Maspéro), ne donnant que les chapitres rédigés par Boukharine, selon les indications de la préface des auteurs.]

Introduction

Les conditions de l'édification communiste en Russie

41. Situation internationale de la Russie.

La nécessité d'une révolution communiste fut imposée par le fait que la Russie est étroitement liée au système économique mondial. Et lorsqu'on nous pose cette question : « Comment la Russie, ce pays arriéré, pourrait-elle passer au régime communiste ? » Notre réponse doit s'appuyer sur la signification internationale de la révolution. La révolution du prolétariat ne peut être actuellement que *mondiale*. C'est dans ce sens qu'elle se développe. L'Europe tout entière passera inévitablement au régime de la dictature du prolétariat et de là au communisme. En conséquence, la Russie ne saurait rester capitaliste lorsque l'Allemagne, la France, l'Angleterre seront passées à la dictature du prolétariat. Il est clair que la Russie sera fatalement entraînée vers le socialisme. Son manque de culture, l'insuffisance de son développement industriel, etc., tout cela sera de peu d'importance lorsque la Russie s'associera avec les pays les plus cultivés dans une République mondiale ou au moins européenne des Soviets. Il est exact que les ruines causées par la guerre et la révolution auront affreusement épuisé l'Europe entière. Mais un prolétariat conscient et puissant saura, en quelques années, rétablir la formidable industrie qui contribuera à son tour à aider la Russie arriérée. La Russie, d'autre part, est un pays extrêmement riche en produits naturels tels que le bois, le charbon, le pétrole, les minerais et le blé. On aura tous ces produits en abondance avec la paix et une bonne organisation. Nous aiderons, à notre tour, nos camarades de l'Occident par l'envoi de nos matières premières. Si toute l'Europe passait au pouvoir du prolétariat, son industrie suffirait à tous les besoins. Et puisque la prise du pouvoir par le prolétariat, en Europe, est inévitable, la tâche de la classe ouvrière russe sera de contribuer par tous les moyens à l'établissement du communisme. C'est pour cela (nous l'avons vu dans la première partie) que notre Parti a pour premier devoir de procéder à l'édification *immédiate* du communisme.

42. La grande industrie en Russie.

Notre industrie, d'ailleurs, quoique peu développée, en comparaison de l'agriculture, possédait une organisation capitaliste considérable. Nous avons vu dans la première partie, que les principales branches de la production capitaliste en Russie étaient entre les mains d'entrepreneurs qui occupaient parfois plus de 10 000 ouvriers. A partir de 1907, l'industrie russe s'est rapidement centralisée. Un réseau de syndicats et de trusts s'y est formé. Depuis le début de la guerre, la bourgeoisie fit même quelques essais d'organisation du capitalisme d'Etat. Cela confirme notre opinion que l'industrie peut être organisée et dirigée, quoique non sans difficultés, dans toute la Russie à l'échelle étatique. Il est curieux de constater que les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks qui affirmaient continuellement que le socialisme était absolument impossible en Russie se prononçaient toujours pour l'organisation et le contrôle de l'industrie par l'Etat. Mais selon eux, cette organisation du contrôle de l'industrie n'était nécessaire que lorsque tout le pouvoir appartenait à la bourgeoisie, l'Etat *bourgeois* seul devant « régler et contrôler ». Autrement dit, les menchéviks et les social-révolutionnaires, malgré tout leur chauvinisme, étaient partisans du capitalisme d'Etat à la manière prussienne. Il est clair pourtant qu'admettre le capitalisme d'Etat, c'est en même temps croire possible l'organisation socialiste de la production. En effet, la seule différence, c'est que, dans le premier cas, l'organisation et le contrôle de la production appartiennent à l'Etat bourgeois, tandis que dans le second ils appartiennent à l'Etat prolétarien. Si notre production avait été tellement arriérée que toute question d'organisation eût été superflue, cette production n'aurait pu être organisée non plus sur la base du capitalisme d'Etat. Nous savons bien que l'organisation et la production ne deviennent possibles que quand la centralisation du capital atteint un certain degré. Ce degré de centralisation, le capitalisme russe *l'a atteint*. Et les adversaires même du communisme le reconnaissent lorsqu'ils croient possible l'organisation de l'industrie par l'Etat bourgeois. L'industrie russe était arriérée non par suite du manque d'usines importantes, mais parce que *toute l'industrie* n'était qu'une infime partie de la production en comparaison de l'agriculture. De là il ressort que le prolétariat russe doit, malgré toutes les difficultés, organiser l'industrie *à sa manière* et la garder sans faiblesse jusqu'à ce que les camarades d'Occident lui apportent aide et appui. En ce qui concerne l'agriculture, nous devons organiser une série de points d'appui sous forme d'exploitations en communauté, et dès que nous pourrons nous unir à l'industrie occidentale, l'industrie organisée en commun permettra

rapidement aux petits producteurs et aux agriculteurs d'entrer dans la grande association fraternelle. Si l'industrie européenne était tout entière organisée par la classe ouvrière, elle pourrait, d'après un plan établi, livrer à la campagne quantité de produits manufacturés. Il n'y aurait pas des centaines de milliers de commerçants et de spéculateurs : ce sont les magasins de l'Etat *ouvrier* qui répartiraient ces produits dans les campagnes. Les paysans, eux aussi, seraient tenus de livrer leurs produits d'après un plan organisé, et ils s'accoutumeraient ainsi petit à petit à la production en commun. Une puissante industrie contribuerait beaucoup au bien-être de la classe paysanne et cette dernière constaterait de visu les bienfaits du nouveau régime.

43. Triste héritage de la guerre impérialiste.

Nous nous rendons bien compte combien tout cela est difficile à atteindre. Il se passera bien des années avant que la société marche dans la nouvelle voie Essayons d'exposer les raisons des difficultés que nous prévoyons.

Nous sommes obligés d'agir seuls jusqu'à la victoire de la Révolution mondiale et la classe ouvrière qui conquist le pouvoir en 1917 recueillit un triste héritage. La Russie à ce moment n'était plus qu'un pays complètement appauvri et ruiné.

La guerre consumait toutes ses forces. La plupart des usines étaient obligées de travailler pour la guerre et de fabriquer le matériel pour l'œuvre de destruction. En 1915, des 11 milliards et demi du budget national, 6 milliards furent employés aux dépenses de guerre. Déjà au début de la Révolution, on pouvait se rendre compte des effroyables conséquences de la guerre. La production des usines métallurgiques baissa de 40 %, celle des fabriques de textiles de 20 %, de même la production du charbon, de la fonte, du fer, de l'acier, diminuait rapidement. Du 1^{er} mars au 1^{er} août 1917, 568 entreprises furent fermées, et plus de 100 000 prolétaires furent jetés sur le pavé. La dette de l'Empire atteignait un chiffre fantastique et, de jour en jour, la situation du pays s'aggravait.

C'est ainsi que le prolétariat, ayant saisi le pouvoir en octobre 1917, se trouvait devant une tâche extrêmement difficile : *organiser la production socialiste dans un pays complètement ruiné*. La démobilisation seule nous coûta bien des efforts extraordinaires; c'est à cette époque que nos transports militaires, déjà désorganisés par la guerre, furent presque complètement anéantis et que nos chemins de fer cessèrent presque complètement de marcher. Tout transport devint à peu près impossible. Après la production, le trafic même s'arrêta.

Mais tout cela ne peut servir d'objection contre la Révolution ouvrière. Si la bourgeoisie avait continué à régner, elle aurait poursuivi la guerre impérialiste, elle aurait payé des intérêts énormes aux Français et aux Anglais, et surtout, elle aurait fait supporter toutes les dépenses aux ouvriers et aux paysans. C'est notre appauvrissement et notre épuisement mêmes qui incitèrent le prolétariat à transformer le monde sur des bases nouvelles. C'est avec un esprit d'économie et d'ordre qu'il fallut organiser les ressources qui nous restaient. Il était nécessaire d'imposer à la bourgeoisie le fardeau des dépenses, il fallait absolument tirer d'affaire la classe ouvrière par les seuls moyens à sa disposition. Cette œuvre indispensable fut imposée au prolétariat révolutionnaire dans des conditions extrêmement difficiles : il s'agissait de boire le vin tiré par messieurs les impérialistes.

44. La Guerre civile et la lutte contre l'impérialisme mondial.

Pendant tout ce temps, la bourgeoisie mettait tout en œuvre pour empêcher l'organisation de la production par la classe ouvrière. Après la victoire du prolétariat, elle appliqua le sabotage sur une grande échelle. Tous les anciens hauts fonctionnaires, tous les ingénieurs, les instituteurs, les anciens propriétaires et employés des banques sabotaient le travail par tous les moyens. Les conjurations et les soulèvements de gardes blancs se suivaient sans interruption. La bourgeoisie russe entra en relations avec l'Entente, avec les Tchécoslovaques, avec les Allemands, les Polonais, etc., et tenta d'étrangler le prolétariat russe dans une guerre ininterrompue.

Le prolétariat fut obligé de créer une forte armée afin de se défendre contre les hobereaux et les capitalistes de tous les pays. L'impérialisme mondial en entier s'abattit sur le prolétariat russe. Il va sans dire que cette guerre — véritable guerre d'indépendance — exige de grands sacrifices. Ce qui subsiste de notre industrie doit fournir à l'Armée Rouge tout le nécessaire, des milliers des meilleurs ouvriers organisateurs doivent aller renforcer cette armée. En outre, la bourgeoisie réussit dès le début à se fortifier sur quelques points d'importance économique capitale. Les généraux du Don privèrent la classe ouvrière du charbon du bassin du Donetz. Les Anglais s'emparèrent des puits de pétrole de Bakou; l'Ukraine, riche en céréales, la Sibérie, des

régions riveraines de la Volga passèrent à plusieurs reprises aux mains de la contre-révolution. La classe ouvrière eut non seulement à se défendre, armes en mains, contre ses ennemis innombrables, mais aussi à organiser la production presque sans matières premières et sans combustible.

Ces faits expliquent clairement la lenteur de l'organisation de la production par les ouvriers. Il faut que la classe ouvrière abatte d'abord définitivement ses ennemis, sans quoi elle ne pourra point établir l'ordre nouveau.

Dans sa lutte contre les ouvriers, la bourgeoisie a recours à tout ce qui peut nuire économiquement au prolétariat russe. Voilà plusieurs années déjà que la Russie est bloquée de tous côtés, qu'aucune marchandise ne peut y pénétrer de l'étranger. Les Blancs, en se retirant, brûlent et détruisent tout. C'est ainsi que l'amiral Koltchak livra aux flammes des millions de tonnes de blé et brûla une bonne moitié de la flotte de la Volga, etc... La résistance de la bourgeoisie, fortifiée dans sa lutte acharnée par le secours que lui apporte l'impérialisme mondial, est le second obstacle qui se dresse devant la classe ouvrière.

45. Caractère petit-bourgeois du pays. Absence de traditions organisatrices dans le prolétariat.

Nous avons déjà vu que notre industrie était suffisamment centralisée pour que la question de sa nationalisation et de son organisation sur des bases nouvelles puisse être posée. D'autre part, notre industrie est trop faible en comparaison de toute la production du pays. L'écrasante majorité de la population en Russie est paysanne et non urbaine. D'après le recensement de 1897, on comptait en Russie (y compris la Sibérie, mais excepté la Finlande), 16 millions d'habitants des villes, sur un total de 117 millions. En 1913, d'après les données d'Organovsky, la population se composait de 140 millions d'habitants des campagnes contre 30 millions de citadins, de sorte que ces derniers ne constituaient que 18 % de la population entière. Mais les villes ne sont pas peuplées uniquement de prolétaires d'usines ou d'ateliers, il y aussi des industriels, des commerçants, des petit-bourgeois et des gens de professions libérales, qui ensemble représentent plusieurs millions. Il est vrai que l'on trouve dans les campagnes d'anciens journaliers, des indigents qui appuient aussi la classe ouvrière. Mais ils ne sont ni aussi conscients, ni aussi organisés.

L'immense majorité de la population russe est composée de tout petits propriétaires. Bien qu'ils gémissent sous le joug des capitalistes, des gros propriétaires fonciers, ils sont si habitués à la *propriété privée* et à l'*exploitation individuelle* qu'il est difficile de les faire participer d'un seul coup à l'œuvre commune, à l'organisation de la production commune. Profiter de son prochain, ne s'occuper que de sa propre exploitation, telles sont les habitudes bien enracinées de chaque petit propriétaire, et c'est encore — sans compter les autres — une cause de difficultés pour l'application en Russie du communisme.

Notre faiblesse se reflète aussi dans la classe ouvrière. Elle a généralement l'esprit révolutionnaire et combatif, mais elle englobe dans son sein des éléments rétrogrades, non habitués à l'organisation. Tous les ouvriers ne ressemblent pas à ceux de Pétrograd. Il en est beaucoup d'arriérés et d'inconscients qui n'ont pas l'habitude de travailler pour la cause commune. Il en est aussi qui viennent seulement de quitter la campagne : ils ont encore la mentalité paysanne et sont sujets aux erreurs du milieu qu'ils viennent d'abandonner.

Ces défauts disparaissent à mesure que la classe ouvrière entre en lutte et qu'elle est entraînée au travail. Néanmoins, cette circonstance, elle aussi, rend *plus difficile*, sinon impossible, la réalisation de nos tâches.

VI. LE POUVOIR SOVIETIQUE

46. Le Pouvoir soviétique sous la forme de la dictature du prolétariat.

Notre Parti, le premier, a exigé et réalisé le pouvoir soviétique. La grande Révolution d'Octobre 1917 eut pour mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ». Ce mot d'ordre n'existait pas avant que notre parti l'eût adopté, ce qui ne signifie point que nous l'ayons inventé. Il sortit des besoins mêmes de la classe ouvrière. Déjà au cours de la Révolution de 1905-1906, des organisations ouvrières de classe se formèrent : les conseils de délégués ouvriers. Dans la Révolution de 1917 ces organisations se constituèrent en nombre bien plus considérable : partout surgirent comme des champignons les conseils d'ouvriers, de soldats et plus tard de paysans. Il était clair que ces conseils qui apparaissaient comme des *organes de lutte pour le pouvoir* allaient inévitablement devenir des *organes du pouvoir*.

Déjà bien avant la Révolution de 1917, on parlait beaucoup de la *dictature du prolétariat*, mais personne ne savait sous quelle forme elle serait réalisée. La Révolution russe l'a réalisée sous la forme du pouvoir soviétique. Le pouvoir soviétique réalise la dictature du prolétariat qui, organisée en classe dominante dans ses Soviets, brise, à l'aide de la classe paysanne, la résistance de la bourgeoisie et des gros propriétaires.

Bien des gens croyaient auparavant que la dictature du prolétariat pourrait s'exercer sous forme d'une « République démocratique » instituée par une Assemblée Constituante et gouvernée par un Parlement issu de toutes les classes de la nation. Maintenant encore les opportunistes et les réformistes défendent le même point de vue et déclarent que seules l'Assemblée Constituante et la République démocratique peuvent éviter au pays les horreurs de la guerre civile. Mais la réalité se charge de nous prouver le contraire. En Allemagne, par exemple, sortit de la Révolution de novembre 1918 une République démocratique, ce qui n'empêcha point, au cours de 1918 et 1919, des luttes sanglantes où les ouvriers combattirent pour la République des Conseils. Le mot d'ordre du pouvoir des Soviets est devenu celui du prolétariat. Non seulement en Russie mais partout où il y a une classe ouvrière la réalité confirme la justesse de nos revendications : « Tout le pouvoir aux Soviets ».

47. Démocratie prolétarienne et Démocratie bourgeoise.

La République démocratique bourgeoise s'appuie sur le suffrage universel et sur la volonté populaire ou nationale « en dehors des classes ». Ses partisans et les partisans de la Constituante nous disent que nous violons la volonté commune de la nation. Nous allons d'abord examiner cette question.

Nous avons déjà indiqué dans la première partie de ce livre que la société actuelle est composée de classes aux *intérêts opposés*. On ne peut pas plus concilier les classes que les loups et les moutons. Les loups dévorent les moutons. Ces derniers sont obligés de se défendre contre les loups. Dans ces conditions est-il possible de déterminer des intérêts communs et par conséquent une volonté commune aux loups et aux moutons : toute personne sensée nous dira que c'est une folie. Il n'y a qu'une alternative possible. Ou bien la volonté des loups l'emportera et les moutons esclaves seront dupés et mangés, ou le contraire se produira. Dans ce dernier cas les moutons se défendront et se débarrasseront des fauves. Il n'y a pas de milieu. *C'est la même situation entre les classes de la société*. Une classe lutte contre l'autre : la bourgeoisie contre le prolétariat et ce dernier contre la bourgeoisie. Ils sont à couteaux tirés. Ces deux classes ne peuvent avoir ni volonté ni intérêts communs. Ou la volonté de la bourgeoisie l'emportera et elle s'imposera au prolétariat; ou ce sera ce dernier qui imposera sa volonté à la bourgeoisie. Il est stupide de croire à des intérêts nationaux communs aux classes opposées, au cours d'une guerre civile et d'une révolution, lorsque tout le vieux monde craque de toutes parts. Le prolétariat lutte alors pour transformer le monde sur des bases nouvelles, la bourgeoisie combat pour sauvegarder et même raffermir l'ancien esclavage.

Quelle volonté commune peuvent-elles donc avoir, les classes bourgeoise et prolétarienne ? Toutes ces phrases sur la volonté nationale ne sont évidemment qu'imposture, s'il s'agit de la nation embrassant toutes les classes. Une telle volonté n'existe pas et ne peut pas exister.

Mais ce mensonge est nécessaire à la bourgeoisie pour justifier sa domination. Ne constituant qu'une minorité, elle ne peut dire ouvertement que seul un petit groupe de capitalistes est au pouvoir. Elle a donc recours au mensonge et déclare qu'elle gouverne au nom de toute la nation, de toutes les classes, de tout le peuple, etc...

De quelle façon cette duperie s'accomplit-elle dans la République démocratique ? Grâce à la dépendance, à l'esclavage économique du prolétariat. Même dans les Républiques très démocratiques, toutes les usines et tous les ateliers se trouvent aux mains des capitalistes, et la terre appartient à des propriétaires ruraux ou à d'autres capitalistes. L'ouvrier n'a rien, hors sa force de travail, le paysan rien qu'un petit lopin de terre. Ils sont à jamais contraints de travailler dans les plus dures conditions. D'après la loi écrite ils peuvent beaucoup, mais en réalité ils ne peuvent rien, parce que toutes les richesses, tout le pouvoir du capital se trouvent aux mains de leurs adversaires. C'est ce qu'on appelle la *démocratie bourgeoise*.

[La République bourgeoise existe aux Etats-Unis d'Amérique, en Suisse et en France. Mais dans tous ces pays, ce sont les impérialistes les plus ignobles, les rois des trusts et de la haute finance, les pires ennemis de la classe ouvrière qui détiennent le pouvoir. C'est la République allemande, avec son Assemblée Constituante, la plus démocratique du monde, qui fut la meurtrière de Karl Liebknecht.]

Le pouvoir soviétique réalise un type nouveau et bien plus parfait de démocratie, la *démocratie prolétarienne*. Elle est basée surtout sur la transmission aux ouvriers des moyens de production, c'est-à-dire sur l'affaiblissement de la puissance de la bourgeoisie. Dans la démocratie prolétarienne ce sont précisément les organisations des masses actuellement opprimées qui deviennent les organes du pouvoir. Des organisations ouvrières et paysannes existent aussi sous le régime capitaliste et par conséquent dans les Républiques démocratiques bourgeoises, mais elles sont bien faibles auprès des organisations capitalistes. Dans la démocratie prolétarienne, les organisations ouvrières et paysannes (soviets, syndicats professionnels, comités d'usines, etc.) forment la base réelle du pouvoir prolétarien. Le premier article de la Constitution de la République des Soviets est ainsi conçu : « La Russie est déclarée République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir central et local appartient à ces Soviets ».

La démocratie soviétique, loin d'écarter du pouvoir les organisations ouvrières, fait d'elles des organes du pouvoir. Et comme les soviets et les autres organisations ouvrières et paysannes englobent des millions de travailleurs, le pouvoir soviétique élève pour la première fois vers de nouvelles tâches une quantité innombrable de gens jusqu'alors oubliés et écartés. Des contingents de plus en plus forts d'ouvriers et de paysans sont partout gagnés au travail commun grâce aux Soviets, aux syndicats professionnels, aux comités d'usines, etc... Dans les plus petites villes de province, dans les campagnes les plus éloignées, bien des gens, jusqu'alors dédaignés, sont appelés à collaborer à la création d'une vie nouvelle, à participer au travail d'administration. C'est ainsi que le pouvoir soviétique réalise *la plus large autonomie administrative des différentes régions et la participation de masses considérables au travail collectif*.

Il est évident que le but de notre parti est le plus grand développement possible de cette nouvelle démocratie prolétarienne. Nous devons faire notre possible pour que des couches de plus en plus considérables d'ouvriers et de paysans pauvres soient représentées dans les organes du pouvoir des Soviets. Dans une brochure parue avant la Révolution d'Octobre 1917, le camarade Lénine disait, avec juste raison, que notre but était d'enseigner même à une cuisinière à gouverner l'Etat. Ce but est certainement difficile à atteindre et bien des obstacles s'opposent à sa réalisation. La principale difficulté réside dans le degré insuffisant de culture des masses. Les ouvriers éclairés sont relativement peu nombreux. On en trouve surtout parmi les métallurgistes. L'écrasante majorité des ouvriers et des paysans surtout est assez arriérée. Ils n'ont pas l'esprit d'initiative suffisamment développé, et c'est là une des causes pour lesquelles ils ne pourront pas, au début, participer au pouvoir autant que nous le désirons. Il nous faut systématiquement élever le niveau de la culture populaire pour pouvoir attirer petit à petit tout le monde à l'œuvre commune du gouvernement. C'est là un des buts principaux du parti communiste.

48. Caractère de classe temporaire de la dictature du prolétariat.

La bourgeoisie a toujours dissimulé sa domination de classe sous le masque de « la cause nationale ». Elle ne peut pas reconnaître ouvertement qu'elle impose à tous sa volonté de classe. Elle ne peut pas avouer que l'Etat n'est qu'un groupe de brigands et de parasites. Même lorsque la bourgeoisie lève le drapeau sanglant de la dictature militaire, elle affirme que c'est dans l'intérêt général de la nation. C'est surtout dans les Républiques démocratiques qu'elle trompe le plus habilement le peuple. Dans ces pays la bourgeoisie gouverne et exerce sa dictature en gardant certaines apparences. Tous les trois ou quatre ans, elle accorde aux ouvriers le droit de glisser dans l'urne un bulletin de vote, ce qui ne l'empêche pas de les écarter du pouvoir pendant le reste du temps, mais l'autorise à proclamer que c'est le peuple entier qui gouverne.

Le pouvoir soviétique reconnaît ouvertement son caractère. Il n'a pas à cacher que l'Etat soviétique est la dictature des pauvres. Il le souligne même en se proclamant gouvernement ouvrier et paysan. La constitution

de la République des Soviets, établie par le cinquième Congrès des Soviets¹⁶ dit textuellement « ART. 7. — Le cinquième Congrès panrusse des Soviets des délégués ouvriers, soldats et paysans, estime qu'actuellement, au moment de la lutte décisive du prolétariat contre ses exploiteurs, il ne peut y avoir de place pour les exploiteurs dans aucun des organes du pouvoir ». Le pouvoir soviétique, non seulement reconnaît son caractère de classe, mais encore prive les représentants des classes hostiles aux ouvriers et aux paysans de leurs droits civiques et les exclut de tous les organes du pouvoir.

Pourquoi le pouvoir soviétique peut-il et doit-il être aussi franc et aussi sincère ? Parce qu'il est effectivement le pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire de la majorité de la population. Il n'a pas à se cacher d'être né dans les quartiers ouvriers, bien au contraire : plus il soulignera son origine et son caractère, plus il sera près des masses et plus il sera secondé dans sa lutte contre les exploiteurs.

Mais une telle situation ne durera pas toujours. Il s'agit surtout de briser la résistance des exploiteurs. Une fois domptés, ces derniers seront obligés de devenir des travailleurs comme le reste de la population. Il n'y aura plus lieu de sévir contre eux et la dictature du prolétariat disparaîtra peu à peu.

[Tout cela est mentionné dans notre Constitution. On y lit textuellement (Section II, art. 9) :

« Le but principal de la Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, Constitution établie pour la période de transition actuelle, réside dans l'établissement, sous forme d'un puissant pouvoir soviétique, de la dictature du prolétariat urbain et rural et des paysans les plus pauvres, en vue d'écraser complètement la bourgeoisie, de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer le socialisme sous le régime duquel il n'y aura ni division en classes ni pouvoir d'Etat. »]

C'est ce programme qui nous dicte notre devoir. Le parti doit systématiquement divulguer le mensonge bourgeois qui consiste à concéder quelques droits aux ouvriers, tout en les maintenant dans une dépendance économique. Le parti a pour devoir de supprimer les exploiteurs par tous les moyens qui sont à la disposition du prolétariat. Mais en même temps, un de ses devoirs est aussi d'adoucir et d'abolir toutes les mesures actuellement nécessaires au fur et à mesure de la disparition des exploiteurs et de leurs serviteurs. Lorsque les intellectuels de professions libérales se seront rapprochés de la classe ouvrière et qu'ils auront cessé de comploter contre cette dernière (et ce n'est qu'une question de temps) le pouvoir soviétique se devra de les accueillir en frères et de leur accorder tous les droits. Mais à l'heure actuelle, quand tout le monde marche en armes contre la République prolétarienne, il serait prématuré d'accorder des droits aux classes toujours hostiles. Il reste de notre devoir d'affirmer sans cesse que ce moment viendra d'autant plus vite que toutes les tentatives des exploiteurs contre le communisme seront plus activement réprimées. Alors l'Etat prolétarien disparaîtra lentement en se transformant en une Société communiste sans classes opposées et par suite sans Etat.

49. Possibilité matérielle de la réalisation des droits de la classe ouvrière.

La démocratie bourgeoise trompe les ouvriers en leur accordant des droits qui sont purement illusoires. Elle prétend que les ouvriers peuvent élire au Parlement qui bon leur semble, qu'ils ont les mêmes droits que leurs patrons (ne sont-ils pas « égaux devant la loi ? »). Ils ont le droit de former librement des associations, de tenir des réunions, de faire paraître des journaux, de publier des livres, etc. de n'importe quelle tendance. La bourgeoisie voit en cela « l'essence de la démocratie », elle déclare que sa démocratie est pour tous : pour tout le peuple, pour tous les citoyens et qu'il n'en est pas ainsi dans la République des Soviets.

Une telle démocratie bourgeoise n'existe en réalité nulle part.

[L'exemple de l'Amérique est caractéristique à ce point de vue. Au cours de la guerre, le Parlement des Etats-Unis adopta les lois suivantes : Défense d'insulter le Président de la République, défense d'insulter les Alliés, défense d'expliquer l'entrée en guerre des Etats-Unis et des Alliés par de vils mobiles d'intérêt matériel, défense de préconiser une paix prématurée, défense de critiquer publiquement la politique du gouvernement, défense d'admirer l'Allemagne, défense de prêcher le renversement du régime en vigueur, la suppression de la propriété privée, la lutte des classes, etc. Des peines de 3 à 20 ans de travaux forcés étaient prévues pour infraction à ces lois. Au cours d'une année seulement, environ 1 500 ouvriers furent arrêtés pour infraction à ces lois. Toute une organisation ouvrière, les Travailleurs Industriels du Monde (I.W.W.) fut dissoute et une partie de ses chefs assassinés. Comme exemple de liberté de grèves, nous pouvons indiquer celle des mines de cuivre de

¹⁶ 10 Juillet 1918.

l'Arizona, en été 1917, grève au cours de laquelle des ouvriers furent fusillés, frappés à coups de knout, enduits de goudron, cependant qu'on chassait des familles entières de leurs habitations, les contraignant à partir sans aucun moyen de subsistance. Rappelons encore les grèves des mineurs (mines de charbon du Colorado) où des troupes payées par le banquier Rockefeller fusillèrent et brûlèrent quelques centaines d'ouvriers et d'ouvrières. Le Parlement des Etats-Unis, quoique issu du suffrage universel, exécute tous les ordres des rois des trusts. Presque tous les députés sont achetés par eux. Les rois non couronnés dictent leurs lois : Rockefeller, roi de la banque, du pétrole, du blé, du lait; Morgan, autre roi de la banque et des chemins de fer, Schwab, roi de l'acier; Swift, roi de la viande; Dupont, roi de la poudre, qui gagna au cours de la guerre une fortune inouïe. Pour nous figurer la fortune d'un Rockefeller, il nous suffit de savoir qu'il gagne en une heure 10 000 dollars ; qu'un de ses dîners de gala lui revint à 11 millions de dollars. Comment résister à une pareille puissance ? Et c'est cette bande des Rockefeller et des Schwab qui détient tout le pouvoir, sous le masque de la « démocratie ».]

Même si un tel pouvoir démocratique existait, il ne vaudrait pas un rouge liard, comparé au pouvoir soviétique, car il ne suffit pas à l'ouvrier de posséder *des droits sur le papier*, il lui faut aussi *la possibilité de les réaliser*. Et c'est précisément ce qui est impossible tant que le capital sera une force dominante, tant que durera le régime dans lequel on laisse aux capitalistes *leur droit de propriété sur toutes les richesses*. Même si les ouvriers ont sur le papier le droit de réunion, il leur est parfois impossible de trouver un local pour s'y réunir, il suffit que les cafetiers, à l'instigation des requins du capitalisme ou à cause de leur haine des ouvriers, refusent de louer leurs salles et c'en est fini de ce droit. Autre exemple : les ouvriers veulent faire paraître un journal et ils ont le droit de le faire. Mais pour cela il faut de l'argent, du papier, un local pour la rédaction, une imprimerie, etc... Or, toutes ces choses sont entre les mains des capitalistes qui n'en céderont rien aux ouvriers. Donc rien à faire, et avec les gros sous des ouvriers on ne peut constituer les capitaux nécessaires. En revanche, la bourgeoisie possède la grande presse aux millions d'exemplaires, et journallement elle peut tromper le peuple qui reste avec son droit.

Voilà essentiellement en quoi consistent toutes les « libertés » ouvrières dans la démocratie bourgeoise. Ces libertés n'existent que sur le papier. Ce sont des libertés de pure forme. Il n'y a pas de liberté là où on ne peut pas la réaliser.

Il en est ainsi dans tous les domaines de la vie. D'après la thèse bourgeoise, les patrons et les ouvriers sont égaux dans le régime capitaliste, grâce à la « liberté des contrats ». Le patron est libre d'engager l'ouvrier, l'ouvrier est libre de s'embaucher. Mais cela encore n'est que sur le papier. En réalité le patron mange à sa faim et il est riche, l'ouvrier est pauvre et affamé, il est obligé d'accepter le travail. Il n'y a pas *d'égalité possible* entre les riches et les pauvres, malgré toutes les lois écrites. En régime *capitaliste*, toutes les libertés sont des chiffons de papier.

Dans la République des Soviets, les libertés ouvrières consistent avant tout dans la possibilité de les exercer. On lit textuellement dans notre Constitution :

« ART. 14. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté d'opinion, la République socialiste fédérative des Soviets de Russie met fin à l'état de dépendance de la presse vis-à-vis du capital, remet à la classe ouvrière et aux paysans pauvres toutes les ressources techniques et matérielles nécessaires pour la publication des journaux, brochures, livres et autres productions de presse, et en assure la libre diffusion à travers tout le pays.

« ART. 15. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté de réunion, la R.S.F.S.R., reconnaissant le droit des citoyens de la République soviétique d'organiser librement des réunions, des meetings, des processions, etc., met à la disposition de la classe ouvrière et paysanne tous les locaux qui conviennent aux assemblées populaires, avec aménagement, éclairage et chauffage.

« ART. 16. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté d'association, la R.S.F.S.R., qui a brisé le pouvoir économique et politique des classes possédantes et qui a ainsi écarté tous les obstacles qui, dans la société bourgeoise, ont empêché jusqu'ici les ouvriers et les paysans d'user de la liberté d'organisation et d'action, prête aux ouvriers et aux paysans pauvres tout son concours matériel et autre pour les aider à s'unir et à s'organiser.

« ART. 17. — En vue d'assurer aux travailleurs la possibilité effective de s'instruire, la R.S.F.S.R. se propose pour tâche d'offrir gratuitement aux ouvriers et aux paysans pauvres une instruction complète et universelle. »

C'est en cela que consiste la différence énorme entre les libertés trompeuses de la démocratie *bourgeoise* et les libertés réelles de la démocratie *prolétarienne*.

Le pouvoir soviétique et notre parti ont fait beaucoup dans ce sens. Les palais aristocratiques, les théâtres, les imprimeries, le papier, etc... appartiennent actuellement aux organisations ouvrières et au pouvoir d'Etat ouvrier. Notre but actuel est d'aider aux masses ouvrières et paysannes arriérées à user de leurs droits. D'une part, nous devons suivre continuellement la voie tracée par nous en améliorant les conditions matérielles des libertés ouvrières, c'est-à-dire rechercher d'autres maisons, en construire de nouvelles, installer de nouvelles imprimeries, construire des palais ouvriers, etc... Nous devons d'autre part éclairer les masses arriérées sur les possibilités déjà existantes et que, dans leur ignorance, elles n'utilisent pas encore.

50. Egalité des travailleurs sans distinction de sexe, de religion ni de race.

La démocratie bourgeoise a proclamé en paroles une série de libertés, mais qui sont toujours restées inaccessibles aux masses opprimées. Entre autres, la bourgeoisie a proclamé souvent l'égalité des personnes sans distinction de sexe, de religion, de race ou de nationalité. Sous le régime démocratique bourgeois, affirme-t-elle, blancs, jaunes et noirs, Européens et Africains, chrétiens, bouddhistes ou israélites sont pratiquement égaux. Mais en fait la bourgeoisie n'a rien réalisé de tout cela. Au contraire, à l'époque de l'impérialisme, l'oppression des races et des peuples s'aggrave terriblement (voir le chapitre suivant). Même à l'égard des *femmes*, la bourgeoisie ne réalise pas non plus l'égalité. La femme est restée un être sans droit et un animal domestique. La femme ouvrière est particulièrement opprimée dans la société capitaliste, ses droits sont encore plus restreints que ceux, pourtant insignifiants, de l'ouvrier-homme. Elle ne possède les droits électoraux que dans deux ou trois Etats, ses droits de succession sont limités, dans la famille elle est toujours subordonnée à son mari. En résumé, en régime capitaliste règnent à peu près les mêmes us et coutumes que chez les sauvages où l'on peut acheter, vendre ou échanger les femmes comme du bétail ou des jouets. « Une poule n'est pas un oiseau, la femme n'est pas une personne », dit un proverbe russe qui apprécie bien la situation de la femme dans ce régime d'esclavage. Cette situation est très désavantageuse pour le prolétariat. Nous avons indiqué dans la première partie de ce volume que les femmes constituent une partie considérable de la classe ouvrière. Il est évident que s'il n'y a pas d'égalité entre les deux moitiés du prolétariat, sa lutte en sera singulièrement affaiblie, l'émancipation du travail et la victoire commune sont impossibles sans l'aide du prolétariat féminin. L'intérêt de l'ouvrier veut que la camaraderie s'établisse entre la partie masculine et la partie féminine du prolétariat et que cette camaraderie soit fortifiée par l'égalité. Le pouvoir soviétique a appliqué le premier cette égalité dans tous les domaines de la vie : dans le mariage, dans les relations de famille, dans les droits politiques, etc., partout les femmes ont actuellement les mêmes droits que les hommes.

La tâche de notre parti consiste maintenant à faire passer cette égalité dans la pratique. Il s'agit surtout de faire comprendre aux larges masses de travailleurs que l'esclavage de la femme ne peut être que nuisible à eux aussi. Encore à l'heure actuelle, les ouvriers considèrent les femmes comme des êtres inférieurs : dans les villages on rit encore des femmes qui veulent participer aux affaires publiques. Dans la République des Soviets, la femme travailleuse a le droit, tout comme l'homme, d'élire et d'être élue. Elle peut occuper le poste de commissaire, avoir n'importe quel emploi dans l'armée, dans l'administration et dans la production nationales.

Mais les femmes ouvrières chez nous sont bien plus arriérées que les hommes. On les regarde d'ailleurs de très haut. Un travail énergique s'impose, d'abord pour apprendre aux hommes à considérer les femmes ouvrières comme égales aux travailleurs hommes, ensuite pour éclairer les femmes et les inciter à user des droits qui leur sont accordés, sans embarras ni crainte.

Il faut se souvenir des paroles de Lénine : « Même à une simple *cuisinière*, nous devons enseigner à gouverner l'Etat ».

Nous avons indiqué plus haut que le principal n'est pas d'accorder des droits sur le papier, mais de donner la *possibilité* de les exercer.

Comment l'ouvrière pourrait-elle exercer ses droits s'il faut s'occuper du ménage domestique ?

Il faut que la République des Soviets allège le sort de la femme laborieuse et la libère d'obligations domestiques qui remontent au déluge. L'organisation de maisons communes (où l'on ne se dispute pas », où l'on vit fraternellement, avec des buanderies communes, l'organisation de restaurants populaires, de crèches, de jardins d'enfants, de colonies d'enfants pour l'été, d'écoles où les enfants soient nourris, etc. ; tout cela doit décharger la femme et lui donner la faculté de s'occuper de tout ce qui intéresse l'homme.

Il est difficile de créer ces institutions pendant cette période de misère et de famine. Mais le parti doit faire tout son possible pour attirer la femme ouvrière au travail commun.

[Lire le chapitre suivant sur l'égalité des droits des différentes races ou nationalités. Voici les articles de notre Constitution concernant cette question :

« ART. 20. — Au nom de la solidarité des travailleurs de tous les pays, la R.S.F.S.R. accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers qui travaillent sur le territoire de la République et qui appartiennent à la classe ouvrière ou à la classe des paysans ne vivant pas du travail d'autrui; elle reconnaît aux Soviets locaux le droit d'accorder à ces étrangers, sans autres formalités, les droits de citoyen russe.

« ART. 21. — La R.S.F.S.R. accorde le droit d'asile à tous les étrangers persécutés pour des crimes politiques et religieux.

« ART. 22. — La R.S.F.S.R., reconnaissant l'égalité des droits à tous les citoyens, indépendamment de leur race ou de leur nationalité, déclare qu'il est contraire aux lois fondamentales de la République d'instituer ou de tolérer des privilèges ou des prérogatives quelconques fondées sur ces motifs, ainsi que d'opprimer des minorités nationales ou de limiter leurs droits. »]

51. Le Parlementarisme et le régime soviétique.

Les démocraties bourgeoises ont à leur tête le Parlement. C'est une institution qui est élue d'une manière ou d'une autre. Dans certains pays, seuls les riches sont électeurs, dans d'autres une partie des pauvres sont admis à voter ; ou bien sont électeurs tous les hommes à partir d'un certain âge et parfois les femmes aussi.

Même dans les pays où le Parlement est élu au suffrage universel, ce sont toujours les représentants de la bourgeoisie qui passent *en majorité*. Après ce que nous avons écrit, il est facile de comprendre pourquoi. Représentons-nous un pays où les ouvriers qui forment la majorité de la population ont le droit de suffrage, songeons également que toutes les richesses se trouvent aux mains des capitalistes, que toute la presse leur appartient, qu'ils disposent des salles de réunion, qu'ils ont à leur service des artistes, des imprimeries, des millions de feuilles, que tous les ministres de tous les cultes prêchent leur cause pendant que leurs autres agents : avocats, journalistes, orateurs, flattent les ouvriers et paraissent défendre leurs idées. Ajoutons-y la puissance financière, la force énorme des syndicats patronaux qui cherchent à corrompre l'élue ouvrier, même honnête, en lui offrant des places avantageuses ou en le flattant dans leurs journaux. Voyons, au contraire, les ouvriers occupés toute la journée à un dur labeur et qui n'ont ni le temps ni les moyens pour se réunir. Et nous comprendrons pourquoi, dans ces parlements démocratiques, la majorité est composée d'agents déclarés ou secrets de la bourgeoisie, du capital financier ou des rois des banques.

Le député, difficile à choisir pour les ouvriers, une fois au Parlement, se rit de ses électeurs. Son poste lui est assuré pour trois ou quatre ans. Le voilà indépendant de ses électeurs, il se vend à droite et à gauche, et la loi s'oppose à ce qu'il soit révoqué.

Telle est la situation du parlementarisme ou régime démocratique bourgeois. C'est tout autre chose dans la République des Soviets. Là, tous les parasites, commerçants et industriels, évêques et propriétaires ruraux, généraux et mercantis, tous sont privés des droits électoraux : ils ne sont pas électeurs et ne peuvent pas être élus. Par contre le vote est facile aux ouvriers et paysans pauvres. De plus les électeurs peuvent à tout instant *révoquer* leur élu et le remplacer par un autre. Si un député fait mal son devoir, trahit son drapeau, etc., on le révoque. Ce *droit de révocation* n'est appliqué nulle part aussi largement que dans la République des Soviets.

Le Parlement dans les républiques bourgeoises est une institution où l'on ne fait que des discours. Le vrai travail est fait par les ministres, les fonctionnaires, etc. Quant au Parlement, il adopte ou repousse les projets de lois, « contrôle » les ministres par des interpellations et vote pour ou contre la proposition du gouvernement. Le Parlement a, dit-on, le pouvoir législatif. Quant au pouvoir exécutif, il appartient aux ministres. Par conséquent ce n'est pas le Parlement qui traite les affaires du pays, les députés ne font qu'y bavarder. En régime soviétique, il en est tout autrement. L'organe suprême du Gouvernement est le Congrès des Soviets. Notre Constitution déclare à ce sujet : « ART. 24. — Le Congrès panrusse des Soviets est l'autorité suprême de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie. » Il doit se réunir au moins deux fois par an II examine tout le travail accompli, prend les décisions nécessitées par la situation et ces décisions ont force de lois. Tous les membres du Congrès sont des travailleurs de différentes provinces qui participent à la vie politique de leur région et qui y travaillent continuellement. En tout cas, ce ne sont pas des politiciens de métier, ni de beaux parleurs. Le pouvoir pendant les intervalles qui séparent les Congrès

appartient au Comité Exécutif Central élu par le Congrès. Ce Comité adopte les lois et les fait appliquer, il possède en même temps le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Il se subdivise en Commissariats du Peuple où travaillent les membres du Comité. C'est ainsi que le Comité Central Exécutif est bien un *organe de travail*.

Le Comité Central Exécutif, comme toutes les autres institutions soviétiques, s'appuie sur un réseau d'organisations ouvrières : les institutions soviétiques s'appuient sur le Parti communiste, sur les Syndicats, sur les Comités d'usines et sur les Coopératives. Ces organisations embrassent des dizaines de millions de travailleurs et qui tous soutiennent le pouvoir soviétique. Grâce à elles les masses ouvrières *participent effectivement au pouvoir*. Le Parti communiste ouvrier, de même que les syndicats, placent des personnes de confiance à tous les postes de direction. C'est ainsi que les meilleurs ouvriers occupent tous les postes de travail et non d'apparat. Rien de pareil dans la soi-disant République démocratique. L'électeur ouvrier met son bulletin dans l'urne et son rôle est terminé. Il a rempli son « devoir de citoyen », lui dit la bourgeoisie, et il n'a plus à s'occuper de rien.

C'est là un des principaux mensonges de la bourgeoisie. Il semble « sur le papier » que les ouvriers participent à la direction politique de leur pays, tandis qu'en réalité ils en sont complètement écartés. Tout est fait par une caste spéciale de fonctionnaires bourgeois, éloignée des masses, comme l'est tout l'appareil gouvernemental et qui *n'a aucun point de contact avec la population : la bureaucratie*.

[Jusqu'au XVI^e ou au XVII^e siècles, les nobles, seuls, étaient fonctionnaires d'Etat. A l'avènement du régime capitaliste apparaît une caste professionnelle de fonctionnaires. Ces temps derniers, les fonctionnaires étaient recrutés surtout dans les professions libérales. Quant aux postes d'importance, c'est la haute bourgeoisie qui les occupe. Même les petits fonctionnaires sont élevés dans l'esprit de dévouement au gouvernement de bandits. Aux plus capables on donne la possibilité de se faire « une carrière », ainsi que des rangs, des décorations, des titres. C'est pourquoi tous ces Messieurs sont, la plupart du temps, imbus d'un profond mépris pour le peuple. Nous allons citer quelques chiffres afin de donner une idée du nombre des fonctionnaires dans différents pays d'Europe. (Nous prenons ces chiffres dans le livre de M. Olchevsky : *La Bureaucratie*). L'Autriche comptait, en 1874, 27 000 fonctionnaires ; en 1891, 36 000 ; et en 1900, 169 000. En France on en comptait 1 million et demi déjà en 1891, c'est-à-dire 4 % de la totalité de la population. En Angleterre il y en avait environ 1 million en 1891 (2,6 %) ; aux Etats-Unis, en 1890, 750 000, etc... M. Olchevsky, un écrivain bourgeois pourtant, reconnaît que les traits caractéristiques de la bureaucratie sont : la routine, le ton hautain, l'esprit de caste, la mesquinerie. Et c'est cette bureaucratie qui gouverne dans tous les pays capitalistes. Encore une fois, l'administration supérieure est composée des représentants de la haute bourgeoisie et de la noblesse rurale, et il ne saurait en être autrement dans la société capitaliste où la classe bourgeoise détient le pouvoir.]

Dans la République des Soviets, les masses non seulement votent (et ce n'est pas des avocats mercenaires qu'elles élisent, mais des leurs), mais elles prennent aussi une part directe au pouvoir parce que les Soviets et toutes les autres organisations ouvrières sont appelés à y participer.

En ce qui concerne les Soviets, leurs élections sont organisées de façon à rester en liaison avec les masses : ces élections se font non par *localité*, mais par centre de travail (par usine, atelier), ou comme l'on dit : par « unités de production ».

C'est ainsi que le pouvoir soviétique réalise une forme supérieure, bien plus populaire de démocratie : la *démocratie prolétarienne*.

Quelle est ici la tâche du parti ? Notre voie est claire : il faut réaliser la démocratie prolétarienne par le *rapprochement* progressif des camarades fonctionnaires (députés, hommes de confiance, etc.) avec les masses, par la *participation effective de masses* de plus en plus nombreuses à l'administration, et enfin par le *contrôle* vigilant des députés par des milliers de citoyens. La *responsabilité* des fonctionnaires et des élus doit être de plus en plus exigée et élargie.

La réalisation de tous ces buts exige un travail considérable. Elle rencontre beaucoup d'obstacles. Il faut les vaincre tous et atteindre l'unité complète et indissoluble de l'appareil gouvernemental et des masses ouvrières et paysannes pauvres. La réalisation du communisme est à ce prix.

52. *L'Armée et le Pouvoir soviétique.*

La démocratie prolétarienne, comme tout pouvoir d'Etat, possède des forces armées : une *armée* et une *flotte*. En régime de démocratie bourgeoise, l'armée sert à opprimer le prolétariat et à défendre le porte-

monnaie des bourgeois. L'armée prolétarienne, l'armée rouge de la République des Soviets sert à défendre les intérêts de la classe du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie. C'est pourquoi la situation et les droits politiques de l'armée prolétarienne diffèrent énormément de ceux de l'armée bourgeoise. La bourgeoisie est contrainte de faire croire qu'elle maintient son armée « hors de la politique », mais en réalité elle en fait l'instrument de sa politique criminelle et contre-révolutionnaire sous couleur de défendre « l'intérêt national ». Elle fait tous ses efforts pour *séparer l'armée* du peuple; elle emploie tous les moyens pour priver l'armée de ses droits politiques. Dans la République des Soviets, c'est tout différent. Le prolétariat déclare ouvertement que son armée est un instrument de lutte contre la bourgeoisie. L'Etat contribue par tous les moyens à la fusion de *l'armée et du peuple*. Le prolétariat et l'armée sont réunis dans leurs soviets (qui s'appellent soviets des ouvriers et des soldats rouges) ; les soldats de l'armée rouge et les ouvriers s'instruisent dans les mêmes écoles, suivent les mêmes cours, participent ensemble aux meetings et aux manifestations. A plusieurs reprises les ouvriers confièrent leurs fanions à l'armée rouge et réciproquement. Le pouvoir soviétique, qui n'est que la grande République des *travailleurs*, ne peut lutter avec succès contre ses ennemis que grâce à l'union réalisée de l'armée rouge avec le prolétariat révolutionnaire.

Plus la classe ouvrière sera solidaire de l'armée et réciproquement, plus notre puissance militaire sera forte. C'est pourquoi notre parti doit soutenir, développer et fortifier cette solidarité. L'expérience a déjà prouvé l'influence produite sur l'armée par son union avec les organisations prolétariennes. Il suffit de rappeler la résistance contre Koltchak et Dénikine en été et automne 1919. Ces victoires ne furent possibles que grâce à l'appui donné à l'armée par des camarades venus du parti et des syndicats. Aussi l'armée rouge prolétarienne est bien réellement la *première armée nationale*, créée par les efforts des travailleurs, organisée par le prolétariat, en liaison étroite avec lui. Elle participe au pouvoir par l'intermédiaire de ses représentants aux Soviets. Elle n'est pas un corps à part, elle est constituée par ces mêmes ouvriers et paysans pauvres marchant sous la direction de la classe ouvrière. A l'arrière, elle remplit les mêmes fonctions que le reste du prolétariat. Un devoir absolu de notre parti est de resserrer encore, si possible, cette solidarité.

53. Rôle directeur du Prolétariat.

C'est le prolétariat qui joue le rôle principal, le rôle de chef dans notre Révolution qui est une révolution communiste. Le prolétariat est la classe la plus unie et la mieux organisée. Le prolétariat est la seule classe qui, par ses conditions d'existence sous le régime capitaliste, se soit élevée aux conceptions communistes et ait trouvé le vrai but et la seule voie qui y conduit. C'est ce qui a fait du prolétariat le chef et le pionnier au cours de toute la révolution. La classe paysanne (les paysans moyens et en partie les paysans pauvres) hésitait souvent. Par contre chaque fois que la classe paysanne se dressait contre le prolétariat, elle tombait au pouvoir d'un Koltchak, d'un Dénikine ou de quelquel'autre hobereau, capitaliste ou général.

C'est ce rôle directeur du prolétariat qui trouva son expression dans la Constitution de la République des Soviets. D'après nos lois le prolétariat a certaines prérogatives politiques. Aux Congrès des Soviets, un nombre déterminé d'ouvriers est représenté par plus de délégués que le même nombre de paysans.

[Notre Constitution s'exprime ainsi :

« ART. 25. — Le Congrès panrusse des Soviets se compose des représentants des Soviets urbains à raison de 1 député pour

25 000 électeurs, et de représentants des congrès de gouvernement¹⁷, à raison de 1 député pour 125 000 habitants. »

Les Congrès des Soviets locaux et régionaux sont composés de la façon suivante, d'après l'art. 53 de la Constitution :

a) Les *Congrès régionaux* comprennent des représentants des soviets urbains (1 par 5 000 électeurs) et des représentants des congrès d'arrondissement¹⁸ (1 par 25 000 habitants) et ne peuvent compter plus de 500 membres.

b) Les *Congrès de gouvernement* comprennent des représentants des soviets urbains (1 pour 2 000 électeurs) et des représentants des congrès de canton¹⁹ (1 par 10 000 habitants), sans que le nombre total des représentants puisse dépasser 300.

¹⁷ Le « gouvernement » en Russie équivaut approximativement à un département français.

¹⁸ L'oulezd { ? } est une unité territoriale russe qui, toutes proportions gardées, correspond à l'arrondissement français[*County pour les traducteurs américains de 1922*].

¹⁹ Le volost est une unité territoriale russe composé d'un certain nombre de villages et correspondant à peu près au canton français.

Il est vrai que les délégués des villes sont élus d'après le nombre des électeurs, mais par contre ceux des communes rurales sont élus d'après le chiffre de la population entière, y compris les non-travailleurs, exploiters, curés, bourgeoisie rurale, etc. et même les mineurs qui ne possèdent pas les droits électoraux. Par conséquent, les avantages des ouvriers des villes sont moins importants qu'ils ne paraissent de prime abord. Mais ils n'en existent pas moins.]

La Constitution, en confirmant ces prérogatives aux travailleurs urbains, n'a fait que consacrer une situation de fait puisque c'est le prolétariat des villes, conscient et uni, qui conduit les masses des campagnes sans lien et en majeure partie inconscientes.

Notre parti a pour devoir d'expliquer que ces prérogatives n'ont qu'un caractère temporaire. Plus les masses rurales arriérées acquerront de culture, plus l'expérience leur montrera la justesse de vues et la supériorité de tactique du prolétariat, plus elles comprendront que leurs intérêts sont *solidaires* de ceux du prolétariat et contraires à ceux de la bourgeoisie, plus vite disparaîtra cette inégalité.

Notre parti doit profiter des prérogatives du prolétariat urbain en exerçant grâce à lui son influence sur la campagne, en unissant les ouvriers avancés avec les paysans dans le but d'éclairer autant que possible le prolétariat paysan. Ce n'est pas pour que la classe ouvrière se renferme en elle-même et se sépare de la campagne que ces prérogatives lui sont accordées; c'est au contraire pour que cette classe ouvrière, ayant la prépondérance dans les Soviets et dans la direction du pays, puisse contribuer plus efficacement au rapprochement du prolétariat et des cultivateurs pauvres et moyens et aide à les libérer de l'influence nuisible des exploiters, des prêtres et des anciens propriétaires fonciers.

54. La Bureaucratie et le pouvoir soviétique.

Le pouvoir soviétique comme nouveau pouvoir de classe du prolétariat est fondé sur les *ruines* de l'ancien pouvoir bourgeois. Avant d'organiser son *propre* pouvoir, le prolétariat commença par détruire celui de ses adversaires. Le pouvoir soviétique s'applique à détruire les restes de l'ancien Etat. Il détruisit l'ancienne police, l'Okhrana, la gendarmerie, le tribunal tsariste avec ses procureurs et ses avocats mercenaires. Il supprima quantité d'anciens bureaux, supprima les ministères bourgeois avec tous leurs fonctionnaires. En agissant ainsi notre but était de remplacer l'ancienne bureaucratie par les masses elles-mêmes, nous voulions faire en sorte que *toute* la population laborieuse s'intéresse à la direction de l'Etat (en occupant certains emplois à tour de rôle ou pour un laps de temps plus ou moins long). Mais cette œuvre vint se heurter contre une série de grosses difficultés.

Premièrement, *la culture insuffisante des masses, l'ignorance et la timidité des éléments arriérés* dans les villes et surtout dans les campagnes. Il y a relativement peu d'éléments avancés, actifs, débrouillards, courageux et conscients. Ils sont nombreux ceux qui n'osent pas encore se mettre à la besogne, qui ne connaissent pas encore leurs droits et qui ne se sentent pas maîtres du pays. Cela est bien compréhensible. Les masses opprimées et tenues à l'écart depuis des siècles ne peuvent passer brusquement de leur état presque primitif à la direction du pays. Les éléments les plus avancés seuls se mettent en avant. C'est ainsi qu'on voit les ouvriers de Pétrograd occuper des postes de commissaires à l'Armée, d'organisateurs dans l'industrie, de délégués des Comités exécutifs dans les campagnes, de propagandistes, de membres des institutions supérieures des Soviets, etc... Peu à peu, les masses inaptes encore se transforment. Néanmoins le manque de culture des masses se fait sentir comme un obstacle sérieux.

Deuxièmement : *Le manque d'expérience dans l'œuvre de direction*. Cela concerne même les meilleurs de nos camarades. C'est pour la première fois que la classe ouvrière a pris le pouvoir : elle n'a jamais dirigé l'Etat et n'a jamais appris à le faire. Bien au contraire : le gouvernement tsariste et le gouvernement éphémère de Kerensky ont tout fait pour écarter le prolétariat du pouvoir. L'Etat capitaliste et bourgeois était une organisation pour opprimer la classe ouvrière et non pour l'éduquer. Aussi la classe ouvrière actuellement au pouvoir et qui s'instruit par la pratique commet-elle inévitablement des erreurs. Ces erreurs lui servent de leçons, mais elles restent commises.

Troisièmement : *Les anciens spécialistes bourgeois*. Le prolétariat russe *fut obligé* de les laisser en service, il les dompta, les obligea à travailler, empêcha leur sabotage. Il arrivera à les transformer définitivement. Actuellement ils apportent encore au travail leurs anciens procédés et habitudes. Ils regardent de haut les masses, en restent éloignés, ils augmentent démesurément les formalités bureaucratiques, etc., et ce *qui est pis* : ils *contaminent des hommes dévoués à notre cause*.

Quatrièmement : *le départ de nos meilleures forces à l'armée*. Aux moments les plus difficiles de la guerre civile, lorsque la présence dans les rangs de l'armée d'éléments fidèles, honnêtes, dévoués et courageux est

particulièrement nécessaire, il faut envoyer à l'armée les meilleurs ouvriers. Nos services de l'intérieur en sont d'autant plus réduits.

Toutes ces circonstances rendent notre travail très difficile et favorisent la *renaissance* partielle de la *bureaucratie* sous le régime soviétique. C'est un grand danger pour le prolétariat. Il faut que notre parti surmonte ce danger en entraînant les masses au travail administratif. Il faut surtout élever le niveau de la culture des masses ouvrières et paysannes, les éclairer et les instruire. Entre autres, notre Parti recommande les suivantes :

1) *L'accomplissement par tous les membres d'un Soviet quelconque d'un travail concernant la direction du pays.* Tout membre d'un Soviet doit non seulement prendre part aux délibérations, mais encore occuper un poste quelconque dans l'administration.

2) *Les changements successifs de postes.* — C'est-à-dire l'obligation pour tout camarade, après avoir occupé un poste pendant un certain temps, de l'échanger contre un autre afin de se former graduellement aux fonctions dans les principales branches de l'administration. Il ne faut pas qu'en occupant longtemps le même poste il devienne bureaucrate.

3) Le parti recommande encore d'entraîner progressivement toute la *population ouvrière sans exception* à l'œuvre de l'administration de l'Etat. C'est là la base fondamentale de notre politique.

Il y a déjà quelques pas de fait dans cette direction. C'est ainsi que des dizaines de milliers de prolétaires participèrent aux perquisitions chez la bourgeoisie à Pétrograd. que toute la population ouvrière se chargea d'assurer la garde de la ville, que les femmes ouvrières entrèrent dans les milices pour y relayer les hommes, etc. Dans ce but nous pouvons introduire dans nos Soviets des personnes non élues qui, à tour de rôle, apprendront le travail du Comité Exécutif et des commissions. Ce système peut être appliqué également aux Comités d'usines et aux syndicats.

En résumé, sous une forme ou sous une autre, il nous faut suivre l'exemple donné à ce sujet par la Commune de Paris. Nous devons simplifier l'appareil administratif, y attirer les masses et écarter tout bureaucratisme. Plus la participation du prolétariat à l'administration sera étendue, plus vite les derniers vestiges de l'ancienne bureaucratie auront complètement disparu, plus courte sera la dictature du prolétariat. Et la disparition de la résistance de la bourgeoisie sera le signe de la disparition de l'Etat lui-même. Les individus n'auront plus à en diriger d'autres, ils n'auront plus qu'à conduire les outils, les machines, les locomotives et les autres appareils. Ce sera le régime communiste intégral.

[La suppression de l'Etat s'accomplira rapidement après la victoire complète sur les impérialistes. Actuellement, au cours de la guerre civile, toutes nos organisations sont militarisées et les organes du pouvoir soviétique ne peuvent pas fonctionner normalement. Souvent on ne peut même pas convoquer les Soviets, quoique constitutionnellement toutes les questions doivent être tranchées par les Comités Exécutifs de ces Soviets.

C'est que nous vivons sous le régime de la dictature *militaire* du prolétariat. La République est un camp retranché. Cette situation cessera dès que l'organisation militaire ne sera plus nécessaire.]

[Les chapitres VII à XI (§ 55 à 92) sont rédigés par Préobrajensky]

XII. L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

93. *L'expropriation de la bourgeoisie et la nationalisation prolétarienne de la grande industrie.*

Le pouvoir soviétique, comme organe de la dictature prolétarienne, avait pour premier devoir d'enlever à la bourgeoisie les moyens de production, c'est-à-dire d'exproprier la bourgeoisie. Il est bien entendu qu'il ne s'agissait pas d'exproprier le *petit producteur*, l'artisan, mais d'enlever les moyens de production à la haute bourgeoisie et d'organiser la grande industrie sur une base nouvelle.

Nous avons dit dans la première partie de ce livre que le prolétariat ne veut ni le partage ni le pillage des usines, mais l'organisation de la production en commun, c'est-à-dire le transfert de tous les moyens de production à l'*Etat prolétarien* qui est la plus grande et la plus forte organisation de la classe ouvrière. Il faut bien se garder de confondre la nationalisation de la production sous la domination bourgeoise avec celle accomplie sous la domination du prolétariat. Nationalisation signifie transfert à l'Etat. Mais celui qui parle de la nationalisation par l'Etat sans s'occuper de la forme de ce dernier ne comprend rien à l'essentiel de la question. Quand c'est la bourgeoisie qui est la classe dominante de la société et que c'est elle qui nationalise les trusts et les syndicats, il n'y a aucune expropriation de la bourgeoisie. Dans ce cas, elle ne fait que sortir ses biens d'une poche pour les remettre dans l'autre. Elle remet tout à son Etat à elle. C'est toujours elle, la bourgeoisie, qui reste l'exploiteur de la classe ouvrière et celle-ci continue comme auparavant à travailler non pas pour elle-même mais pour son ennemie de classe. Cette nationalisation aboutit à une organisation dont nous avons parlé dans la première partie de ce livre, c'est le capitalisme d'Etat.

Un tout autre résultat est obtenu quand la nationalisation se produit sous la domination du *prolétariat*. Alors les usines, les ateliers, les moyens de transport, etc. passent au pouvoir prolétarien, c'est-à-dire à l'organisation des ouvriers et non pas des capitalistes. Dans ce cas *l'expropriation de la bourgeoisie* est réalisée efficacement, la bourgeoisie est alors réellement privée de ses richesses, de sa domination, de sa force et de sa puissance. Du coup, les bases mêmes de l'exploitation sont détruites. L'Etat prolétarien, organisation du prolétariat, ne saurait exploiter la classe ouvrière : on ne peut pas s'exploiter soi-même. Sous la domination du capitalisme d'Etat, la bourgeoisie ne perd rien à ce que certaines entreprises privées cessent d'exister isolément, puisque en s'associant elles exploitent *ensemble* le public aussi bien qu'auparavant. De même, par la nationalisation prolétarienne, les travailleurs ne perdent rien du fait qu'ils ne sont pas possesseurs individuels de leurs usines, car les usines appartiennent à la classe ouvrière qui s'appelle l'Etat soviétique.

L'expropriation de la bourgeoisie, commencée immédiatement après la Révolution d'octobre 1917, est terminée pour ce qui était l'essentiel. Dans les limites de la Russie soviétique sont nationalisés toute l'industrie des transports (chemins de fer, transports fluviaux) et les 80-90 % de la grosse industrie. D'après les bureaux de la statistique industrielle du Soviet supérieur de l'Economie nationale, on comptait en septembre 1919, dans 30 gouvernements, 3 330 entreprises socialisées occupant 1 012 000 ouvriers et 27 000 employés. Ces chiffres sont plutôt au-dessous de la réalité et nous avons des raisons de croire que le nombre des industries socialisées atteint actuellement 4 000. Les entreprises les plus considérables parmi les 3 330 citées continuent à fonctionner. En septembre 1919, 1 375 entreprises fonctionnaient, dont 1 258 occupaient 782 000 ouvriers et 26 000 employés. Sur ce chiffre d'un million d'ouvriers, 800 000 continuent à être occupés régulièrement, malgré les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles notre industrie est obligée de travailler. On compte 631 entreprises fermées qui occupaient 170 000 ouvriers, la situation de 1 278 entreprises avec 57 000 ouvriers n'est pas actuellement établie (il s'agit, on le voit, de très petites entreprises).

[Les entreprises nationalisées en marche jusqu'en automne 1919 appartenaient aux branches indiquées ci-dessous; elles étaient unies par leurs organes centraux de direction (directions principales et centrales).

- I. — INDUSTRIE MINIERE (dirigée par le Soviet Minier).
 - 1) Direction principale des charbons.
 - 2) — des minerais.
 - 3) — du pétrole.
 - 4) — de la tourbe.

- 5) — du schiste.
- 6) — du sel.
- 7) — de l'or.

II. — METALLURGIE (dirigée par le département métallurgique du Soviet supérieur de l'Economie Nationale).

- 1) Direction principale de l'industrie mécanique.
- 2) — de l'aviation.
- 3) Direction centrale du cuivre.
- 4) Direction principale du fer.
- 5) — de l'automobile.
- 6) — du groupe des usines Maltzev.
- 7) — des usines Kalouga-Riazan.
- 8) — des usines de Podolie.

III. — INDUSTRIE ELECTRO-TECHNIQUE (Entreprises électriques unifiées sous la direction de l'industrie d'Etat).

IV. — INDUSTRIE TEXTILE (dirigée par la direction principale de l'industrie textile).

V. — INDUSTRIE DES PRODUITS CHIMIQUES (dirigée par le département chimique du Soviet supérieur de l'Economie Nationale).

- 1) Direction principale de la chimie organique.
- 2) — de l'aniline.
- 3) Direction centrale des vernis.
- 4) Direction principale des produits pharmaceutiques.
- 5) — des allumettes.
- 6) — du verre à vitres.
- 7) — du verre à bouteilles.
- 8) Direction centrale du ciment.
- 9) - — —
- 10)) - — —
- 11) Direction principale des cuirs.
- 12) — des fourrures.
- 13) Direction centrale des soies de porc.
- 14) Direction principale des os.
- 15) Direction centrale des graisses.
- 16) Direction principale du papier.
- 17) — des résines.
- 18) — des bois.
- 19) — des huiles.
- 20) Direction centrale des alcools.
- 21) Direction principale des tabacs.
- 22) — de l'amidon.
- 23) — du sucre.

VI. — INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES (dirigée par le département des produits alimentaires du Soviet supérieur de l'Economie Nationale).

- 1) Direction principale des farines.
- 2) — de la confiserie.
- 3) Direction centrale de l'industrie du thé.
- 4) — — du lait.
- 5) Direction principale des conserves alimentaires.
- 6) Direction centrale de l'industrie frigorifique.

VII. — INDUSTRIE FORESTIERE ET PREPARATION INDUSTRIELLE DES BOIS (dirigée par le Comité forestier principal).

VIII. — INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE (dirigée par le département typographique du Soviet supérieur de l'Economie nationale).

IX. — « SECTION AUTOMOBILE CENTRALE » (montage et réparation des automobiles).

X. — PETITS ATELIERS DE COUTURE (direction centrale de la couture).

XI. — UTILISATION DES DECHETS (direction centrale de l'utilisation des déchets).

XII. — TRANSPORTS PAR EAU (direction principale des transports par eau).

XIII. — INDUSTRIE DU BATIMENT ET DE LA CONSTRUCTION INDUSTRIELLE (Comité d'architecture).

XIV. — INDUSTRIE DE GUERRE (département de l'industrie de guerre).

XV. — TRANSPORT ET MANUTENTION DES DENREES (département du transport et de la manutention des denrées du Soviet supérieur de l'Economie nationale).]

L'expropriation de la bourgeoisie exécutée dans sa partie essentielle doit être terminée complètement; c'est un des principaux devoirs de notre Parti. Nous devons toutefois rappeler que nous n'exproprions pas la petite industrie dont la «nationalisation» est absolument inadmissible pour les raisons suivantes : Nous-mêmes nous ne pourrions pas organiser la petite industrie dispersée et, d'autre part, le Parti communiste ne veut pas et ne doit pas léser les millions de petits propriétaires. Leur passage au socialisme se fera volontairement sans expropriation forcée. C'est surtout sur les rayons de petite production qu'il faut porter notre attention.

Ainsi notre première tâche, c'est l'achèvement de la nationalisation.

94. Notre but est le développement des forces productives.

Le développement par tous les moyens des forces productives, telle est la base de notre politique. La ruine est si grande, la pénurie de tous les produits par suite de la guerre est si sensible que ce but doit actuellement primer tous les autres. Il nous faut plus de produits, plus de chaussures, de faucilles, de tonneaux, d'étoffes, de sel, de vêtements, de blé, etc. et c'est le principal. On ne peut y arriver qu'en *relevant la production*, il n'est pas d'autres remèdes. Nous rencontrons dans l'exécution de notre plan des difficultés inouïes dont les principales sont les attaques et le boycottage dirigés contre nous par la contre-révolution mondiale qui nous oblige à nous défendre et nous enlève nos meilleurs ouvriers. Il nous faut en premier lieu *reconquérir* le pétrole et le charbon enlevés par les capitalistes et les gros propriétaires fonciers, et puis aussi organiser la *production* sur de justes bases. Tout cela nous est absolument indispensable.

Tant que la classe ouvrière n'était pas maîtresse du pays, elle n'avait pas à s'occuper de l'organisation de la production. Maintenant c'est elle qui est au pouvoir. C'est elle qui est responsable du sort et de l'avenir du pays et c'est sur ses épaules que pèse la lourde tâche de faire sortir la République des Soviets du gouffre actuel de la faim, du froid et de la ruine. Avant la prise du pouvoir, la classe ouvrière avait pour but de *détruire* l'ordre ancien, actuellement son but est d'*édifier* un ordre nouveau. Avant, c'était à la bourgeoisie qu'incombait la tâche d'organiser l'industrie, maintenant c'est au prolétariat. Aussi en cette période de ruine extrême, toutes les pensées du prolétariat doivent être concentrées sur l'organisation de l'industrie et le relèvement de la production. Relever la production, c'est augmenter les rendements, c'est créer plus de produits, c'est améliorer le travail dans toutes les institutions et *obtenir de meilleurs résultats* dans le travail quotidien. L'époque des belles paroles est passée, celle du *dur labeur* est venue. Nous n'avons plus à lutter pour des droits quelconques à Moscou ou à Pétrograd, la classe ouvrière les a tous et elle les défend sur tous

les fronts. Notre but actuel est d'augmenter le nombre de clous, de fers à cheval, de charrues, de machines, de manteaux, etc., etc.. Voilà ce qu'il nous faut actuellement pour ne pas mourir de faim, nous habiller, recouvrer des forces et avancer plus rapidement dans la voie de la création de la vie nouvelle.

Le relèvement de l'industrie exige les mesures suivantes : augmentation des *moyens de production* (machines, charbon, matières premières), *organisation* systématique des plans de production, liaison des différentes productions, répartition rationnelle des matières premières et des forces ouvrières, etc., obtention d'un *meilleur* rendement en tant que cela dépend des *ouvriers mêmes* (discipline ouvrière fraternelle, lutte contre la négligence, la malpropreté, etc.), application de la *science* et collaboration avec les *spécialistes*.

Toutes ces questions sont d'importance capitale. Il faut les résoudre pratiquement non pas seulement pour *une* usine, mais pour un pays immense où les prolétaires se comptent par millions. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue surtout, c'est le relèvement *des forces productives* du pays entier afin d'établir sa production sur les bases nouvelles du travail communiste.

[Nos adversaires socialistes-révolutionnaires, menchéviks bourgeois, etc., nous reprochent de ne pas être marxistes et d'avoir un communisme de consommation, de partage. Ils prétendent que les bolcheviks enlèvent aux bourgeois leurs fourrures, les chassent de leurs maisons, etc., c'est-à-dire qu'ils partagent les *produits existants*, mais n'organisent nullement la production. Ces objections n'ont aucune valeur. Les forces productives de la société humaine se composent des moyens de production (machines et outils) et des forces vivantes (les ouvriers). La classe ouvrière est la *principale* force productive. La destruction des machines et des outils est perte réparable, parce que des ouvriers expérimentés peuvent toujours, bien que difficilement, les reconstruire. C'est tout à fait différent lorsque la force productive vivante se détruit, quand les ouvriers se dispersent et retournent à la campagne, chassés des villes par la faim et le froid et quand la classe ouvrière est menacée même de disparaître. Il faut alors la conserver à tout prix. L'expropriation *organisée* des moyens de consommation est dans ce cas une condition de salut pour la force ouvrière. Le communisme de consommation devient ainsi *une condition préalable de l'organisation de la production, qui est notre but réel*. La bourgeoisie de tous les pays veut charger le prolétariat de toutes les dépenses occasionnées par la guerre, de toutes les calamités et de toutes les souffrances qui en sont les conséquences. Pour sauvegarder son avenir, il faut que le prolétariat rejette sur la bourgeoisie tout le fardeau de l'après-guerre. Mais notre pensée directrice, c'est naturellement *l'organisation de la production et le développement des forces productives*.]

95. *L'organisation rationnelle de la production.*

L'époque de la décomposition du capitalisme laissa en héritage au prolétariat non seulement une quantité minime de moyens de production, mais encore un désordre indescriptible. La Russie s'est scindée en plusieurs régions dont les liens furent rompus et dont les communications entre elles devinrent extrêmement difficiles. Sous l'influence de la Révolution, les industriels abandonnèrent les rênes de la direction et, les premiers temps, beaucoup d'usines restèrent sans maîtres. Puis les ouvriers commencèrent à s'emparer des usines d'une façon désordonnée; ils ne pouvaient plus attendre et cette « nationalisation » locale commença même quelque peu avant la Révolution d'Octobre. Il est clair que cette prise de possession des entreprises par les ouvriers qui y travaillaient n'était pas une nationalisation. Elle ne se transforma en nationalisation que bien plus tard. Même après la Révolution d'Octobre, on procéda à la nationalisation d'une façon désordonnée. Il eût fallu évidemment commencer par les entreprises les plus vastes et les mieux organisées, mais on n'y réussissait pas toujours. On nationalisait souvent des entreprises abandonnées par leurs propriétaires et qu'on ne pouvait laisser sans surveillance ou celles dont les propriétaires manifestaient violemment leur haine des ouvriers. Pendant la guerre civile, il y eut évidemment beaucoup d'entreprises de ce genre; parmi elles, plus d'une était naturellement en très mauvais état, inutilisable. Il s'agissait surtout de celles qui s'étaient développées démesurément pendant la guerre, qui travaillaient « pour la défense nationale » et qui, construites hâtivement, sombrèrent vite pendant la Révolution. Toutes ces circonstances amenèrent les premiers temps un désordre encore bien plus grand.

Au début le pouvoir soviétique et ses organes n'avaient même pas la connaissance exacte de ce qui existait; ils n'avaient pas la comptabilité des entreprises, des réserves de charbon, des moyens de chauffage, des marchandises, pas plus d'ailleurs qu'ils ne possédaient aucun renseignement sur les possibilités de rendement, c'est-à-dire sur la nature et la quantité des produits que pouvaient créer les entreprises nationalisées.

La bourgeoisie se mourait, mais sans laisser de testament détaillé de ses biens au prolétariat qui « héritait » de ses richesses en s'en emparant dans une guerre civile acharnée. Dans ces circonstances, il ne pouvait évidemment pas être question, surtout au début, d'un plan général de production. L'ancienne organisation capitaliste se décomposait et la nouvelle organisation socialiste n'était pas encore créée.

Cependant une des tâches principales du pouvoir soviétique était et est encore l'unification de toute l'activité économique d'après un plan systématique applicable dans tout l'Etat. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra maintenir la productivité à un niveau suffisant pour pouvoir la faire progresser ensuite. Nous savons déjà, par la première partie de ce livre, que l'avantage du régime communiste, c'est précisément de supprimer le désordre et l'« anarchie » capitaliste. C'est le fondement du régime communiste. Certes, il serait ridicule de croire qu'on puisse arriver à des résultats merveilleux à bref délai, parmi le froid, la faim, le manque de combustibles et de matières premières. Mais personne, n'est-ce pas ? ne vit dans les fondations de la maison tant que sa construction n'est pas terminée et que les échafaudages ne sont pas enlevés, et cependant il faut bien faire ces fondations. Il en est de même pour cette maison qu'est la société communiste. Ses fondations, c'est l'organisation de l'industrie et en première ligne son unification d'après un plan étatiste.

La réalisation de ce plan commença par le recensement de tout ce qui était à la disposition du pouvoir prolétarien : quantité des stocks, nombre des entreprises, etc.. Peu à peu s'établirent des liens entre les entreprises auparavant indépendantes, des organes d'approvisionnement se formèrent pour la fourniture des matières premières, du combustible et autres accessoires; on créa un réseau d'organes de direction centrale et locale de l'industrie capables d'élaborer et de faire appliquer un plan commun dans tout le pays.

L'appareil de direction de l'industrie, si on l'examine de la base au sommet, est formé de la manière suivante : à la tête de chaque usine se trouve la direction ouvrière de l'usine, composée généralement de deux tiers d'ouvriers, membres de leur syndicat respectif, et d'un tiers d'ingénieurs désignés d'accord avec le comité central du syndicat. Pour certaines branches d'industrie peu développées, on a établi des directions régionales (de rayons) reliées aux soviets locaux de l'Economie nationale, qui à leur tour sont en relations avec les soviets locaux. Les branches plus développées de l'industrie sont contrôlées directement par les directions principales et centrales. C'est ainsi que la direction centrale du Textile s'occupe de toute l'industrie textile et que la direction principale des clous contrôle la production des clous, etc.. (Voir leur liste au premier paragraphe de cet article). Ces directions principales et centrales constituent chez nous ce qu'étaient sous le régime du capitalisme d'Etat, les trusts d'Etat de certaines branches d'industrie. La composition de ces directions est fixée par le présidium du Soviet supérieur de l'Economie Nationale (nous en parlerons plus tard) d'accord avec le Comité Central du syndicat intéressé ; en cas de différend, ce dernier est remplacé par la Centrale du Soviet panrusse des syndicats qui règle, d'accord avec le présidium du Soviet supérieur de l'Economie nationale, la composition de cette direction principale ou centrale. Les Soviets locaux de l'Economie nationale organisent ordinairement les entreprises de moindre importance.

Les directions principales et les Centrales sont à leur tour unifiées par groupes d'industries de même ordre. C'est ainsi qu'il existe la direction commune des usines mécaniques de l'Etat, la direction centrale de l'industrie du cuivre, la direction principale de l'industrie de l'or, etc.

[Pour illustrer ce que nous venons dire, nous allons indiquer les groupes faisant partie de l'industrie métallurgique²⁰ :

I ^{er} Groupe.	— Usines de Sormovo-Kolomna (« Gomza »)	17 usines	Groupes de : 1. Sormovo 2. Kolomna. 3. Vyksa. 5. Vilki. 6. Filières (Provoloika). 7. Bouchouévo.
II ^e Groupe.	— Central des Hauts-Fourneaux et Forges	3 usines	
III ^e Groupe.	— Fonderies de Kalouga-Riazan	9 usines	
IV ^e Groupe.	— Usine Maitsev	6 usines	
V ^e Groupe.	— Central du Cuivre	10 usines	
VI ^e Groupe.	— Automobiles Etc ;	3 usines	

Dans l'industrie à la tête de laquelle est la direction centrale de l'industrie textile se trouvent encore des « Kousty » (surtout dans l'industrie du coton), c'est-à-dire de petites entreprises qui font des

²⁰ Ces renseignements sont tirés du rapport du département métallurgique fait au Soviet supérieur de l'Economie nationale par le camarade Milioutine [l'édition américaine de 1923 ne comporte pas la colonne de droite].

produits manufacturés à un certain degré seulement aussi bien que des produits finis.

Il faut ajouter que généralement les formes actuelles de groupement et de direction sont encore loin d'être définitives : continuellement des formes nouvelles apparaissent et les anciennes se meurent. C'est inévitable dans la période d'édification fiévreuse, au milieu de conditions si difficiles, alors que les fluctuations de la guerre civile nous feront demain perdre l'Oural que nous possédons aujourd'hui, et reconquérir l'Ukraine après en avoir été dépossédés.]

Ces groupes ne sont pas composés de quelques branches indépendantes, mais toutes les branches sont étroitement liées entre elles et forment un tout inséparable. Il est évident que ce sont les branches ayant des points communs qui sont liées entre elles les premières. Ainsi la production des clous, des machines, du cuivre et de ses produits appartient au groupe qui travaille les métaux. Les directions principales de ce groupe sont unifiées par le *département des métaux* (section des métaux) du Soviet supérieur de l'Economie nationale. Il y a plusieurs de ces départements industriels : le département des métaux, celui de l'industrie chimique, des produits alimentaires, de l'imprimerie, etc. En automne 1919, ces départements étaient composés d'une façon différente pour chacun d'eux. Dans le département des métaux, c'est le Comité Central de la Fédération panrusse des ouvriers métallurgistes qui exerçait principalement son influence ; les ouvriers métallurgistes sont avancés, instruits et très bons travailleurs, aussi ont-ils réussi à faire vraiment bien les choses dans les branches différentes de leur industrie. La situation n'est pas aussi brillante dans d'autres départements industriels. Par exemple, les ouvriers de l'industrie chimique ne pouvaient pas encore être représentés en 1919 dans leur département, n'étant à cette époque pas même encore groupés en syndicats.

Tous les départements dépendent du Soviet (Conseil) supérieur de l'Economie nationale. Il est composé des représentants du Soviet de l'Union des Syndicats, du Comité Central Exécutif panrusse des Soviets et des commissaires du peuple et possède un présidium chargé d'appliquer ses décisions. C'est à cette institution qu'incombe l'élaboration et l'application d'un plan unique national.

[L'activité des usines mécaniques de l'Etat où le syndicat des métallurgistes a une influence décisive nous montre que les ouvriers peuvent, grâce à une bonne organisation, élever considérablement la productivité des entreprises. Voici quelques chiffres²¹.

Il fut produit :	En 2 mois Nov.-Déc.	En 6 mois Janv.-Juin
	1918	1919
Pièces de rechange pour wagons et locomotives	24.250	94.419
Trains blindés, locomotives	2	10
Plates-formes	4	19
Wagons-citernes, plates-formes, etc. :		
Nouveaux	477	1.191
Réparés	—	1.040
Wagonnets	148	522
Aiguilles de rails	0	754

La seconde période est trois fois plus étendue que la première, mais sa production en a bien plus que triplé].

Lorsque fut atteint un certain degré d'organisation et que cette organisation commença à donner certains résultats, on a pu procéder à l'approvisionnement par le moyen des directions principales des différentes industries et à la *centralisation de la production dans les entreprises les mieux organisées*. Ceci fut la conséquence du plan commun. Il est évident qu'il est plus avantageux de travailler dans les meilleures entreprises, de concentrer sur elles toute notre attention que de nous échinier inutilement sur celles qui n'en valent pas la peine. Certes, là encore, il faut tenir compte du manque général de combustible et de matières premières. C'est ce qui explique que l'on fut obligé de fermer à plusieurs reprises des entreprises même considérables (dans le Textile, par exemple). C'est aussi pourquoi l'on peut observer que se poursuit encore aujourd'hui la destruction partielle de l'industrie. En tous cas, cela ne dépend plus tant de l'absence d'organisation que de la pénurie des matières nécessaires à la production.

La centralisation de la production se poursuit néanmoins. C'est ainsi que la direction principale des usines de constructions mécaniques de l'Etat « Gomza » a fermé beaucoup d'entreprises sans valeur et concentré son

²¹ [Données fournies par le camarade Larine –note de l'édition américaine de 1923.]

attention sur les seize usines les meilleures. L'industrie électrotechnique qui, en régime capitaliste, était séparée en entreprises indépendantes est actuellement unie dans un seul organisme ; la même fusion a eu lieu dans d'autres branches de production (pâtes alimentaires, tabac, textile, etc.).

Le plus important, c'est l'usage approprié et économique des réserves existantes en forces et en matières. Nous avons vu que, dans la première période, on ne savait même pas le compte exact de ce que l'on possédait. Beaucoup d'objets disparaissaient, les réserves étaient pillées. Quant à l'utilisation rationnelle de quoi que ce soit, il ne pouvait même pas en être question. Mais, là encore, on commence à s'organiser, quoique difficilement. Du moins, à l'heure actuelle, sait-on plus ou moins bien le compte de ce que l'on possède²².

Il est bien entendu que ce travail de réglementation et d'organisation de la production est très loin de la perfection. Dans bien des institutions le désordre et la confusion règnent encore. L'appareil de direction est loin d'être au point, mais son ossature existe déjà. Notre tâche est d'étendre notre travail de construction dans toutes les directions et de viser toujours davantage à l'unification de toute l'activité productrice du pays, à la systématisation et à la centralisation de la productivité, à l'utilisation rationnelle des matières premières et de toutes les réserves du pays.

[Voici un tableau comparatif concernant l'approvisionnement en combustibles et en matières premières. Il indique en même temps les progrès dans la comptabilité des stocks existants et dans la mise au point de notre appareil de direction, ainsi que dans l'utilisation judicieuse de toutes les réserves du pays.

A. — Combustibles :

	En 1918	En 1919
1) Charbon de la région de Moscou et de Borovitch.	30.000.000 environ de pouds ²³	30.000.000 environ de pouds
2) Bois (extraction courante et réserves)	4.000.000 de sagènes cubes ²⁴	5.000.000 de sagènes cubes
3) Tourbe	58.000.000 de pouds	60.000.000 de pouds
4) Pétrole	93.000.000 —	00 (Bakou occupé par les Anglais)

B. — Matières premières en réserve dans les dépôts du Soviet supérieur de l'Economie nationale :

	En 1918	En 1919
1) Lin	inconnu	5 1/2 millions de pouds
2) Coton	—	6 1/2 millions de pouds (y compris le coton du Turkestan)
3) Laine	—	2.000.000 de pouds
4) Chanvre	—	2.000.000 — .
5) Métaux	30.000.000 de pouds	40.000.000 (y compris ceux qui viennent de l'Oural)
6) Fourrures	inconnu	inconnu

On voit d'après cette table que *l'organisation est en train*. On voit également que *notre principale difficulté provient de la perte du combustible liquide (pétrole).*]

96. Extension de la collaboration économique avec les autres pays.

Au problème de l'organisation de la grosse industrie est lié celui de nos relations avec l'étranger. La Russie des Soviets est encerclée par un blocus qui lui cause un dommage énorme. Quelle influence eut sur notre industrie et notre rendement l'interruption de nos relations économiques avec d'autres pays, les chiffres de nos importations de 1909 à 1913 vont nous le montrer :

²² Voir ci-après l'état des stocks disponibles de combustibles et de matières premières.

²³ Pouds : 16 kilog.

²⁴ Sagène : Mesure de longueur valant 2 m. 13 cm.

Produits alimentaires			Matières premières et produits à demi fabriqués		Animaux		Produits manufacturés		Totaux	
	Milliers de roubles	%	Milliers de roubles	%	Milliers de roubles	%	Milliers de roubles	%	Milliers de roubles	%
1909	182.872	100,0	442.556	100,0	7.972	100,0	272.937	100,0	906.336	100,0
1910	191.462	104,7	554.386	125,3	10.791	135,4	327.807	120,1	1.084.446	119,7
1911	206.909	113,1	553.143	125,0	10.997	137,9	390.633	143,	1.161.682	128,2
1912	209.647	114,6	555.516	125,5	11.979	150,3	394.630	144,6	1.171.772	129,3
1913	273.898	130,1	667.989	150,9	17.615	221,0	450.532	165,1	1.374.034	151,6

On importait surtout en Russie des produits manufacturés; leur importation augmenta en quatre années (1909-1913), de 65 % ; celle des matières premières et des produits à demi manufacturés augmenta de 50 % dans le même laps de temps. L'importation prenait donc rapidement de l'importance. On introduisait surtout des machines, des appareils, des produits manufacturés de fer et d'acier, des machines agricoles, des produits chimiques, des appareils électriques et d'autres moyens de production; même des objets de consommation (étouffes, produits manufacturés en cuir) étaient importés en quantités de plus en plus grandes.

La guerre supprima toutes nos relations commerciales avec l'Allemagne, puis vint le blocus de la Russie des Soviets qui interrompit aussi tout trafic avec nos anciens alliés. Nous recevions annuellement de l'étranger avant la guerre des marchandises pour environ *1 milliard 1/2 de roubles* (taux d'avant- guerre). On voit par là le tort que nous causa le blocus. Aussi, la politique de notre parti doit-elle s'efforcer d'obtenir la reprise de nos relations économiques avec d'autres pays dans la mesure où cela est compatible avec nos buts généraux. Sous ce rapport la meilleure garantie serait une *victoire décisive sur la contre- révolution*.

Notre autre devoir concerne nos relations économiques avec les pays où *le prolétariat est déjà victorieux*. Avec ces pays, non seulement nous devons établir des relations d'échange, mais encore un plan économique commun. Une fois le prolétariat d'Allemagne victorieux, il faudra créer un organe commun qui dirigera la politique économique commune aux deux Républiques soviétiques. Cet organe calculerait la quantité de produits manufacturés par l'Allemagne, pourrait envoyer en Russie soviétique le nombre d'ouvriers qualifiés nécessaires, par exemple, aux usines russes de construction de locomotives et, réciproquement, établirait la quantité de matières premières ou de blé à faire parvenir en Allemagne. Nous savons déjà que pour sortir du chaos et de la ruine, l'Europe a besoin de l'union de tous ses Etats. Il est évident que nous ne pouvons fusionner avec un *pays capitaliste*. Par contre, nous pouvons et nous devons conclure une étroite alliance économique et créer une organisation économique avec *les autres Républiques soviétiques*. Notre but est la centralisation de la production sur une échelle internationale.

97. Organisation de la petite industrie, des métiers et du travail à domicile.

Nous avons vu qu'une des principales difficultés de l'édification du communisme en Russie vient de ce que la Russie est en général un pays de petite production, comme d'ailleurs tous les pays arriérés ou peu développés. Cela concerne surtout l'agriculture. Mais dans l'industrie également il existe encore des vestiges de la production primitive : les travailleurs à domicile, les artisans, et les petits industriels atteignent un nombre assez considérable.

[D'après les statistiques d'avant-guerre, le nombre des travailleurs à domicile dans 34 gouvernements atteignait environ 1.200.000.

Ils étaient répartis dans les différentes industries d'après les chiffres suivants :

I. — Minéraux : 66.400.

Poterie et Vaisselle; Briques et Tuiles; Meules, Pierres à faux; Cuivre; Chaux.

II. — Bois : 467.900.

Nattes, Tonneaux, Cuves en bois; Menuiserie, Ebénisterie; Sabots; Traîneaux, Voitures; Paniers, Cannage de meubles; Roues, Jantes; Charbon de bois et Goudron; Vaisselle et Cuillers en bois; Industrie batelière et Charpente; en tout, 18 industries.

III. — Métaux : 130.500.

Forges, Clous, Haches; Serrures, Crampons, Couteaux; Joaillerie, Horlogerie ; Fonte ; Ferrures pour

portes et fenêtres ; Seaux et Tuyaux.

IV. — Tissus : 65.200.

Filature; Feutre; Tissage; Fil; Dentelles; Fichus; Filets et Cordes; Draps, Tapis; Casquettes et Chapeaux; Brosses, etc.; en tout, 11 industries.

V. — Cuirs 208.300.

Cordonnerie; Fourrures de peaux de mouton; Cuirs et Peaux; Harnais; Fourrures et Gants; Peignes.

VI. — Divers ; 185.400.

Tailleurs, 104.900; Productions diverses, 73.800; Images saintes, 3.600; Harmonicas, 3.100.

Au cours de la guerre, le nombre de ces travailleurs à domicile diminua considérablement, jusqu'à 1.000.000, à en croire certains recensements, bien que de nombreux ouvriers se fussent tournés vers le travail à domicile, par suite de la ruine de l'industrie. Cela s'explique par l'émigration des petits artisans vers les régions riches en céréales. En général, dans les départements affamés, comme dans ceux de Vologda ou de Novgorod, le nombre des petits artisans diminua de 20 à 25 %. Par contre, dans les départements de Koursk, d'Orel, de Tambov, de Simbirsk, leur nombre est en accroissement de 15 à 20%].

Le pouvoir prolétarien a à résoudre ce problème : comment incorporer cette masse de petits producteurs au système général de l'économie socialiste en voie de réalisation ?

Tout d'abord, il est évident que l'expropriation par la violence est dans ce cas inadmissible. On ne peut pas pousser de force le petit producteur vers la félicité socialiste. Mais il faut faire tout le possible pour faciliter cette transition et lui en faire comprendre la nécessité. On peut y arriver sous certaines conditions.

Premièrement, par l'introduction de *l'industrie à domicile dans le plan général d'approvisionnement en matières premières et en combustibles*.

En effet, le travailleur à domicile, recevant de l'organisation de l'Etat prolétarien ce qui est le plus nécessaire à sa production, tombe dans la dépendance de l'Etat. En régime capitaliste, les matières premières lui étaient souvent fournies par le fabricant ou par le négociant et il était en leur dépendance. Il est clair que le fabricant ou l'acheteur ne l'approvisionnait que pour *l'exploiter*. Le petit artisan n'était rien autre qu'un ouvrier à domicile travaillant pour le capitaliste. Il en est tout à fait autrement si le travailleur à domicile est dans la dépendance de *l'Etat prolétarien*. Ce dernier ne veut pas et ne peut pas exploiter l'ouvrier à domicile; il ne veut que l'aider à s'organiser, d'accord avec tous les autres ouvriers. Il ne prélèvera pas de bénéfices sur son travail (cela n'est pas dans ses principes), mais il s'efforcera de l'amener à l'organisation ouvrière générale de l'industrie. Le petit artisan dépendant du fabricant ou de l'acheteur travaillait pour eux. Il était leur bête de somme. Le petit artisan dépendant de l'Etat prolétarien est un ouvrier de la collectivité. Aussi est-il tout d'abord nécessaire de le comprendre dans le système général d'approvisionnement.

Deuxièmement, *il est nécessaire que l'Etat apporte aux petits artisans une aide financière*. Auparavant, en régime capitaliste, c'était l'acheteur, l'usurier, qui le soutenait financièrement. Mais il le soutenait comme la corde soutient le pendu, c'est-à-dire en l'étranglant. Il l'asservissait de la façon la plus barbare, pour le sucer, comme l'araignée suce la mouche tombée dans ses filets. L'Etat prolétarien peut l'assister *pécuniairement*, en lui donnant des avances sur les commandes sans aucun intérêt et par suite sans usure.

Troisièmement. Il est bien entendu que l'Etat prolétarien ne peut faire de commandes au petit artisan que d'une *manière centralisée*. En lui fournissant les matières premières, le combustible, les produits accessoires, des outils et des instruments dans la mesure du possible, en lui donnant des commandes d'après un *plan déterminé*, le pouvoir prolétarien entraîne peu à peu l'ouvrier à domicile dans le système général de production du pays.

De cette façon, les ouvriers à domicile sont graduellement amenés à la production commune organisée sur des bases communistes, non seulement parce qu'ils sont approvisionnés par la production sociale, mais aussi parce qu'ils travaillent directement pour l'*Etat prolétarien* et d'après un plan prescrit par celui-ci.

Quatrièmement, il ne faut soutenir les petits artisans de la manière indiquée, qu'à *la condition* qu'ils se groupent. Il faut favoriser ceux qui s'unissent et s'organisent en *artels* (sorte de coopératives de travail), en communautés de travail, en coopératives de production et surtout, ce qui est le plus important, il faut grouper ces organisations pour qu'elles passent de la petite exploitation privée à la grande production fraternelle.

Chaque petit patron, y compris l'ouvrier à domicile, a en son for intérieur le désir de devenir grand patron, de « se monter » et de devenir un véritable entrepreneur avec des ouvriers salariés, etc... En régime capitaliste, les artels, les coopératives ouvrières en se développant dégénèrent en entreprises capitalistes : Il en est autrement en période de dictature du prolétariat. Ici, le capitalisme n'est pas à la tête, car c'est le pouvoir d'Etat des ouvriers qui organise toutes ces associations, qui détient tous les moyens financiers et surtout les moyens de production. Il était stupide autrefois de croire que le développement des coopératives ouvrières pourrait nous conduire au socialisme, puisqu'en se développant elles devenaient inévitablement des sociétés capitalistes. Maintenant que nous avons la possibilité de les incorporer dans l'organisation étatiste, toutes ces associations peuvent contribuer à l'édification du socialisme. Ce n'est pas sur l'attachement des petits artisans au communisme que nous devons compter (car tous les petits patrons, les petits artisans sont imbus de bien des préjugés contre le communisme), mais sur les conditions actuelles qui exigent qu'ils soient avec nous et non contre nous.

En favorisant l'organisation des ouvriers à domicile, nous contribuerons à leur transformation imperceptible en ouvriers de la production sociale, unie, organisée, travaillant avec la régularité d'une machine.

[Il y a déjà quelque chose de fait dans cette direction. Pour la saison d'hiver 1919-1920, plusieurs commandes furent données par l'Etat aux petits artisans : 2 millions de bottes en feutre, 2.200.000 paires de mitaines de laine, une quantité de produits tricotés, de chaussures, de fourrures, etc. Il y a une amélioration dans l'organisation pratique de cette œuvre. Tandis qu'en hiver 1918-1919, les ouvriers à domicile n'ont produit que 300.000 paires de bottes de feutre (au 1^{er} mars 1919), vers les mois d'octobre-novembre seulement de la saison 1919-1920, on en a déjà obtenu plus de 500.000 paires.

Les avances furent accordées systématiquement : on a distribué des matières premières, du pétrole, des lampes d'éclairage, du combustible. L'organisation en 1918-1919 se présentait sous l'aspect suivant : on réunissait en conseil les représentants des organisations coopératives de la production et ceux des associations de travailleurs à domicile avec les représentants de la section des petits artisans du Soviet supérieur de l'Economie nationale. Le Conseil ainsi formé adoptait un plan commun d'action. Le Syndicat central de coopératives de production et de vente des produits de l'industrie à domicile est à ce point de vue la plus forte organisation de petits artisans entraînée au travail organique d'ensemble. Il groupe 29 unions avec 1.306 coopératives comptant 631.860 ateliers de petits artisans. L'approvisionnement s'effectue par les organes des Centrales ou par les Soviets locaux de l'Economie nationale. Il faut remarquer que depuis l'avènement du Pouvoir soviétique le nombre des unions augmente rapidement.]

Il est certain qu'il n'est pas encore définitivement établi comment s'organise l'union entre les différentes parties de l'appareil économique des Soviets. Bien des organisations se modifient assez vite. Mais ce qu'il nous faut constamment surveiller, c'est le bon réglage de notre appareil, la fermeté de notre organisation et la systématisation de toutes nos actions.

98. L'organisation industrielle et les syndicats.

Ce sont les syndicats ouvriers qui auraient dû s'adapter le plus facilement aux problèmes d'organisation et de direction de l'industrie en Russie.

En régime capitaliste, les syndicats qui, tout d'abord, unissaient les ouvriers seulement par métiers et ensuite d'après les différentes branches de la production étaient avant tout un moyen de lutte contre les capitalistes, surtout de lutte économique. A l'époque de la tourmente, ils dirigeaient avec le parti de la classe ouvrière, avec les bolcheviks, l'attaque générale contre le capital. Le parti, les syndicats et les soviets marchaient en complet accord contre le régime capitaliste. Après la conquête du pouvoir politique, le rôle des syndicats devait naturellement se modifier. Auparavant, ils organisaient des grèves, arme efficace dans la lutte contre le capitalisme. Actuellement les capitalistes n'existent plus comme classe dominante, il n'y a plus de patrons ni d'entrepreneurs. Auparavant le but principal des syndicats était de détruire l'ordre qui dominait dans les usines. Après le mois d'octobre 1917, le moment est venu d'instituer l'ordre nouveau.

L'organisation de la production, voilà la tâche des syndicats à l'époque de la dictature du prolétariat. Au cours de leur existence les syndicats ont réussi à unir étroitement les masses énormes du prolétariat. Ils étaient les organisations prolétariennes les plus fortes et en même temps les plus directement liées à la production. De plus au moment de la Révolution en Russie, ils avaient entièrement embrassé la cause de la dictature prolétarienne. De toute évidence, c'était à ces organisations, en effet, que devait passer la direction effective

de l'industrie et en même temps celle de la principale force productive de la force ouvrière. Quelles relations devaient nécessairement s'établir entre les syndicats et le pouvoir prolétarien ?

Rappelons-nous ce que faisait la bourgeoisie pour remporter ses plus grands succès. Elle créait le capitalisme d'Etat, associant étroitement avec le pouvoir de l'Etat toutes les autres organisations, surtout économiques (les syndicats, trusts, consortiums). Le prolétariat, qui se doit de mener à la victoire définitive sa guerre contre le *capital*, doit lui aussi *centraliser de la même façon ses organisations*. Il possède des Soviets de députés ouvriers comme organes du pouvoir d'Etat, il a à sa disposition des syndicats et des coopératives. Il est évident qu'il faut relier entre elles par le centre ces associations pour que leur travail soit coordonné. Mais alors une question se pose : A quel organisme faut-il les relier ? La réponse est facile : il faut choisir le plus fort et le plus puissant et c'est précisément l'organisme d'Etat de la classe ouvrière, c'est-à-dire le *pouvoir soviétique*. Il faut donc que les syndicats comme les coopératives se développent de façon à *se transformer en sections économiques et organes du pouvoir d'Etat*, c'est-à-dire en venir à l'« étatisation ».

[Les partis opportunistes qui oubliaient continuellement la lutte de classes soutiennent le point de vue dit « de l'indépendance » du syndicalisme à l'époque de la dictature du prolétariat. Ces Messieurs affirment que les syndicats étant des organisations de classe, il faut qu'ils soient indépendants du pouvoir d'Etat.

Il est facile de distinguer le mensonge qui se cache ici sous le masque d'un fallacieux point de vue « de classe ». On ne peut opposer « l'Etat » aux organisations de classe, car l'Etat lui-même est une organisation de classe. Lorsque les menchéviks et les autres protestent contre l'association avec *l'Etat ouvrier*, ils se manifestent ainsi partisans de la bourgeoisie. Et en effet, ce sont eux qui sont pour la dépendance de l'Etat *bourgeois*.

Les menchéviks parlent souvent des syndicats comme organismes d'Etat. Ils oublient que cet Etat est actuellement l'Etat ouvrier. Les menchéviks auraient préféré qu'il restât toujours bourgeois. *L'indépendance à l'égard du pouvoir ne peut être en réalité que la dépendance à l'égard de la bourgeoisie.*]

Les nouveaux problèmes qui se posèrent devant les syndicats professionnels exigèrent leur transformation rapide en *Unions de production*. Il est évident que si les syndicats sont chargés de l'organisation de la production, ils ne doivent plus grouper les ouvriers de même profession ou de même corporation, mais les grouper par entreprises et par branches de production. Autrement dit, aux problèmes nouveaux doit correspondre une nouvelle organisation des syndicats de façon *que tous les ouvriers et tous les employés d'une même entreprise se constituent en un syndicat unique*. Auparavant les syndicats ouvriers étaient groupés dans les syndicats par professions. Même si, par la suite, il y eut tendance à se syndiquer par branche de profession, ce fut toujours d'une façon confuse et désordonnée. Le syndicat des métallurgistes, par exemple, acceptait comme membres non seulement des camarades travaillant dans l'industrie métallurgique, mais aussi tous les ouvriers des métaux en général, même ceux occupés dans une tout autre branche d'industrie. Cela ne s'accorde pas du tout avec *l'organisation de la production* où chaque entreprise et chaque branche d'industrie sont déjà des organismes vivants. Pour organiser la production, il faut s'adapter à ses besoins réels et se grouper en conséquence, c'est-à-dire d'après les différentes branches de production, en formant des syndicats comprenant tous ceux qui y travaillent.

[Pour illustrer ce que nous venons de dire concernant la transformation des syndicats professionnels en syndicats par production, nous allons donner les résultats obtenus dans la métallurgie à Pétrograd.

AVANT LA TRANSFORMATION <i>Fin 1917 au début 1918</i>	APRES LA TRANSFORMATION
1) Union des métallurgistes	L'Union des métallurgistes avec ses sections (affiliée à l'Union panrusse des métallurgistes) englobe exclusivement tous les ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique.
2) Union des chauffeurs	
3) Union des fondeurs	
4) Union des lamineurs	
5) Union des modeleurs	
6) Union des orfèvres	
7) Union des horlogers	
8) Union des électriciens	
9) Union des machinistes	
10) Union des vérificateurs	

C'est ainsi qu'au lieu de petits syndicats fragmentés par métiers nous avons actuellement de grandes

Unions de production. La tâche de notre parti dans ce domaine consiste à hâter cette unification et à favoriser la création d'Unions de production *qui engloberaient tous les travailleurs sans exception, occupés dans chaque branche de la production.*

D'après les données du département de la statistique du Soviet supérieur panrusse des Syndicats, le nombre d'adhérents aux syndicats de production atteint les chiffres suivants :

Dans le	1er	semestre	1917	ce nombre était de.	335.938
Dans le	2e	—	1917	—	943.547
Dans le	1er	—	1918	—	1.649.278
Dans le	2e	—	1918	—	2.250.278
Dans le	1er	—	1919	—	2.825.018

Dans le premier semestre 1919, 31 syndicats panrusse, non compris le syndicat des cheminots et celui des transports par eau, englobaient 2.801.000 adhérents (le reste était organisé dans des syndicats locaux). Si l'on ajoute les 722.000 membres du syndicat des cheminots et les 200.000 syndiqués des transports par eau, le nombre total des adhérents groupés dans les syndicats de production atteint 3.700.000. Les syndicats sont unis par 33 Comités centraux. Il faut encore y ajouter un nombre considérable de syndicats de production non centralisés. Le département de la statistique évalue le nombre des ouvriers organisés (y compris les provinces occupées) à quatre millions, étant donné que les ouvriers des usines ayant cessé de fonctionner comptent encore comme membres des syndicats de production.]

D'après les lois de la République des Soviets et d'après la pratique établie, les unions de syndicats (groupés par production) participent aux travaux des organes locaux et centraux de la direction de l'industrie. Il s'ensuit que ces syndicats jouent un rôle important et même décisif dans les commissariats, dans le Soviet supérieur et autres Soviets de l'Economie nationale, dans les directions principales et centrales de l'industrie et dans les directions ouvrières d'usines.

Cette mainmise sur la production par les syndicats est toutefois loin d'être terminée. Il existe encore bien des branches de la production nationale où les ouvriers ne savent pas encore tenir le gouvernail comme il le faudrait : cela concerne surtout les directions principales ou centrales où l'on rencontre des spécialistes bourgeois agissant sans contrôle et qui voudraient bien organiser la production à leur manière, dans l'espoir secret d'un retour au « bon vieux temps » où ils pourraient vite transformer en trusts capitalistes les directions existantes. Pour s'opposer à cela, il faut que la participation des syndicats à la direction de l'industrie soit de plus en plus *grande jusqu'à ce que la production nationale depuis le haut jusqu'en bas soit effectivement aux mains des Unions et des Syndicats de production.*

[Parmi les organismes inférieurs de la direction de l'industrie il faut surtout distinguer l'activité des *Comités d'usines*. Par leur nature ils sont des cellules des syndicats soumises à la direction des syndicats respectifs. Ces comités élus par les ouvriers de l'entreprise s'occupent de l'organisation intérieure en ce qui concerne la *force ouvrière*. Ils s'occupent de l'*embauchage* ou du renvoi des ouvriers, du paiement des salaires et de l'assurance matérielle des familles ouvrières, du rendement du travail, de la discipline, etc. Ces comités sont en même temps d'excellentes écoles élémentaires pour enseigner l'art de diriger aux masses ouvrières.]

Les syndicats (par production) doivent ainsi assurer la liaison la plus étroite entre les organes centraux du gouvernement d'Etat, l'économie nationale et les masses profondes des travailleurs.

Le devoir principal et immédiat des syndicats est d'amener des masses de plus en plus nombreuses à la direction de la vie économique. S'appuyant sur les comités d'usines, unissant presque tous les ouvriers, les syndicats doivent fournir constamment de nouveaux travailleurs aptes à participer à l'organisation de la production. A ce même but servent et l'enseignement direct par la *pratique* (dans les comités d'usines, dans les directions, dans le Soviet de l'Economie nationale, etc.) et l'enseignement spécial, diffusé par les syndicats, de *caractère théorique* (cours d'instructeurs, etc.).

L'attachement de masses nombreuses à l'œuvre de la construction est en même temps *le meilleur moyen de lutte contre la bureaucratie* qui sévit dans l'appareil économique du pouvoir soviétique et qui parfois dépasse toute mesure, surtout là où il y a peu d'ouvriers et beaucoup de « fonctionnaires soviétiques ». De la paperasserie, de la grossièreté, de l'esprit de caste, de la négligence et du sabotage, il y en a beaucoup trop dans les institutions économiques. Pour que tout cela disparaisse, il faut faire *sortir de leurs bas-fonds les*

masses ouvrières. De cette façon seulement il sera possible d'établir un véritable contrôle populaire du travail dans toutes les institutions économiques.

99. L'utilisation de la force ouvrière.

La bonne utilisation de la force ouvrière dont nous pouvons disposer a pour notre œuvre une importance énorme. Quand les moyens de production sont épuisés et qu'il y a insuffisance de matières premières, la force ouvrière est la base de toute production et tout dépend de son emploi judicieux. Nous sommes en face des problèmes suivants : *utiliser* toutes les forces, autrement dit, mettre en valeur tous les éléments capables de produire, leur trouver du travail, *les occuper*. Il ne faut pas oublier ceci : à notre époque de famine chaque consommateur qui ne fournit aucun travail utile est une charge pour la communauté. De ceux-là il y a foule. Et cependant il y a une quantité de travaux qui peuvent être exécutés sans moyens compliqués de production; par exemple, les travaux de salubrité des villes, d'entretien des voies de communication, de fortification des places, de nettoyage des casernes et de toutes sortes d'habitations; il y a des travaux concernant la production de matières premières et de moyens de chauffage : la coupe et le transport des bois, l'extraction de la tourbe, etc. Il est vrai qu'il y a beaucoup d'obstacles : on peut trouver des hommes et des haches, mais il n'y a pas de quoi les nourrir — et l'abattage du bois s'arrête. Mais tout de même il est clair que sans *l'utilisation de toute la force de travail vivante*, nous ne pourrions jamais sortir de notre situation difficile.

A cela est en outre liée la question de la mobilisation générale pour l'exécution des divers travaux publics. Il y a dans le travail urgent des fortifications une excellente utilisation des forces de travail des masses qui seraient perdues sans cela. Il faut poser ce problème d'une manière systématique. Le travail obligatoire est bien inscrit dans la constitution de la R.S.F.S.R., mais il est loin d'être appliqué en réalité. C'est la première tâche : *l'utilisation de la totalité des forces ouvrières dans la République du travail*.

La deuxième tâche est celle de la distribution et de la répartition des forces du travail. Il est évident que la productivité du travail dépend de la manière dont seront réparties ces forces *entre toutes les branches et dans tous les domaines*.

Cette distribution des forces ouvrières et leurs déplacements divers demandent naturellement un travail immense de recensement pour élaborer une méthode et un plan. Si on n'a pas fait le compte de toutes ces forces, on ne peut pas les répartir d'une façon régulière. Ce problème ne peut être résolu par le pouvoir des Soviétiques qu'avec l'aide des syndicats professionnels.

100. La discipline de travail entre camarades.

L'état des forces productives d'un pays est déterminé non seulement par la quantité de machines, d'outils et de matières premières, mais aussi par la quantité de *forces* ouvrières disponibles. Maintenant surtout où les moyens de production sont réduits, la situation de la force ouvrière et le travail humain deviennent d'une importance capitale.

Le système capitaliste de production tenait la classe ouvrière sous le joug en la forçant à travailler pour le patron et sous une discipline impitoyable. La Révolution a miné et détruit totalement cette discipline de travail capitaliste, comme elle a détruit dans l'armée la discipline impérialiste et fait disparaître l'obéissance des soldats aux généraux tsaristes. Mais il est clair que sans une nouvelle discipline, il est impossible de songer à l'édification communiste de la société. Ici il y a un parallélisme absolu avec l'armée. Nous avons détruit l'ancienne armée. Il y a eu pendant un certain temps de « l'anarchie », du désordre, rien n'était organisé. Mais nous avons formé une armée nouvelle, sur des bases nouvelles, pour des buts nouveaux, une armée qui est entre les *maines du prolétariat* et qui combat ceux des propriétaires et des capitalistes qui disposaient de l'ancienne armée.

Il en est de même avec « la grande armée du travail », avec la classe ouvrière. Le temps de la désorganisation de l'ancienne discipline est passé. *Il se forme une nouvelle discipline de travail fraternelle, créée et soutenue non pas par le patron et le fouet capitaliste, mais par les organisations ouvrières elles-mêmes, par les comités d'usines et les syndicats.*

Dans l'organisation de la production, il ne faut pas perdre de vue l'organisation du travail à l'usine. Aussi la discipline de travail fraternelle est-elle un des moyens les plus importants de l'organisation de la production en commun et du relèvement des forces productives. La discipline fraternelle doit être accompagnée de la plus grande indépendance de la classe ouvrière. Les travailleurs ne doivent pas attendre les ordres d'en haut, sans jamais manifester d'initiative : tout au contraire, aucune amélioration dans la production, aucune invention de moyens nouveaux dans l'organisation du travail, etc. ne doit être entravée. Souvent des éléments ouvriers

rétrogrades ne voient pas la nouvelle voie à faire prendre au travail. Les ouvriers sont réunis en *syndicats d'industrie* qui dirigent la production, les travailleurs contrôlent quotidiennement et le comité des ouvriers d'usine et le comité directeur de l'usine. Avec un peu d'activité tout peut passer de bas en haut par les organismes ouvriers. Il suffit d'avoir confiance et de se dire que la classe ouvrière est désormais la maîtresse du pays et de l'avenir.

La discipline du travail doit s'appuyer sur la conscience de la responsabilité de chaque travailleur vis-à-vis de sa classe, sur le sentiment que la négligence et l'indolence sont des crimes envers la cause commune. Nous n'avons plus de capitalistes comme caste dirigeante. Les ouvriers travaillent maintenant non pour le capitaliste, non pour l'usurier, non pour le banquier, mais pour eux-mêmes. Ils travaillent *pour leurs propres besoins*; ils construisent un édifice qui appartient aux travailleurs. Jadis, sous le règne des capitalistes, nous n'avions pas à penser comment remplir leurs poches. Maintenant, c'est autre chose. Il faut que cette conscience de sa responsabilité à l'égard de toute la classe ouvrière vive dans l'âme de chaque ouvrier.

La discipline du travail doit, en définitive, *s'appuyer sur un contrôle mutuel des plus sévères*. Sachant que l'abaissement de la production est la perte de la cause ouvrière, que sans un mouvement en avant nous allons mourir, il faut que tous les camarades surveillent avec « l'œil du maître » les efforts faits pour puiser dans la nature l'énergie créatrice. Le travail est aussi la lutte, la lutte contre la nature. Il nous faut vaincre cette nature, transformer ses éléments en vêtements, en combustibles, en aliments. Et de même que dans la lutte sur le front, contre l'ennemi de classe — le capitaliste, le propriétaire, le général — nous comptons nos succès, nous surveillons ceux qui désertent, ceux qui trahissent, de même il nous faut là aussi nous contrôler mutuellement. Celui qui trahit maintenant la cause ouvrière, celui qui n'aide pas à sortir de l'ornière notre char ouvrier embourbé — celui-là est le saboteur de la classe ouvrière.

Bien entendu la création de la nouvelle discipline demande un grand effort de *rééducation des masses*. La psychologie d'esclave, les habitudes d'esclave persistent encore chez bien des gens. C'est comme dans l'armée. Quand c'était le tsar qui jetait les soldats dans la bataille, ils y marchaient; quand il s'agit de défendre leur cause, ils se grattent l'oreille. Mais nous avons créé tout de même une armée — l'avant-garde des travailleurs a parfaitement compris de quoi il s'agissait et elle a réussi à faire ce qu'elle voulait. C'est dans la production maintenant qu'il faut atteindre le même but. La rééducation est facilitée par le fait que les masses ouvrières se rendent compte tous les jours que leur sort est dans leurs propres mains. C'est surtout là où le pouvoir des Soviets a été remplacé momentanément par les forces contre-révolutionnaires qu'elles comprennent le mieux ces vérités : ainsi dans l'Oural, en Sibérie, etc.

L'avant-garde des ouvriers communistes a donné l'exemple d'une nouvelle discipline fraternelle en organisant ce qu'on appelle les *Samedis communistes*, pendant lesquels les *soubbotniks* (de *soubbota*. samedi) travaillent volontairement et gratuitement en doublant et en triplant même parfois la production normale.

[Les Samedis communistes ont été appelés par le camarade Lénine « une grande initiative ». Les premiers qui les ont organisés ont été les cheminots communistes de Moscou, et tout de suite on a remarqué une grande hausse dans la production. Sur la ligne d'Alexandrovsk, cinq tourneurs ont fait en 4 heures 80 cylindres (213 % de la production habituelle); pendant le même laps de temps vingt journaliers ont rassemblé 600 pouds (un poud 16 kg environ) de matériel hors d'usage et 70 ressorts de wagons, pesant chacun 3 pouds 1/2 (300 % de la production). Cela a commencé ainsi. Les *soubbotniks* apparurent ensuite à Pétrograd où ils furent tout de suite organisés sur une large base. Voici les chiffres :

Nombre d'ouvriers				} Le travail de ces 5 jours s'élève à 1.167.188 roubles
1.	« Soubbotniki », le 16 août		5.175	
2.	— 23 août		7.650	
3.	— 30 août		7.900	
4.	— 6 septembre..		10.250	
5.	— 13 septembre .		10.500	

Ensuite, les *soubbotniks* pénétrèrent en province et commencèrent à entraîner aussi les ouvriers non communistes. L'initiative des cheminots de Moscou a donc été heureuse, ils ont trouvé là une bonne méthode d'élaboration de la nouvelle discipline.]

La création de la nouvelle discipline de travail ne peut naturellement se passer de la collaboration des syndicats. Bien plus ce sont justement les syndicats qui doivent faire progresser cette réforme en essayant de

nouvelles formes, en cherchant des voies nouvelles, car tout cela est nouveau et sans précédent et ici aussi on ne fera pas grand'chose avec de vieilles méthodes.

Parmi les mesures qui sont déjà appliquées et qui doivent être développées et perfectionnées, notre parti indique les suivantes :

1) *L'établissement d'un bureau de statistique* .- cette institution va très mal chez nous et, cependant, sans elle on ne peut ni suivre une affaire, ni la contrôler, ni trouver la racine du mal.

2) *L'établissement de la moyenne de travail* : ceci commence à peine à se développer. Les capitalistes ont établi dans leurs entreprises une moyenne de travail pour soutirer aux ouvriers de la plus-value ; chez nous ces moyennes devront être fixées par les syndicats, c'est-à-dire par les organisations ouvrières. Il appartient à celles-ci d'établir elles-mêmes les possibilités de la production en tenant compte du froid, de la faim, du manque de matériel et du mauvais état des machines. Mais une fois ces données établies, c'est un mauvais ouvrier que celui qui n'exécute point sa tâche. Il nous faut créer « l'honneur du travail », afin que chaque travailleur considère celui qui, sans un motif sérieux, n'apporte pas son obole à la cause commune comme un chenapan sans honneur.

3) *L'établissement de la responsabilité devant les tribunaux de travail ouvriers*. — Cela veut dire que non seulement chacun sera contrôlé par ses camarades, mais encore qu'il pourra être appelé à se justifier du mauvais travail fourni. Ici encore ce n'est pas le patron qui rend responsable son esclave salarié, mais la classe ouvrière et ses organisations qui jugeront leurs membres défaillants.

On peut imaginer encore toute une série de mesures. Mais elles reviennent toutes à ceci : constituer l'armée du travail en bataillons de combat qui tracent les voies d'une société nouvelle.

101. L'utilisation des spécialistes bourgeois.

La grande production contemporaine ne peut être imaginée sans ingénieurs, mécaniciens, savants spécialistes, théoriciens et praticiens. Le milieu ouvrier n'en compte pas : ni le gouvernement tsariste, ni celui des propriétaires et des bourgeois n'ont permis aux travailleurs d'étudier. Mais le temps presse et nous n'avons qu'une issue : utiliser ces forces qui servaient la bourgeoisie non par peur, mais par conviction. Le Parti sait parfaitement que cette classe d'intellectuels techniciens, d'anciens directeurs et d'organiseurs capitalistes est tout à fait imbue de l'esprit bourgeois. Plus encore : une grande partie de cette caste nous est très hostile et est prête à nous trahir en faveur de nos ennemis de classe. Mais nous devons tout de même les employer puisque nous n'en avons pas d'autres et que nous n'avons pas le choix.

Cette caste a mené contre le prolétariat une lutte acharnée, surtout par le sabotage. Le pouvoir des soviets a brisé ces sabotages. Peu à peu quelques groupes ont commencé à venir à nous en voyant que la classe ouvrière sait non seulement détruire, mais aussi construire et que son parti ne pense nullement à vendre la Russie à l'impérialisme germanique. Plus d'un commence à comprendre que le capitalisme ne peut plus vivre en ce monde. Il y a un commencement de scission dans cette classe. Le devoir du prolétariat consiste à favoriser de plus en plus cette scission.

Evidemment il ne faut pas s'attendre ni à de la fidélité ni à du dévouement pour le communisme de la part de ces « spécialistes ». Il serait naïf d'espérer que ces gens, attachés par des liens multiples à la bourgeoisie, pourront être transformés en peu de temps. Mais il faut que le prolétariat se conduise ici en patron avisé : ces éléments lui sont nécessaires, il faut les *contraindre à travailler* pour lui.

Il faudrait agir ainsi : encourager ceux qui travaillent honnêtement, ne pas ménager l'argent et bien les payer — voilà ce que dicte une sage prévoyance. Mais avec la contre-révolution, avec la lutte contre le prolétariat, avec une politique de trahison, avec le sabotage — il faut être sans pitié. Le prolétariat doit et sait apprécier les bons et honnêtes travailleurs. Mais il ne peut admettre qu'on lui nuise, surtout maintenant, quand il faut souffrir de la faim et de toutes sortes de privations.

Naturellement il faut un *contrôle* sévère surtout envers les spécialistes choisis parmi les anciens directeurs et les gros capitalistes. Ils ont tenté plus d'une fois de tirer la couverture de leur côté. Mais il faut appliquer ici les mêmes mesures que dans la lutte contre les trahisons des anciens officiers et généraux du front.

D'un autre côté le Parti se dressera contre cette idée fausse par trop simpliste que nous pourrions nous passer de tous spécialistes. C'est une sottise. Ainsi parlent seulement les ignorants qui n'ont jamais pensé sérieusement aux lourdes tâches qui écrasent actuellement les épaules du prolétariat.

Le prolétariat doit organiser la production actuelle suivant les dernières découvertes de la science. Il doit naturellement préparer (et prépare déjà) des ingénieurs et techniciens rouges de la même manière qu'il prépare des officiers rouges. Mais le temps presse et il faut utiliser ce qui existe tout en prenant des mesures contre le mal qui peut en résulter, en y remédiant, en organisant un contrôle sur ceux qui nous sont étrangers.

Il se pose ici une autre question encore, celle des traitements. Le communisme tend à l'égalité des salaires. Mais nous ne pouvons malheureusement pas faire un saut brusque dans le communisme. Nous ne faisons que les premiers pas vers lui. Et là encore nous ne devons nous laisser guider que par le simple calcul.

Si les spécialistes n'avaient que les salaires des manœuvres, il leur serait indifférent d'être manœuvres ou ingénieurs. Beaucoup de ces gens, habitués avec un autre genre de vie à travailler avec conscience, ne le feraient plus. Il est préférable de mieux les payer pour obtenir de meilleurs résultats. Le prolétariat doit dans ce cas agir comme le patron avisé : payer davantage pour obtenir le meilleur résultat, ceux sans lesquels actuellement on ne peut rien faire.

Il est clair cependant que notre politique fondamentale doit tendre à égaliser les salaires. Et dans ce sens le pouvoir des Soviets est allé assez loin. Dans l'ancien temps, les traitements des employés supérieurs (directeurs, chefs comptables, ingénieurs en chef, organisateurs, conseillers juridiques et scientifiques, etc.), en comptant les diverses gratifications, étaient de plusieurs douzaines de fois supérieurs aux salaires des manœuvres; maintenant ils ne leur sont que quatre fois supérieurs, c'est-à-dire que nous avons réduit l'écart de leurs situations mutuelles d'une façon considérable.

[Les salaires tendent aussi à s'égaliser entre les différentes catégories d'ouvriers. Suivant les données du camarade Schmidt, en 1914, 4,43 % des travailleurs recevaient des salaires journaliers de 50 kopeks²⁵ mais il y avait aussi des ouvriers (0,04 %) qui recevaient à la même époque plus de 10 roubles²⁶. Comme vous le voyez, la paie variait de 1 à 20. Il y avait évidemment peu de ces veinards dont la paie était de 10 roubles, mais il y en avait. En 1916, 1/2 % d'ouvriers hommes recevaient 50 kop. et 1,15 % gagnaient plus de 10 roubles.

Maintenant, suivant le décret d'automne 1919, les salaires les plus bas sont fixés à 1.200 roubles, les plus élevés à 4.800 roubles — et ceci s'applique également aux spécialistes.]

La séparation de certains groupes d'intellectuels techniciens d'avec la bourgeoisie et leur ralliement au prolétariat s'opérera d'autant plus vite que le pouvoir des Soviets se consolidera. Et puisque ceci ne peut manquer de se produire, l'afflux d'intellectuels est inévitable. Il serait déraisonnable de ne pas les accueillir. Nous devons les mettre au travail commun avec les camarades, afin qu'ils s'habituent à notre milieu et que, dans ce travail en commun, ils deviennent nos compagnons. Ils ont beaucoup de préjugés, d'idées préconçues; ils ont le crâne bourré. Mais ils peuvent et doivent dans certaines conditions spéciales *collaborer à notre travail*. Il y en a déjà qui embrassent notre cause en entrant dans les syndicats et s'accoutument petit à petit à la situation nouvelle. Notre tâche est de les aider, de tendre la main à ces éléments qui se rapprochent de plus en plus de nous. Dans les syndicats, grâce à eux, peut se produire enfin l'union des travailleurs, séparés jusqu'ici par le capitalisme.

102. L'alliance de l'industrie et de la Science.

Le développement des forces productives exige l'alliance de l'industrie et de la science. La grande industrie capitaliste a, elle aussi, appliqué la science à l'industrie dans la plus large mesure. Les établissements américains et allemands avaient créé des laboratoires spéciaux, des savants y passaient leurs journées entières à inventer de nouveaux appareils, de nouvelles méthodes, etc... Tout cela se faisait au profit des particuliers. Nous devons maintenant, nous aussi, organiser cela méthodiquement et au *profit de la collectivité des travailleurs*. Les savants autrefois tenaient leurs découvertes *secrètes* : elles remplissaient les poches de l'entrepreneur; aujourd'hui aucune de nos entreprises ne cache plus ses découvertes, elle les propage partout.

Le pouvoir des Soviets a pris toute une série de mesures dans ce sens; on a créé un grand nombre d'établissements techniques et économiques, on a organisé différents laboratoires, des stations expérimentales; on a entrepris toute une série d'expéditions, de recherches scientifiques. On a trouvé entre autres des gisements d'ardoise et de pétrole, un procédé pour faire du sucre avec de la sciure, etc. ; on a mis en valeur et utilisé toutes les forces scientifiques dont dispose la République.

²⁵ Cela équivalait avant la guerre à 1 fr. 35. (Note du Trad. 1923).

²⁶ 26 fr. 50 avant la guerre. (Note du Trad. 1923.).

Nous manquons de tout le nécessaire pour ce travail en commençant par le combustible et en finissant par les instruments scientifiques de précision. Mais nous devons nous rendre compte de la nécessité d'un tel travail et tâcher d'unir la science à la technique et à la production organisée systématiquement et tenter de résoudre le problème de la production organisée scientifiquement.

[Les chapitres XIII à XVII (§ 103 à 126) sont rédigés par Préobrajensky]

XVIII. LA PROTECTION DU TRAVAIL ET L'ASSURANCE SOCIALE

127. *Qu'est-ce que la protection du travail ?*

La classe ouvrière lutte pour le régime communiste parce que ce régime l'affranchira des exploiters, lui permettra de développer ses forces productives et la dispensera de suer des journées entières pour la production des objets indispensables. C'est pourquoi toutes les conquêtes obtenues par la classe ouvrière dans l'acheminement vers le communisme concernant directement ou indirectement la protection du travail, car elles contribuent à l'amélioration du sort des ouvriers. Prenons, par exemple, la liberté politique de la classe ouvrière sous le régime soviétique et sa situation comme classe gouvernante. Il est clair que cette situation politique est un pas en avant sur le terrain de la protection du travail. On peut en dire autant de toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Mais il faut distinguer entre cette large conception de la « protection du travail » et une conception toute spéciale. Il s'agit dans ce cas non de la situation de la classe ouvrière en général, mais de sa situation dans les fabriques, les usines, les mines, en un mot de sa situation *pendant le travail seulement*. En effet, le travail dans les usines et dans les fabriques, souvent au milieu d'émanations toxiques, présente un réel danger. Ce danger est encore accru par la longueur de la journée de travail qui fatigue l'ouvrier, lui enlève ses forces, affaiblit son attention et augmente la possibilité d'accidents. La longue journée de travail à elle seule épuise déjà terriblement son organisme.

Quelques exemples suffiront pour montrer clairement que la situation des travailleurs dépend des conditions du travail. Mais il est nécessaire de nous y arrêter un instant.

1) Voyons d'abord la question des « *accidents du travail* ». Voici quelques chiffres. Aux chantiers maritimes de la Néva, à Pétersbourg, les accidents du travail se dénombraient ainsi :

	<i>Accidents</i>	<i>Accidentés</i>	<i>0/00</i>
En 1914	4386	6186	709
En 1915	4689	7002	669
En 1916	2830	7602	371
En 1917	1269	6059	210

La baisse du nombre de ces accidents fut obtenue principalement par toute une série de mesures spéciales. Mais déjà 210 accidents du travail sur 1.000, c'est un chiffre énorme.

Les accidents du travail atteignent parfois 70 % des ouvriers. D'après les déclarations d'un médecin de campagne, les travaux des champs, dans le département d'Iekaterinoslav, faisaient ressembler les hôpitaux provinciaux aux ambulances du temps de la guerre. Les accidents du travail, naturellement, arrivaient non seulement en Russie, mais aussi partout. Au Parlement anglais, le socialiste Macdonald a prouvé une fois que sur 1.200 tués dans les mines, 1.100 avaient péri uniquement parce que les mesures de sécurité essentielles n'avaient pas été prises par les capitalistes.

Ce seul exemple nous permet d'établir qu'avec de la bonne volonté on peut diminuer énormément le nombre des accidents mortels. Mais les capitalistes ne veulent pas prendre les mesures indispensables, qui ne rapportent rien.

2) *Les mauvaises conditions du travail, les maladies professionnelles* qui en découlent, la mortalité, voilà le deuxième problème fondamental.

Prenons par exemple les usines de phosphore. Suivant les indications de Lazarev, cinq ans de travail dans ces usines démunies de tout appareil de sécurité suffisaient pour faire d'un homme un « cadavre vivant ». Dans les usines chimiques et dans les verreries, dans les mines, etc., la production est intimement liée à toute une série de maladies appelées professionnelles. Mais dans d'autres entreprises, on peut observer des phénomènes analogues : les varices aux jambes des ouvriers qui travaillent debout, l'affection des mâchoires chez les travailleurs du phosphore, l'empoisonnement par le mercure et par l'arsenic, la tuberculose dans beaucoup de branches, etc..

[Il mourait en Angleterre de la tuberculose (entre 1900-1902), sur 1.000 personnes par an :

Dans le clergé	55 sur 1.000
Parmi les agriculteurs et éleveurs de bétail.	76 —
Parmi les avocats et les notaires	92 —
Parmi les employés	129 —
Dans l'industrie verrière	283 —
Dans les usines de porcelaine et terre cuite.	285 —
Parmi les imprimeurs	300 —
Dans l'industrie des brosses	325 —
Dans la production des couteaux et fourchettes	533 —
Parmi les mineurs	579 à 816 sur 1.000

Suivant les données du docteur Baranov la mortalité par la tuberculose chez les prolétaires est :

Chez les cigariers, de	63,4 %
Chez les graveurs	58,3 —
Chez les imprimeurs	53,1 —
Chez les tailleurs	50,9 —
Chez les tailleurs de pierre	50,6 —
Chez les serruriers, les tourneurs, les cordonniers, les relieurs, et les ferblantiers	46 à 47. —
Chez les ouvriers des fabriques de boîtes et menuisiers	45 à 45,5 —

D'après une statistique allemande, la mortalité par la tuberculose chez les polisseurs en métaux à Solingen était quatre fois plus grande que la mortalité moyenne.]

3) Les mauvaises conditions de travail en dehors des maladies reconnues provoquent aussi la *dégénérescence de la classe ouvrière en général*. Cela se manifeste par l'accroissement du nombre d'inaptes au service militaire. Chaque année augmente la proportion des faibles de poitrine, des jeunes gens de petite taille, etc.. Et parmi les prolétaires elle est plus grande que dans les autres classes de la population. En Suisse le nombre des inaptes parmi les ouvriers était de 39 1/2 % des recrues, le nombre des inaptes dans la population rurale de 25 % seulement. C'est la même chose dans les autres pays. Chez les femmes la dégénérescence générale s'accompagne souvent de stérilité.

Tout cela est lié, comme on le voit, aux conditions de la production. La caste des capitalistes n'avait aucun intérêt à défendre le travail et pratiquait à l'égard de la classe ouvrière une politique de rapine : pressurant l'homme et jetant l'écorce. C'est aussi la politique du capitalisme américain le plus « progressif ». Là, on n'embauche que les bien portants, on les examine minutieusement, on leur tâte les muscles. Les hommes faibles ne sont même pas admis dans le pays, on estime que c'est du mauvais bétail. Et néanmoins en Amérique les ouvriers atteignent très rarement l'âge de 45 ans. Avec sa manière « hautement progressive », Monsieur le Capital leur suce littéralement le sang.

La dictature du prolétariat a permis pour la première fois d'établir la protection du travail sur une base sérieuse. La classe ouvrière est intéressée directement à la conservation de la force de travail. Elle doit mettre en évidence la question du maniement scrupuleux de cette force, la plus précieuse et la plus importante. Le régime communiste s'appuie non sur le *gaspillage* criminel, insensé et nuisible des forces humaines, mais sur une *technique* supérieure dont le but est d'*économiser* ces forces. Voilà pourquoi la protection du travail a une importance si grande dans la période de transition. *Ainsi la protection du travail n'est rien d'autre que la protection des travailleurs contre les conditions nuisibles du travail.*

128. Les domaines principaux de la protection du travail.

La condition la plus importante pour la conservation de la classe ouvrière et pour sa défense contre les maladies, la dégénérescence, l'augmentation de la mortalité, etc., c'est la *journée normale de travail*. Aussi

n'est-il pas étonnant que la classe ouvrière ait toujours mis en tête de ses revendications la réduction de la journée de travail. La journée de travail détermine la dépense d'énergie humaine qui se transforme en produits dans le régime capitaliste et en bénéfices pour le capitaliste, intéressé fortement à cause de cela à la prolongation de la journée de travail. Pour une dépense excessive de ses forces, l'ouvrier compromet sa capacité de travail, « s'use » plus vite, son organisme s'affaiblit, il tombe plus facilement malade, il meurt plus vite. La longueur anormale de la journée de travail correspond à un brigandage, c'est un attentat concerté contre l'énergie humaine. La fixation d'une journée normale de travail est donc le premier objectif de la protection du travail.

Le deuxième objectif est la défense des *éléments les plus faibles de la classe ouvrière*. La classe ouvrière ne se compose pas uniquement d'hommes adultes, mais aussi de vieillards et d'enfants, d'adolescents et de femmes de tous les âges. La résistance aux mauvaises influences est différente suivant les catégories de la classe ouvrière. Ce que peut faire facilement et sans nuire à sa santé un homme adulte, peut être pernicieux pour une femme (le transport de fardeaux par exemple) et très dangereux pour l'adolescent.

Il faut d'autre part aux femmes des soins spéciaux à certaines périodes de leur existence (grossesse, couches, allaitement, etc.). Des mesures spéciales sont alors nécessaires. C'est la *protection du travail des femmes et des enfants*.

L'*installation technique et sanitaire* des fabriques et des usines est aussi très importante. Dans la lutte contre les accidents du travail, contre le caractère malsain de certaines industries, contre les mauvaises conditions du travail en général (les poussières, le manque de lumière, le froid, la saleté, les courants d'air, etc.), on peut et on doit faire énormément.

Voilà les trois domaines principaux dans lesquels peut s'exercer la protection du travail.

129. Qu'a-t-on fait en matière de protection du travail en Russie ?

La dictature du prolétariat a créé des conditions telles qu'on peut facilement satisfaire toutes les revendications formulées par tous les partis socialistes. Dans ce sens aucune législation au monde ne peut être supérieure à celle de la République soviétique. Les malheurs dont nous sommes comblés proviennent non des mauvaises lois, mais du fait que nous *manquons* de tout. Mais cette insuffisance dépend, nous l'avons dit plus haut, de la lutte que mène contre nous l'impérialisme mondial et du massacre impérialiste organisé par les ennemis de la classe ouvrière.

Si nous faisons le compte de ce qui a été légalisé dans le domaine de la protection du travail par la République soviétique, nous obtenons le tableau suivant :

a) Limitation du temps de travail.

1° La journée de huit heures est établie et définitivement ratifiée par une loi (ce qu'évitaient soigneusement les gouvernements de conciliation), ainsi que celle de six heures, pour le travail intellectuel et celui des bureaux.

2° Les heures supplémentaires sont interdites. Elles ne sont admises que dans des cas exceptionnels et en petit nombre. Elles doivent être payées une fois et demie plus cher que les heures normales.

3° La journée de travail dans les productions particulièrement nuisibles est plus courte ; elle est, par exemple, de sept heures seulement dans les manufactures de tabac, de six heures dans les usines à gaz.

4° Un repos normal de 42 heures est établi par semaine (dans ce but, on ne travaille le samedi que six heures). Celui qui ne profite pas du repos du dimanche peut choisir n'importe quel autre jour de la semaine.

5° Chaque travailleur a droit à un congé annuel avec plein salaire (suivant le code du travail, le congé peut être d'un mois, pendant cette période difficile — automne 1919 — de 15 jours).

6° Dans les manufactures particulièrement insalubres et pour les adolescents travaillant en colonies, il est accordé un congé supplémentaire de 15 jours.

b) Protection du travail des femmes et des enfants.

1° La femme ne doit faire aucun travail de nuit, aucune heure supplémentaire et elle ne peut être occupée à la journée.

2° Il est interdit d'utiliser le travail des mineurs âgés de moins de seize ans. On les retire graduellement du travail (d'abord du travail nuisible à la santé) et, tout en assurant leur vie matérielle, on les place dans des écoles.

3° La journée de travail des enfants de moins de seize ans qui travaillent encore est réduite à quatre heures, puis à six heures pour les adolescents de 16 à 18 ans,

4° Les heures supplémentaires, les travaux journaliers et de nuit sont interdits à tous ceux qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans.

En particulier pour la *défense de la maternité*, on a établi les lois suivantes :

1° Une allocation spéciale, égale à leurs appointements, est payée à toutes les femmes enceintes, aux femmes en couches et cela non seulement aux ouvrières, mais également aux femmes d'ouvriers et pour tout le temps de leur inactivité.

2° Les femmes enceintes qui travaillent manuellement obtiennent un congé de huit semaines avant le terme; celles occupées à un travail intellectuel ou dans les bureaux, un congé de six semaines.

3° Après les couches, les femmes obtiennent un congé de huit ou six semaines.

4° Les mères allaitant leur bébé ont droit toutes les trois heures à un repos d'une demi-heure.

5° Chaque mère reçoit un subside supplémentaire de 720 roubles pour les soins à donner à son enfant, et de 24 roubles par jour pour son entretien pendant les 9 mois qui suivent la naissance du bébé.

Le Code du travail prévoit sur tous ces points quelques dérogations. Elles consistent dans l'autorisation exceptionnelle de faire des heures supplémentaires jusqu'à concurrence de 50 jours par an; de faire travailler les enfants (entre 14 et 16 ans) au maximum 4 heures par jour: les congés annuels sont provisoirement réduits à 15 jours et la durée du travail de nuit peut atteindre sept heures.

Toutes ces dérogations ont été imposées par la situation difficile où a été mise la République des Soviets par suite des féroces attaques de toutes les puissances impérialistes.

c) *Installation technique et sanitaire des usines :*

1° Une série de décrets est établie dans le domaine de la sécurité technique, de la santé et de l'hygiène professionnelle, pour l'amélioration des conditions du travail dans les usines et dans les fabriques.

2° Dans les industries insalubres, distribution est faite de vêtements spéciaux pour protéger contre la poussière, les gaz, l'humidité, etc.

3° Tous les travailleurs reçoivent des vêtements qui appartiennent à l'entreprise et leur servent pendant le travail.

4° Pour l'exécution de toutes ces réformes sont nommés des inspecteurs du travail choisis par de grandes assemblées ouvrières. Dans les professions qui ont des conditions spéciales de travail ou qui sont caractérisées par la dispersion des travailleurs (transports, construction, agriculture), ce sont les syndicats intéressés qui choisissent, par district, les inspecteurs du travail.

Quel progrès a fait la participation des ouvriers sur ce terrain ? On s'en rend compte d'après les chiffres qui montrent la *composition* de cette nouvelle inspection. Ils montrent qu'au 1^{er} août 1919, 53 1/2 % de ces inspecteurs étaient des *ouvriers*. Si l'on tient compte que la statistique n'indique pas la profession d'un certain nombre d'inspecteurs, cette proposition augmente jusqu'à 62 1/2 %; en comptant les employés, elle atteint 88 1/2 %.

[Voici des chiffres plus précis (au 1^{er} août 1919).

Selon leurs professions, les inspecteurs se divisaient ainsi :

		Suivant la manière de calculer expliquée plus haut		
Ouvriers	112	54,5 %	ou...	62,5%
Contremaîtres, techniciens, dessinateurs	21	10 %	ou...	11,5 %
Employés, commis	28	13 %	ou...	15,5 %
Aides-Chirurgiens	4	2 %	ou...	2 %
Pharmaciens	1	0,5 %	ou...	0,5 %
Instituteurs	5	2,5 %	ou...	2,5 %
Etudiants	4	2 %	ou...	2 %
Médecins	5	2,5 %	ou...	2,5 %
Ingénieurs	1	0,5 %	ou...	0,5 %
Juristes	1	0,5 %	ou...	0,5 %
Professions non déclarées	28	13 %		

Par comparaison avec les 6 mois écoulés, le nombre d'ouvriers a augmenté légèrement (53 1/2 % contre 47 % ou 62 1/2 % déclarés contre 60 % précédemment) ; le pourcentage des contremaîtres et des techniciens est resté le même (10 % contre 11%). Le nombre d'employés a augmenté considérablement (de 8 % à 13 %). Le nombre d'étudiants a par contre diminué des deux tiers (6 % — 2 %).

De cette manière, nous avons une inspection ouvrière véritable aussi bien par ses buts que par sa composition.

Il y a tout de même encore beaucoup à faire à l'usine dans le domaine de la protection du travail. Dans beaucoup de cas, nous avons encore les conditions de travail les plus défavorables, surtout dans les vieilles entreprises où les ouvriers sont mal organisés, peu conscients et peu cultivés. Dans ces tanières, tout ou presque tout est resté intact. Il est vrai qu'il est impossible souvent d'entreprendre les améliorations nécessaires qui exigent un nouvel outillage ou de nouvelles installations. Mais on arriverait quand même à faire beaucoup si on pouvait gagner à l'effort d'amélioration des conditions de travail des cercles de plus en plus larges.

130. *Qu'est-ce que l'assurance sociale ?*

Le régime capitaliste, comme nous l'avons vu, s'était fixé comme but de soutirer du profit de la classe ouvrière. Le prolétaire, le salarié n'était rien de plus qu'un moyen de s'enrichir pour le capitaliste. Et lorsque cet instrument de profit s'était détérioré ou était devenu impropre à l'usage, ou superflu, on s'en débarrassait sans pitié, comme d'un citron pressé. La misère du chômage, de la maladie, de la vieillesse, des infirmités, rien ne comptait pour le capital. Il jetait des foules énormes par-dessus bord sans la moindre volonté de leur venir en aide.

Dans la République soviétique, les travailleurs et les nécessiteux ne sont point l'objet d'exploitation. Mais cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas beaucoup de misère. Notre pays décimé par l'ennemi, bloqué de tous côtés, privé de charbon, de pétrole et de matières premières est dans une détresse extrême. Ce n'est plus le capitaliste qui jette l'ouvrier dehors, c'est le manque de charbon et de matières premières qui oblige à fermer l'usine — et c'est alors le chômage. Ce n'est pas le chômage d'autrefois, il a d'autres causes, mais il existe. Nous avons eu des infirmes et des invalides à la suite de la guerre impérialiste, nous avons eu des milliers de victimes de la contre-révolution. Il y a des vieillards, des malades, des enfants : tout cela nécessite des soins et des dépenses. Le gouvernement ouvrier ne considère pas l'aide qu'il apporte à toutes ces personnes comme un don, une aumône ou de la bienfaisance. *C'est un devoir primordial de l'Etat ouvrier de les soutenir, et surtout ceux qui durent quitter l'armée du travail ou l'armée rouge.*

Notre but définitif est d'amener la société à être en situation d'assurer complètement tous les hommes ayant perdu la faculté de travailler pour n'importe quelle raison et ne pouvant plus travailler, de telle sorte que les vieillards aient une vieillesse tranquille et tout le confort possible; que les enfants aient tout ce qui est nécessaire à leur âge; que les infirmes et les malades soient dans les conditions les meilleures et les mieux appropriés à leur état; que les fatigués et les épuisés puissent être soignés comme autrefois les bourgeois très aisés, de façon que soit enlevé aux hommes le souci rongeur des « jours noirs ». Certes, nous sommes loin de cet idéal. Nous sommes à présent, grâce aux brigands du monde entier, un pays misérable. Nous manquons des choses les plus nécessaires, de médicaments par exemple : les impérialistes ne les laissent pas passer, ils nous imposent le blocus.. Mais une chose ne peut être reprochée au pouvoir soviétique : *il n'épargne rien pour aider tant qu'il peut les inaptes au travail et pour leur fournir le nécessaire.*

131. *Les domaines principaux de l'assurance sociale.*

Il y a deux domaines principaux de l'assurance sociale. C'est d'abord l'assurance pour ceux qui ont perdu leur capacité de travail *pendant l'exercice de ce travail* (manuel ou intellectuel). Il s'agit là des cas de chômage, d'incapacité de travail, ou temporaire (maladie, blessure, grossesse, couches) — ou définitive (infirmité, vieillesse, maladie chronique). C'est ensuite l'assurance des personnes ayant perdu leur capacité de travail en dehors du travail, ce sont les invalides de l'ancienne guerre, les gardes rouges blessés, leurs familles, les victimes de la contre-révolution ou de calamités naturelles telles que : incendie, inondation, épidémie, etc. Il nous faut aussi prendre en considération les autres cas d'incapacité au travail, les victimes de l'ancien régime et des conditions exécrables de leur vie. A cette catégorie appartiennent tous les mendiants, tous les sans-logis, tous les dégénérés, faibles d'esprit, etc.

En outre, l'aide est nécessaire dans le cas de décès d'un des membres de la famille. Tous ces éléments à assurer forment une masse énorme. La première catégorie, celle qui a perdu sa capacité de travail d'une façon

ou de l'autre au cours de la production, relève du commissariat du travail qui, en réalité, est entre les mains des syndicats professionnels ; la deuxième catégorie est du ressort du commissariat de l'assurance sociale.

132. *Qu'a-t-on fait en matière d'assurance sociale en Russie ?*

Le pouvoir soviétique a réalisé en général l'assurance des travailleurs dans tous les cas d'incapacité au travail, ainsi que contre le chômage, et tout cela n'existe dans aucun pays du monde.

Voici les réformes réalisées pour la première catégorie :

- 1° Tous les salariés sont exemptés des dépenses pour l'assurance sociale.
- 2° Tous les entrepreneurs sont écartés de l'assurance sociale et son organisation est fondée sur la représentation des organisations ouvrières.
- 3° L'assurance est valable pour tous les cas d'incapacité au travail et de chômage.
- 4° Tous les membres de la famille des travailleurs sont assurés en cas de mort de ces derniers.
- 5° Les secours versés atteignent la valeur des appointements en cas de maladie, infirmité, quarantaine, etc.
- 6° Une pension viagère de 1.800 roubles par mois est payée à Moscou à tous les invalides du travail sans distinction de causes (vieillesse, infirmité, maladie professionnelle, etc.) et indépendamment du nombre d'années de travail.
- 7° Le secours versé pour les frais d'enterrement d'un travailleur s'élève à 1.440 roubles, et pour les membres de la famille varie de 400 à 800 roubles, suivant l'âge.
- 8° En cas de mort d'un travailleur, la famille reçoit une pension mensuelle qui peut atteindre 1.200 roubles (à Moscou), suivant le nombre de ses membres.
- 9° Pour l'expédition pratique et la fixation des pensions et des secours, sont instituées des commissions spéciales ouvrières.
- 10° Des bureaux d'expertise qui établissent le degré d'invalidité sont fondés dans tous les gouvernements et sont présidés par des ouvriers.
- 11° Des commissions de contrôle sous la présidence d'ouvriers sont également constituées dans tous les districts pour le contrôle des médecins et des malades.
- 12° Pour rapprocher le service d'assurance des localités éloignées habitées par des ouvriers, on y a créé des bureaux où sont enregistrées les déclarations concernant les secours et les pensions; dans les grandes entreprises, la distribution de ces secours et de ces pensions est assurée dans les locaux industriels eux-mêmes.
- 13° Il n'y a pas de limite au droit au secours. La subvention en cas de maladie est versée jusqu'à la guérison complète ; en cas d'infirmité, jusqu'à la mort.
- 14° L'assurance sociale est étendue à tous les salariés, artisans, travailleurs à domicile, paysans.
- 15° Pour les derniers six mois de 1919, la République a avancé 5 milliards de roubles pour l'assurance des travailleurs.

Dans la deuxième catégorie des assurés, l'assurance en faveur des gardes rouges et de leurs familles est d'une importance spéciale. Un garde rouge invalide reçoit en cas de perte totale de sa faculté de travail (au-dessus de 60 %), une pension correspondant au salaire moyen dans la localité; l'indemnité diminue suivant le degré d'incapacité au travail (de 15 à 30 %, il reçoit un tiers du salaire) : la terre du garde rouge doit être labourée et sa ferme munie de semences; la famille a droit au ravitaillement pour tous ses membres ; elle est exemptée de tout loyer ou fermage et reçoit une carte supplémentaire d'alimentation. En cas de mort du garde rouge, les membres inaptes et mineurs de la famille reçoivent une pension qui s'élève à 60 % du gain moyen ouvrier dans la localité.

Les secours d'argent versés aux familles des gardes rouges, dans les six premiers mois de 1919, se sont élevés à un milliard deux cent millions de roubles. D'après les chiffres du camarade Vinokourov, en automne 1919, environ 4 millions 500.000 familles de gardes rouges ont reçu des secours en argent.

[En outre, du 4 juillet au 1^{er} décembre 1919, ont été payés dans les provinces, plus de 2 milliards et demi de roubles :

Aux propriétaires ruraux	200	millions de roubles	
Allocations pour termes de loyer	150	—	—
Pensions des gardes rouges	100	—	—
Pensions des invalides de guerre	168	—	—]

Un des plus grands défauts de l'assurance sociale est le mauvais fonctionnement de son appareil : mauvaise statistique des assurés, mauvaise livraison de l'argent dans les provinces, lenteurs dans le fonctionnement du commissariat de l'assurance sociale, etc. L'amélioration de l'appareil organisateur s'impose sans retard au Parti.

133. Autres réformes pour l'amélioration du sort du travailleur.

En dehors de toutes les mesures précitées pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière, d'autres réformes comprises dans le Code du travail ont une importance considérable. Ces réformes proviennent du fait que le prolétariat est la classe dirigeante et à cause de cela elles vont beaucoup plus loin que les revendications formulées par tous les partis socialistes. Il s'agit principalement des suivantes :

1° *Participation des organisations ouvrières à l'embauchage et au renvoi des travailleurs.* Cette question dépend des comités d'usines et des administrations ouvrières.

2° *Attribution obligatoire de travail aux chômeurs* par le moyen d'organes spéciaux des Soviets et des syndicats professionnels (les « sections pour la répartition et la statistique des forces ouvrières »).

3° *La régularisation des salaires par l'Etat.* Le plus intéressant est que les tarifs sont établis par les syndicats et passent par les commissariats du travail, composés en fait des représentants du mouvement syndical.

Toutes ces mesures sont étroitement liées à la situation dominante de toutes les organisations ouvrières et surtout des organisations professionnelles.

134. Les autres tâches du Parti.

La tâche essentielle consiste surtout dans l'application la plus complète et la plus large de tous les décrets et résolutions du pouvoir soviétique. Il arrive très souvent que la réalité est loin du décret, que le papier dit une chose et la vie une autre. L'application exacte, précise, complète de toutes les mesures sera assurée d'abord par un appareil bien organisé où le centre est relié aux extrémités et les extrémités au centre et où toute la machine fonctionnera régulièrement. Cela n'est possible que si on gagne les masses à ce travail. Pour cela, il faut :

1° S'attaquer plus énergiquement à l'organisation et au développement de l'inspection du travail, dans laquelle il faut verser continuellement de nouvelles forces prises dans le milieu ouvrier; personne autre que les ouvriers eux-mêmes, qui connaissent le mieux les conditions du travail, ne peut s'apercevoir de tous les défauts et prendre les mesures pratiques pour les faire disparaître.

2° *Etendre l'inspection au travail à domicile et à la petite production.* Celle-là restait toujours sacrifiée. Et c'est là surtout que fleurissent les pires conditions de travail. L'inspection ouvrière pourrait faire là beaucoup de choses.

3° Il est indispensable d'appliquer aussi la *protection du travail* à toutes ses modalités, entre autres à la construction, aux transports par terre et par eau, aux travaux domestiques et aux ouvriers agricoles. Il faut que ces branches de travail, dont la dispersion rend l'organisation difficile soient englobées dans le système général d'inspection.

4° Il faut aussi *écarter absolument du travail* les enfants et *abrégé* encore la journée de travail pour les adolescents.

La journée de huit heures qui est le fondement de toute la protection du travail, n'est point la limite définitive au-dessous de laquelle on ne peut plus aller. Le point de vue de notre parti est qu'on ne peut fixer à l'avance une telle limite. Tout dépend de la capacité de rendement de notre production. En ce moment, avec la baisse extrême de notre production et la durée de la tourmente, le temps de travail ne peut, en principe, subir de réduction; quelquefois même, il faut le prolonger (suivant la situation militaire par exemple). Mais à la

moindre possibilité, il nous faudra réaliser *la journée de six heures de travail* pour tous les travailleurs, comme elle existe déjà pour de nombreuses catégories d'employés.

D'un autre côté, pour arriver au relèvement de notre production et à l'amélioration constante de la qualité des forces ouvrières, il est utile d'introduire un système stimulant de salaires.

Les problèmes généraux de la protection du travail social ne sont point résolus par le Parti dans le sens de la bienfaisance ou de la fainéantise; aider celui qui en a besoin, voilà le devoir du pouvoir prolétarien, de même que son devoir est aussi de faciliter à ceux dont l'énergie fléchit le retour à la vie laborieuse.

XIX. LA DEFENSE DE LA SANTE PUBLIQUE

135. *Nécessité d'une défense spéciale de la santé publique.*

Le capitalisme a toujours parqué la classe ouvrière dans Ica quartiers sales où pullulent les maladies contagieuses. Seul, le danger d'être elle-même victime des épidémies poussait la bourgeoisie à assainir quelque peu les quartiers de ses esclaves salariés. Déjà en 1784, le Parlement anglais, se montrant généreux, se mit à s'occuper des ouvriers. C'est parce qu'une commission spéciale parlementaire avait établi de façon certaine que l'épidémie terrible de typhus qui sévissait venait des usines. Le capitalisme ne se souciait de la santé publique que dans la me sure où la maladie pouvait lui-même l'atteindre.

Les suites de la guerre impérialiste ont fait nettement empirer la situation des masses ouvrières. Les conditions générales, la faim, le froid, etc., ont donné naissance à des épidémies terribles qui fauchèrent le peuple impitoyablement : le choléra, le typhus exanthématique, et enfin cette nouvelle maladie, la grippe espagnole, sont apparues les unes après les autres. La « nouvelle » maladie était évidemment liée intimement à la guerre. Les organismes humains épuisés, affaiblis, habillés de loques ne purent lutter contre les maladies. La mortalité augmenta dans des proportions effrayantes et devint une véritable calamité.

Mais la guerre a laissé encore un autre héritage : l'invasion incroyable des maladies vénériennes, notamment de lu syphilis. Les soldats en foule ont contracté ces maladies et les ont apportées ensuite dans les villages. Jamais ces maladies ne furent si répandues que maintenant. Il faut donc apporter une activité très grande pour la protection de la santé publique. Beaucoup est fait naturellement dans la lutte contre les maladies par d'autres moyens. La solution du problème de l'habitation a par exemple une importance énorme; avec l'amélioration des habitations ouvrières disparaissent les germes de la contagion. La protection du travail a la même importance; de l'alimentation populaire dépend presque tout le reste, etc.

Mais cela n'empêche nullement la nécessité de toute une série de réformes largement conçues. Et surtout maintenant où les conditions élémentaires d'existence sont si mauvaises, une aide sans réserve doit être apportée à la lutte contre le mal. Ainsi surgit la nécessité pressante d'une branche particulière du travail social : celle qui s'occupe de la protection de la santé publique.

136. *La nationalisation des entreprises médicales.*

Le régime capitaliste avait à sa disposition un système également capitaliste de travail médical. Des maisons de santé privées, des stations thermales, des sanatoriums, des établissements de bains d'eau, d'électricité et de lumière, des pharmacies, des infirmeries, etc., étaient organisées sur la base du profit. La plus grande quantité était destinée à lutter contre l'envahissement de la graisse, de la goutte et d'autres maladies aristocratiques propres aux classes dirigeantes de la société capitaliste. Les ouvriers ne pouvaient aller aux stations thermales; il n'y avait pas non plus d'ouvriers dans les sanatoriums.

Les pharmacies servaient aussi à ramasser des bénéfices. Tous ces établissements ne différaient en rien sous le rapport économique des autres genres d'entreprises capitalistes. Il fallait les faire passer du service du capitalisme à celui des travailleurs. Leur nationalisation fut le premier pas dans cette direction.

137. *Le service obligatoire des travailleurs de la médecine.*

Le grand nombre des maladies épidémiques et la nécessité de les enrayer au plus tôt devaient poser immédiatement la question d'une lutte acharnée organisée et méthodique. En raison de la pénurie de médecins se dressait la nécessité impérieuse d'une mobilisation de ceux qui étaient disponibles sur le front de la lutte contre les épidémies.

Grâce à cette mesure, pour l'application de laquelle se dépensèrent toutes nos forces médicales, depuis les professeurs les plus notoires jusqu'aux étudiants en médecine et aux infirmiers, on a réussi à enrayer les fléaux les plus redoutables : le choléra et le typhus exanthématique. Mais le rôle du service médical ne doit pas être seulement « d'éteindre l'incendie ». Il devient, du fait de la nationalisation, la base du service public de santé et d'hygiène.

138. *Les tâches les plus pressantes de la protection de la santé populaire.*

Le travail est rendu très difficile en raison du manque absolu des choses les plus indispensables (ravitaillement des hôpitaux et des maisons de santé en produits alimentaires, en instruments, médicaments,

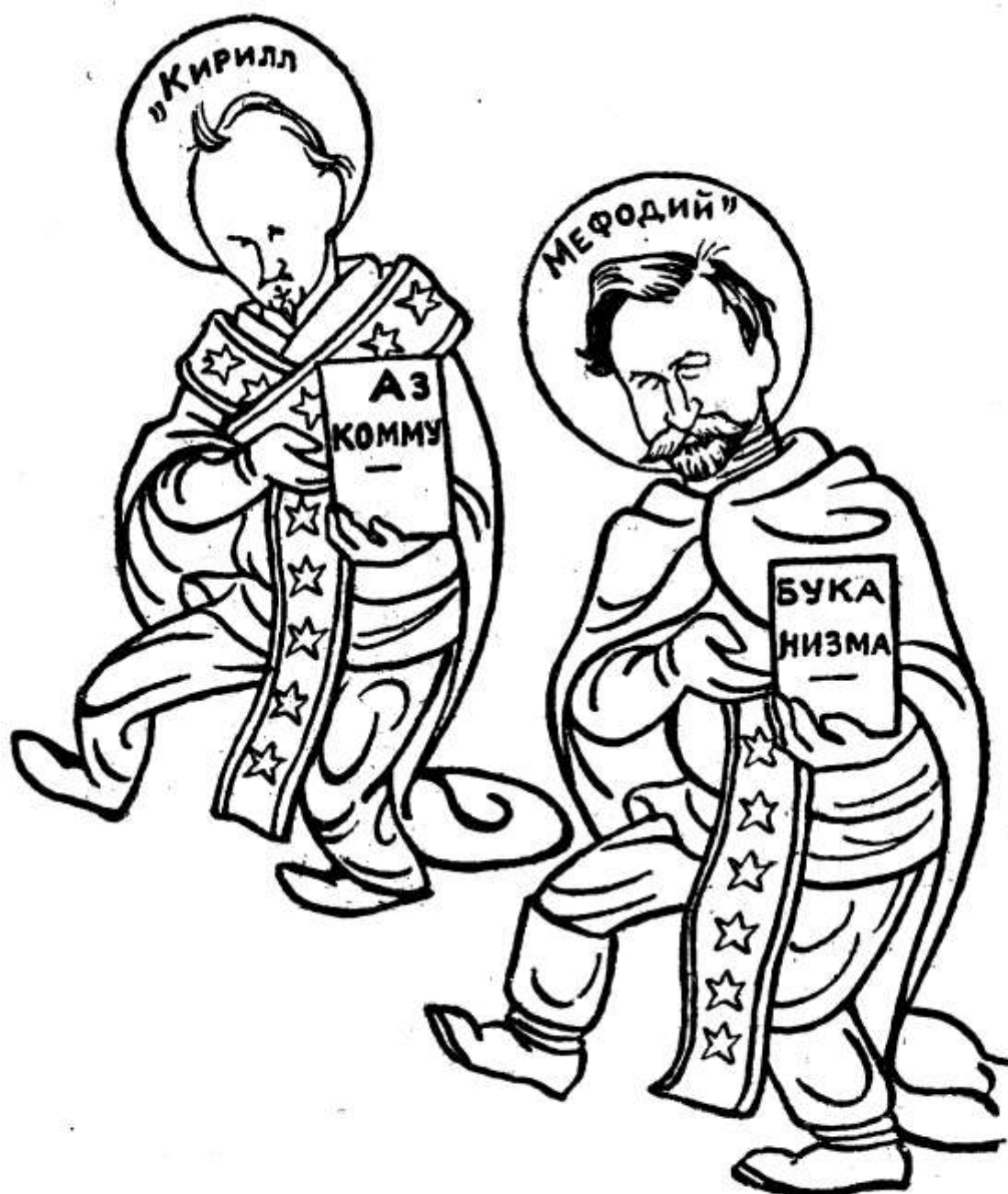
matériel, etc.). Il s'exerce surtout dans trois domaines essentiels dont le développement est un devoir pour notre parti :

Premièrement, l'application résolue de grandes *mesures sanitaires*. Il faut mentionner d'abord l'assainissement des locaux habités : c'est par les puits et les fontaines contaminés, par les rigoles et les fossés pour l'écoulement des eaux, par les épandages malodorants, par les fosses d'aisances et les water-closets que se propagent les maladies infectieuses. La question de l'alimentation populaire sur les bases hygiéniques et scientifiques s'y rattache aussi : avec la pauvreté de nos provisions alimentaires, cette tâche est difficilement réalisable à l'heure présente; mais l'amélioration des conditions hygiéniques de préparation des mets dans les restaurants publics, dans les cuisines pour enfants, dans les hôpitaux et en général dans tous les établissements publics, doit être exécutée dès maintenant. Il est indispensable aussi de prendre des mesures contre la propagation des maladies contagieuses, pour le contrôle sanitaire des établissements publics, des habitations privées, des écoles, pour la filtration de l'eau, la fourniture d'eau bouillie, la désinfection obligatoire des vêtements, etc.

Mais le plus indispensable, c'est *la lutte méthodique contre les maladies appelées « maladies sociales »*, c'est-à-dire celles qui sont très répandues dans les masses et provoquées par de profondes causes sociales. Il s'agit surtout de trois maladies : la tuberculose, causée par les mauvaises conditions du travail; les maladies vénériennes, répandues surtout à la faveur de la guerre, et enfin l'alcoolisme, né de la barbarie, de l'abrutissement, de la sauvagerie d'un côté et de la dégénérescence parasitaire de l'autre. Ces maladies ne sont pas seulement nuisibles pour nous, elles ont une influence énorme sur les générations futures. L'humanité encourt de ce fait un gros danger, surtout maintenant où, par suite de l'épuisement général, leur effet est encore plus destructif.

Il faut, finalement, *assurer* à la population le *secours médical et médicinal gratuit et accessible à tous*. La difficulté vient maintenant du manque absolu des produits pharmaceutiques qui ne provient pas seulement de la ruine de notre industrie, mais surtout du blocus. Les Alliés « humanitaires » veulent nous étrangler non seulement en nous privant des matières premières et du combustible, non seulement par la « main décharnée par la faim », mais aussi par les épidémies. — Et cela nous ramène à la question de la lutte générale contre l'impérialisme mondial.

Une caricature de Boukharine et Préobrajensky



BOUKHARINE & PRÉOBRAJENSKY

(Dessin de Denis)

Cyrille (Boukharine) et Méthode (Préobrajensky), tenant chacun une partie de *l'ABC du Communisme*. Caricature publicitaire (?) publié dans le *Bulletin Communiste*, 7^e année, n°12, vendredi 8 janvier 1926.

Annexe : le Programme du PCR(b) – mars 1919

L'ABC du communisme est un commentaire du Programme du parti communiste russe (bolchevik) adopté à son 8^e Congrès en mars 1919. Le voici :

PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE RUSSE (BOLCHEVIKS)²⁷.

La révolution d'octobre (25 octobre, 7 novembre 1917) en Russie a mis en place la dictature du prolétariat qui, avec le soutien de la paysannerie ou du semi-prolétariat les plus pauvres, a commencé à construire les bases de la société communiste. Le développement de la révolution en Allemagne et en Autriche-Hongrie, la croissance du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays avancés, la diffusion de la forme soviétique de ce mouvement, c'est-à-dire celle qui est directement orientée vers la réalisation de la dictature du prolétariat, tout cela montrait que l'ère de la révolution prolétarienne, communiste, mondiale avait commencé. Cette révolution était le résultat inévitable du développement du capitalisme, qui prévalait jusqu'à présent dans la plupart des pays civilisés. La nature du capitalisme et de la société bourgeoise était correctement caractérisée par notre ancien programme, à l'exception de la dénomination inexacte des partis comme sociaux-démocrates, dans les déclarations suivantes :

"La caractéristique principale d'une telle société est la production de marchandises sur la base des rapports de production capitalistes, dans laquelle la partie la plus importante et la plus considérable des moyens de production et de circulation des marchandises appartient à une petite classe de personnes, tandis que la grande majorité de la population est constituée de prolétaires et de semi-prolétaires, contraints par leur situation économique, de manière permanente ou périodique, à vendre leur force de travail, c'est-à-dire à devenir des travailleurs salariés pour les capitalistes, et à créer par leur travail le revenu des classes supérieures de la société.

" La sphère de domination des rapports de production capitalistes s'étend de plus en plus à mesure que le perfectionnement constant de la technique, augmentant l'importance économique des grandes entreprises, entraîne le déplacement des petits producteurs indépendants, transformant les uns en prolétaires, rétrécissant le rôle des autres dans la vie sociale et économique et les plaçant à certains endroits dans une dépendance plus ou moins complète, plus ou moins explicite, plus ou moins lourde, du capital.

"Le même progrès technique donne, en outre, aux entrepreneurs la possibilité d'appliquer dans une mesure toujours plus grande le travail des femmes et des enfants dans le processus de production et de circulation des marchandises. Et comme, d'autre part, elle entraîne une réduction relative du besoin des entrepreneurs en travail vivant des ouvriers, la demande de travail doit être inférieure à son offre, de sorte que la dépendance du travail salarié à l'égard du capital augmente et que son niveau d'exploitation s'élève.

"Cet état de choses au sein des pays bourgeois et leur rivalité mutuelle toujours plus grande sur le marché mondial rendent de plus en plus difficile l'écoulement des marchandises produites en quantités toujours plus grandes. La surproduction, qui se manifeste par des crises industrielles plus ou moins aiguës, suivies de périodes plus ou moins prolongées de stagnation industrielle, est une conséquence inévitable du développement des forces productives dans la société bourgeoise. Les crises et les périodes de stagnation industrielle, à leur tour, ruinent davantage les petits producteurs, accroissent

²⁷ Le texte du programme adopté au congrès est vérifié par rapport à la copie de la brochure "Programme du parti communiste russe (bolcheviks)", relue par Lénine lui-même le 28 mars 1919, conservée dans les archives. Red.

encore la dépendance du travail salarié vis-à-vis du capital, conduisent encore plus rapidement à une détérioration relative et parfois absolue de la position de la classe ouvrière.

"Ainsi, l'amélioration de la technique, qui signifie une augmentation de la productivité du travail et l'accroissement de la richesse sociale, provoque elle-même dans la société bourgeoise un accroissement de l'inégalité sociale, un accroissement de la distance entre les nantis et les démunis et un accroissement de l'insécurité de subsistance, du chômage et des privations de toutes sortes pour des couches de plus en plus larges des masses laborieuses.

" Mais à mesure que toutes ces contradictions propres à la société bourgeoise croissent et se développent, le mécontentement des masses ouvrières et exploitées à l'égard de l'ordre de choses existant grandit, le nombre et l'unité des prolétaires s'accroissent et leur lutte contre leurs exploiters s'aiguise. En même temps, les progrès de la technique, en concentrant les moyens de production et de circulation et en rendant commun le travail dans les entreprises capitalistes, créent de plus en plus rapidement la possibilité matérielle de remplacer les rapports de production capitalistes par des rapports communistes, c'est-à-dire par la révolution sociale, qui représente le but final de toute l'activité du parti communiste international en tant que porte-parole conscient du mouvement de classe du prolétariat.

"En remplaçant la propriété privée des moyens de production et de circulation par la propriété sociale et en introduisant l'organisation planifiée du processus de production sociale pour le bien-être et le développement intégral de tous les membres de la société, la révolution sociale du prolétariat détruira la division de la société en classes, libérant ainsi toute l'humanité opprimée, car elle met fin à toutes les formes d'exploitation d'une partie de la société par une autre.

"La condition nécessaire de cette révolution sociale est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'obtention par le prolétariat d'un pouvoir politique qui lui permette d'écraser toute résistance aux exploiters. En se donnant pour tâche de rendre le prolétariat capable de remplir sa grande mission historique, le Parti communiste international l'organise en un parti politique indépendant opposé à tous les partis bourgeois, dirige toutes les manifestations de sa lutte de classe, lui expose l'opposition irréconciliable des intérêts des exploiters à ceux des exploités et lui précise la signification historique et les conditions nécessaires de la révolution sociale à venir. En même temps, il révèle au reste des masses ouvrières et exploitées le caractère désespéré de leur situation dans la société capitaliste et la nécessité de la révolution sociale pour leur propre émancipation de l'oppression du capital. Le parti de la classe ouvrière, le parti communiste, appelle dans ses rangs toutes les sections des masses ouvrières et exploitées qui passent au point de vue du prolétariat".

Le processus de concentration et de centralisation du capital, détruisant la libre concurrence, a conduit, au début du XXe siècle, à la création de puissantes alliances monopolistiques de capitalistes - syndicats, cartels et trusts - qui sont devenues décisives dans toute la vie économique, fusionnant le capital bancaire avec le capital industriel d'une énorme concentration et intensifiant l'exportation de capitaux vers les pays étrangers. Les trusts, englobant des groupes entiers de puissances capitalistes, ont amorcé le partage économique du monde, déjà territorialement divisé entre les pays les plus riches. Cette époque du capital financier, qui aggrave inévitablement la lutte entre les États capitalistes, est l'époque de l'impérialisme.

De là découlent inévitablement les guerres impérialistes, les guerres pour les marchés, pour les domaines d'application du capital, pour les matières premières et pour la main-d'œuvre, c'est-à-dire pour la domination mondiale et pour le pouvoir sur les nations petites et faibles. C'est à cela qu'a ressemblé la première grande guerre impérialiste de 1914 - 1918.

Le degré extrêmement élevé de développement du capitalisme mondial en général ; le remplacement de la libre concurrence par le capitalisme monopolistique d'Etat ; la préparation par les banques, ainsi que par les syndicats de capitalistes, de l'appareil de régulation sociale de la production et de la distribution des produits ; l'augmentation du coût et de l'oppression des syndicats sur la classe ouvrière, l'asservissement de celle-ci par l'Etat impérialiste, l'immense difficulté de la lutte économique et politique du prolétariat ; les horreurs, les désastres, la ruine de l'économie mondiale.

La guerre impérialiste ne pouvait pas se terminer non seulement par une paix juste, mais aussi, en général, par toute paix durable que les gouvernements bourgeois pourraient faire. Au stade atteint dans le développement du capitalisme, elle s'est inévitablement transformée et se transforme sous nos yeux en une guerre civile des masses laborieuses exploitées, avec le prolétariat à leur tête, contre la bourgeoisie.

L'assaut croissant du prolétariat et surtout ses victoires dans les différents pays renforcent la résistance des exploiters et les amènent à créer de nouvelles formes d'association internationale des capitalistes (Société des

Nations, etc.), qui, tout en organisant l'exploitation systématique de tous les peuples du monde, dirigent leurs efforts immédiats pour supprimer directement les mouvements révolutionnaires du prolétariat de tous les pays. Tout cela conduit inévitablement à une combinaison de la guerre civile à l'intérieur des États individuels avec les guerres révolutionnaires des pays prolétaires en défense et des peuples opprimés contre le joug des puissances impérialistes.

Dans ces conditions, les slogans du pacifisme, du désarmement international sous le capitalisme, des tribunaux d'arbitrage, etc. ne sont pas seulement une utopie réactionnaire, mais aussi une tromperie directe des travailleurs, visant à désarmer le prolétariat et à le détourner de la tâche de désarmer les exploiters.

Seule une révolution prolétarienne et communiste peut sortir l'humanité de l'impasse créée par l'impérialisme et les guerres impérialistes. Quelles que soient les difficultés de la révolution et les éventuels échecs temporaires de celle-ci ou les vagues de la contre-révolution, la victoire finale du prolétariat est inévitable.

Cette victoire de la révolution prolétarienne mondiale exige la confiance la plus totale, l'alliance fraternelle la plus étroite et la plus grande unité possible de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière dans les pays avancés.

Ces conditions ne peuvent être réalisées sans une rupture décisive de principe et une lutte sans merci contre cette perversion bourgeoise du socialisme qui a triomphé au sommet des partis sociaux-démocrates et socialistes officiels.

Cette perversion est, d'une part, le courant de l'opportunisme et du social-chauvinisme, socialisme en paroles, chauvinisme en actes, couvrant la défense des intérêts pillards de sa bourgeoisie nationale par le faux slogan de la défense de la patrie, en général et surtout pendant la guerre impérialiste de 1914 - 1918. Ce courant a été créé par le fait que les États capitalistes avancés, en pillant les nations coloniales et faibles, permettent à la bourgeoisie, aux dépens des superprofits acquis par ce pillage, de mettre la couche supérieure du prolétariat dans une position privilégiée et d'acheter ainsi la couche supérieure, de lui assurer en temps de paix une petite existence tolérable et d'employer les dirigeants de cette couche. Les opportunistes et les social-chauvins, en tant que serviteurs de la bourgeoisie, sont les ennemis de classe directs du prolétariat, surtout maintenant que, en alliance avec les capitalistes, ils répriment le mouvement révolutionnaire du prolétariat à main armée dans leurs pays et dans les pays étrangers.

D'autre part, une perversion bourgeoise du socialisme est le courant du "centre", observé également dans tous les pays capitalistes, qui oscille entre chauvins sociaux et communistes, défendant l'unité avec les premiers et essayant de faire revivre la IIe Internationale en faillite. Le chef de file de la lutte du prolétariat pour son émancipation n'est que la nouvelle, IIIe, Internationale communiste, dont le PCR est l'un des détachements. Cette Internationale a en fait été créée par la formation de partis communistes à partir des éléments réellement prolétaires des anciens partis socialistes dans plusieurs pays, notamment en Allemagne, et a été formellement fondée en mars 1919 lors de son premier congrès à Moscou. L'Internationale communiste, gagnant de plus en plus de sympathie dans les masses du prolétariat de tous les pays, ne revient pas seulement au marxisme dans son nom, mais dans tout son contenu idéologique et politique et dans toutes ses actions met en œuvre l'enseignement révolutionnaire de Marx, purgé des perversions bourgeoises-opportunistes.

Développant les tâches concrètes de la dictature prolétarienne appliquée à la Russie, dont la caractéristique principale est la prédominance numérique des couches petite-bourgeoises de la population, le PCR définit ces tâches comme suit :

Dans le domaine de la politique générale

1 Inévitablement, même la république bourgeoise la plus démocratique, sanctifiée par les slogans de la volonté nationale, nationale ou extraclassiste, restait dans la pratique, en vertu de l'existence de la propriété privée de la terre et des autres moyens de production, une dictature de la bourgeoisie, une machine pour l'exploitation et la domination de la grande majorité des travailleurs par une poignée de capitalistes. En revanche, la démocratie prolétarienne ou soviétique a fait des organisations de masse des classes opprimées par le capitalisme, les prolétaires et les paysans les plus pauvres - les semi-prolétaires, c'est-à-dire la grande majorité de la population - la base permanente et unique de tout l'appareil d'État, local et central, de la base au sommet. De cette manière, l'État soviétique a mis en œuvre, entre autres, l'auto-administration locale et provinciale sous une forme incomparablement plus large que partout ailleurs, sans aucune autorité nommée au sommet. C'est la tâche du Parti de travailler sans relâche à la mise en œuvre réelle de ce type de démocratie le plus élevé qui, pour fonctionner correctement, exige une élévation constante du niveau de culture, d'organisation et d'autodétermination des masses.

2. Contrairement à la démocratie bourgeoise, qui dissimulait le caractère de classe de son État, le pouvoir soviétique admet ouvertement l'inévitabilité du caractère de classe de tout État, jusqu'à ce que la division de la société en classes, et avec elle, tout pouvoir d'État, ait complètement disparu. L'État soviétique, par son essence même, vise à supprimer la résistance des exploiters, et la constitution soviétique, partant du principe que toute liberté est une fraude si elle contredit la libération du travail de l'oppression du capital, ne s'arrête pas à la suppression des droits politiques des exploiters. La tâche du parti du prolétariat est, tout en réprimant fermement la résistance des exploiters et en combattant idéologiquement les préjugés profondément enracinés contre le caractère inconditionnel des droits et libertés bourgeois, d'expliquer en même temps que la privation des droits politiques et toutes les restrictions à la liberté ne sont nécessaires que comme mesures temporaires contre les tentatives des exploiters d'affirmer ou de restaurer leurs privilèges. Au fur et à mesure que la possibilité objective d'exploitation de l'homme par l'homme disparaîtra, la nécessité de ces mesures temporaires disparaîtra également et le Parti s'efforcera de les réduire et de les abolir complètement.

3. La démocratie bourgeoise se limitait à l'extension formelle des droits et libertés politiques, tels que les droits de réunion, de syndicat et de presse, de manière égale pour tous les citoyens. Mais en réalité, tant les pratiques administratives que l'esclavage économique des travailleurs ont toujours rendu ces derniers, sous la démocratie bourgeoise, incapables de jouir dans une large mesure de ces droits et libertés.

Au contraire, la démocratie prolétarienne, au lieu de proclamer formellement des droits et des libertés, met leur octroi effectif avant tout aux classes de la population qui ont été opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie. A cette fin, le pouvoir soviétique exproprie de la bourgeoisie les locaux, les imprimeries, les dépôts de papier, etc. et les met à l'entière disposition des travailleurs et de leurs organisations.

La tâche du PCR est d'impliquer de plus en plus de masses de la population ouvrière dans la jouissance des droits et libertés démocratiques et d'étendre la possibilité matérielle de le faire.

4. La démocratie bourgeoise a proclamé pendant des siècles l'égalité des hommes sans distinction de sexe, de religion, de race et de nationalité, mais le capitalisme n'a nulle part permis de réaliser cette égalité dans la pratique, mais a conduit, dans sa phase impérialiste, à l'aggravation extrême de l'oppression raciale et nationale. Ce n'est que parce que le pouvoir soviétique est le pouvoir du pouvoir ouvrier qu'il a pu porter cette égalité jusqu'au bout et dans tous les domaines de la vie pour la première fois dans le monde jusqu'à l'anéantissement des dernières traces de l'inégalité des femmes dans la sphère du mariage et du droit de la famille en général. La tâche du Parti aujourd'hui est principalement un travail idéologique et éducatif afin de détruire complètement toute trace de l'ancienne inégalité ou des préjugés, surtout parmi les couches arriérées du prolétariat et de la paysannerie.

Au-delà de l'égalité formelle des femmes, le Parti cherche à les libérer des charges matérielles du ménage obsolète en le remplaçant par des maisons communes, des cantines publiques, des blanchisseries centrales, des crèches, etc.

5. En offrant aux masses ouvrières une possibilité incomparablement plus grande que sous la démocratie bourgeoise et le parlementarisme d'élire et de révoquer des députés de la manière la plus facile et la plus accessible pour les ouvriers et les paysans, le gouvernement soviétique éradique en même temps les aspects négatifs du parlementarisme, notamment la séparation des pouvoirs législatif et exécutif, le détachement des institutions représentatives des masses, etc.

L'État soviétique rapproche également l'appareil d'État des masses dans la mesure où l'unité électorale et l'unité de base de l'État n'est pas une circonscription territoriale mais une unité de production (usine).

La tâche du Parti, en dirigeant tout son travail dans cette direction, est de rapprocher les organes du pouvoir des masses de travailleurs sur la base d'un exercice toujours plus rigoureux et toujours plus complet de la démocratie par les masses dans la pratique, en particulier en rendant les fonctionnaires responsables et redevables.

6. Alors que la démocratie bourgeoise, contrairement à ses proclamations, faisait de l'armée un instrument des classes possédantes, la séparant des masses ouvrières et la dressant contre elles, détruisant ou rendant difficile l'exercice par les soldats de leurs droits politiques, l'État soviétique fusionne dans ses organes, dans les Soviets, les ouvriers et les soldats sur la base d'une complète égalité de leurs droits et de l'unité de leurs intérêts. La tâche du Parti est de défendre et de développer cette unité des ouvriers et des soldats dans les Soviets, en renforçant le lien inséparable entre la force armée et les organisations du prolétariat et du semi-prolétariat.

7. Le rôle prépondérant dans toute la révolution du prolétariat industriel urbain, en tant que partie la plus concentrée, la plus unie, la plus éclairée et la plus endurcie des masses ouvrières, était évident à la fois dans l'émergence même des conseils et dans tout le cours de leur développement en organes de pouvoir. Notre constitution soviétique reflétait cela en conservant un certain avantage pour le prolétariat industriel par rapport aux masses petite-bourgeoises plus dispersées dans les campagnes.

Le PCR, tout en clarifiant le caractère temporaire de ces avantages, historiquement liés aux difficultés de l'organisation socialiste du village, doit s'efforcer d'utiliser de façon constante et systématique cette position du prolétariat industriel afin d'unir plus étroitement aux ouvriers avancés les masses les plus arriérées et dispersées des prolétaires et semi-prolétaires du village et de la paysannerie moyenne, en opposition aux intérêts étroits d'église et étroits de profession que le capitalisme a cultivés parmi les ouvriers.

8. Ce n'est qu'à travers l'organisation soviétique de l'État que la révolution du prolétariat pourra immédiatement briser et détruire jusqu'au sol le vieil appareil d'État bourgeois, bureaucratique et judiciaire. Cependant, le niveau culturel insuffisamment élevé des masses, le manque de compétences en gestion des travailleurs proposés par les masses pour les postes à responsabilité, la nécessité d'employer à la hâte des spécialistes de l'ancienne école dans des conditions difficiles et le détournement de la couche la plus avancée des travailleurs urbains pour le travail militaire, ont conduit à la renaissance partielle du bureaucratisme dans le système soviétique.

En menant la lutte la plus résolue contre le bureaucratisme, le PCR préconise les mesures suivantes pour vaincre complètement ce mal :

1. l'implication obligatoire de chaque membre du conseil dans le travail spécifique de gestion de l'État.
2. Une succession de ces emplois, de sorte qu'ils couvrent progressivement toutes les branches du gouvernement.
3. L'inclusion progressive de l'ensemble de la population active dans les travaux d'administration de l'État.

L'application pleine et entière de toutes ces mesures, qui représentent un pas supplémentaire sur la voie empruntée par la Commune de Paris, et la simplification des fonctions du gouvernement tout en élevant le niveau culturel des travailleurs conduisent à la destruction du pouvoir d'État.

Dans le domaine des relations nationales

9. Dans la question nationale, le PCR est guidé par les dispositions suivantes :

- 1) La politique de rassemblement des prolétaires et semi-prolétaires de différentes nationalités pour une lutte révolutionnaire commune visant à renverser les propriétaires et la bourgeoisie est au premier plan.
- 2) Pour surmonter la méfiance des masses laborieuses des pays opprimés envers le prolétariat des États qui ont opprimé ces pays, il faut détruire tous les privilèges de tout groupe national, l'égalité totale des nations, la reconnaissance aux colonies et aux nations égales du droit de sécession étatique.
- 3) Dans le même but, comme l'une des formes transitoires sur la voie de l'unité complète, le Parti propose une union fédérale d'États organisée selon le type soviétique.
- 4) Sur la question de savoir qui est le porteur de la volonté de sécession de la nation, le PCR se place du point de vue historique de classe, en tenant compte du stade de son développement historique auquel se trouve la nation : du médiévisme à la démocratie bourgeoise ou de la démocratie bourgeoise à la démocratie soviétique ou prolétarienne, etc.

En tout cas, de la part du prolétariat de ces nations qui étaient des nations oppressives, une prudence particulière et une attention spéciale aux vestiges du sentiment national parmi les masses ouvrières des nations opprimées ou défavorisées sont nécessaires. Ce n'est qu'avec une telle politique que l'on peut créer les conditions d'une unité vraiment durable et volontaire des éléments nationalement hétérogènes du prolétariat international, comme l'a montré l'expérience d'un certain nombre de républiques soviétiques nationales autour de la Russie soviétique*.

Dans le domaine militaire

10. Dans le domaine militaire, les tâches du Parti sont déterminées par les points principaux suivants :

- 1) A l'époque du déclin de l'impérialisme et de la guerre civile croissante, il est impossible de conserver l'ancienne armée ou d'en construire une nouvelle sur une base dite extra-classe ou nationale. L'Armée rouge, en tant qu'instrument de la dictature prolétarienne, doit nécessairement avoir un caractère ouvertement de classe, c'est-à-dire être formée exclusivement du prolétariat et des couches

semi-prolétariennes de la paysannerie qui lui sont proches. Ce n'est qu'en liaison avec la destruction des classes qu'une telle armée de classe sera transformée en une milice socialiste de tout le peuple.

2) L'éducation la plus large possible de tous les prolétaires et semi-prolétaires à la profession militaire et l'introduction de matières appropriées à l'école sont nécessaires.

3) Le travail d'entraînement et d'éducation militaire de l'Armée rouge est réalisé sur la base de la cohésion de classe et de l'éveil socialiste. C'est pourquoi il est nécessaire d'avoir des commissaires politiques, des communistes fiables et dévoués, ainsi que des supérieurs de combat, et de créer des cellules communistes dans chaque unité pour établir un lien idéologique interne et une discipline consciente.

4) Pour contrebalancer la structure de l'ancienne armée, une courte période de formation purement en caserne est nécessaire, les casernes doivent être rapprochées du type d'écoles militaires et politico-militaires, les formations militaires doivent être étroitement liées aux usines, aux fabriques, aux syndicats et aux organisations des pauvres ruraux.

5) La connexion organisationnelle et la stabilité nécessaires ne peuvent être données à la jeune armée révolutionnaire qu'avec l'aide d'un état-major de commandement, d'abord au moins de rang inférieur, parmi les ouvriers et les paysans conscients. La formation des soldats les plus capables et les plus énergiques, dévoués à la cause du socialisme, pour les postes de commandement est donc l'une des tâches les plus importantes de la création de l'armée.

6) L'utilisation et l'application les plus larges possibles de l'expérience opérationnelle et technique de la dernière guerre mondiale sont nécessaires. A cet égard, il est essentiel que les spécialistes militaires, qui sont passés par l'école de l'ancienne armée, soient largement impliqués dans l'organisation de l'armée et sa direction opérationnelle. La condition préalable à une telle participation est la concentration de la direction politique de l'armée et le contrôle total du personnel de commandement entre les mains de la classe ouvrière.

7) L'exigence de l'éligibilité du personnel de commandement, qui était d'une grande importance fondamentale par rapport à l'armée bourgeoise, où le personnel de commandement était sélectionné et éduqué comme un appareil de subordination de classe aux soldats et, à travers les soldats, aux masses ouvrières, perd complètement son importance fondamentale par rapport à l'Armée rouge de classe ouvrière et paysanne. La combinaison possible de l'élection et de la nomination est dictée par l'armée révolutionnaire de classe uniquement par des considérations pratiques et dépend du niveau de formation atteint, du degré de cohésion des unités de l'armée, de la disponibilité des commandants et autres.

Dans le domaine du pouvoir judiciaire

11. Ayant pris tout le pouvoir en main et ayant aboli les organes de la domination bourgeoise - les tribunaux de l'ancienne organisation - la démocratie prolétarienne, au lieu de la formule de la démocratie bourgeoise "élection des juges par le peuple", a avancé le mot d'ordre de classe "élection des juges parmi les ouvriers seulement par les ouvriers" et l'a réalisé dans toute l'organisation du tribunal, égalisant en même temps les deux sexes dans tous les droits tant dans le choix des juges que dans l'exercice de la fonction judiciaire.

Afin d'impliquer les masses les plus larges possibles du prolétariat et de la paysannerie la plus pauvre dans l'administration de la justice, la participation à la cour de justice de juges non professionnels, en constante évolution, a été introduite, avec la participation des organisations ouvrières de masse, des syndicats, etc. à l'établissement des listes.

En créant un tribunal populaire unique au lieu d'une série interminable d'anciens tribunaux de différents niveaux, le pouvoir soviétique a simplifié le système judiciaire, le rendant totalement accessible à la population et éliminant toute lourdeur administrative dans la gestion des affaires.

En abolissant les lois des gouvernements déposés, le gouvernement soviétique a confié aux juges élus par les Soviets le soin de mettre en œuvre la volonté du prolétariat en appliquant ses décrets, et en cas d'absence ou d'incomplétude de ceux-ci, de se laisser guider par la conscience juridique socialiste.

Dans le domaine de la punition, les tribunaux ainsi organisés ont déjà apporté un changement radical dans la nature de la punition en exécutant les peines avec sursis sur une grande échelle, en introduisant la censure publique comme punition, en remplaçant l'emprisonnement par le travail obligatoire tout en conservant la liberté, en remplaçant les prisons par des institutions éducatives et en permettant la pratique des tribunaux de camaraderie.

Le PCR, tout en préconisant le développement du tribunal dans le même sens, devrait s'efforcer d'associer l'ensemble de la population active à l'exercice des fonctions judiciaires et de remplacer définitivement le système de sanction par un système de mesures à caractère éducatif.

Dans le domaine de l'éducation publique

12. Dans le domaine de l'éducation publique, la tâche du PCR est d'achever le travail commencé après la révolution d'octobre 1917, de transformer l'école d'un instrument de domination de classe de la bourgeoisie en une arme pour l'effacement complet de la division de la société en classes, en une arme pour la renaissance communiste de la société.

Pendant la dictature du prolétariat, c'est-à-dire dans la période où se préparent les conditions de la pleine réalisation du communisme, l'école doit être non seulement un conducteur des principes du communisme en général, mais aussi un conducteur de l'influence idéologique, organisationnelle, éducative du prolétariat sur les couches semi-prolétariennes et non prolétariennes des masses laborieuses, pour l'éducation d'une génération capable de mettre le communisme complètement en pratique. La tâche la plus immédiate sur cette voie est le développement des bases suivantes du travail scolaire et éducatif déjà établi par les autorités soviétiques :

- 1) Assurer un enseignement général et polytechnique (familiarisation théorique et pratique avec toutes les principales branches de production) gratuit et obligatoire pour tous les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de 17 ans.
- 2) Création d'un réseau d'établissements préscolaires : crèches, jardins d'enfants, écoles maternelles, etc., pour l'amélioration de l'éducation sociale et l'émancipation des femmes.
- 3) La réalisation complète d'une école unique pour l'emploi, l'enseignement dans la langue maternelle, la co-éducation des enfants des deux sexes, totalement soviétique, c'est-à-dire libre de toute influence religieuse, étroitement liée entre l'éducation et le travail socialement productif et préparant des membres complets d'une société communiste.
- 4) L'État fournit à tous les élèves la nourriture, les vêtements, les chaussures et les aides scolaires.
- 5) La formation de nouveaux cadres du personnel éducatif imprégnés des idées du communisme.
- 6) Implication de la population active dans l'éducation (développement des "conseils d'éducation", mobilisation des lettrés, etc.)
- 7) Assistance globale de l'État à l'auto-éducation et à l'auto-développement des ouvriers et des paysans (création d'un réseau d'institutions d'éducation extrascolaire : bibliothèques, écoles pour adultes, maisons du peuple et universités, cours, conférences, cinémas, studios, etc.)
- 8) Développement généralisé de l'enseignement professionnel pour les 17 ans, en liaison avec les connaissances générales polytechniques.
- 9) Ouvrir largement l'accès aux amphithéâtres d'une école supérieure à tous ceux qui désirent étudier, et surtout aux ouvriers ; Faire participer tous ceux qui peuvent y enseigner ; éliminer toutes les barrières artificielles entre les forces scientifiques fraîches et la chaire ; prévoir des dispositions matérielles pour les étudiants, de façon à donner au prolétariat et aux paysans une possibilité réelle de bénéficier d'une école supérieure.
- 10) Il est également nécessaire d'ouvrir et de mettre à la disposition des travailleurs tous les trésors de l'art créés sur la base de l'exploitation de leur travail et jusqu'à présent en possession exclusive des exploiters.
- 11) Le développement de la plus large propagande des idées communistes et l'utilisation de l'appareil et des moyens de la puissance publique à cette fin.

Dans le domaine des relations religieuses

13. En ce qui concerne la religion, le PCR ne se contente pas de la séparation déjà décrétée de l'Église et de l'État et de l'école et de l'Église, c'est-à-dire des mesures que la démocratie bourgeoise a présentées dans ses programmes mais qu'elle n'a nulle part au monde menées à terme, grâce aux multiples liens factuels du capital avec la propagande religieuse.

Le PCR est guidé par la conviction que seule la mise en œuvre d'une sensibilisation systématique dans toutes les activités sociales et économiques des masses entraînera l'éradication complète des préjugés religieux. Le Parti cherche à détruire complètement le lien entre les classes exploiteuses et l'organisation de la propagande religieuse en promouvant la libération réelle des masses ouvrières des préjugés religieux et en organisant la plus large propagande scientifique, éducative et anti-religieuse possible. Il faut veiller à éviter toute insulte aux sentiments des croyants qui ne conduirait qu'à la consolidation du fanatisme religieux.

Dans le domaine économique

1. Poursuivre sans relâche et mener à terme l'expropriation de la bourgeoisie, qui est déjà achevée pour l'essentiel et la plus grande partie, et la transformation des moyens de production et de circulation en propriété de la République soviétique, c'est-à-dire en propriété commune de tous les travailleurs.

2. L'élément principal et fondamental qui détermine l'ensemble de la politique économique du pouvoir soviétique est d'augmenter autant que possible les forces productives du pays. En raison de la terrible dévastation que connaît le pays, tout le reste doit être subordonné au but pratique d'augmenter immédiatement et par tous les moyens la quantité de produits indispensables à la population. Le succès de chaque institution soviétique liée à l'économie nationale doit être mesuré par les résultats pratiques à cet égard.

Les éléments suivants doivent être pris en considération en premier lieu :

3. La décadence de l'économie impérialiste a laissé en héritage à la première période de construction soviétique un certain caractère chaotique dans l'organisation et la gestion de la production. Il est d'autant plus urgent - c'est l'une des tâches fondamentales - d'unir toutes les activités économiques du pays sous un plan national unique ; de centraliser autant que possible la production dans le sens de sa combinaison dans les branches individuelles et les groupes de branches et de sa concentration dans les meilleures unités de production et dans le sens de la rapidité de l'exécution des tâches économiques ; de coordonner au mieux l'ensemble de l'appareil de production, d'utiliser les ressources matérielles du pays d'une manière rationnelle et économique.

En même temps, elle développera la coopération économique et les liens politiques avec les autres nations, et s'efforcera simultanément d'établir un plan économique commun avec les nations qui se sont déjà converties au système soviétique.

4. En ce qui concerne les petites industries et les industries artisanales, il faut en généraliser l'utilisation en passant des commandes publiques aux artisans ; l'artisanat et les petites industries doivent être inclus dans le plan général d'approvisionnement en matières premières et en combustibles, et ils doivent être soutenus financièrement, à condition que les artisans individuels, les ateliers, les coopératives de production et les petites entreprises soient regroupés en unités de production et d'industrie plus importantes ; ces associations doivent être encouragées en leur accordant des avantages économiques, visant, entre autres, à permettre de

5. L'appareil d'organisation de l'industrie socialisée doit être basé principalement sur les syndicats. Ils doivent s'affranchir de plus en plus de l'étroitesse des ateliers et se transformer en grandes associations de production englobant la majorité, et progressivement tous les travailleurs d'une branche de production donnée.

Conformément aux lois de la République soviétique et à la pratique établie, en tant que participants à tous les organes locaux et centraux de l'administration industrielle, les syndicats doivent arriver à la concentration réelle entre leurs mains de la gestion de l'ensemble de l'économie nationale comme un tout économique unique. En constituant un lien indissoluble entre l'administration centrale de l'État, l'économie nationale et les larges masses de travailleurs, les syndicats doivent faire participer ces dernières, dans toute la mesure du possible, à la gestion directe de l'économie. La participation des syndicats à la gestion de l'économie et leur implication des larges masses est, en même temps, le principal moyen de combattre la bureaucratisation de l'appareil économique du pouvoir soviétique et permet d'établir un véritable contrôle populaire sur les résultats de la production.

6. L'utilisation maximale de toute la force de travail disponible dans l'État, sa répartition et sa redistribution correctes, tant entre les diverses régions territoriales qu'entre les diverses branches de l'économie nationale, nécessaires au développement harmonieux de l'économie nationale, doivent constituer la tâche immédiate de la politique économique du pouvoir soviétique, qu'il ne peut réaliser qu'en étroite unité avec les syndicats. La mobilisation totale de toute la population valide par le pouvoir soviétique, avec la participation des syndicats, pour certains travaux publics, doit être appliquée beaucoup plus largement et systématiquement que cela n'a été fait jusqu'à présent.

7. Dans la situation d'effondrement de l'organisation capitaliste du travail, les forces productives du pays ne peuvent être restaurées et développées et le mode de production socialiste ne peut être consolidé que sur la base de la discipline de camaraderie des travailleurs, de leur autodiscipline maximale, de la conscience de leur responsabilité et du contrôle mutuel strict de la productivité du travail.

La réalisation de ce but exige un travail systématique et persistant de rééducation des masses, qui est maintenant facilité précisément par le fait que les masses voient dans la pratique l'abolition du capitaliste, du

propriétaire et du commerçant et arrivent à la conviction par expérience pratique que leur niveau de bien-être dépend exclusivement de la discipline de leur propre travail.

Dans ce travail de création d'une nouvelle discipline socialiste, le rôle le plus important revient aux syndicats. En rompant avec les anciennes façons de faire, ces derniers doivent mettre en pratique et tester diverses mesures à cet effet, telles que l'établissement de la responsabilité, les taux de travail, l'introduction de la responsabilité devant les tribunaux spéciaux des travailleurs, etc. 8.

8. La même tâche de développement des forces productives exige l'utilisation immédiate, large et complète des spécialistes scientifiques et technologiques que le capitalisme nous a laissés, malgré le fait que, dans la plupart des cas, ils sont inévitablement* imprégnés d'une vision et de compétences bourgeoises. Le Parti estime que la période de lutte acharnée contre cette strate, causée par le sabotage qu'elle a organisé, est terminée, puisque ce sabotage, en général, a été brisé. Le Parti doit, en étroite alliance avec les syndicats, poursuivre sa ligne antérieure : D'une part, ne pas faire la moindre concession politique à cette couche bourgeoise et réprimer impitoyablement toute reptation contre-révolutionnaire de celle-ci, et d'autre part, lutter impitoyablement contre la vanité prétendument radicale, mais en fait ignorante, selon laquelle les travailleurs sont capables de vaincre le capitalisme et l'ordre bourgeois sans apprendre des spécialistes bourgeois, sans les utiliser, sans passer par la longue école du travail à leurs côtés.

Tout en luttant pour l'égalité de rémunération de tout le travail et pour le communisme intégral, le pouvoir soviétique ne peut pas se donner pour tâche de réaliser immédiatement cette égalité à l'heure actuelle, alors que l'on ne fait que les premiers pas vers le passage du capitalisme au communisme. Il est donc encore nécessaire de maintenir pendant un certain temps la rémunération plus élevée des spécialistes afin qu'ils puissent travailler non pas moins bien mais mieux qu'avant, et dans le même but, il ne faut pas abandonner le système des primes pour les travaux les plus* réussis et surtout organisateurs.

De même, il est nécessaire de mettre les spécialistes bourgeois dans un environnement de travail commun camarade, main dans la main avec la masse des travailleurs ordinaires dirigée par des communistes conscients, et de promouvoir ainsi la compréhension mutuelle et le rapprochement entre les travailleurs du travail physique et mental qui sont séparés par le capitalisme.

9. Le pouvoir soviétique a déjà pris un certain nombre de mesures visant au développement de la science et à son rapprochement avec la production : création de tout un réseau de nouveaux instituts d'application scientifique, de laboratoires, de stations d'essai, de productions expérimentales pour tester les nouvelles méthodes techniques, les améliorations et les inventions, comptabilité et organisation de toutes les forces et moyens scientifiques, etc. Le CPR, qui soutient toutes ces mesures, s'efforce de les développer davantage et de créer les conditions les plus favorables au travail scientifique dans son rapport avec l'élévation des forces productives du pays.

Dans le domaine de l'agriculture.

10. Le pouvoir soviétique, ayant réalisé l'abolition complète de la propriété foncière privée, a déjà procédé à l'exécution de toute une série de mesures visant à organiser une agriculture socialiste à grande échelle. Les plus importantes de ces mesures sont :

- 1) l'organisation de fermes soviétiques, c'est-à-dire de grandes économies socialistes ; 2) le soutien de sociétés ainsi que d'associations pour la culture publique de la terre ; 3) l'organisation de l'ensemencement par l'État de toutes les terres nonensemencées ; 4) la mobilisation par l'État de toutes les forces agronomiques pour des mesures énergiques visant à accroître la culture agricole ; 5) le soutien des communes agricoles en tant qu'unions entièrement volontaires d'agriculteurs pour une économie générale à grande échelle.

Considérant toutes ces mesures comme le seul moyen d'augmenter la productivité du travail agricole, le PCR s'efforce d'obtenir la mise en œuvre la plus complète possible de ces mesures, leur extension aux régions les plus arriérées du pays et de nouvelles mesures dans la même direction.

En particulier, le PCR préconise :

- 1) Soutien global de l'État aux coopératives agricoles engagées dans la transformation des produits agricoles ;
- 2) un système d'amélioration largement répandu ;
- 3) la fourniture généralisée et systématique, par le biais de stations de roulage, de stocks à la paysannerie pauvre et moyenne.

Considérant que la petite économie paysanne continuera à exister pendant longtemps, le PCR cherche à réaliser une série de mesures visant à augmenter la productivité de l'économie paysanne. Ces

mesures sont : 1) la rationalisation de l'utilisation des terres paysannes (élimination de l'inter-pâturage, du pâturage long, etc.) ; 2) la fourniture de semences améliorées et d'engrais artificiels aux paysans ; 3) l'amélioration de la race du bétail paysan ; 4) la diffusion des connaissances agronomiques ; 5) l'aide agronomique aux paysans ; 6) la réparation dans les ateliers soviétiques du matériel agricole paysan ; 7. la création de stations de roulage, de stations expérimentales, de champs de démonstration, etc. 8. la mise en valeur des terres paysannes.

11. Étant donné que la contradiction entre la ville et la campagne est l'un des fondements les plus profonds de l'arriération économique et culturelle du village, et que, à une époque de crise aussi profonde que celle que nous vivons actuellement, elle met la ville et la campagne en danger imminent de dégénérescence et de destruction, le PCR considère l'élimination de cette contradiction comme l'une des tâches fondamentales de l'édification communiste et, en même temps que les mesures générales, il juge nécessaire la participation large et systématique des travailleurs industriels à l'édification communiste de l'agriculture, au développement de l'industrie et à l'amélioration de la qualité de vie.

12. Dans tout son travail dans le village, le PCR continue de s'appuyer sur les couches prolétariennes et semi-prolétariennes, en les organisant tout d'abord comme une force indépendante, en créant des cellules du Parti dans le village, des organisations de pauvres, des syndicats d'un type spécial pour les prolétaires et semi-prolétaires du village, etc., en les rapprochant du prolétariat urbain, en les arrachant à l'influence de la bourgeoisie du village et des petits intérêts propriétaires.

Par rapport aux koulaks, à la bourgeoisie de village, la politique du PCR consiste à lutter résolument contre leurs empiètements d'exploitation, à supprimer leur résistance à la politique soviétique.

En ce qui concerne la paysannerie moyenne, la politique du PCR est de l'associer progressivement et systématiquement au travail de construction du socialisme. Le but du Parti est de la séparer des koulaks, de l'attirer du côté de la classe ouvrière par une attitude attentive à ses besoins, en combattant son arriération par des mesures d'influence idéologique, pas du tout par des moyens de répression, en recherchant dans tous les cas où ses intérêts vitaux sont touchés, des accords pratiques avec elle, en lui faisant des concessions dans la détermination des moyens de réaliser les transformations socialistes.

Dans le domaine de la distribution

13. Dans le domaine de la distribution, la tâche des autorités soviétiques consiste actuellement à continuer à remplacer progressivement le commerce par une distribution nationale ordonnée et organisée des produits. L'objectif est d'organiser l'ensemble de la population en un réseau unifié de communes de consommation capables de distribuer tous les produits nécessaires avec la plus grande rapidité, la plus grande planification, la plus grande économie et le moins de travail possible, tout en centralisant strictement l'ensemble de l'appareil de distribution.

Les communes de consommateurs et leurs associations devraient être basées sur la coopération civique et ouvrière existante, qui est la plus grande organisation de consommateurs et l'appareil de distribution de masse le mieux préparé dans l'histoire du capitalisme.

Considérant que ce type de développement communiste ultérieur de l'appareil coopératif est fondamentalement la seule chose à faire, plutôt que de l'écarter, le PCR doit poursuivre systématiquement sa politique : obliger tous les membres du Parti à travailler dans des coopératives, les guider, avec l'aide également des syndicats, dans un esprit communiste, développer l'auto-activité et la discipline de la population ouvrière réunie en coopératives, veiller à ce que toute la population soit couverte par des coopératives et que ces coopératives fusionnent en une seule coopérative, couvrant toute la République soviétique de haut en bas, enfin et surtout, que l'influence prédominante du prolétariat sur le reste de la classe ouvrière soit constamment assurée et que diverses mesures soient partout expérimentées dans la pratique pour faciliter et réaliser le passage des coopératives petite-bourgeoises de l'ancien type capitaliste aux communes de consommation dirigées par des prolétaires et des semi-prolétaires.

Dans le domaine de la monnaie et de la banque

14. Évitant l'erreur de la Commune de Paris, les autorités soviétiques de Russie ont immédiatement saisi la Banque d'État, puis ont procédé à la nationalisation des banques commerciales privées, ont fusionné les banques, les caisses d'épargne et les trésoreries nationalisées avec la Banque d'État, créant ainsi le cadre d'une Banque populaire unique de la République soviétique et transformant la banque d'un centre de domination économique du capital financier et d'un instrument de domination politique des exploiters en un instrument

de pouvoir ouvrier et un levier de renversement économique. Dans le but de continuer à mener à bien l'œuvre commencée par le pouvoir soviétique, le PCR met en avant les principes suivants :

- 1) Monopolisation de toutes les banques dans les mains de l'Etat soviétique ;
- 2) un changement radical et une simplification des opérations bancaires en transformant l'appareil bancaire en un appareil de comptabilité uniforme et de comptabilité générale de la République soviétique. Avec l'organisation d'une économie sociale planifiée, cela conduira à la destruction de la banque et à sa transformation en bureau central de comptabilité d'une société communiste.

15. Dans la première période de transition du capitalisme au communisme, alors que la production et la distribution communiste des produits ne sont pas encore complètement organisées, la destruction de l'argent semble impossible. Dans cette situation, les éléments bourgeois de la population continuent à utiliser l'argent qui reste dans la propriété privée à des fins de spéculation, de profit et de vol des travailleurs. S'appuyant sur la nationalisation des banques, le PCR cherche à mettre en œuvre une série de mesures qui élargissent le champ du calcul sans argent et préparent la destruction de la monnaie : détention obligatoire de l'argent dans la banque du peuple ; introduction de livres budgétaires, remplacement de l'argent par des chèques, tickets à court terme pour le droit de recevoir de la nourriture, etc.

Dans le domaine de la finance

16. Au moment où les moyens de production expropriés des capitalistes ont commencé à être socialisés, le pouvoir d'État a cessé d'être un appareil parasite se tenant au-dessus du processus de production ; il a commencé à se transformer en une organisation remplissant directement les fonctions de gestion économique du pays, et en même temps le budget de l'État est devenu le budget de l'économie nationale dans son ensemble.

Dans ces conditions, l'équilibre entre les recettes et les dépenses ne peut être atteint qu'en organisant correctement la production planifiée par l'État et la distribution des produits. En ce qui concerne la couverture des dépenses directes de l'Etat dans la période de transition, le PCR préconisera le passage du système d'indemnités contre les capitalistes, qui était historiquement nécessaire et légitime pendant la première période de la révolution socialiste, à un impôt progressif sur le revenu et la propriété. Et comme cet impôt se périmait du fait de l'expropriation généralisée des classes possédantes, la couverture des dépenses publiques doit reposer sur la conversion directe d'une partie des recettes des différents monopoles d'État en recettes publiques.

Dans le domaine du logement

17. Afin de résoudre la question du logement, particulièrement aggravée pendant la guerre, les autorités soviétiques ont exproprié toutes les maisons des propriétaires capitalistes et les ont remises aux conseils municipaux ; elles ont procédé au repeuplement massif des ouvriers des faubourgs dans des maisons bourgeoises ; elles ont transféré les meilleures d'entre elles aux organisations ouvrières, en confiant l'entretien de ces bâtiments à l'État ; elles ont procédé à l'équipement des familles ouvrières en meubles, etc.

La tâche du PCR est, en suivant la voie indiquée ci-dessus et sans affecter le moins du monde les intérêts de la propriété immobilière non capitaliste, de s'efforcer par tous les moyens d'améliorer les conditions de logement des masses laborieuses ; de détruire les vieux quartiers surpeuplés et insalubres, de détruire les logements insalubres, de reconstruire les anciens, de construire de nouveaux logements correspondant aux nouvelles conditions de vie des masses laborieuses, d'installer rationnellement les travailleurs.

Dans le domaine de la protection du travail et de la sécurité sociale

L'instauration de la dictature du prolétariat a permis pour la première fois de mettre pleinement en œuvre le programme minimum des partis socialistes dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail.

Les autorités soviétiques ont légiféré et inscrit dans le Code du travail : une journée de travail de 8 heures pour tous les travailleurs, comme durée maximale de travail, la journée de travail ne dépassant pas 6 heures pour les personnes de moins de 18 ans dans les industries particulièrement dangereuses, et pour les mineurs travaillant sous terre ; une période de repos hebdomadaire de 42 heures pour tous les travailleurs ; l'interdiction des heures supplémentaires comme règle générale ; l'interdiction de l'emploi des enfants et des jeunes de moins de 16 ans ; l'interdiction du travail de nuit et du travail ?

Les autorités soviétiques ont légiféré une sécurité sociale complète pour tous les travailleurs non exploités contre toutes les formes d'invalidité et - pour la première fois dans le monde - contre le chômage, aux frais des employeurs et de l'État, avec une autonomie totale des pourvoyeurs et une large participation des syndicats.

En outre, le pouvoir soviétique est allé, à certains égards, plus loin que le programme minimum et a établi dans le même "Code du travail" la participation des organisations de travailleurs à la résolution des questions

de recrutement et de licenciement ; un mois de congé payé pour tous les travailleurs ayant travaillé sans interruption pendant au moins un an ; la réglementation par l'État des salaires sur la base des tarifs élaborés par les syndicats ; certains organes, à savoir les départements de distribution et d'enregistrement des travailleurs aux conseils et aux syndicats, chargés de fournir du travail aux chômeurs ; la participation de l'État au processus décisionnel.

Mais l'extrême ruine causée par la guerre et les assauts de l'impérialisme mondial ont contraint les autorités soviétiques à faire les entorses suivantes : autoriser le recours aux heures supplémentaires dans des cas exceptionnels, en les limitant à 50 jours par an ; autoriser le travail des jeunes de 14 à 16 ans, en limitant leur journée de travail à 4 heures ; accorder temporairement deux semaines de congé au lieu d'un mois ; porter la durée du travail de nuit à 7 heures.

Le PCR doit mener une large propagande pour la participation active des travailleurs eux-mêmes à la mise en œuvre vigoureuse de toutes les mesures : dans le domaine de la protection du travail, pour laquelle elle est nécessaire :

- 1) Renforcer l'action d'organisation et d'extension de l'inspection du travail en recrutant et en formant des agents actifs à cet effet parmi les travailleurs eux-mêmes et en l'étendant à : la petite industrie et l'industrie domestique ;
- 2) Étendre la protection du travail à tous les types de main-d'œuvre (travailleurs du bâtiment, transports terrestres et fluviaux, domestiques et travailleurs agricoles) ;
- 3) retirer définitivement les mineurs du travail et réduire davantage la journée de travail des adolescents.

En outre, le PCR devrait se donner pour mission d'établir :

- 1) à l'avenir, avec une augmentation générale de la productivité du travail, une journée de travail de 6 heures au maximum, sans réduction de la rémunération du travail et avec l'obligation pour les travailleurs de consacrer en plus deux heures, sans rémunération spéciale, à la théorie de l'artisanat et de la production, à la formation pratique aux techniques de l'administration publique et à l'art de la guerre ;
- 2) L'introduction d'un système de rémunération incitatif pour une productivité accrue.

Dans le domaine de la sécurité sociale, le PCR s'efforce d'organiser une aide d'État de grande envergure non seulement pour les victimes de la guerre et des catastrophes naturelles, mais aussi pour les victimes de relations sociales anormales, combat résolument toute forme de parasitisme et d'oisiveté et vise à remettre au travail toute personne disloquée dans sa vie professionnelle.

Dans le domaine de la santé publique

Le PCR considère comme la base de ses activités dans le domaine de la santé publique tout d'abord la mise en œuvre de mesures sanitaires et de santé étendues dans le but de prévenir le développement de maladies. La dictature du prolétariat a déjà donné l'occasion de réaliser toute une série de mesures sanitaires et d'amélioration de la santé qui ne pouvaient pas être réalisées dans le cadre de la société bourgeoise : nationalisation de la pharmacie, grandes institutions médicales et thermales privées, service obligatoire pour les forces médicales, etc.

Dans cette optique, le PCR se fixe comme tâche immédiate :

- 1) La mise en œuvre décisive de vastes mesures sanitaires dans l'intérêt des travailleurs, telles que :
 - a.) l'assainissement des zones habitées (protection du sol, de l'eau et de l'air) ;
 - b.) L'organisation de la restauration sur la base de principes scientifiques et hygiéniques ;
 - c) Organiser des mesures visant à prévenir la propagation des maladies contagieuses ;
 - d) L'élaboration de lois sur la santé publique ;
- 2) la lutte contre les maladies sociales (tuberculose, maladies vénériennes, alcoolisme, etc.) ;
- 3) La fourniture de traitements et de médicaments accessibles, gratuits et qualifiés.